

Nouveaux Cahiers du socialisme

# La décroissance pour la suite du monde



21,95 \$



n° 14  
2015



# Nouveaux Cahiers du socialisme

*Collectif d'analyse politique*

**n° 14**  
**automne 2015**

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont publiés deux fois par année par le Collectif d'analyse politique (CAP). Les orientations du CAP sont accessibles à <[www.cahiersdusocialisme.org/](http://www.cahiersdusocialisme.org/)>.

**Comité de rédaction :** Flavie Achard, Pierre Beaudet, Philippe Boudreau, Thomas Chiasson-LeBel, Jacques Pelletier, Richard Poulin et André Vincent

**Coordination du numéro :** Yves-Marie Abraham, Andrea Levy et Louis Marion

**Typographie, mise en pages et couverture :** Brigitte Beaudet

**Illustration de la couverture :** Blair Kelly, reproduite avec l'aimable autorisation du magazine *Canadian Dimension*

**Révision linguistique :** Flavie Achard, Philippe Boudreau et Jacques Pelletier

**Administration et abonnements :**

Collectif d'analyse politique  
CP 35062 Fleury  
Montréal (Québec) H2C 3K4  
Adresse électronique : [cap@cahiersdusocialisme.org](mailto:cap@cahiersdusocialisme.org)  
Site Internet : [www.cahiersdusocialisme.org](http://www.cahiersdusocialisme.org)

**Diffusion :**

LMPI  
8155, rue Larrey  
Montréal (Québec), H1J 2L5  
514.355.5674

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés; toute reproduction d'un extrait quelconque de la revue par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Les Nouveaux Cahiers du socialisme sont membres de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP).

**Dépôt légal**

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)  
Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

© Collectif d'analyse politique  
ISSN : 1918 4662 (version imprimée)  
ISSN : 1918 4670 (version en ligne)

Imprimé au Canada en août 2015

# Nouveaux Cahiers du socialisme

n° 14, automne 2015

## ENTREVUE AVEC LORRAINE GUAY ET JOCELYNE BERNIER

PIERRE BEAUDET

5

## DOSSIER : LA DÉCROISSANCE, POUR LA SUITE DU MONDE

### INTRODUCTION AU DOSSIER

Comment faire croître la décroissance ?

YVES-MARIE ABRAHAM, ANDREA LEVY ET LOUIS MARION

25

### PARTIE 1 : QU'EST-CE QUE LA DÉCROISSANCE ?

- Les paradoxes de la décroissance 33  
GILBERT RIST
- Cinq thèses sur la décroissance 41  
MICHEL LEPESANT
- La décroissance est-elle un projet latin ? 53  
SERGE LATOUCHE
- La décroissance, une vision pour des sociétés plus justes et plus sobres 64  
VINCENT LIEGEY, STÉPHANE MADELAINE, CHRISTOPHE ONDET ET ANISABEL VEILLOT
- Les décroissants : des néomalthusiens ? 71  
JOAN MARTINEZ-ALIER
- Nous autres décroissants ! 76  
THIERRY BRULAVOINE, MICHEL LEPESANT ET BORIS PRAT
- La décroissance est-elle technophobe ? 86  
LOUIS MARION

### PARTIE 2 : LA CROISSANCE EN DÉBAT : CRITIQUES AMIES

- Décroissance, écosocialisme et articulation stratégique 94  
JONATHAN DURAND-FOLCO
- Sommes-nous toutes et tous des pollueurs aliénés ?  
La décroissance et la critique du consumérisme 106  
ARNAUD THEURILLAT-CLOUTIER
- De la décroissance à la planification démocratique :  
un programme de recherche 118  
SIMON TREMBLAY-PEPIN

- La décroissance: un mouvement révolutionnaire ?  
ANDREU SOLÉ 126
- La décroissance n'est pas une réalité virtuelle  
MAUDE PRUD'HOMME 137
- (Dé)croissance de la richesse, (dé)croissance de la valeur,  
(dé)croissance de quelle valeur ?  
BERNARD FRIOT 142

### **PARTIE 3 : LA CROISSANCE EN ACTION : APERÇUS CONTEMPORAINS**

- Une décroissance de la production agricole mondiale  
est-elle souhaitable ?  
RODOLPHE DE KONINCK 148
- Chine 2015, cauchemar écologique et réactions populaires  
CLAUDE LLENA 156
- Écocommunautés et décroissance : limites et potentialités de  
l'expérimentation locale  
CATHERINE BEAU-FERRON 164
- La décroissance à Leipzig  
RICHARD SWIFT 173
- Le mouvement des villes en transition : un véritable projet  
de décroissance ?  
THOMAS TALOTÉ 176
- Un autre enseignement comme premier pas vers la décroissance  
BÉATRICE ROURE ET HERVÉ PHILIPPE 185

### **BILAN DE LUTTES**

- La grève à l'UQAM  
PIERRE BEAUDET 196
- Grève à l'Université York : ses victoires et ses limites à l'aune  
du syndicalisme de mouvement social  
THOMAS CHIASSON-LEBEL ET CHRISTIAN PÉPIN 203

### **PERSPECTIVES**

- Lénine et *Occupy*  
ANTONIO NEGRI 214
- Relire Fanon  
IMMANUEL WALLERSTEIN 218
- La fin de l'émergence du Sud  
MICHEL HUSSON 226
- Résignation tranquille et dérives autoritaires  
JEAN-FRANÇOIS LESSARD 236

### **NOTES DE LECTURE 246**

Les auteurEs 265

# Entrevue avec Lorraine Guay et Jocelyne Bernier



Lorraine et Jocelyne, des piliers du mouvement communautaire québécois, se sont fait connaître à travers leur longue implication à la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles et dans d'autres initiatives où leur rôle a été crucial, bien que discret, dans une démarche qui continue jusqu'à ce jour.

## Entrevue avec Lorraine Guay et Jocelyne Bernier

RÉALISÉE PAR PIERRE BEAUDET

### **PB – Où et quand commence l’aventure ?**

**LG** – Née à Verdun en 1943, j’ai grandi dans ce quartier composé à l’époque de francophones et d’anglophones de couches moyennes et populaires. En général, les anglophones étaient propriétaires des commerces et des logements, et les francophones, locataires ! On vivait côte à côte, mais aussi face à face, les relations étant plutôt tièdes entre les deux groupes. J’ai souvent participé à des batailles de rue pour défendre mes frères plus jeunes : comme j’étais une fille, ce n’était pas très bien vu. Mon père, un commis voyageur, se promenait aux quatre coins de la ville pour vendre des « guenilles » comme il disait. Il était payé à la commission, et donc on n’était pas riches, mais pas pauvres non plus. À l’époque, la tradition était de permettre aux garçons de poursuivre leurs études, mais moi, je voulais beaucoup étudier et je n’étais pas d’accord avec cela ! J’avais gagné une bourse de la Société St-Jean-Baptiste pour étudier chez les Sœurs Jésus-Marie de Longueuil. Puis, pour continuer, il fallait aller comme pensionnaire à Montréal. Mes parents n’en avaient pas les moyens. Je me suis donc inscrite à l’École normale Eulalie-Durocher de Saint-Lambert même si je n’ai jamais voulu enseigner de ma vie : je voulais être médecin. Mais à cette époque, pour les filles du milieu ouvrier, le « choix » était limité : on était destinées à être secrétaires, enseignantes, infirmières ou... femmes au foyer !

Pourtant, l’école normale a été un milieu stimulant. C’est là que je me suis éveillée politiquement à travers la Jeunesse étudiante catholique, la JEC. Dans ce début de Révolution tranquille, l’Église était divisée entre l’élite traditionnelle et des jeunes qui voulaient que ça change. La JEC prônait la prise en charge des enjeux étudiants – à travers la fameuse devise VOIR-JUGER-AGIR –. On mettait en place le syndicalisme et le journalisme étudiants. On lisait des livres à l’index en cachette ! Venant d’un univers religieux à 100 %, c’était plutôt bousculant de lire Jean-Paul Sartre, même si ce n’était pas dans le texte ! Cela m’a causé plusieurs démêlés avec les religieuses et j’ai finalement été « mise à la porte » en plein milieu de mon avant-dernière année scolaire. Suite aux pressions du diocèse, on m’a laissée terminer mon diplôme à l’École normale sur l’avenue Mont-Royal... à la condition que je m’abstienne de toute activité parascolaire.

**JB** – Je suis née à Saint-Louis-de-Lotbinière, un petit village du centre du Québec. Mon père travaillait sur les bateaux de cabotage qui faisaient le transport le long du fleuve. C’était un autodidacte qui aimait les livres, et qui en plus avait

marié la fille du médecin du village ! Plus tard, il est devenu capitaine de bateau, ce qui l'a sorti de la pauvreté. Comme Lorraine, j'ai grandi dans une famille où mes deux frères étaient destinés au collège classique, mais pas moi ! Finalement, devant mon entêtement, mes parents m'ont inscrite à l'Institut Saint-Joseph-de-Saint-Vallier à Québec. J'aimais l'école, je crois que c'est mon père qui m'avait inculqué la curiosité intellectuelle. Ce qui ne m'empêchait pas de passer pas mal de temps à m'opposer à lui sur l'avenir du Québec et sur la condition des femmes ! Au départ, je voulais devenir médecin, mais inspirée par la Révolution tranquille, j'ai finalement abouti en sociologie à l'Université Laval.

### **PB – Les jeunes de l'époque commencent à bouger...**

**LG** – Au sortir de l'école normale, je suis devenue animatrice au secrétariat national de la JEC où j'ai connu plusieurs copains et copines qui ont fait leur chemin par la suite comme Louise Harel, Robert Perrault, Léa Cousineau, Guy Lafleur. La JEC, c'était alors plusieurs milliers de personnes impliquées dans les associations étudiantes et le journalisme étudiant. La vision était chrétienne, mais dans son interprétation progressiste : il fallait s'attaquer aux causes structurelles des injustices et pas juste à leurs conséquences, en rupture avec la conception traditionnelle de la « charité ». On se battait aussi pour la création d'un ministère de l'Éducation mise de l'avant par Paul Gérin-Lajoie. En 1967, l'année de l'Exposition universelle, la JEC internationale tenait ses assises à Montréal. Une occasion unique où on a rencontré des jeunes chrétiens engagés dans la résistance, au Chili, au Brésil et ailleurs. Ils nous parlaient de sous-développement, de pillage du tiers-monde, de l'impérialisme. On était éblouis. On lisait Fidel Castro, Frantz Fanon et même la revue *Parti pris* !

**JB** – Effectivement, ça bougeait, par exemple, lors de la manifestation contre la reine d'Angleterre, le fameux « samedi de la matraque » (le 10 octobre 1964) lorsque la police avait chargé des manifestants et des manifestantes pacifiques à coups de bâton. À l'université, je profitais de l'enseignement de Fernand Dumont, un grand chercheur humaniste qui valorisait la rigueur et le travail intellectuel. On a réalisé des enquêtes merveilleuses en Gaspésie auprès de communautés qui résistaient à la fermeture de leurs villages. J'ai été séduite par la lutte de ces gens, plus que Dumont qui restait dans l'univers académique où les profs devaient « conseiller le prince ».

### **PB – Et puis, il y a eu 1968...**

**LG** – En novembre 1968, peu après les événements, je débarquais à Paris avec mon copain qui avait été élu secrétaire de la JECl. Nous nous sommes retrouvés dans une sorte de grande commune sur la rue de Rennes, avec des militantes et des militants de partout. Nous étions dans la rue à toutes les

semaines en solidarité avec le Brésil, le Chili, le Vietnam. Peu après, c'était la crise d'Octobre au Québec et, lors de la visite de Bourassa à Paris plusieurs mois plus tard, de nombreux Québécois, dont nous étions, ont été surveillés de près. Le manifeste du FLQ nous avait touchés par son ton radical et son langage populaire. Toutefois, la dérive de l'action armée a été rebutante. Par rapport à une certaine extrême gauche française, j'éprouvais un malaise. Cet attachement à un communisme théorique, alors que l'Union soviétique emprisonnait ses dissidents, me semblait inacceptable. Les informations qui circulaient sur la torture « médicale » infligée aux dissidents par une médication psychiatrique qui tuait leur personnalité et leur âme m'étaient répugnantes.

**JB** – Pour moi, le grand saut a été de débarquer à Montréal : pour une fille de village, c'était quelque chose ! Déménagée à l'Université de Montréal, j'ai continué à faire de la recherche tout en m'intéressant au tournant de René Lévesque vers le projet d'indépendance. Tout a basculé pour ma part au début des années 1970. Un peu lassée de la tour d'ivoire, je me suis insérée dans la lutte pour les garderies populaires. Je me suis également lancée dans l'aventure du Front de libération des femmes avec *Québécoises Deboutte!*, un journal qui voulait approfondir et populariser les thèmes féministes. Le mot d'ordre était « Pas de libération du Québec sans libération des femmes » ! À partir du féminisme et de la lutte pour des garderies, j'évoluais vers la nouvelle gauche regroupée autour de certains groupes, dont le Comité d'action politique (CAP) Saint-Jacques. À travers ces étapes, je suis demeurée la « femme de l'ombre », n'ayant pas tendance à occuper des fonctions de leadership. C'était un peu ma personnalité, peut-être un manque de confiance. Sur un plan positif, c'était aussi une réticence à accepter la hiérarchie.

**PB** – **Autre bifurcation dans vos vies, c'est l'insertion dans le mouvement populaire...**

**LG** – Aussitôt revenue au Québec en 1972, j'ai travaillé à la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, d'abord comme organisatrice communautaire, puis comme infirmière. La clinique était une initiative des étudiants progressistes en médecine de McGill. On se battait contre l'élite locale qui avait la main haute sur la caisse populaire, contre le pouvoir médical, contre les autorités de tous bords tous côtés. En même temps, on a créé une coalition avec d'autres cliniques pour résister au projet du gouvernement libéral d'absorber les initiatives communautaires dans les CLSC. Nous étions d'accord avec l'initiative des CLSC dont l'inspiration d'ailleurs venait en grande partie des cliniques populaires. Mais nous voulions conserver l'autonomie de nos cliniques, qui agissaient sur une base autogérée comme à la Pointe, à Saint-Henri, à la Clinique St-Jacques. On se définissait comme « rouges » et « experts »; on voulait changer les rapports de pouvoir, y compris sur le plan médical, qui

est une chasse gardée des « experts ». L'idée était (et reste) que les citoyens et les citoyennes doivent prendre en main leur santé, car la maladie, ce n'est pas une simple pathologie, mais très souvent une conséquence d'un système pourri.

**JB** – Un peu partout, les groupes populaires se radicalisaient. Les garderies populaires se regroupaient pour constituer un organisme de lutte, SOS garderies, qui réclamait un financement adéquat de la part du gouvernement provincial, mais surtout, l'autonomie de ces initiatives autogérées par les parents et les employés. SOS Garderies a peu à peu dénoncé le patriarcat, le système capitaliste, l'oppression des femmes. Certaines d'entre nous voulaient aller plus loin, regardaient du côté des groupes d'extrême gauche. On participait à des débats, on se disait : il faut aller jusqu'au bout...

**PB – Autre moment important, il y a l'irruption du mot « P » pour politique.**

**LG** – Après la débâcle de 1970 et des groupes de gauche comme le Front d'action populaire (FRAP), une convergence s'est créée autour de ce qui devint le Rassemblement des citoyens de Montréal, le RCM. Ce parti rassemblait des militants de groupes populaires, des syndicalistes, des intellectuels, des femmes, une partie des élites montréalaises anglophones et francophones lassées du système dominé par le maire Drapeau. À Pointe-Saint-Charles, nous avons décidé d'investir ce parti dont le programme correspondait aux aspirations du quartier. Finalement, Marcel Sévigny sera plus tard élu comme conseiller municipal avec l'équipe de Jean Doré en 1986. Par après, le RCM s'est divisé et je m'en suis éloignée. C'est d'ailleurs la seule fois où j'ai été membre d'un parti politique.

**JB** – Mon passage au mot P a été plus radical, j'ai rallié le Parti communiste ouvrier (PCO). J'assurais en bonne partie les communications internes, je m'occupais des effectifs et je gérais même, imaginez-vous, une sorte d'appareil semi-clandestin, ce qui correspondait alors à l'idée assez farfelue que nous allions animer une révolution anticapitaliste d'un jour à l'autre ! Le PCO, dans ses belles années, c'était plusieurs centaines de membres dédiés à 100 % à l'action militante. Son audience n'était pas négligeable parmi une frange importante des syndicats et des groupes populaires. Le côté positif, si on peut dire, c'est que ce réseau animait de nombreuses luttes. Le côté négatif, et c'est le moins qu'on puisse dire, c'était que ce projet était totalement décalé par rapport à la réalité québécoise, avec en plus un côté autoritaire et dogmatique exacerbé. Mon conjoint qui travaillait dans une usine à Saint-Henri vivait aussi la même intensité. Ensemble, on s'est épuisés dans une bulle qui est devenue peu à peu étouffante.

**LG** – Il y avait pas mal de monde qui se disait alors, c'est bien beau de résister aux conséquences du système, mais ne faudrait-il pas s'attaquer aux causes ? Des

militantes du quartier, et pas seulement des intellectuelles, se joignaient à des groupes radicaux. Personnellement, je trouvais le groupe En Lutte un peu moins brutal que le PCO et j'en suis devenue sympathisante, mais jamais membre. On s'est retrouvés à diffuser des tracts à quatre heures du matin au coin des usines. Il faisait noir et il faisait froid ! Mais nous avions la foi dans la révolution !

### **PB – Le projet d'extrême gauche a mal tourné...**

**JB** – Cette phase cowboy a été exaltante. Je ne peux pas nier que le taux d'adrénaline était élevé dans nos multiples aventures ! On vivait dans un imaginaire construit autour des récits de résistants communistes dans les années de la guerre. Mais en fin de compte, nous aussi, on était en train de quitter l'adolescence prolongée. On commençait à penser que la vie, c'était plus qu'une lutte « héroïque » 24 heures sur 24. Rétroactivement, je me suis rendu compte que j'ai perdu, durant un temps assez long, mon sens critique. L'autre chose qui m'a dérangée était la subordination des femmes dans ces organisations. Nos « cheufs » écrivaient des textes et nous les filles, on s'occupait de traduire et d'imprimer leurs délires... Le *crash* a été dur et est survenu peu après le référendum de 1980 où l'extrême gauche avait appelé à l'abstention ou l'annulation, contre l'avis et le sentiment de la grande majorité des militants et des militantes, y compris dans le PCO.

**LG** – L'extrême gauche vivait dans un nuage. On ne se rendait pas compte de la véritable existence des gens et de leur désir légitime de jouir de la vie. Par exemple, une militante du quartier, très ancrée dans la communauté et qui était sympathique à l'idée d'un grand changement, a été choisie un jour par le quartier pour faire partie d'une délégation en Chine. Au retour de Pékin, elle a fait escale à Paris, c'était la chance de sa vie de voir la tour Eiffel ! Ses « camarades » lui ont dit que ce n'était pas une bonne idée, Paris étant une « ville bourgeoise ». Une chance qu'elle y est allée quand même ! Plus tard, on a bien ri de cette histoire. Cet « incident » et d'autres m'ont « débranchée » progressivement. Je ne supportais pas le sectarisme, si bien qu'en 1980, j'ai voté OUI au référendum, malgré l'appel des groupes m-l (marxistes-léninistes) à annuler son vote. Les résultats m'ont ébranlée. Je me demandais alors, et je me demande toujours, pourquoi le peuple québécois refuse d'assumer sa pleine liberté.

### **PB – On se replie alors sur le village d'Astérix...**

**LG** – J'ai été chanceuse d'être insérée dans cette dynamique populaire à Pointe-Saint-Charles. Non seulement j'ai connu un bon milieu de travail, mais cela m'a ramenée à une communauté qui avait des besoins, mais aussi des rêves, une volonté de résister. La clinique constituait alors un des cœurs du quartier,

avec le Carrefour d'éducation populaire, la Clinique juridique, etc. C'était un milieu de vie ouvert jour et nuit, où on venait consulter, se rencontrer, échanger.

Le président de la puissante Corporation des médecins, le Dr Augustin Roy, nous accusait de pratiquer une médecine soviétique... parce que les médecins étaient à salaire ! La clinique remettait en question le pouvoir médical et travaillait à promouvoir l'implication active des citoyennes et des citoyens les plus vulnérables. *Tout le pouvoir aux citoyens... mais pas n'importe quels citoyens* était alors un slogan très populaire.

**JB** – J'ai eu aussi la chance d'arriver à la clinique comme travailleuse communautaire en 1982. Peu à peu, j'ai repris confiance en moi en accompagnant les gens à travers leurs problèmes quotidiens, mais j'ai aussi senti une limite à aborder les problèmes à partir de cas individuels. Pas à pas, j'ai vu qu'on pouvait faire une différence, par exemple, en organisant des petits groupes d'entraide avec les jeunes mères. Il y avait un véritable élan. J'ai appris à écouter et à me fier au bon instinct des gens. J'ai pu retomber sur mes pattes alors que plusieurs de mes anciens camarades ont eu passablement de misère à se refaire une vie.

### **PB – Comment expliquer cette « exceptionnalité » ?**

**JB** – Tout n'était pas facile à la clinique, mais c'était un lieu où on voyait s'exercer la force des gens à la base. Il faut dire que Pointe-Saint-Charles, c'est effectivement un quartier tissé serré, avec sa culture locale, son identité, très influencée par la communauté irlandaise. Il y avait des tensions entre les Québécois francophones et les Irlandais anglophones, mais lorsqu'il fallait se défendre, on savait se tenir ensemble.

**LG** – La clinique a été un incubateur de pratiques novatrices en santé et en travail social. Elle a été aussi impliquée dans la solidarité internationale. Ainsi, après le coup d'État au Chili, nous avons non seulement participé aux manifestations contre Pinochet soutenu par les États-Unis, mais nous avons accueilli de nombreux Chiliens dans le quartier. À la clinique en particulier, nous avons embauché des Chiliens, un dentiste, des secrétaires, un concierge, etc., dont la présence a aidé à la politisation du personnel.

### **PB – Au tournant des années 1980, la vie continue...**

**JB** – En 1986, je suis devenue la coordonnatrice de la clinique. C'était alors une grosse équipe qui employait près de 100 personnes, ce qui impliquait un certain niveau de professionnalisation et de bureaucratisation. C'était un tournant inévitable, qui comportait des opportunités, mais des pièges aussi. Il fallait garder l'énergie qui nous faisait sortir des contraintes imposées par le système et répondre aux besoins des gens. J'essayais alors de penser à des règles

et à des normes pour faciliter le fonctionnement sans tomber dans la hiérarchie. Je pense rétroactivement qu'on a réussi, peut-être pas à 100 %, mais à un niveau qui a permis de garder cet esprit communautaire et participatif qu'on retrouve encore aujourd'hui.

**LG** – Tout en travaillant et en militant à la clinique, j'ai toujours continué de m'impliquer dans la solidarité internationale; c'est une dimension extrêmement importante dans ma vie. En 1980, j'étais allée au Nicaragua dans la première brigade de solidarité avec les sandinistes. En 1983, dans le cadre du mouvement québécois de solidarité avec le Salvador, j'y suis allée pendant huit mois comme infirmière dans une des zones contrôlées par la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale. La résistance salvadorienne faisait face à une extrême droite très puissante (ARENA) qui contrôlait le pays, avec l'aide des terribles escadrons de la mort, et soutenue inconditionnellement par les États-Unis. Bien que soumis à des bombardements intensifs et à des attaques de l'armée salvadorienne, les paysans résistaient courageusement. Je garde un souvenir indélébile de ces moments à la fois très difficiles (j'ai frôlé la mort à quelques reprises) et merveilleux de solidarité que m'ont manifestée ces femmes et ces hommes qui construisaient peu à peu une autre société plus juste, plus démocratique.

### **PB – Au tournant des années 1990, la clinique persiste et signe...**

**JB** – Il faut le dire, nous avons quand même vécu un certain repli. Je pense à un « nous » plus large que strictement confiné à notre réseau de résistants à la Pointe. Chez nous, en tout cas, la bataille a été dure pour maintenir notre autonomie. Les gouvernements, péquistes ou libéraux, ont voulu « restructurer » le système de santé. L'épée de Damoclès était là pour nous intégrer dans la grosse machine et enlever le cœur battant de notre projet en le transformant en une autre institution offrant des « services » à des « clients ».

**LG** – Elle ne le dira pas elle-même, mais c'est Jocelyne qui nous a permis de tenir le coup. Il y avait beaucoup de têtes fortes à l'interne; il fallait garder notre cohésion face aux menaces de l'État. Je ne sais pas comment elle a fait pour faire face à la machine bureaucratique du gouvernement. Mais on est passés à travers tellement de crises !

**JB** – Au début des années 1990, sous l'égide du gouvernement libéral, le ministre de la Santé, Marc-Yvan Côté, avec son projet de loi 120 nous offrait le choix entre l'intégration dans le réseau, plus ou moins comme un CLSC, ou bien d'être considérés comme un groupe communautaire, ce qui voulait dire perdre la plus grosse partie de notre financement. On a organisé une énorme mobilisation pour défendre la clinique. On tenait des assemblées de 500

personnes. Des directeurs de CLSC à Montréal, eux-mêmes confrontés à cette « restructuration », me demandaient : « comment vous faites ? ».

### **PB – Qu’est-ce qui explique cette mobilisation ?**

**JB** – En fin de compte, notre force, c’est qu’on est restés une institution du peuple. La clinique était une institution du quartier et non pas un service géré par quelqu’un d’autre. Plus encore, ce n’était pas un « service médical » au sens restrictif du terme, conception que les gouvernements ont essayé d’imposer en brisant la dynamique communautaire au départ présente dans les CLSC. On est restés debout à lutter pour améliorer les conditions de vie des gens.

### **PB – Pourquoi cet acharnement du gouvernement contre la clinique ?**

**JB** – Nous étions en dehors des normes, le dernier village gaulois, comme l’a dit un journaliste. Plus encore, nous faisons le pont entre le service et l’action communautaire. La clinique, c’était un outil d’éducation et d’organisation. Les salaires étaient relativement égalitaires. Nous déployions une capacité critique, un effort constant pour faire des citoyennes et des citoyens les décideurs, pas seulement des patients spectateurs. La pharmacie populaire, qui acceptait d’être autre chose qu’un magasin de médicaments et un commerce de détail, qui s’occupait avec les gens de leur santé, en est un bon exemple. Avec notre « fonds social de solidarité », on payait 100 % du coût des médicaments pour les personnes à faible revenu. La clinique a aussi contribué à créer des organismes communautaires maintenant autonomes regroupés dans la Table Action-Gardien.

### **PB – La clinique était un lieu d’organisation...**

**JB** – Contrairement aux CLSC, nos organisatrices et organisateurs communautaires ne faisaient pas que prolonger les services dans des interventions auprès des familles. C’était une équipe de développement communautaire participant aux projets du quartier, organisant des campagnes, par exemple pour 500 logements sociaux dans le quartier, pour la parité des prestations d’aide sociale pour les jeunes. Le Ministère nous disait : « ce n’est pas votre mandat », « vous n’êtes pas payés pour cela ».

### **PB – Vous avez tenu le coup...**

**JB** – Avec des hauts et des bas, on est restés soudés. La majorité des médecins et des infirmières acceptait d’être payée moins pour que le personnel d’appui soit payé davantage, et aussi que les surplus servent à alimenter « la caisse de solidarité » pour appuyer des projets. Finalement, notre bataille s’est terminée

par une victoire sans équivoque. Bien sûr, dans cette époque charnière des années 1990, l'impulsion de départ de tout changer s'est un peu affaiblie. Mais le « noyau dur » du projet est resté : la clinique appartient aux gens, elle vit en symbiose avec le quartier.

**PB – Est-ce que vous vous sentiez isolés parfois ?**

**LG** – Nous avons réussi à maintenir une synergie entre mobilisations, luttes sur différents fronts et services médicaux et sociaux. Non pas l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre. Il y a eu des occupations de bureaux d'aide sociale, de bureaux de députés, des manifs de toutes sortes, des prises de position courageuses. Par exemple, lorsque le gouvernement a sabré les allocations d'aide sociale aux jeunes, les médecins sont intervenus publiquement pour dire qu'ils signeraient des certificats de maladie leur permettant d'avoir accès à un montant d'argent plus élevé parce que les coupures condamnaient les jeunes à vivre dans la misère. Des initiatives novatrices comme la mise en place d'une pharmacie populaire suscitaient beaucoup d'intérêt. Mme Verreault, une femme extraordinaire qui portait ce projet, a fait des centaines de présentations. Tous ces gestes nous mettaient en lien avec des groupes et des personnes hors du quartier qui se solidarisaient avec nous. On était invités un peu partout au Québec, jusqu'en Abitibi ! En fin de compte, nous n'étions pas isolés.

**JB** – Nous n'étions pas « enfermés » sur le local, nous étions ancrés dans le local, tout en tentant d'agir sur des politiques publiques; c'est toute une différence.

**LG** – La clinique était et reste l'embryon d'une autre façon de faire les choses, on pourrait presque dire d'une autre société, d'une autre façon de vivre ensemble, de créer la communauté. On ne faisait pas juste imaginer les alternatives, on les créait et on les vivait au quotidien.

**JB** – J'avais appris de mon expérience dans l'extrême gauche qu'il était futile d'essayer de convaincre avec une idéologie toute faite. À la clinique, les gens ont embarqué par expérience concrète dans des mobilisations et des confrontations dont ils pouvaient voir l'utilité.

**PB – Lorraine, tu t'es alors embarquée dans une nouvelle aventure...**

**LG** – Au tournant des années 1987-1988, je considérais que j'avais fait mon temps à la clinique même si j'adorais mon boulot. Je l'ai quittée tout en continuant à m'impliquer au conseil d'administration pendant un certain temps. Je sentais que je devais explorer de nouveaux sentiers. Un peu plus tard, j'ai été engagée comme coordonnatrice du Regroupement des ressources alternatives

en santé mentale, un carrefour d'une centaine de groupes locaux proposant des alternatives à la psychiatrie dominante. Cela correspondait à un virage où de plus en plus de groupes locaux impliqués dans des luttes spécifiques sentaient le besoin de se s'associer dans des regroupements provinciaux pour s'entraider, partager leurs expériences, mener des campagnes coordonnées pour les droits sociaux, pour les femmes, les jeunes, les réfugiés, le logement, etc.

Cet engagement était apparenté aux luttes pour la solidarité internationale, qui ont toujours fait partie de ma militance, car je suis convaincue qu'étant née ici, j'ai « hérité » d'une responsabilité de déconstruire ce que les pays dominateurs ont fait aux peuples « sous-développés » et de reconstruire des liens de solidarité plutôt que des relations d'oppression.

### **PB – Le domaine de la santé mentale est tout un enjeu...**

**LG** – La psychiatrie au Québec a toujours fait partie du système médical conventionnel, elle est là pour soigner des patients qui souffrent de « maladies ». Les grands asiles psychiatriques ont occupé cette fonction jusqu'au début de la Révolution tranquille, quand les révélations de Jean-Charles Pagé (un interné de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu) dans son livre-choc *Les fous crient au secours*, de même que les mobilisations des groupes de défense des droits et les actions d'intervenants plus « modernes », ont sonné le début de la désinstitutionnalisation. On ne peut nier par ailleurs que ce mouvement allait de pair avec la volonté du gouvernement de diminuer les coûts. Cette sortie de l'asile n'a pas été sans provoquer des heurts avec les travailleuses et les travailleurs syndiqués des institutions psychiatriques convaincus, pour la plupart, qu'on ne pouvait pas « laisser les fous vivre en dehors de l'hôpital ». Il a fallu de longs débats entre organismes communautaires et syndicats et les prises de position courageuses de la CSN à l'époque pour faire que la désinstitutionnalisation soit autre chose que mettre des gens à la rue : créer des ressources dans la communauté.

Entretemps, les départements de psychiatrie des hôpitaux ont remplacé ces anciennes institutions d'internement, mais sans changer substantiellement le rôle de la psychiatrie biomédicale : « stabiliser » les malades par la médication. Dans la population, le regard sur les personnes vivant des problèmes de santé mentale n'a pas beaucoup évolué : on les croit « dangereux », on s'oppose à les voir circuler dans son propre quartier... leur présence dévalorisant la valeur des maisons !

Le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale cherchait plutôt à accueillir « ailleurs et autrement » les personnes concernées et s'inscrivait en rupture avec la psychiatrie dominante, proposant de comprendre les troubles mentaux non pas comme des dysfonctionnements exclusivement cérébraux ou physiologiques, mais comme des expériences humaines liées aux trajectoires de vie personnelles, aux conditions de vie, aux contraintes systémiques (pauvreté, inégalités homme/femme, exclusion, etc.). Des groupes très diversifiés de défense

des droits, d'entraide, d'insertion au travail, d'hébergement, de pratique des arts, etc., animés par des « malades mentaux » eux-mêmes – que l'institution avait condamnés à la chronicité – des animateurs communautaires, des artistes, des intervenants de diverses disciplines, etc., ont littéralement créé des pratiques novatrices qui préfiguraient les services d'aujourd'hui.

**JB** – À la clinique, des groupes d'entraide agissaient dans le quartier et les personnes psychiatisées ont aussi organisé leur propre groupe, *Action santé*, qui allait devenir un des groupes fondateurs du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ). La clinique a toujours refusé que l'hôpital Douglas installe sa clinique externe dans le quartier. Nous avons plutôt choisi d'engager un psychiatre progressiste qui accompagnait les intervenants de la clinique, tous tenus de s'occuper des personnes qui avaient des problèmes de santé mentale (plutôt que d'en faire une « spécialité »), qui allait à domicile lors de situations de crise pour éviter l'hospitalisation, qui participait aux actions collectives de la clinique. Dans la clinique, les gens qui vivaient des problèmes de santé mentale sont devenus visibles. Certains ont été élus au conseil d'administration. Le regretté Marcel Simard a fait un film, *Le grand monde*, sur eux et avec eux, témoignant du passage du statut de « patient » dérangeant à celui d'acteur au sein de la communauté. On a eu de beaux moments, comme lorsqu'on a organisé une délégation de citoyens, d'intervenants et de personnes psychiatisées pour aller à la grande manifestation pacifiste antinucléaire et antiguerre à New York qui avait comme slogan *Give peace a chance*. On était un million de personnes dans la rue... et les « fous » y étaient !

### **PB – Quelles étaient vos sources d'inspiration ?**

**LG** – On était inspirés par Foucault, par le mouvement antipsychiatrique de Lang et Cooper en Angleterre, par Basaglia (un psychiatre communiste) et ses réformes radicales contre les asiles en Italie, mais aussi par les nouveaux mouvements des femmes, des Noirs aux États-Unis, etc., qui transformaient les « victimes » en sujets collectifs de transformations sociales et politiques.

### **PB – En 1994, le PQ revenait au pouvoir. Avec Parizeau, il y avait du changement dans l'air...**

**LG** – Marc-Yvan Côté, ministre de la Santé du gouvernement libéral, a entrepris une autre réforme. Les regroupements en santé et services sociaux se sont constitués en coalition, devenant la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles. Nous avons profité d'une « fenêtre d'opportunité » pour remporter un certain nombre de gains concernant l'autonomie du communautaire et le financement à la mission et non par projets. Plus tard, Parizeau, après son élection, a mis en place le Secrétariat à l'action

communautaire autonome, premier jalon de ce qui allait donner naissance à la politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire au Québec. Ça été une longue lutte menée à travers une approche de « partenariat conflictuel » avec l'État.

**PB – Une partie importante du mouvement populaire s'investit alors dans le référendum de 1995...**

**LG** – Sauf quelques exceptions qui se sont prononcées en faveur du OUI – je pense à la Fédération des femmes du Québec qui a consulté ses membres, lesquelles ont voté majoritairement pour la souveraineté – les groupes et les regroupements ne se sont pas prononcés sur la question. Mais ils ont participé activement aux commissions mises en place par Parizeau sur l'avenir du Québec. Et avec d'autres, ils ont eu une influence sur la formulation d'un projet de société d'orientation social-démocrate qu'on retrouve dans *Le cœur à l'ouvrage*<sup>1</sup>. J'ai participé activement aux Partenaires pour la souveraineté, une coalition non partisane qui réunissait des groupes pour la souveraineté tels des syndicats et des collectifs surgis de la base autoorganisée comme Les femmes pour la souveraineté, Les pompiers pour la souveraineté, Les religieuses pour la souveraineté, etc. Il ne s'agissait pas de forcer des organisations à se prononcer et donc à se diviser, mais plutôt de favoriser les rassemblements de citoyens sur une base personnelle. Des femmes ont joué un grand rôle dans la mobilisation des Québécoises pour la souveraineté, celles-ci étant alors plus réfractaires à cette option que les hommes. Par exemple, avec une cinquantaine de Femmes pour la souveraineté, nous avons fait le tour du Québec en autobus. Nous avons contesté le fait que les porte-paroles du camp du OUI étaient trois hommes : Lucien Bouchard, Jacques Parizeau, Mario Dumont, leur demandant même de « se mettre au garde-robe » pour quelques jours, histoire de donner plus de visibilité à des femmes aussi engagées qu'eux pour la souveraineté.

**JB** – À la clinique, c'était plus délicat, compte tenu de la population anglophone du quartier; on sentait à la fois la peur et l'espoir, des tensions autour de petits conflits à propos des pancartes du OUI et du NON. Plus la date fatidique approchait, plus on sentait la tendance aller vers le OUI.

**PB – Et pourtant cela a été un échec...**

**LG** – Une ou deux semaines de campagne de plus et on l'aurait probablement gagné ce référendum. De plus en plus, le peuple prenait la parole. Mais la campagne était trop braquée sur les chefs. On voulait tellement qu'il y ait plus de jeunes, plus de femmes, plus d'immigrants. Parizeau était d'accord, mais pas

---

1 Camp du changement, *Le cœur à l'ouvrage. Bâtir une nouvelle société québécoise*, 1995.

les deux autres. Et il y a eu l'opération malhonnête de l'État fédéral, dont le fameux *love-in* à Montréal, où les participants étaient en congé payé pour nous supplier de rester dans leur cher Canada. En réalité cependant, ce ne sont pas les « autres » qui nous ont battus. C'est nous-mêmes. C'est l'insuffisance de la participation populaire. C'est le vote pour le NON dans la région de Québec. On n'était pas encore assez déterminés et unis, et on a perdu.

### **PB – Mais le pire est survenu après...**

**LG** – Ce qui nous a jetés par terre, c'est la déclaration de Parizeau. Faire porter le blâme aux immigrants a été une erreur monumentale, qui a terni la belle bataille populaire qui avait été menée. C'était non seulement une deuxième défaite, mais un retour en arrière. J'ai d'ailleurs écrit ce soir-là, comme plusieurs d'ailleurs, à Parizeau pour lui dire ma façon de penser. Malheureusement, cela s'est aggravé après son départ. Avec l'arrivée du conservateur Lucien Bouchard, tout a bifurqué. On avait vu son arrogance pendant la campagne référendaire. Son intronisation a porté un coup fatal au PQ.

### **PB – Et puis Bouchard a introduit la croisade du déficit zéro...**

**LG** – Le Sommet pour l'économie et l'emploi de novembre 1996 a adopté un plan d'action sur l'économie sociale et solidaire non sans susciter la controverse au sein des acteurs sociaux. Les confrontations étaient parfois « féroces ». Pour ma part, j'ai toujours appuyé l'économie sociale et solidaire tout en en dénonçant ses dérives. Mais le sommet visait surtout à faire endosser le déficit zéro par les syndicats et les mouvements populaires.

**JB** – Il y avait cependant des débats, car pour plusieurs groupes, il y avait un réel danger dans cette promotion d'une économie solidaire remplaçant le service public. Dans des CLSC, on a perdu des postes d'auxiliaires familiales relativement bien payés qui ont été remplacés par des employées moins payées dans les projets d'économie sociale. Ce n'était pas un progrès pour les femmes.

**LG** – Pour moi, il faut nuancer : l'économie sociale et solidaire, c'est venu de la base, entre autres de l'expérience du mouvement coopératif au Québec. Depuis longtemps, plusieurs initiatives novatrices s'inscrivaient dans la perspective de sortir de la seule logique du profit et de promouvoir la participation des « usagers » et des travailleurs à la gestion de ces organisations. Par exemple, la pharmacie populaire de Pointe-Saint-Charles, les premières garderies qui allaient devenir le réseau des CPE, les cuisines collectives, c'est venu de la poussée de la marche *Du pain et des roses* avec sa revendication de financer les infrastructures sociales. Le mouvement populaire se doit de créer des alternatives au système

économique en place, ce qui ne veut pas dire d'accepter de mauvaises conditions de travail et de se substituer au secteur public.

**PB – Vous étiez contentes que Françoise David et François Saillant claquent les portes du Sommet ?**

LG – La participation ou non au Sommet a fait l'objet d'un bon débat au sein des groupes populaires et féministes. Majoritairement, nous avons choisi d'y être, mais en nous donnant la possibilité d'en sortir. Les étudiantEs du Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) avaient choisi de contester à l'extérieur. Les centrales syndicales étaient en faveur, de même que certaines personnalités de l'économie sociale comme Nancy Neamtam. Plusieurs raisons nous ont poussés vers la sortie, dont notre détermination à obtenir une « clause d'appauvrissement zéro » pour les citoyennes et les citoyens les plus vulnérables proposée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Refus total... et donc sortie éclatante bien orchestrée par Françoise David et François Saillant. On a pris la décision ensemble : sortir chacun pour soi et à des moments différents n'aurait pas eu le même impact.

**PB – Comment expliquer le virage à droite du PQ sous Bouchard ?**

LG – Bouchard est un conservateur. On ne pouvait pas s'attendre à ce qu'il devienne social-démocrate ! Il a contribué à faire dériver le PQ vers le centre droit. Il n'y a là rien de spécifique au PQ : tous les partis occidentaux dits « socialistes » ou sociaux-démocrates ont fait de même. Serge Halimi<sup>2</sup> l'a bien démontré au sujet de la France : chaque fois que le Parti socialiste a été au pouvoir, il a fait des politiques de droite ! Pour le PQ, on a l'impression d'assister à une capitulation qui n'en finit plus.

**PB – Au tournant des années 1990, il y a quand même un rebond du mouvement populaire...**

LG – La Marche des femmes *Du pain et des roses* contre la pauvreté et la violence, en 1995, peu de temps avant le référendum, a été un tournant. Cette marche a galvanisé le mouvement des femmes et a suscité la mobilisation du mouvement populaire : il y a quand même eu 25 000 personnes à Québec pour l'arrivée des marcheuses ! Pour l'époque, c'était énorme. Cette marche a été un tel succès que l'idée d'internationaliser le processus a fait son chemin et donné naissance à la Marche mondiale des femmes en 2000. C'était juste après Seattle en 1999, presque en même temps que la 4<sup>e</sup> Conférence de l'ONU sur les femmes *Beijing +5* en juin 2000 et juste avant le premier Forum social mondial

2 Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Paris, Éditions Arléa, 2000.

à Porto Alegre en janvier 2001, des événements auxquels nous avons participé très activement. Nous sentions l'arrivée de temps nouveaux pour un « autre monde possible » comme le rappelait sans cesse le fameux slogan du mouvement altermondialiste. Mais cela n'allait pas sans débats au sein même de ce mouvement. J'étais à Genève à l'époque en tant que représentante de la Marche mondiale des femmes et nous devions travailler fort pour faire accepter à nos collègues masculins que la lutte principale n'était pas contre le seul système capitaliste, mais aussi contre le système patriarcal, qu'il y avait imbrication et renforcement réciproque de ces systèmes. Vaincre le capitalisme n'allait pas automatiquement entraîner la fin du patriarcat... ça été dur, dur de faire accepter ça !

**PB – Et pour toi Jocelyne, qu'est-ce qui est arrivé avec la clinique ?**

**JB** – En 1997, le temps de la relève était arrivé. Je suis restée proche de la clinique, mais j'ai évité d'être la gérante d'estrade, si bien qu'à l'exception de quelques interventions demandées par les gens de la clinique, je me suis impliquée ailleurs dans le quartier. Je suis retournée également à l'université pour faire une maîtrise en administration de la santé et surtout un bilan de mon action. Après, j'ai travaillé au Centre d'excellence pour la santé des femmes à l'Université de Montréal, un projet très intéressant examinant les impacts des transformations sur la santé des femmes comme travailleuses, utilisatrices des services et proches aidantes. Cela s'est fait en consultation permanente avec des organisations communautaires comme le Regroupement des aidantes où j'ai siégé au conseil d'administration. Puis, je suis devenue coordonnatrice à la Chaire sur les approches communautaires et les inégalités de santé qui a développé des recherches avec le réseau des tables de concertation de quartier et leurs bailleurs de fonds, Centraide, la Ville de Montréal et la Direction de la santé publique. Au départ, il y avait des tensions avec les tables de quartier qui abordent les questions qui ont un impact déterminant sur la santé. J'étais à l'aise dans ce travail qui exigeait de monter des partenariats et de construire des ponts entre la pratique et la recherche.

**PB – En 2003, les libéraux sont revenus au pouvoir. Tout bascule encore...**

**LG** – Charest et ses acolytes ont rapidement annoncé leurs couleurs : en finir avec le « modèle » québécois et adopter la « révolution du bon sens » de l'Ontarien Harris. C'était un assaut concerté contre le secteur public, les CPE, les syndicats, les jeunes, à peu près analogue à celui qui se déroule maintenant avec Couillard. En même temps s'est produite la montée fulgurante de l'ADQ de Mario Dumont. À l'initiative de Françoise David, en janvier 2003, nous avons créé D'abord solidaires, un mouvement de citoyennes et de citoyens déterminés à faire échec à la droite. Ce nouvel acteur social allait contribuer à (re)mobiliser les gens de gauche. Il a d'ailleurs joué un rôle significatif aux côtés

du Collectif pour un Québec sans pauvreté et du Forum social Chaudière-Appalaches dans la formation d'un Réseau de vigilance qui a regroupé, dans la lutte contre Charest, l'ensemble des forces sociales du Québec: syndicats, mouvements communautaires, groupes de femmes, écologistes, étudiant-es, etc. Dès 2004, le Réseau a été très actif dans l'organisation de manifestations amorcées par le réseau des CPE. Charest a dû remballer sa « réingénierie ».

**PB – Est-ce que ce mouvement aurait pu aller plus loin ?**

**LG** – On a raté la grève sociale qu'on pensait possible, tellement les gens de la base étaient en colère. Les débardeurs sur la Côte-Nord voulaient carrément fermer les ports. Il y avait aussi une conjoncture très favorable à une grève sociale : l'adoption sous le bâillon de sept lois matraques en décembre 2004. La CSN était prête à faire cette grève, comme le mouvement communautaire, mais le reste du mouvement syndical a reculé.

**PB – Quelle était l'idée derrière D'abord solidaires ?**

**JB** – C'était un collectif de collectifs implantés en région, comme à Québec autour de Serge Roy, en Mauricie autour de Sylvie Tardif et le groupe COMSEP. La priorité était de bloquer la droite et on peut dire qu'en partie au moins, on a réussi. L'autre idée était d'inventer un nouveau mode de fonctionnement et de promouvoir, comme le disait Diane Lamoureux, l'autonomie des mouvements sociaux, à travers de grandes coalitions. Une autre initiative menée par D'abord solidaires a été la mise en place d'un réseau national pour la démocratie municipale.

**PB – Construire et animer des coalitions, ce n'est pas toujours évident ?**

**LG** – Travailler ensemble exige de chaque groupe et individu de mettre ses structures et modes de fonctionnement à l'épreuve de visées communes, ce qui ne va pas de soi ! Les grosses organisations plus structurées, possédant plus de ressources, ont toujours beaucoup de difficulté à considérer les groupes plus « petits » comme des acteurs sociaux ayant une égale importance dans les combats communs. Par ailleurs, les plus « petits » peinent à reconnaître que les effectifs et les responsabilités ne sont pas les mêmes. Accepter l'égalité dans l'asymétrie est donc un défi pour toutes les coalitions, de même que le temps consacré aux débats, le règlement des inévitables conflits et « joutes de pouvoir », le choix des porte-paroles, le partage des ressources. En pensant aux concertations passées et aux nouvelles formes d'organisation collective, on conclut qu'il faut éviter de s'installer dans la permanence et la rigidité des structures, mais plutôt s'investir ensemble dans l'effervescence et la durée des combats à mener.

**PB – À côté des avancées des coalitions contre la « réingénierie » de Charest, l'idée a émergé que le mouvement populaire devait construire une force politique...**

**LG** – J'étais sceptique face au projet de création d'un nouveau parti politique d'autant plus qu'il y avait déjà l'Union des forces progressistes (UFP). Je comprenais la préoccupation de Françoise David, mais j'ai préféré continuer d'expérimenter la pratique citoyenne de D'abord solidaires. C'était mon option de fond et ça le demeure. Une des raisons de ma tiédeur concerne le système électoral québécois bipartisan, qui s'avère très difficile à changer malgré les efforts déployés depuis près de 45 ans et plus récemment par le Mouvement pour une démocratie nouvelle. Sans un mode de scrutin de type proportionnel, je pense que la concurrence de formations politiques « à gauche » pave la voie à une monopolisation du pouvoir de longue durée par les libéraux, seuls ou en alliance avec leurs semblables comme la CAQ. Pour que Québec solidaire vive avec une chance raisonnable de prendre le pouvoir, il faut que le PQ meure... ou alors il faut des alliances solides entre les gauches partisanses...

**JB** – Je n'étais pas sûre que le projet de QS soit mûr, même s'il me semblait sympathique. À la limite, j'aurais voulu que plusieurs projets se développent simultanément, par exemple du côté municipal. On a pensé que l'idée d'Anne Latendresse et de Dimitri Roussopoulos des « sommets citoyens » ouvrait des portes vers l'émergence d'alliances au niveau municipal qu'on commençait à voir à Montréal, mais aussi en région comme à Trois-Rivières.

**PB – Pourquoi ça n'a pas marché ?**

**JB** – On a voulu former un réseau de coalitions locales dans l'espoir de créer un mouvement de nature politique sans structure organisée, sans permanence, sans pratiquement de moyens. Certes, l'institutionnalisation est un risque. Mais c'est peut-être un risque à prendre.

**LG** – Un autre facteur est que les mouvements progressistes ont longtemps dénigré le terrain municipal. Il y avait, il y a encore selon moi, un manque de vision dans cette posture. Les gauches en Europe et en Amérique latine ont investi les municipalités avec des avancées intéressantes en termes de politiques sociales et économiques.

**JB** – Les mouvements n'étaient pas prêts à envahir cet espace politique qui, pourtant, est un espace de proximité où citoyennes et citoyens connaissent les enjeux et peuvent proposer des solutions. Avec les sommets citoyens, on avait en main non pas un projet de parti, mais une plateforme à partir de laquelle des initiatives politiques auraient pu surgir. Mais on s'est contentés de faire

des lobbys. Entre-temps, à Montréal, une autre initiative est née en dehors du mouvement populaire, et cela est devenu Projet Montréal.

**PB – Et maintenant qu'est-ce qu'on fait ?**

**LG** – Les luttes sont longues et nécessitent une pluralité de mouvements capables de susciter la mobilisation citoyenne. Nous sommes peut-être sortis de la « nostalgie des grands récits »<sup>3</sup>, des rêves d'un « grand soir lumineux », mais certainement pas de l'aspiration à « un autre monde possible ». Je reconnais l'importance des partis politiques, mais j'ai choisi de poursuivre mes engagements dans des mouvements citoyens et dans le travail de solidarité internationale. Et puis, des jeunes particulièrement inspirants sont là !

**JB** – Québec solidaire me semble une bonne idée, j'en suis membre, sans être très active. Si cela peut évoluer vers des initiatives à la base, décentralisées et actives dans les régions, je me sentiraï plus confortable, car il y a des limites à ce que peuvent faire des porte-paroles à l'Assemblée nationale, même quand ils font bien leur travail. Aujourd'hui retraitée, je m'implique surtout dans les mouvements sociaux et communautaires. Malgré les reculs de l'État social, je suis optimiste. Des jeunes ont des yeux brillants d'intelligence et d'énergie. Ils vont aller plus loin que nous, je pense.

---

3 Colette St-Hilaire, « Le féminisme et la nostalgie des grands Récits », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 23, 1994, p. 79-113.

# Dossier

La décroissance,  
pour la suite du monde



## Introduction au dossier **Comment faire croître la décroissance ?**

YVES-MARIE ABRAHAM, ANDREA LEVY ET LOUIS MARION

L'appel explicite à une « décroissance soutenable » a été lancé au début des années 2000, en Europe latine d'abord, contre l'idéologie du « développement durable » surtout, mais contre aussi le développement tout court. Le petit livre publié par Serge Latouche en 2004 sous le titre *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*<sup>1</sup> a pratiquement fait office de manifeste.

Pour les « objecteurs et de croissance », le « développement durable » ou aujourd'hui la « croissance verte » ne permettront, dans le meilleur des cas, que de « polluer moins pour polluer plus longtemps ». Rappelant qu'une croissance économique infinie dans un monde fini n'est pas possible, ils ajoutent qu'elle n'est pas souhaitable. Cette croissance est pour eux en effet synonyme d'injustices entre humains et de soumission à une mégamachine technocapitaliste de plus en plus aliénante. Pour la plupart d'entre eux cependant, la décroissance n'est plus une option. Elle est leur (notre) horizon. La question est de savoir si cette décroissance sera subie, conséquence brutale et incontrôlable du dépassement des limites biophysiques de la planète, ou si elle sera choisie et assumée collectivement, dans le but d'éviter aux humains, en particulier aux plus démunis d'entre eux, les effets désastreux d'un tel dépassement. Militer en faveur de la « décroissance soutenable », c'est croire qu'il est encore possible de mettre en œuvre cette décroissance choisie.

Si ces idées ont connu dans le « Nord global », comme disent nos camarades anglophones, un certain succès depuis dix ans, il est important de constater qu'elles ne sont pas absolument nouvelles. Une bonne part d'entre elles ont été formulées en fait au cours des années 1960 et 1970, avant d'être éclipsées par la révolution conservatrice et le projet d'un « développement durable », qui

---

1 Édité chez Mille et une nuits à Paris.

semblent avoir assumé la fonction d'un contre-feu allumé par les pouvoirs en place.

### **Petite généalogie de la décroissance**

Parmi les textes fondateurs de la décroissance, il faut évidemment mentionner le rapport sulfureux publié en 1972 par le Club de Rome (un *think tank* international regroupant diplomates, industriels, universitaires) sous le titre *Halte à la croissance* ! Sur la base d'une modélisation et d'une simulation informatique des interactions entre l'espèce humaine et son habitat terrestre, l'équipe dirigée par Dennis et Donella Meadows du Massachusetts Institute of Technology (MIT) affirmait que l'humanité était sur le point d'atteindre les limites de son exploitation des ressources naturelles. Seule solution pour éviter un effondrement au cours du XXI<sup>e</sup> siècle : l'arrêt de la croissance économique et de la croissance démographique. Un tel discours, remettant en question les fondements de la civilisation industrielle, ne pouvait que susciter le scepticisme, aussi bien à gauche qu'à droite. L'idée qu'il pourrait y avoir des limites biophysiques à la croissance économique n'est guère plus présente en effet dans la tradition socialiste que dans la tradition libérale. Il existe cependant des exceptions, qui justement ont inspiré et inspirent encore aujourd'hui les partisans et les partisans de la décroissance.

Du côté libéral, auquel on peut associer d'ailleurs le travail de l'équipe Meadows, l'œuvre de John Stuart Mill constitue certainement une référence essentielle. Comme tous ceux que l'on appelle aujourd'hui les « économistes classiques », ce philosophe anglais considérait que la croissance économique ne pouvait durer. Mais à la différence de Malthus ou de Ricardo, Mill envisageait dans ses *Principes d'économie politique* la possibilité d'un état stationnaire dans lequel la croissance économique cèderait le pas au développement intellectuel et à l'art de vivre. Pour lui, un tel état était bien préférable au monde qu'il avait sous les yeux, un monde certes en croissance, mais déjà dévasté par l'assujettissement de la nature à l'industrie et aux besoins humains. Contre la destruction en cours, il faisait valoir entre autres la nécessité de reconnaître à la nature une valeur intrinsèque et non pas seulement instrumentale, une idée que l'on retrouve bien souvent exprimée aujourd'hui dans la constellation décroissanciste.

Plus fondamentalement, cet état stationnaire que Mill appelait de ses vœux se trouve au cœur des préoccupations de l'un des fondateurs de l'économie écologique et ancien économiste en chef de la Banque mondiale : Herman Daly. Formé par l'économiste hétérodoxe Nicholas Georgescu-Roegen, autre inspirateur essentiel de la décroissance, Daly a consacré une bonne partie de ses travaux à faire la critique des théories économiques dominantes, auxquelles il reproche de ne pas tenir compte des contraintes biophysiques qui pèsent sur toutes les activités de production. Mais contrairement à son maître Georgescu-Roegen pour qui la décroissance était la seule manière de sauver l'espèce humaine, il promeut une économie stationnaire, reposant sur des flux de

matière et d'énergie (le *throughput*) n'excédant pas les capacités de régénération et d'absorption de la planète<sup>2</sup>.

L'œuvre de Daly a beaucoup influencé ce que l'on pourrait appeler la branche anglo-américaine de la décroissance, dont les principaux représentants sont Peter Victor au Canada, Tim Jackson en Grande-Bretagne, ainsi que James Gustave Speth et Richard Heinberg aux États-Unis, entre autres. Ces chercheurs ne s'attaquent généralement pas de manière explicite et directe au capitalisme dans leurs analyses des ressorts de la croissance économique, ce que peuvent leur reprocher parfois leurs homologues d'Europe continentale – les vieux débats du Siècle des Lumières ne sont pas clos ! Néanmoins, leurs recherches d'ordre plutôt technique et scientifique débouchent sur une critique sans appel de tous les discours croissancistes, par exemple, lorsqu'elles mettent en évidence l'incapacité des énergies renouvelables de soutenir le modèle économique industriel actuel.

Du côté socialiste, on trouve également quelques précurseurs et fondateurs de la décroissance, qui eux aussi font figure de penseurs hétérodoxes au sein de leur tradition intellectuelle. Le premier d'entre eux est sans doute l'anglais William Morris, dont l'œuvre très originale semble faire l'objet actuellement de nombreuses redécouvertes, y compris en France. Pour Morris, ce n'est pas seulement la domination du capital sur le travail qui fait problème dans la société occidentale du XIX<sup>e</sup> siècle, mais c'est aussi l'industrialisation du monde elle-même. Une telle critique reste centrale aujourd'hui dans la mouvance décroissanciste. On la retrouve chez certains critiques de la technique, tels que Gunther Anders, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau ou Ivan Illich, autant de penseurs de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle qui sont considérés aujourd'hui comme des fondateurs de la décroissance. Mais elle est constitutive aussi d'un autre courant de pensée central au sein de la mouvance décroissanciste : la critique du développement. Outre Serge Latouche et Gilbert Rist, qui nous font l'honneur de participer à ce numéro, cette critique essentielle a été formulée en particulier par François Partant, Wolfgang Sachs et à nouveau Ivan Illich, à partir des années 1960. Elle consiste à dénoncer « l'aide au développement » lancée par Truman et ses alliés en 1949 pour son caractère non seulement injuste, mais également destructeur et aliénant. Il s'agit de refuser d'un même geste un discours pseudogénéreux à l'égard d'une grande partie du monde qualifiée désormais de « sous-développée » et des pratiques effectives visant à entretenir ces mêmes pays dans un état de dépendance à l'égard du « monde développé ».

Parmi les inspirateurs socialistes de la décroissance, on trouve par ailleurs deux critiques importants du marxisme des années 1960 et 1970 : Cornelius Castoriadis et André Gorz. Les objecteurs et les objectrices de croissance doivent au premier, entre autres, deux idées capitales de leur mouvement : l'appel à une « décolonisation de notre imaginaire » et la valorisation de l'autonomie collective.

---

2 Herman Daly, « The economic growth debate », *Journal of Environmental Economics and Management*, n° 14, 1987, p. 323.

Au second, ils doivent d'avoir formulé de manière particulièrement rigoureuse et éclairante les trois critiques constitutives de l'idéologie de la décroissance. Dès son livre *Écologie et politique*<sup>3</sup> (1975), Gorz dénonçait en effet le caractère à la fois destructeur, injuste et aliénant de la quête de croissance caractéristique du capitalisme. Appelant à « rompre le lien entre plus et mieux », il faisait la promotion d'une abondance frugale, qui n'avait rien à voir, il faut le souligner, avec l'austérité capitaliste qu'on nous impose aujourd'hui au nom de l'équilibre budgétaire et que l'on tentera de nous imposer sans doute demain au nom de la « préservation de l'environnement ». Pour Gorz, la décroissance – un mot qu'il est d'ailleurs un des premiers à avoir utilisé dans un sens positif – était un projet de transformation économique et sociale radicale, privilégiant l'égalité, l'autonomie, la diversité culturelle et la convivialité comme les fondements d'une vie bonne. C'est dans cette tradition de pensée anticapitaliste et antiproductiviste que nous nous situons.

Cette trop brève généalogie suffit toutefois à donner un aperçu de la diversité des courants de pensée qui nourrissent la critique décroissanciste. Ceci permet de comprendre pourquoi, dans une même réunion d'objecteurs de croissance, se côtoient des militantes et des militants vivant en marge de la société et des professeurEs d'université, des philosophes et des ingénieurEs, des anarchistes et des néomarxistes, des écologistes radicaux et des altermondialistes, des anticapitalistes et des antimodernistes. C'est sans doute à la fois la force et la faiblesse de cette mouvance. C'est en tout cas ce qui fait une bonne part de son originalité. Considérée en elle-même, aucune des idées fondatrices de la décroissance n'est originale : ni la critique écologique, ni la critique sociale, ni la critique philosophique dénonçant le caractère déshumanisant de notre monde. C'est leur combinaison qui est originale et qui confère à la décroissance sa spécificité dans le débat public.

### **Quel avenir pour la décroissance ?**

Depuis qu'elles ont connu un regain d'intérêt il y a un peu plus de dix ans, ces idées ont suscité de riches débats et réflexions, la création de mouvements politiques et le lancement de diverses expérimentations collectives.

En France, par exemple, qui reste l'un des foyers les plus vivants du mouvement, outre la parution de nombreux ouvrages, on a vu paraître à partir de 2004 le mensuel *La Décroissance*, qui a atteint un tirage de 45 000 exemplaires en 2010, et en 2006, la revue *Entropia*, dédiée à l'étude théorique et politique de la décroissance. Par ailleurs, le Parti pour la décroissance (PPLD) voit le jour en 2005 et, même si l'opération divise le mouvement, récolte ses premiers suffrages aux élections législatives de 2007 et surtout aux élections européennes de 2009. En même temps, l'idée de décroissance est devenue objet de recherches académiques. Une première conférence internationale est ainsi organisée à Paris

3 André Gorz/Michel Bosquet, *Écologie et politique*, Paris, Galilée, 1975.

en avril 2008, à l'initiative entre autres d'une ONG dédiée à la diffusion de l'idée de décroissance : *Research & Degrowth*. Depuis, Barcelone, Montréal, Venise et Leipzig ont accueilli des conférences du même genre qui n'ont fait que croître en nombre de participantes et de participants ! On peut d'ailleurs lire dans ce numéro un compte rendu de la conférence de Leipzig. Ajoutons que, sur le plan académique, c'est sans doute l'université de Barcelone qui, autour de Joan Martinez-Alier<sup>4</sup> et de jeunes chercheurs tels que Federico Demaria ou Giorgos Kallis, constitue actuellement l'un des lieux les plus actifs en matière d'enseignement et de recherche sur la décroissance.

En ce qui concerne le Québec, un petit groupe de réflexion, dont faisait partie entre autres Serge Mongeau, promoteur de la simplicité volontaire, a lancé au printemps 2007 un manifeste qui a suscité la création, la même année, du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC). Celui-ci s'est donné pour mission de « provoquer dans la population du Québec la prise de conscience de l'impossibilité de poursuivre la croissance économique » et de « travailler à la mise en place d'une société équitable, autonome, solidaire et frugale ». Outre des séances de formation et d'information et des actions de sensibilisation (critique de la F1, notamment), le mouvement a publié entre 2009 et 2012, à raison de quatre numéros par an, un journal intitulé *L'Objecteur de croissance*. Il a participé également à l'organisation de deux conférences académiques sur la décroissance, dont l'une a donné lieu à la publication de l'ouvrage *Décroissance versus développement durable* (Écosociété, 2011).

On peut affirmer aujourd'hui que la « décroissance soutenable » a cessé d'être ce slogan provocateur (dixit Serge Latouche) qu'elle avait tendance à être il y a encore dix ans. L'idée a fait son chemin dans bien des milieux et des esprits – elle est même enseignée à HEC Montréal par l'un d'entre nous ! Cela dit, force est d'admettre qu'elle n'a pas suscité encore de véritable mouvement social en Occident. Elle ne parvient que de façon marginale à rallier les organisations qui luttent contre l'un ou l'autre des effets pervers de la quête de croissance économique (partis de gauche, mouvements écologistes, organisations syndicales, mouvement féministe, défense des autochtones, etc.). Bien souvent, elle reste une idée d'intellectuels à laquelle celles et ceux qui ne sont pas friands de réflexion théorique peinent à s'identifier. Pourquoi ne parvient-elle pas à s'imposer comme la bannière rassembleuse qu'elle prétend pouvoir être ? À quelles conditions pourrait-elle jouer effectivement ce rôle ? Ou bien doit-elle se résoudre à n'être qu'un courant de pensée susceptible au mieux d'influencer les mouvements engagés dans la transformation de nos sociétés ?

Telles sont quelques-unes des questions que soulève aujourd'hui cette idéologie. L'un des objectifs de ce numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* est de contribuer à y répondre. Pour ce faire, nous avons lancé un appel de textes visant, d'une part, à faire le point sur les apports et les limites de la mouvance

---

4 Voir en particulier en français : Joan Martinez-Alier, *L'écologisme des pauvres*, Paris, Les petits matins, 2014.

décroissanciste au regard de la lutte anticapitaliste et, d'autre part, à clarifier son positionnement par rapport au socialisme. Les questions suivantes ont été soumises aux auteurEs potentiels : refuser la croissance, n'est-ce pas lutter contre la possibilité d'un retour au plein emploi, donc contre les intérêts des travailleurs et des travailleuses ? À force de se soucier des générations futures, ne risque-t-on pas de se détourner des injustices que subissent certaines fractions des générations actuelles ? Par ailleurs, la critique de la consommation qui est au cœur du discours « décroissanciste » n'est-elle pas avant tout une manière d'apprendre au « peuple » à faire de nécessité vertu, notamment dans les pays du Sud ? Alors que les économies nationales du Nord semblent engagées dans une stagnation durable, la décroissance est-elle autre chose qu'une morale justifiant les politiques d'austérité imposées par les dominants ? Plus globalement, la décroissance est-elle ou non une idéologie « progressiste » ?

En ce qui concerne la stratégie « décroissanciste », nous avons formulé les questions qui suivent : à quelles conditions la rupture à l'égard du croissancisme est-elle possible ? Suffit-il de « décoloniser nos imaginaires » comme tendent parfois à le penser certains objecteurs de croissance ? Si oui, de quelle manière ? Faut-il attendre que se produisent les catastrophes annoncées pour qu'enfin le caractère insoutenable de notre civilisation soit reconnu par le plus grand nombre ? Les principes démocratiques peuvent-ils permettre d'initier et d'accompagner la transition ? La contrainte, la force seront-elles nécessaires et si oui, dans quelle mesure et de quelle façon ? Le changement peut-il reposer sur la seule base d'initiatives locales ou l'institution étatique a-t-elle un rôle positif à jouer sur ce plan ? Doit-on s'engager dans le cadre des institutions politiques existantes ? Faut-il ou non créer des « partis pour la décroissance », comme cela a été fait dans plusieurs pays européens ?

Au total, parmi les réponses reçues, dix-huit textes ont été retenus et répartis en trois sections. Dans la première sont rassemblées six contributions qui, pour l'essentiel, répondent à la question « Qu'est-ce que la décroissance ? » À l'exception notable du texte de Joan Martinez-Alier qui aborde la question délicate de la décroissance démographique, l'inspiration des autres textes est essentiellement celle de la décroissance « à la française ». Sont en cause ici nos affinités intellectuelles, mais aussi des contraintes de temps et d'argent ! Idéalement, nous aurions aimé pouvoir offrir au lecteur et à la lectrice un aperçu de la décroissance « à la sauce » anglo-américaine, ainsi qu'une présentation de la notion de *buen vivir* inspiré de certaines cultures autochtones d'Amérique latine, qui entretient de nombreuses affinités avec l'idéologie de la décroissance<sup>5</sup>. Il est important en effet de réaliser que la critique de la croissance n'est pas

5 À défaut, nous invitons le lecteur et la lectrice à lire en anglais le livre de Peter Victor, *Managing without Growth. Slower by Design not by Disaster* (Cheltenham, Edward Elgar, 2008) et cette entrevue avec le chercheur bolivien Gustavo Soto Santiesteban sur le thème du *buen vivir* et des communs : <<http://wealthofthecommons.org/essay/el-buen-vivir-and-commons-conversation-between-gustavo-soto-santiesteban-and-silke-helfrich>>.

cantonnée dans le Nord global. Cela dit, les textes que nous publions dans cette première section sont rédigés par des auteurEs impliqués au cœur de la mouvance décroissanciste depuis des années. Ils permettent de se faire une idée précise de l'état actuel de la réflexion sur le sujet.

Dans la seconde section, nous avons rassemblé six textes également, qui ont cette fois en commun de développer un certain nombre de critiques à l'égard de la décroissance. Mais il s'agit de critiques amies, formulées par des auteurEs qui rejoignent généralement les idéaux défendus par les objecteurs de croissance. Les reproches qui sont adressés ici à la décroissance soutenable portent sur certaines de ses ambiguïtés (par exemple : s'agit-il d'un mouvement vraiment révolutionnaire, se demande Solé) ou sur ce qui pourrait apparaître comme des manques (par exemple: la décroissance devrait se poser la question de la planification démocratique, insiste Tremblay-Pepin). Pour quiconque se préoccupe de l'avenir de cette idéologie, ces critiques sont précieuses dans la mesure où elles nous mettent sans doute sur la piste de certaines des raisons pour lesquelles la décroissance, après avoir suscité de très vifs intérêts dans différents milieux militants, ne parvient pas à rallier davantage de monde.

La troisième section de notre dossier contient six textes également, qui abordent les formes que peut prendre la décroissance quand il s'agit de la mettre en œuvre. Dans le cas du texte de Claude Llena sur la Chine, on en est certes encore assez loin puisqu'il n'y est question que d'un début de prise de conscience du caractère destructeur de la croissance. Mais le ver de la critique écologique est peut-être désormais bien installé dans le fruit de la société industrielle chinoise... En ce qui concerne le Nord global, la route reste longue aussi pour la mise sur pied de sociétés post-croissance. Elle passe par des expérimentations collectives (villes en transition, écocommunautés, etc.) et par la poursuite d'un travail de réflexion et de débat sur les stratégies à adopter (conférence de Leipzig), mais aussi par une remise en question fondamentale de l'agriculture industrielle (de Koninck) ainsi que de l'institution scolaire (Roure et Philippe) qui, dans les conditions du capitalisme néolibéral actuel, s'éloigne toujours plus de l'instrument d'émancipation que nous souhaiterions qu'elle soit.

# Partie 1

Qu'est-ce que la  
décroissance ?



## Les paradoxes de la décroissance

GILBERT RIST<sup>1</sup>

La « décroissance » ? Une utopie ! Une posture antimoderne d'enfants gâtés ! Un scénario que l'on craint plutôt qu'on ne l'espère ! Les sarcasmes que récoltent les propos des « objecteurs de croissance » sont constants, car ce que l'on attend avec impatience, c'est la croissance (ou son retour) qui, comme chacun devrait le savoir, est censée résoudre tous les problèmes que posent le chômage, la sécurité sociale ou la dette publique. Or, il convient d'ancrer la réflexion dans les pratiques sociales et de reconnaître d'abord que les manifestations de la décroissance réelle sont désormais généralisées.

### La décroissance comme constat

Pour commencer par le moins visible (mais non pas le moins inquiétant), car situé sous la croûte terrestre, on constate que l'ensemble des minerais est en voie de rapide épuisement. C'en est fini des mines très rentables et l'on doit se contenter aujourd'hui d'exploiter des gisements dont la teneur métallique est de plus en plus faible ; les terres rares – indispensables à l'informatique – sont de plus en plus... rares (et leur recyclage inenvisageable) et l'illusion d'une abondance de pétrole ne tient qu'aux gaz de schiste dont l'extraction n'est possible que si le prix du pétrole conventionnel est élevé. À la surface du globe, la biodiversité végétale et animale se réduit rapidement et les surfaces cultivables – exténuées par des décennies de culture intensive fondée sur les engrais chimiques et les pesticides – se transforment en déserts. De plus, l'eau devient rare, car elle est tantôt absorbée par l'agriculture, tantôt polluée par des rejets industriels ou par des élevages intensifs qui empoisonnent les nappes phréatiques. Les océans subissent le même sort et sont de plus en plus encombrés par des déchets flottants de plastique dont le volume s'accroît chaque année de quelque neuf millions de tonnes. Les effets désastreux de la surpêche sont bien connus, même si l'on ne fait pas grand-chose pour l'enrayer : les quotas de pêche

---

1 Je remercie ma collègue Marie-Dominique Perrot pour ses pertinentes remarques sur la première version de ce texte.

sont régulièrement dépassés et les chalutiers sans autorisation de pêche privent les populations côtières de leurs ressources traditionnelles. Quant aux espèces de poissons, le nombre de celles qui sont menacées augmente constamment. Enfin, dans les airs, les abeilles et autres insectes disparaissent dangereusement, la qualité de l'air décroît et provoque des dégâts sur la santé des êtres humains et sur ce qui subsiste d'espaces verts.

Ce rapide inventaire est hélas ! loin d'être exhaustif, mais ces maux sont désormais si bien documentés et si largement connus qu'il est inutile d'en allonger la liste, sinon pour mentionner les malheurs que nous réserve le changement climatique. Clairement, des seuils ont été franchis, sans doute de manière irrémédiable. Cela suffit à montrer que nous vivons dans un monde caractérisé par la décroissance généralisée de notre biotope, même si nous nous feignons de l'ignorer.

### Un acharnement catastrophique

Pourquoi ? Parce que la croissance est désormais au fondement de la religion moderne, pour autant que l'on entende ce terme dans le sens que lui donnait Durkheim : « Les croyances religieuses sont toujours communes à une collectivité déterminée [...]. Elles ne sont pas seulement admises, à titre individuel, par tous les membres de cette collectivité ; mais elles sont la chose du groupe et en font l'unité »<sup>2</sup>. De tous les monothéismes, c'est sans aucun doute celui fondé sur la croissance qui compte le plus de fidèles. Voilà pourquoi tous les moyens politiques, économiques et idéologiques sont désormais mobilisés pour faire miroiter les bienfaits supposés de la croissance économique tout en accélérant la décroissance écologique. Quitte à mentir pour séduire. Première affirmation : la croissance est nécessaire pour faire reculer le chômage. Or, en France, le produit intérieur brut (PIB) – qui mesure la croissance – s'élevait, en 1985 à 744,5 milliards d'euros et le chômage à 8,4 % de la population en âge de travailler. En 2013, le PIB a été multiplié par trois (2058 milliards d'euros) et le chômage atteint 10 % de la population. Donc, la croissance ne crée pas d'emplois. Second exemple : la croissance augmenterait le bien-être. Mais le *Genuine Progress Indicator* (GPI)<sup>3</sup>, calculé d'abord pour les États-Unis et qui mesure le « progrès réel », montre que celui-ci stagne depuis les années 1970 alors que le PIB a été multiplié par 14 entre 1970 et 2014. On retrouve la même tendance pour l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). Troisième affirmation : la croissance profite à tous. Or toutes les études montrent que les inégalités de revenu et

2 Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, 1960 [1912], p. 60.

3 Pour le dire rapidement, le GPI se fonde sur le PIB, mais en retranche tout ce qui ne contribue pas au bien-être (les inégalités sociales, la criminalité, la pollution, les atteintes à l'environnement, les dépenses militaires, etc.) et y ajoute la valeur (estimée) des travaux domestiques et du bénévolat.

de patrimoine s'accroissent, surtout depuis que le fondamentalisme du marché domine l'économie mondiale<sup>4</sup>.

C'est la religion du progrès et de la croissance qui conduit au déclin et au désastre. « Lutter contre la religion, c'est donc indirectement lutter contre ce monde-là, dont la religion est l'arôme spirituel »<sup>5</sup>. Mais ce combat est loin d'être gagné : la croyance l'emporte toujours sur la science. Pour le dire avec les mots de Jean-Pierre Dupuy, « nous ne croyons pas ce que nous savons »<sup>6</sup>. Pour l'instant, nous vivons de la vente des bijoux de famille, en dilapidant un héritage qui procure l'illusion de la richesse. Pour combien de temps encore ?

### **L'objection de croissance : un projet d'avenir**

Historiquement, le thème de la « décroissance » a été lancé en 2002 par le Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement (ROCADE), à l'issue d'un grand colloque organisé à Paris par La Ligne d'Horizon – Les Amis de François Partant, et intitulé *Défaire le développement. Refaire le monde*<sup>7</sup>. Cela dit, le terme avait déjà été utilisé par Jacques Grinevald en 1979 pour intituler sa traduction de textes de Nicholas Georgescu-Roegen<sup>8</sup>. Il a donc été repris de manière polémique, comme un « mot-obus » (selon les termes de Paul Ariès), pour aller à contre-courant de la dépendance généralisée à la croissance économique. Ce « coup de pub » avait certes des avantages, mais aussi des inconvénients. Le plus grave – à mon sens – est de faire croire que l'on résout un problème en préconisant l'exact contraire de ce que l'on critique. Or, rien n'est moins sûr ! Quoi que l'on pense des luddites, ils n'ont pas fait cesser la Révolution industrielle en détruisant leurs machines... Aujourd'hui, alors que l'espoir du retour de la croissance stimule les énergies collectives, prôner la « décroissance » ouvre la porte aux pires malentendus (« Donc, vous voulez la récession ? ») et, surtout, oblige à placer le débat sur le terrain de « l'adversaire », c'est-à-dire celui des économistes, pour lesquels « décroissance » est un mot tabou – quasiment blasphématoire – qu'ils traduisent invariablement par « croissance négative » – oxymore ridicule qui a le mérite de ne pas trop choquer les croyants... Voilà pourquoi j'ai personnellement opté pour « l'objection de croissance », même si la perspective d'une « société d'abondance frugale », souhaitée par mon

4 Thomas Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013.

5 Karl Marx, « Critique de la philosophie du droit de Hegel », dans Karl Marx, Friedrich Engels, *Sur la religion*, Paris, Éditions sociales, 1960 [1843], p. 42.

6 Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002, p. 84 et 142-143.

7 Dont les Actes ont été publiés sous ce titre par l'Aventurine à Paris et Parangon à Lyon en 2003.

8 Nicholas Georgescu-Roegen, *Demain la décroissance. Entropie. Écologie. Économie* (présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens), Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1979. Troisième édition revue et augmentée, Paris, Sang de la Terre, 2006.

ami Serge Latouche, me convient tout aussi bien<sup>9</sup>. Il se pourrait enfin que la meilleure formulation soit celle des Japonais puisque *datsu-seicho* signifie en effet « se libérer de la croissance ».

S'il n'est pas facile de trouver les mots justes pour définir ce que l'on entend par objection de croissance, il est plus difficile encore de rendre compte des multiples pratiques qui participent de la critique de la croissance. Il y a d'abord celles et ceux qui, d'une certaine manière, ont décidé de rompre avec la société de consommation et qui se regroupent en « collectifs » aux contours parfois flous et s'efforcent de réaliser leur idéal d'autonomie ; d'autres veulent anticiper l'avenir – et singulièrement la fin du pétrole bon marché – et placent leurs espoirs dans les « villes en transition » qui délocalisent la production et la consommation grâce à des monnaies locales, ce qui a pour effet de réduire leur empreinte écologique<sup>10</sup>; d'autres encore s'organisent pour se réappropriier les « communs », c'est-à-dire les richesses collectives (l'eau, le pétrole, l'énergie éolienne, ou même la monnaie), et les soustraire ainsi à la privatisation<sup>11</sup>. Ce ne sont là que quelques exemples qui, chacun à sa manière, tentent de préfigurer ce que pourrait être une société libérée de l'obsession de la croissance et de l'omni-marchandisation. Bien entendu, les propositions qui poursuivent le même objectif – mais qui sont encore en attente de réalisation concrète – sont plus nombreuses encore. Elles vont de l'instauration d'un revenu minimum d'autonomie qui, distribué à toutes et à tous, permettrait de s'affranchir de l'obligation de subvenir à ses besoins par le travail salarié et donc de promouvoir une société plus conviviale<sup>12</sup>, à l'institution de quotas énergétiques individuels qui permettraient de limiter les usages inutiles de ressources fossiles. À quoi l'on peut ajouter les « 8 R » de Serge Latouche : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser et recycler<sup>13</sup>.

Ce foisonnement d'initiatives et de programmes (dont je n'ai donné qu'un aperçu très sélectif et qu'il est impossible de recenser de manière exhaustive) ne facilite évidemment pas une présentation synthétique. En effet, la « décroissance » n'est pas une doctrine, mais un projet de société qui se décline de diverses

9 Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

10 Rob Hopkins, *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole et à la résilience locale*, Montréal, Ecosociété, 2010.

11 Andrew Cumbers, *Reclaiming Public Ownership. Making Space for Economic Democracy*, Londres, Zed Books, 2012; Ugo Mattei, *Beni communi. Un Manifesto*, Rome, Laterza, 2011 ; Mary Mellor, *The Future of Money. From Financial Crisis to Public Resource*, New York, Pluto Press, 2010.

12 En Suisse, une initiative populaire (qui requiert l'engagement d'au moins 100 000 citoyens et citoyennes) visant à l'introduction d'un « revenu de base inconditionnel » a été déposée en octobre 2013. Ce qui signifie que les citoyens seront appelés à se prononcer prochainement sur le sujet. Même si l'on peut douter de son succès, elle a au moins le mérite de contribuer au débat public.

13 Serge Latouche, *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

manières parce qu'il s'est construit à la confluence de deux courants de pensée : la critique du « développement » d'une part<sup>14</sup> et les préoccupations écologiques de l'autre<sup>15</sup>. D'où une double sensibilité dénonçant tantôt l'imposture du « développement » qui n'est que le pseudonyme de la croissance, tantôt les dangers liés à la rapide dégradation de l'environnement.

Cela dit, sur le marché des idées, il faut se méfier des contrefaçons... La première consiste à modérer (ou à « décélérer ») la croissance des pays industrialisés tout en la promouvant pour améliorer le « niveau de vie » des pays du Sud<sup>16</sup>. Comme si l'accroissement du PIB des pays en « développement » contribuait vraiment au bien-être des populations. Comme si les investissements dans les mines et les installations portuaires dans les produits d'exportation (souvent à base d'OGM) et dans l'équipement de milices privées ou d'armées nationales n'aggravaient pas les inégalités et la corruption. Si, dans ces pays, après des décennies de croissance et de « développement », l'état des routes ou des systèmes de distribution d'eau s'était amélioré et si l'éducation ou les soins de santé étaient à la hauteur des attentes, cela se saurait ! Hélas ! dans tous ces domaines l'échec est patent : ce n'est donc pas d'un surcroît de croissance dont on a besoin, mais de décisions politiques courageuses qui inversent les priorités imposées tantôt par les institutions internationales ou les investisseurs privés, tantôt par une minorité soucieuse de conserver – et d'accroître – ses privilèges.

La seconde contrefaçon, tout aussi pernicieuse et désormais très à la mode, a été lancée par la Commission Brundtland en 1987 sous le nom de « développement durable »<sup>17</sup>, lequel se décline aujourd'hui dans sa version d'« économie verte », reprise par la Conférence de Rio + 20 en 2012<sup>18</sup>. Il s'agit de s'acheter une bonne conscience écologique à peu de frais, c'est-à-dire par un tour de passe-passe sémantique : on ne touche ni au « développement » ni à la croissance, mais on prétend les concilier avec la sauvegarde de l'environnement. Le système productiviste reste intact, et l'on affirme (sans preuves) que « le genre humain a parfaitement les moyens [...] de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs »<sup>19</sup>. Pire encore, on n'hésite pas à proclamer que « ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance économique, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable »<sup>20</sup>. Il est clair

14 Ivan Illich, François Partant, Gustavo Esteva, Majid Rahnema, Wolfgang Sachs, etc.

15 Nicholas Georgescu-Roegen, Jacques Grinevald, Jean-Pierre Dupuy, etc.

16 Jean-Marie Harribey et ATTAC, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société économe et solidaire*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

17 Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988.

18 *L'Avenir que nous voulons*, Document final de la Conférence des Nations unies sur le développement durable Rio+20, Rio de Janeiro (Brésil), 2012.

19 *Notre avenir à tous*, *op.cit.*, p. 10.

20 *Ibid.*, p. XXIII.

qu'avec de tels propos, la « décroissance » n'est pas au programme des institutions internationales.

Mais alors – pour filer la métaphore – s'il existe des contrefaçons, où trouver la « décroissance » originale ou authentique ? Ma réponse est qu'elle n'existe (encore) nulle part parce qu'il faudrait, pour qu'elle puisse se réaliser pleinement, sortir du système économique dominant. En effet, pour l'instant, « il n'y a rien de pire qu'une société de croissance dans laquelle la croissance n'est pas au rendez-vous »<sup>21</sup>. Les « décroissants forcés » – chômeuses et chômeurs ou sans domicile fixe –, toujours plus nombreux, en sont la triste preuve. Cela dit, les quelques initiatives recensées ci-dessus vont dans le bon sens et préparent un nombre de gens toujours plus grand à « faire un pas de côté », à se désintoxiquer de la consommation, à découvrir ou retrouver les plaisirs de la proximité sociale ou de l'autoproduction, à vivre de manière plus frugale, à profiter du temps libéré pour pratiquer et partager des activités nouvelles et conviviales. Elles incitent à ruser avec le système, à mettre à profit les interstices qui permettent des espaces de liberté et d'autonomie, à se réapproprié aussi bien le temps que les biens communs.

### Sortir de l'économie

Aux yeux de certains militants (révolutionnaires, bien sûr !), tout cela paraîtra sans doute insuffisant : la ligne politique est trop floue, la cohérence des pratiques est douteuse, l'ennemi est mal défini... Pourquoi ne pas dénoncer clairement le capitalisme ? Objections recevables dans le cadre du clivage séculaire entre la gauche et la droite, mais qui semblent aujourd'hui dépassées, car l'enjeu s'est déplacé : c'est désormais la « science » économique qu'il faut contester et non pas seulement l'une ou l'autre des écoles qui en sont issues<sup>22</sup>. Pour illustrer mon propos, je partirai de la manière dont le gouvernement bolivien d'Evo Morales a cherché – en 2007 – à s'affranchir du modèle néolibéral (mais aussi socialiste) de « développement » en proposant la notion de « bien vivre » (*buen vivir*)<sup>23</sup>. « Le bien vivre repose fondamentalement sur la complémentarité entre, d'une part, la possibilité d'accéder et de jouir des biens matériels et, de l'autre, la satisfaction personnelle affective, subjective et spirituelle, en harmonie avec la nature et en

21 Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007, p. 21.

22 Dans *L'économie ordinaire entre songes et mensonges* (Paris, Presses de Sciences Po, 2010), j'ai exposé en détail les raisons pour lesquelles la « science » économique fait fausse route et aggrave la situation actuelle. Les propos qui suivent ne font que reprendre succinctement mon argumentation.

23 De façon assez ironique, cette nouvelle approche figure dans le plan de... « développement », mais elle avait été préparée pendant plus d'une décennie par les travaux d'économistes boliviens critiques. En quechua, *sumak kawsay* signifie « être, vivre en plénitude » ; en aymara, *suma qamana* correspond à « vivre pleinement ensemble ».

communauté avec les êtres humains »<sup>24</sup>. De manière explicite, le « bien vivre », fondé sur la vision cosmocentrique des cultures andines, s'oppose au « bien-être » qualifié d'occidental et d'individualiste, dépourvu de liens avec la nature. « On ne peut pas vivre bien si les autres vivent mal », car le « bien vivre » dépasse la simple satisfaction des besoins matériels et repose sur le partage et « l'équilibre avec tout ce qui nous entoure ».

Une telle proposition – trop succinctement esquissée – mériterait évidemment un plus long commentaire, mais ces quelques indications permettent déjà de montrer ce qu'implique le projet de « sortir de l'économie ».

- Fondée sur les traditions andines – holistiques et cosmocentriques – cette nouvelle vision s'écarte radicalement de l'*ethnocentrisme* de la « science » économique dominante. N'est-il pas extraordinaire (et scandaleux) qu'une théorie qui prétend expliquer l'ensemble des comportements humains dans les domaines de la production, de la consommation, de l'échange et de la distribution ne se fonde que sur les pratiques d'une toute petite partie des Européens qui vécurent voici plus de deux siècles ? Adam Smith était écossais ; David Ricardo, anglais ; Jean-Baptiste Say, français ; Karl Marx, allemand. Chacun d'eux réfléchissait à partir de ce qu'il avait sous les yeux : une fabrique d'épingles, le commerce du vin et du drap entre le Portugal et l'Angleterre, l'industrie naissante, la misère du prolétariat. De quel droit (ou par quel coup de force) ont-ils pu en tirer des « lois » universelles ? Ce qu'ils ont pu déduire des habitudes de leurs contemporains s'applique-t-il également aux Bambaras, aux Trobriandais, aux Chinois et aux Quechuas ? On ne leur reprochera pas d'avoir ignoré l'anthropologie (qui n'existait pas encore), mais on peut néanmoins s'interroger sur le bien-fondé de cette universalisation de pratiques locales. Et si – par hypothèse – l'économie avait été inventée par les Mohawks, les Songhai, les Mapuches ou les Balinais, serait-elle aujourd'hui enseignée à Montréal comme à Paris, à Moscou comme à Singapour ?
- Puisque le « bien vivre » ne se confond pas avec le simple « vivre mieux » et qu'il préconise des « satisfactions partagées », il contredit radicalement le postulat individualiste de l'*Homo œconomicus* qui fonde la « science » économique. Que les êtres humains soient parfois égoïstes n'est pas discutable, mais qu'ils le soient toujours est une autre affaire ! Même Adam Smith affirmait : « Un individu ne doit jamais se préférer à un autre individu au point de lui nuire ou de lui porter préjudice afin d'en retirer un avantage, même si l'avantage retiré par le premier est beaucoup plus grand que le mal ou le préjudice subi

<sup>24</sup> *Plan nacional de desarrollo*, publié dans la *Gaceta oficial de Bolivia*, septembre 2000 (notre traduction). Je n'ignore pas que la mise en œuvre de ce plan s'est heurtée à des décisions présidentielles qui l'ont parfois contredite, mais je m'en tiens ici à l'intention du texte fondateur.

par le second »<sup>25</sup>. Le réductionnisme économique selon lequel chacun ne ferait que maximiser son intérêt permet sans doute de proposer d'élégantes démonstrations mathématiques, mais ignore délibérément les pratiques sociales.

- Enfin – et c'est peut-être le plus important – l'insistance de la proposition bolivienne sur l'harmonie avec la nature met en évidence un des défauts majeurs de la « science » économique dominante, c'est-à-dire son recours immodéré aux analogies empruntées à la physique newtonienne qui l'empêche d'inclure les phénomènes entropiques dans son raisonnement. C'est évidemment pour se donner une aura scientifique que les Pères fondateurs de la discipline utilisaient des termes tels que forces, masse, équilibre, balance, élasticité, etc., et on ne saurait leur reprocher d'avoir ignoré la notion d'entropie que Clausius n'a formulée qu'en 1865. Mais puisque les économistes avaient l'ambition de fonder une « science », ils auraient dû évoluer avec les connaissances de leur temps et tenir compte du fait qu'à toute production correspond une forme de destruction et que l'énergie libre se dissipe irrémédiablement<sup>26</sup>. Fatale ignorance. Qui explique aussi pourquoi la « science » économique est une des seules à n'avoir jamais remis en question les présupposés sur lesquels elle a été fondée il y a plus de deux siècles. Or cet aveuglement n'est-il pas à l'origine des phénomènes de « décroissance réelle » évoqués au début de ce texte ?

Il ne s'agit évidemment pas de remplacer l'économie dominante par « l'économie andine » et de substituer ainsi une forme d'ethnocentrisme à une autre, mais de faire apparaître les raisons d'une « sortie de l'économie » pour promouvoir l'objection de croissance. Autrement dit, nous ne pouvons plus raisonner avec les cadres conceptuels appris à l'école ou à l'université. Certes, ils sont encore utiles pour comprendre les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là et pourquoi leur usage contribue à aggraver les catastrophes qui s'annoncent, mais ils ne sont d'aucun secours pour inventer une nouvelle société. En attendant, les « décroissants » sont condamnés à bricoler, mais avec l'espoir de contribuer à quelque chose d'inédit.

25 Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux*, Paris, PUF, 1999 [1790], p. 200-201.

26 Nicholas Georgescu-Roegen, *op.cit.*

## Cinq thèses sur la décroissance

MICHEL LEPESANT

**P**ourquoi s'acharner à consolider la société de croissance dans un monde dont les « ressources » matérielles ne peuvent qu'être limitées ? Dès son plus jeune âge pourtant, l'enfant qui joue avec un « trieur de formes » comprend que, même appliqué en force, jamais un objet de section triangulaire ne franchira une découpe rectangulaire ! Voilà l'évidence qui soutient aujourd'hui l'objecteur et l'objectrice de croissance : la société de croissance est engagée dans une course absurde, course d'autant plus tragique qu'il y manque une ligne d'arrivée.

Mais il y a une autre évidence qui transforme l'objecteur de croissance en un « décroissant » : les plafonds de la soutenabilité écologique sont dépassés. Malgré toutes les bonnes critiques que l'on peut lui adresser, l'indication par l'empreinte écologique (EE) fournit trois résultats suffisants pour faire de nous des décroissants. 1) L'EE de l'humanité (2,3 ha/habitant) est supérieure à la biocapacité mondiale (1,8 ha/habitant). 2) Les inégalités sont extrêmement fortes. L'EE d'un États-unien est de 9,6 hectares alors que celle d'un Afghan dépasse à peine 0,1 hectare, soit un écart de 1 à 100 ! 3) Depuis les années 1970, la croissance économique ne cesse d'engendrer des dégâts écologiques et sociaux, mais elle ne provoque plus aucune croissance de la qualité de vie dans le Nord global<sup>1</sup>.

Il se peut que ces constats paraissent grossiers et naïfs aux théoriciens de l'économie, mais l'enjeu n'est pas là. *Politiquement*, il faut leur retourner la question : expliquez-nous comment vous traitez la question du dépassement des plafonds, que proposez-vous effectivement pour redescendre à des niveaux de

---

1 « Toutes les études menées sur la question des rapports entre bonheur et croissance économique convergent vers la conclusion suivante : au-delà de 12 000 à 15 000 € annuels de revenu moyen par tête, il n'existe plus aucune corrélation entre richesse monétaire et bonheur. Ce chiffre est celui du revenu moyen des Français en 1970. Et les études écologiques montrent que ce niveau de richesse est, lui, en effet universalisable sans mettre en péril la survie de la planète », reconnaît le non-décroissant Alain Caillé, *L'idée même de richesse*, Paris, La Découverte, 2012, p. 31.

soutenabilité, quel type d'organisation sociale vous envisagez ? Le dépassement des plafonds, c'était hier ; la question n'est donc pas de reculer, mais d'avancer pour retrouver de la soutenabilité écologique. Voilà *pourquoi* la décroissance. On arrive alors au *comment* ?

**1. La décroissance n'est pas un projet politique, c'est juste une proposition politique de trajet. La décroissance est le nom politique d'une parenthèse, intercalée entre un monde rejeté (le capitalisme comme produit de la croissance) et des mondes projetés (des sociétés d'a-croissance).**

Démocratiquement, il va s'agir de sortir de l'économie, c'est-à-dire d'échapper à l'engloutissement de la société par et dans l'économie. Pour cela, nous n'avons pas tant besoin d'*indicateurs* économiques ou écologiques que d'une *indication* politique fondée sur une corrélation entre économie et écologie.

- En ce qui concerne l'économie, bien sûr tout le monde connaît les critiques<sup>2</sup> qui sont adressées au produit intérieur brut (PIB). Pourtant, c'est seulement d'une indication globale, grossière et surtout aveugle à toute évaluation qualitative dont nous avons besoin parce que la croissance est « un monde » et faire croire qu'un tri entre une bonne croissance et une mauvaise croissance est souhaitable relève de l'écran de fumée. La notion de « décroissance sélective » relève d'une rhétorique de l'oxymore.
- Parce que si nous disposons d'une indication économique corrélée à une indication écologique, le jour où cette indication dépassera *encore* la capacité de soutenabilité, ce sera *encore* de la surcroissance. Quand bien même son contenu ne serait que de la production souhaitable, conviviale, bonne, juste et saine, et bien il faudra *encore* décroître économiquement pour repasser sous le plafond. Nous ne pouvons pas d'un côté nous moquer des propagandistes du développement durable<sup>3</sup> et de l'autre faire semblant d'ignorer que, même entre adeptes hyper conscients du *buen vivir*, nous ne pourrions pas conserver le niveau de vie du Nord global.
- Pour l'écologie, nous avons d'abord besoin d'une indication qui puisse se traduire en termes de « plafond » sous lequel il va falloir redescendre. Et en cela l'indication fournie par l'EE est politiquement suffisante : parce qu'elle

2 Dominique Méda ne manque pas de les rappeler dans une entrevue à *Mediapart* : « Cet indicateur, note-t-il, est indifférent à la proportion de la population qui consomme et qui produit. Il comptabilise de la même manière les productions utiles et celles qui sont toxiques. Et surtout, il ne dit strictement rien des évolutions du patrimoine naturel (qualité de l'air, de l'eau, des sols, etc.) et de la cohésion sociale » : <[www.mediapart.fr/journal/culture-idees/100914/dominique-meda-une-autre-voie-que-le-modele-liberal-ou-la-sortie-de-l-euro](http://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/100914/dominique-meda-une-autre-voie-que-le-modele-liberal-ou-la-sortie-de-l-euro)>.

3 Ni la pseudosubstituabilité des facteurs ressources/capital, ni l'économie immatérielle, ni l'efficacité de l'économie circulaire ne permettent de décorrélérer croissance économique et irrespect de l'environnement.

peut se traduire très facilement et très *pédagogiquement* en utilisant l'image de la « planète ». Si chaque habitant de la planète vivait comme un États-Unien moyen, il faudrait l'équivalent de 5,3 planètes comme la nôtre pour subvenir de manière pérenne à nos besoins.

Le trajet décroissant n'échappera donc pas à une décroissance « économique »<sup>4</sup>, ce qui signifie explicitement une décroissance de la production et de la consommation, à commencer par celle de l'énergie et des matières premières. La prise en compte de telles *indications économiques et écologiques* modifie radicalement les structures anthropologiques les plus fondamentales de l'organisation sociale. Temporellement, il nous faudra avancer vers des sociétés axées sur le ralentissement (plutôt que sur l'accélération). Territorialement, « les voies recherchées vont [...] vers des stratégies de contre-exode [...] L'essence de ce contre-exode est le retour à la terre, le retour à l'urbanité des villes, le retour aux systèmes socioéconomiques locaux ; en synthèse, le retour aux équilibres des lieux du monde »<sup>5</sup>.

Nous reconnaissons qu'une telle décroissance ne sera pas forcément « heureuse » (d'abord parce que nous ne la souhaitons pas « durable »), mais elle devra au moins être « sereine ». Pour cela, nous faisons la différence entre la récession et la décroissance. Une récession est une parenthèse entre croissance et (retour de la) croissance. La décroissance désigne juste un moment intermédiaire, une *parenthèse* entre la société actuelle de croissance et l'a-croissance des sociétés libérées de la religion de l'économie.

## **2. Au fondement du capitalisme, les décroissants dénoncent le choix de l'illimitation, c'est-à-dire le productivisme. A contrario, ils exigent de penser et de faire les transitions dans le cadre de l'espace écologique (limite-plancher et limite-plafond).**

Les décroissants et les décroissantes affichent leur anticapitalisme dans le cadre d'un refus plus général de tout productivisme. Ce qui les dispense de se contredire en tentant d'expliquer que c'est par anticapitalisme qu'il faut être antiproductiviste – comme si, au nom d'un socialisme idéal, on pouvait ignorer les tentatives historiques du socialisme réellement existant qui, tout en installant un capitalisme d'État, n'ont fait que participer à la course productiviste. Cette radicalité place les décroissants en critiques permanents : il ne suffit pas de

---

4 La décroissance comme décroissance du PIB est donc une croissance négative : ce qui ne va pas signifier « avancer en reculant », mais juste que le chiffre qui indiquera la croissance sera un chiffre négatif. Et au rythme de -2 % par an, cela divisera le PIB par deux en 35 ans !

5 Alberto Magnaghi, *La biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire du bien commun*, Paris, Eterotopia France, 2014, p. 50.

critiquer le capitalisme, il faut aussi critiquer les critiques (non antiproductivistes) du capitalisme.

Cette cohérence antiproductiviste présente aussi l'avantage d'assurer la démarcation entre la décroissance et toutes les pseudocritiques du capitalisme : croissance verte, développement durable, prospérité sans croissance, etc. En apparence, on pourrait croire qu'avec de telles propositions les décroissants pourraient au moins partager un objectif commun, mais ce n'est pas le cas, car ces dernières restent enfermées dans le paradigme de la croissance comme solution. Parce que leur fondement manque de radicalité en matière d'écologie : il ne va pas jusqu'au bout de ce que peut être un refus cohérent de toute illimitation.

La prise en compte des limites de la planète fournit déjà un argument convaincant de la convergence entre question sociale et question écologique, car il n'est pas bien difficile de s'apercevoir que si, en moyenne, l'EE des 7,3 milliards d'humains est de 2,3 ha/habitant alors que l'EE du milliard de nantis du Nord global dépasse les 6 ha/habitant, cela veut dire que l'EE est *aussi* une mesure des inégalités sociales.

Mais les décroissants ne se contentent pas d'un tel usage quantitatif des limites de la planète, ils y voient aussi, du point de vue de ce que c'est que *bien vivre*, une vertu. Comment justifier un tel choix en faveur de la limitation ?

- Le mythe d'une croissance sans limites répète celui de la pierre philosophale : repousser les limites de la mort, tout transformer en or et en argent. La mort étant de toutes les limites celle qui nous touche au plus près, peut-on oser pasticher Cicéron et Montaigne : « Que décroître, c'est apprendre à mourir » ?
- Les décroissants lisent Leopold Kohr, Ivan Illich<sup>6</sup> : il y a une vertu dans les limites en tant que telles, celle de la juste mesure. Car la question préalable à beaucoup de nos problèmes – écologiques, sociaux, démocratiques – est celle de la taille : il faut rester à l'échelle de l'humain. Pourquoi croire que la course au chiffre et à la taille pourrait fournir la moindre économie d'échelle ? Comment ne pas constater qu'au-delà de certains seuils, la croissance arithmétique des solutions ne peut qu'entraîner une croissance exponentielle de nouveaux problèmes<sup>7</sup> ?
- Comment traduire politiquement ce refus de l'illimitation ? Les décroissants reprennent la proposition des Amis de la terre : la satisfaction des besoins fondamentaux et la préservation des écosystèmes doivent se définir en deçà d'un plafond et au-delà d'un plancher : « Les consommations situées

6 Aujourd'hui, les décroissants recommandent de lire particulièrement Olivier Rey, *Une question de taille*, Paris, Stock, 2014.

7 Une mathématisation simple peut en donner une idée : pour chaque nouveau sommet, un polygone « gagne » autant de nouvelles diagonales qu'il avait déjà de sommets ! Ainsi la croissance arithmétique d'une population provoque une croissance exponentielle des interactions possibles.

sous le plancher et au-dessus du plafond, et les modes de vie qui leur correspondent sont insoutenables »<sup>8</sup>. Par exemple, 30 à 50 kg/an/personne de papier suffisent à garantir éducation et démocratie. Aujourd'hui, la moyenne européenne – à cause de la publicité et du suremballage – est de 200 kg/an/personne : cela signifie la destruction externalisée d'écosystèmes du Sud global. Ce « paradigme » de l'espace écologique peut s'appliquer à toute la chaîne de l'économie : extraction à production à redistribution à consommation à déchets. Voilà comment les décroissants justifient leur antiextractivisme, leur antiproduktivisme, leur refus de la distribution keynésienne, leur anticonsumérisme, leurs sarcasmes contre les fariboles de l'économie circulaire.

Les décroissantes et les décroissants ne sont pas des sots qui voudraient « décroître pour décroître », sans fin, sans limites. Dès que, dans le Sud global, les indications écologicoéconomiques dépasseront les planchers d'une vie décente ; dès que, dans le Nord global, les mêmes indications seront repassées sous les plafonds de la soutenabilité, alors la parenthèse de la décroissance devra se refermer.

Mais *en attendant*, seul un tel espace écologique peut constituer le projet politique – l'objectif désirable et le fondement juste d'une société libérée des chimères de la croissance – capable dès à présent, *sans attendre*, de fournir le cadre idéologique pour de « belles revendications mobilisatrices » (espace écologique de tous les besoins de proche et haute nécessité, espace écologique de l'énergie et des revenus).

Entre plancher et plafond, sobriété et autonomie définissent un espace de souveraineté reconquise, celui des communs, du partage et de la convivialité.

### **3. Pour fonder sa critique de l'économie, la décroissance a besoin d'une approche systémique et clivante de la société actuelle. Ce qui provoque toute une série de *renversements* idéologiques concernant les conceptions les plus élémentaires du « faire de la politique ».**

La plupart des organisations politiques intègrent la question écologique, mais sans la placer au centre de leurs analyses. L'enracinement écologique des décroissants est assez simple : ils ne se demandent pas quelle place ils peuvent accorder à l'écologie, ils renversent la question : comment placer la politique au cœur de l'écologie ? C'est là une décolonisation de l'imaginaire politique qui provoque tout une série de renversements.

---

8 *Position des Amis de la Terre pour des sociétés soutenables*, mars 2011, <[www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/positionsocietessoutenables.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/positionsocietessoutenables.pdf)>.

Dans l'imaginaire de la croissance, la limite joue le rôle de frontière à dépasser sans cesse : c'est même là la définition de la liberté si bien résumée par Buzz Lightyear : « Vers l'infini, et plus loin encore ». Le paradigme de la double limite, plancher-plafond, procure alors à la liberté non pas une occasion de perpétuel dépassement (de soi, des autres, de la nature), mais un cadre *à l'intérieur duquel* l'autolimitation n'est plus provoquée par le conflit des rivalités<sup>9</sup>, mais par la responsabilité vis-à-vis des conditions de la liberté, en priorité la soutenabilité écologique.

- Une telle liberté ne pourra s'exercer que dans le souci de la *responsabilité* et de la *considération* que nous devons accorder à tous ceux qui, même et surtout dans une démocratie directe, ne pourraient jamais être *stricto sensu* présents : les animaux, les végétaux, la nature et sa biodiversité écosystémique, sans oublier les générations futures ni les générations passées. Car les « valeurs » dont nous avons besoin pour respecter ces « absents » seront celles dont nous avons besoin pour conserver démocratiquement notre humanité.
- La remise en cause d'une opposition entre nature et culture incite les décroissants à reprendre les thèses anciennes de la sociabilité naturelle<sup>10</sup>, pour affirmer que la coexistence sociale précède l'existence individuelle<sup>11</sup> : cela signifie qu'il faut considérer les socialités primaire et secondaire comme des « biens communs vécus ». Libre accès et non-rivalité, mais surtout pluralité (le fait d'être plusieurs) en sont les conditions de possibilité. Application concrète : renverser notre rapport à la protection sociale<sup>12</sup> ; non pas se demander comment la société peut protéger nos existences individuelles, mais comment chacun, par la reconnaissance mutuelle d'activités librement choisies, peut contribuer à la société : c'est ce dernier renversement qui *fonde* une proposition partagée par la plupart des décroissants, celle d'un revenu inconditionnel. Non pas pour résorber le chômage ou pour lutter contre la pauvreté, mais *en reconnaissant* la contribution de chacun et de chacune à l'organisation sociale : un revenu de la naissance à la mort, sans contrepartie, d'un niveau décent, versé partie en gratuités, partie en « monnaie commune » et partie en monnaie locale. Si ce revenu plancher s'articule avec un plafond

9 C'est faute d'un tel espace écologique que le *Manifeste convivialiste* en reste, par un point de vue libéral, à n'attendre d'autolimitation des subjectivités qu'au moyen de la reconnaissance de telles rivalités : « Faire de la rivalité un moyen de coopération », *Manifeste convivialiste*, Lormont, Le bord de l'eau, 2013, p. 14.

10 François Flahault, *Où est passé le bien commun ?* Paris, Mille et une nuits, 2011.

11 François Flahault, *Le paradoxe de Robinson*, Paris, Mille et une nuits, 2005.

12 Michel Lepasant et Baptiste Mylondo, « Revenir à la société, la question du revenu inconditionnel », *Les Possibles*, n° 1, automne 2013, <<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-1-automne-2013/dossier-protection-sociale/article/revenir-a-la-societe-la-question-1309>>.

des revenus, alors se construit un espace écologique des revenus, qui est l'espace politique du commun<sup>13</sup>.

- Le productivisme, et en particulier sa variante capitaliste, prétend s'inscrire dans une irréversibilité historique : celle du progrès (recul de la nature et avancée de l'économie). Pour les décroissants, ce n'est là qu'une illusion. Car finalement qu'est-ce que le « progrès » sinon cette marche en avant qui ne recherche des solutions qu'en aval des problèmes, sans jamais affronter l'amont des causes. C'est ainsi que l'on peut prétendre résoudre le réchauffement climatique par encore plus de technologie, la (di)gestion des déchets par leur récupération en tant que « ressources ». Dans ces cas, la décroissance n'est pas une idéologie progressiste ; plutôt que le choix de la fuite en avant, les décroissants préconisent un nouveau renversement : affronter les problèmes en amont, à leur racine et par conséquent adopter une critique systémique. Ainsi pour l'économie, que veut dire « critique de l'économie politique » si en amont de la production et en aval de la consommation sont écartés les problèmes de l'extractivisme et ceux des déchets ?
- Ce « goût pour l'amont » explique que les décroissants modifient le slogan des altermondialistes en le mettant au pluriel : nous devons rêver d'autreS mondeS possibleS. Bien sûr, l'utopie des alternatives déjà concrètement expérimentées ouvre les possibles. Mais il faut aussi au « miroir du passé » (Ivan Illich) juger les errements de la modernité, sans même craindre de s'appuyer sur la connaissance des sociétés « traditionnelles », « archaïques »<sup>14</sup>.

C'est à partir de ces postes d'observation et d'expérimentation que nous pourrions défendre des choix clivants : démographie responsable, technique conviviale, politique socialiste, protectionnisme territorial, relocalisation démocratique, etc.

#### **4. En tant que trajet d'émancipation généralisée, la décroissance retrouve la question de la révolution, mais à partir d'une conception expérimentale de l'Histoire.**

De l'avènement de l'anthropocène<sup>15</sup> – quand les humains deviennent une force géologique – les décroissants hésitent sur la leçon politique à tirer : faut-il y voir la marque de la puissance du système de l'économie, de la science et de la technique ou bien le signal de notre impuissance politique ? Dit autrement,

13 Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

14 Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme*, Paris, La Découverte, 2014, p. 86; Jean-Michel Servet, *Les monnaies du lien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2012, p. 7.

15 Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène*, Paris, Seuil, 2013.

dans l'hypothèse où (1) l'ère de l'anthropocène résulte de la puissance à la fois démiurgique et apocalyptique de la technique et où (2) la seule révolution permanente qui « réussit » est celle de la technologie, que peut-il rester pour une quelconque action politique ?

Savons-nous reconnaître les différents visages que peut prendre la dépolitisation généralisée dont a besoin l'économisme généralisé pour parer sa domination d'une apparence démocratique ? Les « partis » politiques eux-mêmes ont depuis bien longtemps déserté le champ des débats de fond au profit des jeux – le plus souvent télévisés – de la conquête du pouvoir. Ils ne proposent plus que des variantes de l'accompagnement : la croissance verte pour les plus écologistes, le plein salariat pour les plus « travaillistes », le retour de la croissance de toute façon. Voilà pour le programme. Quant à la méthode, elle reste toujours prisonnière de la stratégie la plus routinière : la prise préalable des pouvoirs institutionnels pour diriger d'en haut des changements.

Les décroissants ont cessé de croire à de telles fariboles : ils et elles ne supportent plus la litanie des appels et communiqués pour que, demain, promis, cette fois, ce sera la bonne, il faudrait donner sa chance à la énième resucée de l'unité pour l'unité. Car c'est toujours la même rengaine pour éviter d'affronter une remise en cause cohérente dans le fond et dans la forme, c'est toujours le même canevas rhétorique : la crise est là (pour les plus audacieux, elle serait même « civilisationnelle »), partout les insurrections et les luttes frémissent d'impatience, alors, silence sur les désaccords (surtout s'ils touchent le fond, ils risquent de couler le « mouvement »), il faut converger, « tous ensemble, tous ensemble »...

Les décroissants ne veulent ni désespérer de la politique ni se résigner à ajouter une version sereine et conviviale à l'accompagnement. Pour cela, plutôt que de s'en remettre au futur des promesses électorales, ils préfèrent s'investir dès à présent dans les « alternatives concrètes ». Celles-ci concernent d'ores et déjà toutes les interdépendances en faveur d'une autonomie généralisée dans le vivre ensemble : s'alimenter, se loger, se soigner, se transporter, s'éduquer, se cultiver, échanger. C'est le terrain des « utopistes », celui des eSpérimentations collectives pour procéder *sans attendre* à la démarchandisation de la terre, de la monnaie et de l'activité productive.

De telles pratiques supposent, là encore, toute une série de ruptures tant avec le capitalisme qu'avec ses critiques classiques.

Les décroissants ne sont pas « marxistes »<sup>16</sup>, et doublement. 1) Non seulement ils ont une préférence pour le socialisme utopique contre le socialisme scientifique, mais 2) le Karl qui les inspire est plutôt Polanyi que Marx. Ils ont du mal à voir dans la bourgeoisie un mal historiquement nécessaire sur la voie de son dépassement (*Aufhebung*), à voir dans le salariat autre chose qu'un asservissement

16 Ou alors ils peuvent l'être comme héritiers « marxiens », loin de toute orthodoxie fervente.

utile à l'organisation scientifique de la production. C'est pourquoi ils adhèrent à l'analyse polanyienne de la critique de la marchandisation systématique des facteurs de production : quand la nature devient propriété privée, quand la monnaie devient argent, quand l'activité productive devient travail salarié.

Les décroissants, du point de vue marxiste, doivent manquer de « dialectique » : il n'est plus question pour eux de s'inscrire dans une Histoire déterminée « en dernière instance » par l'économie, pas plus qu'il n'est question de justifier le pire aujourd'hui par l'attente d'une finalité (le « sens de l'Histoire ») sans cesse repoussée. Les décroissants prônent par conséquent une stratégie minoritaire par *basculement* des imaginaires plutôt que par renversement du pouvoir. Concrètement, cela ressemblerait à quoi ? Il ne s'agirait plus de provoquer d'en haut, en tant que nouvelle avant-garde éclairée, la révolution – ce qui supposerait des prises de pouvoir qui se sont toujours révélées comme les meilleurs freins à tout réel changement. Cela ne signifiera pas pour autant l'évacuation de la question révolutionnaire, mais bien au contraire son renouvellement.

Nous ne devons pas ignorer que les constats précédents d'impuissance répétée ont incité quelques écologistes à abandonner la stratégie révolutionnaire pour se confiner à une version « verte » de l'argument (paresseux) de la nécessité : comme certains léninistes croyaient que le capitalisme ne pouvait pas ne pas échouer (cf. la vente de la corde pour les pendre), certains écologistes pensent que le système capitaliste ne peut pas ne pas amener à la catastrophe (nucléaire, démographique, climatique). Contre l'illusion d'une telle « pédagogie de la catastrophe », Gunther Anders, à propos particulièrement du nucléaire, a montré que par la seule dimension de son potentiel apocalyptique, le nucléaire nous *décharge de la responsabilité*. On s'attendait à l'inverse, à savoir que c'est la démesure même de la menace nucléaire qui devrait être la cause de la conscience de la menace. Or, Anders explique exactement le contraire : « C'est la menace elle-même qui contribue de façon funeste à sa propre minimisation »<sup>17</sup>. Pour deux raisons, la première c'est que la menace dépasse notre capacité limitée de compréhension : le nucléaire est un phénomène « supraliminaire ». La seconde raison, c'est que « face à l'idée de l'apocalypse, notre âme déclare forfait »<sup>18</sup>. La menace est telle que son universalité la dépersonnalise : « Ce danger par lequel "je" ne suis pas seulement menacé mais par lequel "on" est menacé ne me menace pas personnellement »<sup>19</sup>. Si je dois mourir, je le devrais comme les autres, ce qui me permet de ne plus me sentir concerné, autrement dit de ne plus me penser comme le sujet responsable de mon action : pour la technique, il n'y a plus d'agents, mais seulement des « collaborateurs », et cela vaut pour

17 Günther Anders, *Le temps de la fin*, Paris, L'Herne, 2007, p. 44.

18 Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 2001, p. 300.

19 Günther Anders, *Le temps de la fin*, *op. cit.*, p. 45. Anders reprend ici le thème heideggerien de la « décharge » : *Être et temps*, §27.

mon « activité » comme pour ma « passivité ». Irresponsables, nous n'avons plus besoin ni d'agir ni de sentir.

Mais alors si nous ne pouvons *ni vouloir* (prise préalable du pouvoir) *ni subir* (argument de la nécessité) la révolution, que faire ?

- En assumant des prises de position minoritaires, rappeler sans cesse aux conquérants du pouvoir que des ruptures unilatérales sont toujours possibles (désarmement, sortie des processus impérialistes des traités commerciaux, modes d'extraction, de production, de distribution, de consommation, etc.).
- À ceux qui se contentent de la domination économique « et de son monde », prouver par nos expérimentations que d'autres mondes sont possibles.

Comme John Holloway propose de cesser de fabriquer le capitalisme<sup>20</sup>, il faut dès maintenant anticiper les réponses les plus concrètes à toutes les questions qui se poseront le jour où une société s'emparera de son autotransformation par et pour elle-même, en un temps bref<sup>21</sup>. De telles « révolutions » ne cessent de surgir partout dans le monde, mais à chaque fois, faute de préparation, elles échouent et retournent vite aux politiques du pire.

Les décroissants ne doivent pas croire que leurs alternatives concrètes seront suffisantes pour provoquer la révolution ; ni que les contradictions du capitalisme détermineront l'avènement du royaume de la liberté. Alors, ils se tiennent prêts à donner toutes ses chances démocratiques et écologiques à une « révolution » : c'est à ce défi que la « décolonisation de l'imaginaire » s'active, déconstruire tous les obstacles qui rendraient possible la poursuite du moment révolutionnaire. Et c'est ainsi que sans attendre le miracle de la révolution, les décroissants et les décroissantes ne peuvent s'empêcher d'espérer qu'ils et elles participent déjà à sa possibilité.

## **5. Le type d'organisation sociale que défend la décroissance suppose des habitants, des « mangeurs », des usagers plutôt que des producteurs, des consommateurs, des propriétaires.**

Reconnaissons dans nos faire(s) de la politique<sup>22</sup> une inquiétude : jusqu'à quel point devrions-nous aller dans la radicalité ? Car plus nous adoptons une démarche systémique, plus nous mettons à jour un programme radical de déconstruction idéologique, voire philosophique, des fondements de la société de croissance. Plus, en même temps, en ces temps de victoires pour la réaction et la brutalité, nous risquons de nous couper de tous ceux et celles qui, en

20 John Holloway, *Crack Capitalism*, New York, Pluto Press, 2010; traduction française, 2012.

21 Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005, p. 229.

22 Michel Lepasant, *Politique(s) de la décroissance*, Paris, Utopia, 2013.

ayant commencé à rejeter le capitalisme, continuent néanmoins d'en partager quelques présupposés.

Nous ne parlons même pas de notre dédain pour tous ceux et celles qui ne voient pas que la société du spectacle n'offre pas la moindre possibilité de réalisation à la démocratie réelle. Mais nous pensons à nos compagnons et à nos compagnes dans beaucoup de luttes qui ne constatent pas que le capitalisme est fondé sur le productivisme, et non l'inverse : et qu'une centrale nucléaire ou une agriculture OGM, même en autogestion, sont inacceptables. Alors que l'antiproductivisme, par son refus de l'illimitation en tant que telle, remet les discussions non seulement à leur taille (humaine), mais les intègre à une chaîne de discussions et de contrôles démocratiques dans laquelle les habitants et les usagers compteront autant que les producteurs. Il y a un défi, dans l'antiproductivisme, que tous les socialistes doivent accepter<sup>23</sup>.

Le refus de se perdre dans les symptômes amène les décroissants et les décroissantes à une remise en cause plus radicale des temps modernes et de la conception moderne de la liberté : celle des individus. Le recadrage de la liberté dans les limites de l'espace écologique se justifie précisément par la volonté d'en assurer la soutenabilité tant intersubjective que matérielle. Il n'est donc pas question de rompre avec tous les apports de la modernité pour défendre un retour en arrière vers des temps anciens, trop souvent d'ailleurs plus fantasmés rétroactivement que réellement saisis dans leur vécu. Et pourtant, comment ne pas constater que la domination d'une vision de l'homme comme *Homo œconomicus* est à la fois la source d'autonomies que nous revendiquons et la cause de conduites et de situations que nous dénonçons ? Jusqu'à quel point devrions-nous approfondir notre critique de l'individualisme généralisé qui assure cette division qui fonde la lutte de chacun contre chacun qui tient lieu aujourd'hui de modèle du vivre ensemble ?

Comment ne pas voir que cette critique de l'individualisme amène les décroissants à réduire la simplicité volontaire à une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante, de la transition. Non pas parce que le changement devrait commencer par Soi – comme si toujours le monde devait tourner autour du Sujet, comme si toujours la nature ne pouvait être que l'environnement du Moi –, mais parce que cette sobriété a d'abord pour fonction de nourrir la motivation dont psychologiquement nous avons besoin pour politiquement s'engager et persévérer dans un combat dont la victoire n'est plus assurée par aucune vision prophétique de l'Histoire.

Les décroissants doivent donc veiller à ne pas se laisser leurrer par les critiques dirigées contre leur soi-disant moralisme : mettre en avant une responsabilité écologique élargie à tous les écosystèmes ne dispense pas de s'appuyer sur des convictions et des valeurs sociales, celles de la *common decency* (H.G. Orwell).

---

23 Michel Lepasant (dir.), *L'Antiproductivisme ? Un défi pour la gauche ?*, Lyon, Parangon, 2013.

Car ces critiques proviennent en fait d'un préjugé individualiste qu'elles partagent avec le système contre lequel elles prétendent se dresser : c'est ainsi qu'une critique d'apparence libertaire peut converger avec la critique libérale du moralisme<sup>24</sup>.

Jusqu'où aller dans la critique d'un monde issu des Lumières, pour lequel la raison suffirait à calculer la trajectoire d'un corps comme à maximiser une décision personnelle ? Jusqu'où rejeter un monde dans lequel l'arrogance du Sujet moderne le mène à prétendre ne rien devoir à personne, comme si chacun ne pouvait réussir sa vie qu'à condition de l'avoir produite de toutes pièces en s'imaginant ne rien devoir ni aux générations passées, ni à ses contemporains, ni à la Nature juste réduite à lui procurer des « ressources » ?

Voilà toute une série de questions dont les discussions pourraient éclairer l'anthropologie sur laquelle la décroissance devrait arriver à fonder ses propositions concernant ce que pourrait devenir une organisation sociale plus juste, plus responsable, plus décente, plus démocratique.

- L'intentionnalité de la conscience devrait au moins se compléter avec une intentionnalité du « vivre de ». Nous ne sommes pas seulement des humains « conscients de », nous sommes d'abord des êtres « qui vivent de ». *Nous nous alimentons*. C'est pourquoi la première des libertés que nous revendiquons est la souveraineté alimentaire. Et c'est aussi pourquoi nous refusons que l'agriculture soit traitée comme une industrie, que les nourritures soient échangées comme des téléphones portables.
- En nous alimentant, nous pratiquons une « opération » (phénoménologiquement) radicalement symétrique à la « production » : au lieu d'extérioriser notre esprit pour transformer la nature, nous intériorisons du vivant pour rester en vie. Il y a là une coexistence écosystémique avec le vivant qui devrait nous empêcher de nous croire « maîtres et possesseurs de la nature ».
- Et si nous habitons la nature, ce n'est pas pour la coloniser, mais pour nous y abriter et dans le meilleur des cas pour nous réjouir de son paysage.

Une telle intentionnalité du « vivre de » pourrait fournir le fondement d'une politique visant à une vie simplement vécue avec « appétit »<sup>25</sup>. Car l'appétit ne connaît ni le manque de la faim ni la tentation de la gourmandise : c'est toute la vie qu'il faudrait goûter avec un tel appétit.

24 Jean-Claude Michéa, *L'empire du moindre mal*, Paris, Climats, 2007.

25 Quelle déception dans le livre récent de Corine Pelluchon, *Les Nourritures*, (Paris, Seuil, 2015) d'y lire tant d'intuitions éclairantes sur la faim et la gourmandise, mais aucune analyse sur l'Appétit, alors qu'il y aurait là le paradigme d'un Désir sans souffrance, c'est-à-dire sans la tristesse dont l'Illimitation est toujours la source et la fin.

## La décroissance est-elle un projet latin ?

SERGE LATOUCHE

Le terme de décroissance est d'un usage très récent dans le débat économique et social, même si l'origine des idées qu'il recouvre a une histoire plus ou moins ancienne. L'expression ne figurait dans aucun dictionnaire de sciences sociales avant 2006, tandis que l'on trouve quelques entrées sur ses corrélats : « croissance zéro », « développement durable », et bien sûr « État stationnaire »<sup>1</sup>. Le mot lui-même fait problème, il est frappé d'une irrémédiable ambiguïté qui n'est pas dramatique, mais dont il vaut mieux être conscient : il peut s'entendre en un sens littéral d'une inversion de la courbe de croissance du produit intérieur brut (PIB) ou en un sens symbolique, sortir de l'idéologie de la croissance. Cette ambiguïté est la conséquence de l'ambivalence même du terme croissance qui est tout autant un slogan performatif qu'une réalité. La croissance est aussi une croyance, une croyance dans le progrès infini et dans le postulat que l'accumulation sans limites est possible et souhaitable. La décroissance, en conséquence, ne peut être que blasphématoire et constituer un sacrilège. Compte tenu du champ sémantique où il se situe, le mot est impossible à traduire en dehors des langues latines et de la sensibilité culturelle qui leur est propre. Toutefois le projet qu'il promeut possède une histoire plurielle relativement complexe et une incontestable portée analytique et politique qui dépasse largement les frontières linguistiques de son lieu de naissance.

### Un slogan provocateur intraduisible

La décroissance n'est pas un concept et, en tout cas, pas l'équivalent inversé de la croissance. C'est un slogan politique à implications théoriques. Le mot d'ordre de décroissance a ainsi surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif de la croissance pour la croissance, objectif insensé dont le moteur n'est

---

1 Voir, par exemple, dans le *Lexique des sciences sociales* d'Alain Beitone et collaborateurs, publié à Paris par Dalloz en 1995. Il y a désormais une entrée « décroissance » dans le *Dictionnaire des sciences humaines* des PUF (Paris, 2006), dans le dictionnaire altermondialiste d'ATTAC, *Le petit Alter*, Paris, Mille et une nuits, 2006, et bien sûr dans *Degrowth : a Vocabulary for a New Era*, édité par Giacomo d'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis, Londres, Routledge, 2014.

autre que la recherche effrénée du profit par les détenteurs du capital et dont les conséquences sont désastreuses pour l'environnement. En toute rigueur, il conviendrait de parler d'une « a-croissance », comme on parle d'a-théisme, plus que d'une dé-croissance. Et c'est d'ailleurs très exactement de l'abandon d'une foi, celle dans le progrès, et d'une religion, celle de l'économie, de la croissance et du développement, qu'il s'agit.

En tant que slogan, le terme *décroissance* est une trouvaille rhétorique heureuse parce que sa signification n'est pas totalement négative, en particulier en français. Ainsi, la décrue d'un fleuve dévastateur est une bonne chose. La métaphore fonctionne assez bien dans les autres langues latines : *decrescita* (italien), *decrecimiento* (espagnol), *decreixment* (catalan) *decrescimento* (portugais). La dénotation est la même, les connotations sont assez proches. Pour décroître, il faut « décroire » et la proximité du vocabulaire de la croyance et de la croissance s'y retrouve assez heureusement. En revanche, la traduction dans les langues germaniques pose de redoutables problèmes. L'impossibilité où nous nous sommes trouvés de traduire *décroissance* en anglais est symétrique en quelque sorte de celle où se sont trouvés les experts occidentaux pour traduire *croissance* ou *développement* dans les langues africaines, asiatiques ou amérindiennes.

La traduction de *décroissance* est non seulement problématique, mais révélatrice de l'imaginaire culturel. Mon ami Michael Singleton, anthropologue anglais enseignant à Louvain-la-Neuve et fin connaisseur du sujet, m'écrit :

J'ai regardé dans mon *Roget's Thesaurus*, mais des noms manquent pour exprimer ce « *cool down, take it easy, slacken off, relax man* » inclus dans le prix de la décroissance. Decrement existe, mais est trop exotique et essentialiste (produit plus que processus) pour faire l'affaire. Je me demande parfois si des termes comme *decrecendo, diminuendo, moderato* ne pourraient pas servir. « *To grow or not to grow, that is the question!* » « *Moderate/Moderating Growth* » ? On pourrait toujours laisser tout simplement décroissance dans le texte, avec une note explicative en bas de page. Je me demande si la meilleure traduction de la décroissance ne serait pas *decreasing growth* – cette traduction a l'avantage d'être à la fois passive (un simple constat) et active: il faut bien décroître, il faut décroître en bien (ici *decreasing* répondrait à un projet sociétal ou mieux à un véritable projet de société). Si l'on veut en faire une forme nominale, *the decreasing of growth* est sans doute un peu plus long et lourd que la décroissance mais quand même ça signifie ce que nous voulons dire.

Sans trop s'embarrasser de sémantique, le Hollandais Willem Hoogendijk, dans un livre écrit en anglais (*The Economic Revolution. Towards a Sustainable Future by Freeing the Economy from Money-making*<sup>2</sup>) a formulé une véritable théorie de la décroissance économique utilisant les mots *shrinking* et *shrinkage*.

2 Willem Hoogendijk, *The Economic Revolution. Towards a Sustainable Future by Freeing the Economy from Money-Making*, Utrecht, International Books, 1991.

Le terme *décroissance* a été utilisé en français pour intituler un recueil d'essais de Nicholas Georgescu-Roegen sur l'entropie, l'écologie et l'économie<sup>3</sup>. Toutefois le mot utilisé par Nicholas Georgescu-Roegen est *declining*, mot qui ne rend pas vraiment ce que nous entendons par décroissance, non plus que *decrease*, proposé par certains. Les néologismes, *ungrowth*, *degrowth* et *dedeveloppement* ne sont guère plus satisfaisants. En allemand, *schrumpfung* ou *minuswachstum* sont aussi problématiques. L'anglais *downshifting* (déplacement vers le bas) est le terme utilisé par ceux qui choisissent la simplicité volontaire. Il traduit bien le versant subjectif. *Counter-growth* proposé par d'autres traduirait le côté objectif. Ce « contre », d'après François Schneider, pourrait ou devrait s'ajouter aussi en allemand, à *schrumpfung*. On parle aussi dans les pays anglo-saxons d'*uneconomic growth*, soit la croissance à impact négatif. On a proposé encore *way down*, *powerdown* (titre d'un livre de Richard Heinberg qui diffuse un message assez proche de celui de la décroissance et préconise une société postcarbone) ou encore *contraction* et *downscaling*. Cette difficulté résulte en l'espèce de la domination mentale de l'économisme. Finalement, c'est le barbarisme *de-growth* qui s'est imposé. Moindre mal sans doute comparé aux tentatives de traduire en allemand, en danois (langues indo-européennes) sans parler du casse-tête de la traduction en finlandais, en hongrois ou en japonais.

Dernière grande société de croissance occidentale, le cas du Japon est intéressant. Mon traducteur japonais m'écrit :

J'ai présenté *Le projet de la décroissance/descrescit*, par le mot *decrecendo* (la même prononciation qu'en français et en italien). Au Japon, on connaît bien *decrecendo* dans le domaine de la musique, et j'ai pensé que le mot peut être utilisé pour traduire *décroissance* en japonais, car cela permet de faire passer le message. Un autre mérite est que le mot n'implique pas la croissance qui se traduit par le mot japonais *seichou*. Au Japon, il y a profusion de vocabulaire pour rendre l'idée d'une *autre* croissance comme d'un *autre* développement, par exemple, *datsu-seichou* (*de-growth*), *jizokukanouna-seichou* (la croissance soutenable), *ningenko-tameno-seichou* (la croissance humaine). Toutes ces expressions contiennent la croissance économique au cœur de leur conceptualisation. Je pense que le mot japonais *decrecendo* permet de distinguer le projet de la décroissance d'avec les projets d'une *autre* croissance, sans la confusion conceptuelle.

Cette difficulté de la traduction du mot d'ordre de décroissance dans les aires non latines de l'Occident signifie-t-elle que le projet qu'il désigne n'a ni sens, ni pertinence ? Le problème de savoir si l'absence des mots implique l'absence de la chose est un vieux problème débattu longuement par Leibnitz à propos de la religion, et dont le théologien indo-catalan Raimon Panikkar a proposé une solution élégante que nous faisons nôtre, avec sa conception des équivalents

3 Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie. Écologie. Économie*, Présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, Paris, Sang de la Terre, 1995 [1979].

homéomorphiques<sup>4</sup>. Pour nous limiter à la question de la pertinence du projet décroissantiste, bien évidemment, la réponse ne peut être négative, puisque ces sociétés connaissent toutes les ravages de la société de croissance et que l'imaginaire de la croissance y est bien présent, mais elle doit être nuancée. D'un certain point de vue, en ce qui concerne les pays de langue germanique et de culture protestante, cet imaginaire est même encore plus prégnant. La philosophie du progrès et l'objectif de la croissance illimitée y ont été accueillis avec enthousiasme dès le XVII<sup>e</sup> siècle alors que le monde catholique et latin a longtemps résisté à l'idéologie du progrès (condamnée par une encyclique papale, encore au XIX<sup>e</sup> siècle) ; quant à l'Église orthodoxe, elle a proscrit l'horloge sur les clochers et l'orgue à l'intérieur des lieux de culte, en tant qu'inventions diaboliques ! C'est même cette prégnance plus forte dans le monde anglo-saxon et germanique protestant qui rend la traduction difficile, du fait du refoulement de l'imaginaire alternatif. Il est remarquable que les penseurs de ce monde-là, qui proposent une critique radicale de la modernité, interrogent plus volontiers la civilisation occidentale que l'économie de croissance proprement dite : Oswald Spengler et Arnold Toynbee avec le *déclin*, Jared Diamond et Joseph Tainter avec *l'effondrement*, par exemple. La traduction de la décroissance est donc bien possible, mais comme dans toute traduction, il y a une part de trahison. *Traductore, traditore !* Il faut donc accepter une pluralité de formes : l'existence de projets homéomorphiques plutôt que d'un projet unique monolithique<sup>5</sup>.

Pour les sociétés non occidentales, le problème est plus simple d'une certaine façon ; l'après-développement et la critique de la croissance (qui sont fondamentalement des remises en cause de l'occidentalisation) ne peuvent pas se ranger sous la bannière de la décroissance, ce serait absurde. Rappelons que dans beaucoup de civilisations (peut-être toutes), avant le contact avec l'Occident, l'économie comme théorie et même comme pratique était largement

4 « Les équivalents homéomorphiques ne sont pas de simples traductions littérales, pas plus qu'ils ne traduisent simplement le rôle que prétend jouer le mot originel, mais ils visent une fonction équivalente (analogue) au rôle supposé de la philosophie. Il s'agit donc d'un équivalent non pas conceptuel, mais fonctionnel, à savoir d'une analogie au troisième degré. On ne recherche pas la même fonction, mais la fonction équivalente à celle qu'exerce la notion originelle dans la cosmovision correspondante » : Raimon Panikkar, « Religion, philosophie et culture », *Interculture*, n° 135, 1998, p. 104.

5 Il est clair que derrière le problème de la traduction du mot décroissance sont soulevées des questions qui divisent les philosophes depuis des siècles, au moins depuis la querelle des universaux entre nominalistes et réalistes qui fit couler tant d'encre (et de sang...) et plus fondamentalement entre universalisme et relativisme. Je pense que les bases philosophiques cohérentes avec le projet de la décroissance penchent vers le relativisme (contre l'occidentalocentrisme) et le nominalisme, mais je ne prétends pas imposer mon analyse à quiconque. Je crois que les amis de Barcelone avec leur vocabulaire auquel j'ai participé pencheraient plutôt pour des positions opposées... Quant à moi, je n'opposerais pas une *vraie* décroissance latine aux projets tout aussi nécessaires et respectables anglo-saxons et germaniques des *transition towns* de mon ami Rob Hopkins, ou des sociétés post-carbone de Richard Heinberg.

absente. Les concepts de croissance et de bien-être liés à la problématique d'un développement matériel et à un enrichissement individuel étaient totalement absents. Dans leur entreprise de colonisation de l'imaginaire des pays du Sud, les experts en développement, missionnaires de la modernité, ont cherché à récupérer les images de vie bonne des différents peuples pour traduire dans les langues vernaculaires l'intraduisible croissance/développement qui n'a aucun équivalent dans la langue locale. Ainsi au Zimbabwe, en sindebele, langue du Matabeland, *développement* se dit « prendre le contrôle sur ce dont nous avons besoin pour travailler » ; en siwasivaku, « nous sommes à terre et nous voulons nous relever » ; en siyaphambili, « allons de l'avant » ; en dingimpilo, « recherche de la vie » ; en sivamerzela, « nous le faisons nous-mêmes » ; en vusanani, « nous appuyant les uns sur les autres pour nous lever »<sup>6</sup>. Selon Gilbert Rist : « Les Bubi de Guinée équatoriale utilisent un terme qui signifie à la fois *croître et mourir*, et les Rwandais construisent le *développement* à partir d'un verbe qui signifie *marcher, se déplacer*, sans qu'aucune *directionnalité* particulière ne soit incluse dans la notion. Cette lacune, poursuit-il, n'a rien d'étonnant ; elle indique simplement que d'autres sociétés ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens censés rendre l'avenir meilleur que le passé. »<sup>7</sup> Ainsi, en wolof, on a tenté de trouver l'équivalent du développement dans un mot qui signifie « la voix du chef ». Les Camerounais de langue eton sont plus explicites encore. Ils parlent du « rêve du blanc ». « La figure du développement ne possède pas d'équivalent en moore et se traduit au mieux par la phrase : *tônd maoodame tenga taoor kënd yinga* (nous luttons pour que sur la terre (au village) les choses marchent pour le corps (pour moi) »<sup>8</sup>. Le summum est atteint sans doute quand on a tenté de rendre l'idée de développement en quéchua par l'expression « travailler joli pour le prochain lever du soleil »...

Toutefois, les faits résistent encore plus que les mots... Si la croissance et le développement au nord ont pu donner l'illusion, surtout pendant les trente glorieuses (1945-1975), de réaliser une certaine forme de justice à travers l'élévation statistique du niveau de vie moyen, et donc la vie bonne, il n'en a pas été de même au sud. Là se vérifie tristement la plaisanterie de Raimon Panikkar : « Quand les Américains – et cela peut s'étendre à l'ensemble des Occidentaux – disent *justice*, en réalité il faut comprendre *just us* ».

Aujourd'hui, nous assistons à la faillite de ce bonheur quantifié et donc à l'écroulement de l'un des piliers imaginaires de la société occidentale

6 OrlandoFals-Borda et Mohammad Anisur Rahman, *Action and Knowledge. Breaking the Monopoly with Participatory Action Research*, New York, Apex Press, 1991.

7 Gilbert Rist, *Processus culturels et développement*, 4<sup>e</sup> Conférence générale de l'EADI, Madrid, 1984, p. 6.

8 Pierre Joseph Laurent, *Le don comme ruse. Anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso : la fédération Wend-Yam*, thèse de doctorat, Université catholique de Louvain, 1996, p. 228.

désormais mondialisée. D'autres conceptions du bonheur se cherchent ici ou là, mais sans remise en cause des fondements de la société de croissance et sans l'invention d'une société d'abondance frugale, il n'y a aucune chance de les voir aboutir. Finalement, si la traduction littérale parfaite est impossible, elle n'est pas nécessairement souhaitable non plus. L'après-développement étant nécessairement pluriel, chaque société, chaque culture doit sortir, à sa façon, du totalitarisme productiviste et opposer à l'homme unidimensionnel, l'*Homo œconomicus*, une identité propre fondée sur la diversité des racines et des traditions. Dans la recherche de modes d'épanouissement collectifs dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social, ce ne sont pas les bannières alternatives à la croissance/décroissance qui font défaut. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. S'il faut absolument lui donner un nom, cet objectif peut s'appeler *l'umran* (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou *fidnaa/gabbina* (rayonnement d'une personne bien nourrie et libérée de tout souci) comme chez les Borana d'Éthiopie<sup>9</sup>. L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous l'égide de la croissance économique, aujourd'hui mondialisée. Ces créations originales dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation ouvrent l'espoir d'un après-développement.

### Un projet « pluriversel »

Pour la plupart des gens non avertis, et même pour une fraction non négligeable des objecteurs de croissance (en particulier ceux et celles qui se réfèrent principalement à la pensée de Nicholas Georgescu-Roegen), le terme décroissance est utilisé au sens littéral d'une diminution, une réduction, bref une inversion de la courbe de croissance. C'est aussi dans cette optique que l'entendent tous nos adversaires, et c'est cela qui fait problème. La différence entre eux et nous étant qu'au lieu de l'utiliser sur le mode performatif, il s'agit pour eux de stigmatiser une vision catastrophiste et à combattre résolument. Le mot décroissance dénote indubitablement une décrue, mais de quoi précisément ? Et jusqu'où ? Nul objecteur de croissance ne soutenant la nécessité d'une décroissance infinie comme le laissent entendre ceux qui caricaturent nos positions, il s'agit implicitement ou explicitement d'en revenir à un niveau soutenable, compatible avec la reproduction des écosystèmes. Encore faut-il s'entendre sur ce qui doit décroître exactement. Pour le plus grand nombre, la réponse est qu'il faut faire reculer l'indice fétiche de la société de croissance, à savoir le PIB. Il en est explicitement ainsi pour Maurizio Pallante, auteur italien d'un manifeste pour la décroissance heureuse. Pour lui, il faut réduire la

9 Gudrun Dahl et Gemtchu Megerssa, « The spiral of the Ram's Horn : Boran concepts of development », dans Majid Rahnema et Victoria Bawtree (dir.), *The Post-Development Reader*, Londres, Zed Books, 1997.

production de biens et services marchands (*merci*) qui entrent dans le calcul du PIB et accroître celle des biens et services non marchands (*beni*) qui n'y entrent pas : autoproduction, économie du don et de la réciprocité. Les adeptes de la simplicité volontaire et les disciples de Pierre Rabbi, de leur côté, défendent une position voisine, mais moins précise avec le slogan : « moins de biens, plus de liens ». Moins précise, puisque du point de vue économique le lien peut être considéré comme producteur de services non marchands. Quoi qu'il en soit, cette réduction permet la soutenabilité sans réduire la félicité, bien au contraire. Pour les écologistes rigoureux, ce qu'il faut réduire, ce n'est pas en tant que tel le PIB, mais l'empreinte écologique, c'est-à-dire l'impact et la pression de notre mode de vie sur les écosystèmes, autrement dit réduire avant tout la production matérielle. En toute rigueur statistique, le PIB pourrait croître en théorie sans accroître le prélèvement de ressources non renouvelables, ni la pression sur la biosphère, grâce au développement de biens immatériels marchands (services à la personne ou autres). D'où la position des verts de Jean-Marie Harribey, Alain Lipietz, ATTAC, etc. : pas de décroissance globale, mais décroissance sélective (et donc croissance sélective). S'il est indéniable que pour tous les objecteurs de croissance, il faut retrouver une empreinte écologique soutenable, et que cela passe largement par une réduction du PIB dont on dénonce par ailleurs les incohérences et les faiblesses, ne retenir que cette conception littérale de la décroissance présente le grave inconvénient de permettre à nos adversaires de nous délégitimer à bon compte. D'une part, parce que la croissance en tant que phénomène naturel étant une chose souhaitable et désirable, se déclarer radicalement contre l'idée même de croissance n'est plus seulement iconoclaste, mais carrément absurde. Tous les organismes croissent, c'est une loi de la nature. Il faut alors insister sur la différence entre les organismes naturels et l'organisme économique qui n'a rien de naturel et qui prétend échapper au déclin et à la mort, ainsi qu'aux conséquences de son insertion dans l'écosystème planétaire et donc à la deuxième loi de la thermodynamique, la loi de l'entropie... D'autre part, cette position permet à nos adversaires, de bonne et surtout de mauvaise foi, d'assimiler décroissance et récession. La crise que nous connaissons est alors présentée comme une décroissance, certes forcée, mais qui n'a rien de joyeux ni de serein, ni de convivial... Il faut alors opposer à cette décroissance subie, non souhaitable, notre décroissance voulue qui, elle, serait heureuse.

Le projet de la décroissance correspond donc à la rupture créée par la redéfinition du bonheur comme « abondance frugale dans une société solidaire ». C'est la nécessité ressentie par tout un courant de l'écologie politique et des critiques du développement de rompre avec la langue de bois du développement durable qui a amené à lancer, presque par hasard, le slogan de la décroissance. S'il existe une certaine part de hasard dans l'enchaînement des événements, l'apparition d'un mouvement radical proposant une réelle alternative à la société de consommation et au dogme de la croissance répondait à une nécessité qu'il n'est pas abusif de qualifier d'historique. En face du triomphe de l'ultra-libéralisme et

de la proclamation arrogante du fameux TINA (*there is no alternative*) de Margaret Thatcher, les petites franc-maçonneries antidéveloppementistes et écologistes ne pouvaient plus se contenter d'une critique théorique quasi confidentielle. Il devenait urgent d'y opposer un autre projet de civilisation ou, plus exactement, de donner une visibilité à un dessein en gestation depuis longtemps, mais qui cheminait de façon souterraine. C'est ainsi que la décroissance est devenue rapidement la bannière de ralliement de tous ceux et celles qui aspirent à la construction d'une véritable alternative à la société de consommation écologiquement insoutenable et socialement insupportable. La décroissance n'est donc pas le symétrique de la croissance. Décroître pour décroître serait aussi absurde que croître pour croître. Bien entendu, les « décroissants » veulent faire croître la qualité de vie, de l'air, de l'eau et d'une foule de choses que la croissance pour la croissance a détruites. La rupture de la décroissance porte donc à la fois sur les mots et sur les choses, elle implique une décolonisation de l'imaginaire et la mise en œuvre d'un autre monde possible.

Ce changement est d'abord négatif ; il s'agit de sortir de l'impérialisme économique qui domine le monde en l'uniformisant et en détruisant toutes les différences culturelles. Cette libération de l'*Homo œconomicus*, de l'unidimensionnalité de l'homme contemporain, pour retrouver la diversité (pluriversalisme ou diversalité) permet déjà de dessiner les contours d'une société autre. C'est l'objet que je me suis proposé d'esquisser avec le cercle vertueux des 8 R (réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler) qui constitue l'utopie concrète du projet de la décroissance. Au-delà de cet horizon de sens, le programme « politique » de la construction d'une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance s'inscrivant dans ce cadre suppose une adaptation au contexte et aux valeurs des lieux. On ne réalisera pas (ce n'est ni possible, ni souhaitable) le même monde alternatif au Chiapas et au Texas...

Comme c'est d'abord au sud que l'imposture du développement et de la croissance, de l'assimilation de la bonne vie au bien-être et à l'« économicisation » de la vie s'est manifestée de la façon la plus flagrante, c'est aussi du sud que nous vient la promesse d'une nouvelle voie. « Ce que les Français appellent *développement*, interroge Thierno Ba, responsable d'une ONG sénégalaise sur le fleuve, est-ce que c'est ce que veulent les villageois ? Non. Ce qu'ils veulent c'est ce que le pulaar<sup>10</sup> appelle *bamtaare*. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est la recherche, par une communauté fortement enracinée dans sa solidarité, d'un bien-être social harmonieux où chacun des membres, du plus riche au plus pauvre, peut trouver une place et sa réalisation personnelle ».<sup>11</sup> Il n'est pas sans intérêt de noter qu'on retrouve là l'aspiration au « bien vivre » des peuples amérindiens qui a débouché récemment sur de retentissantes revendications alternatives au

10 Pulaar : langue parlée dans des États d'Afrique occidentale et centrale. (NdR)

11 Cimade, *Quand l'Afrique posera ses conditions*, Dossiers pour un débat, n° 67, Paris, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, septembre 1996, p. 43.

développement. « En Bolivie, selon F. Huanacuni Mamani, on utilise le terme *aymara suma quamaña*, et en Équateur le terme *kichwa sumak kawsay*, tout deux signifiant “vivre bien”, “vivre en plénitude”, c’est-à-dire “vivre en harmonie et en équilibre avec les cycles de la Terre-Mère, du cosmos, de la vie et avec toutes les formes d’existence”<sup>12</sup>. « Ajoutons, note l’anthropologue Françoise Morin, que le terme *aymara* implique une nécessaire convivialité afin de vivre en harmonie avec tous, ce qui invite à partager plutôt qu’à rivaliser avec l’autre. Ces deux concepts se distinguent de la notion du “vivre mieux” occidental, synonyme d’individualisme, de désintérêt pour les autres, de recherche du profit, d’où une nécessaire exploitation des hommes et de la nature »<sup>13</sup>. Elle précise : « Le bien vivre ne doit pas être compris comme un retour à un passé andin, mais comme un “concept en construction” qui résulte des pratiques des mouvements autochtones et des réflexions d’intellectuels »<sup>14</sup>. « Finalement, ajoute-t-elle, on retrouve cette idée de “bien vivre” chez d’autres peuples autochtones, comme les Guarani en Bolivie, avec leur expression *ñande reko* ; mais aussi chez les Mapuche du Chili qui parlent de *künme mongen* ; chez les Shuar en Équateur avec le concept de *shiir waras* décrivant une vie harmonieuse qui inclut un état d’équilibre avec la nature ; chez les Shipibo Konibo au Pérou, avec la notion de *jakona shati*, signe de convivialité et de partage avec les autres ; chez les Ashaninka du Rio Ene (Pérou) avec l’expression *kametsa asaike* qui symbolise un processus de relation unissant les gens entre eux et avec leur environnement naturel. En Amérique du Nord, on trouve également, chez un certain nombre de groupes amérindiens, cette notion de “bien vivre”, notamment chez les Cris<sup>15</sup> ». Comme pour le *bamtaare* des Peuls, ce serait donc un contresens de faire entrer tout cela dans l’idéologie d’un autre développement ou d’un nouveau modèle de développement, fût-ce un « *indigenising development* », comme disent certains, même fondé sur une conception biocentrique.

La rupture concrète suppose de sortir du cercle infernal de la création illimitée de besoins et de produits et de la frustration croissante qu’il engendre, et complémentaiement, de tempérer l’égoïsme résultant d’un individualisme réduit à une massification uniformisante. Le premier volet se réalise par l’autolimitation pour aboutir à l’abondance frugale, le deuxième par la réhabilitation de l’esprit du don et la promotion de la convivialité.

Bien sûr, comme toute société humaine, une société de décroissance devra organiser la production de sa vie, c’est-à-dire utiliser raisonnablement les ressources de son environnement et les consommer à travers des biens matériels et des services, mais un peu comme ces sociétés d’abondance de l’âge de pierre

12 Cité par Françoise Morin, « Les droits de la Terre-Mère et le bien vivre, ou les apports des peuples autochtones face à la détérioration de la planète », dans *Que donne la nature ? L’écologie par le don*, Revue du MAUSS, n° 42, Paris, La Découverte, 2013, p. 230.

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*, p. 231.

15 *Ibid.*, p. 232.

décrites par Marshall Salhins qui ne sont jamais entrées dans l'économie<sup>16</sup>. Elle ne le fera pas dans le corset de fer de la rareté, des besoins, du calcul économique et de l'*Homo œconomicus*. Ces bases imaginaires de l'institution de l'économie doivent être remises en question. Comme l'avait bien vu Jean Baudrillard en son temps, « une des contradictions de la croissance est qu'elle produit en même temps des biens et des besoins, mais qu'elle ne les produit pas au même rythme ». Il en résulte ce qu'il appelle « une paupérisation psychologique », un état d'insatisfaction généralisée, qui « définit, dit-il, la société de croissance comme le contraire d'une société d'abondance »<sup>17</sup>. L'abondance est mise en scène à travers le spectacle de l'extraordinaire gâchis de la société de consommation, mais la réalité vécue est celle de la frustration. La frugalité retrouvée permet, au contraire, de reconstruire une société d'abondance sur la base de ce qu'Ivan Illich appelait la « subsistance moderne ». Il entendait par là « le mode de vie dans une économie post-industrielle au sein de laquelle les gens ont réussi à réduire leur dépendance à l'égard du marché, et y sont parvenus en protégeant – par des moyens politiques – une infrastructure dans laquelle techniques et outils servent, au premier chef, à créer des valeurs d'usage non quantifiées et non quantifiables par les fabricants professionnels de besoins »<sup>18</sup>. Il s'agit de sortir de l'imaginaire du développement et de la croissance, et de réenchâsser le domaine de l'économie dans le social par une *aufhebung* (abolition/dépassement). De là s'impose l'idée qu'une société sans croissance qui soit soutenable, équitable et prospère ne peut être que frugale. Jacques Ellul note judicieusement :

Le choix [...] est entre une austérité subie, inégalitaire, imposée par les circonstances défavorables et une frugalité commune, générale, volontaire et organisée, provenant d'un choix pour plus de liberté et moins de consommation de biens matériels. Ce serait lié à une consommation élargie de biens de base [...] une abondance frugale, correspondant à l'austérité révolutionnaire prônée par le Parti communiste italien<sup>19</sup>.

Cette idée d'abondance frugale viendrait en effet, à travers Jean-Baptiste de Foucauld et Jacques Ellul, de l'austérité révolutionnaire de Enrico Berlinguer, secrétaire du Parti communiste italien, qui en 1977 tenta sans succès d'orienter le parti dans cette voie<sup>20</sup>. « S'il faut oser un concept pour définir ce rééquilibrage

16 « Dans les sociétés traditionnelles [...] structurellement, l'économie n'existe pas » : Marshall Salhins, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976, p. 118. « Il n'y a rien qui ressemble à une économie dans la réalité extérieure jusqu'au moment où nous construisons un tel objet » : Louis Dumont, *Homo aequalis*, Paris, Gallimard, 1977, p. 33.

17 Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Paris, Denoël, 1970, p. 83-87.

18 Ivan Illich, *Le chômage créateur*, Paris, Seuil, 1977, p. 87-88.

19 Jacques Ellul, *Pour qui, pour quoi travaillons-nous ?* Paris, Gallimard, 2013, p. 213.

20 Voir en particulier Giulio Marcon, *Berlinguer, l'austerità giusta, I precursori della decrescita, collana diretta da Serge Latouche*, Milan, Jaca Book, 2014.

de nos valeurs et de nos comportements autour d'un emploi du temps plus permissif, écrit de Foucauld, porte-parole d'un groupe de réflexion social-démocrate, Échange et Projets, qui tente de promouvoir le temps choisi, c'est celui d'abondance frugale qui serait le plus expressif, version française, écologique, de l'austérité révolutionnaire prônée par le Parti communiste italien comme réponse à la crise<sup>21</sup> ». « Il s'agit, précise-t-il, de trouver un équilibre nouveau entre le stoïcisme qui fonde et rend possible l'effort, et l'épicurisme qui en constitue la récompense. [...] Le stoïcisme visait la communion avec le monde et Epicure était frugal<sup>22</sup>. »

Cela étant, le projet de construction de sociétés conviviales autonomes et économes se présente de façon différente au nord et au sud. Au sud, la décroissance de l'empreinte écologique (voire du PIB) n'est ni nécessaire ni souhaitable, mais il n'en faudrait pas conclure pour autant à la nécessité de construire une société de croissance ou de n'en pas sortir si on y est déjà entré. Le projet de la décroissance n'est ni celui d'une *autre* croissance, ni celui d'un *autre* développement (soutenable, social, solidaire, etc.), mais bien la construction d'une *autre* société, une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance (Tim Jackson). Autrement dit, ce n'est pas d'emblée un projet économique, fut-ce d'une *autre* économie, mais un projet sociétal qui implique de sortir de l'économie comme réalité et comme discours impérialiste.

---

21 Club Échange et Projets (Jean-Baptiste De Foucauld et collaborateurs), *La révolution du temps choisi*, préface de Jacques Delors, Paris, Albin Michel, 1980, p. 106.

22 *Ibid.*, p. 107. Pour lui aussi, l'abondance frugale serait une sorte de retour à la société d'abondance du paléolithique de Marshall Sahlins, revue à travers le prisme économique, tout de même : « Notons d'ailleurs que le travail à temps limité n'est pas une idée si neuve que cela : les sociétés primitives ou préindustrielles le pratiquaient et le pratiquent encore fort bien; et il n'est pas certain qu'il faille toujours parler dans leur cas de sous-emploi, mais bien plutôt d'une forme d'équilibre économique et social, fondé sur une limitation volontaire des productions non indispensables. Le développement du travail à temps choisi serait donc, dans ce contexte, une sorte de révolution, au sens où les astres reviennent à leur origine ». (De Foucauld, *op. cit.*, p. 185).

## La décroissance, une vision pour des sociétés plus justes et plus sobres

VINCENT LIEGEY, STÉPHANE MADELAINE, CHRISTOPHE ONDET ET ANISABEL VEILLOT<sup>1</sup>

*Tous ceux qui, à gauche, refusent d'aborder sous cet angle la question d'une équité sans croissance démontrent que le socialisme, pour eux, n'est que la continuation par d'autres moyens de rapports sociaux et de la civilisation capitaliste, du mode de vie et du modèle de consommation bourgeois.*

André Gorz<sup>2</sup>

Depuis plusieurs décennies, on entend toujours la même rengaine : « Comment relancer la croissance ? » À gauche comme à droite, de Merkel à Obama, de Sarkozy à Orban, de Hollande à Harper, une seule solution semble s'imposer : la croissance. C'est devenu une pensée magique, un totem.

La croyance que la croissance serait encore la solution à tous nos problèmes reste profondément ancrée dans l'imaginaire collectif, à tel point qu'on assiste à un arc-boutement collectif pour « la relancer ». Pourtant, nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses à oser questionner la croissance. Est-elle encore possible ? Est-elle souhaitable surtout ?

La croissance est un imaginaire construit dans la continuité des Lumières de même que la croyance aux progrès techniques et énergétiques infinis, inséparablement liés aux progrès sociaux et humains. Après la Deuxième Guerre mondiale, elle s'est renforcée durant les trente glorieuses, période qui a façonné une vision linéaire et unique de l'histoire. Inconsciemment, la croissance a produit un déni de la finitude de notre planète, mais aussi de nous-mêmes en tant que société, individu, et espèce. Dès le milieu des années 1970, la courbe du bien-être n'est plus corrélée à celle du produit intérieur brut (PIB) et nous entrons dans une période de « crise » chronique. Cette crise nous est présentée comme une calamité naturelle. Pour la surmonter, nous allons devoir, collectivement et individuellement, nous adapter et entreprendre les réformes nécessaires. Mais surtout, il faut d'abord et avant tout relancer la croissance.

---

1 Ces quatre auteurs ont publié en 2014 (Montréal, Écosociété), *Projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie*.

2 André Gorz/Michel Bosquet, *Écologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977.

Sans jamais qu'on ne précise la croissance de quoi, pour qui, dans quel but, et comment ? Peu importe si nous entrons dans l'ère de l'anthropocène, la crise est un alibi pour ne jamais remettre en cause la croissance !

La croissance comme seul horizon de nos sociétés permet de reléguer toutes les autres questions à plus tard, notamment la question des inégalités qui sont de plus en plus indécentes. Elle évite ce problème tout en réussissant le tour de force de rendre ces inégalités acceptables pour les plus démunis puisqu'elle entretient l'illusion que les bénéfices de la croissance rejailliront naturellement jusqu'à eux et elles. Demain sera toujours meilleur, car le toujours plus que la croissance apporte ne peut être que bénéfique. D'ailleurs, dès maintenant, grâce à elle, il reste quand même aux démunis quelques miettes qui leur permettent de patienter. Ainsi, tout en laissant croire subrepticement que ce n'est que passer, la croissance permet de justifier la division du travail, la rente croissante du capital et, plus globalement, un système fait de dominants et de dominés impliquant l'exploitation comme corollaire. La recherche de la croissance devient ainsi un rempart pour maintenir l'ordre établi.

C'est pour remettre en question toutes ces croyances implicites, et tous les dénis en découlant, que nous utilisons le terme de « décroissance ». Slogan provocateur, imparfait, mais efficace. L'enjeu est de décoloniser notre imaginaire croissant et de commencer à dé-croire afin de penser de nouveaux modèles de société soutenables et souhaitables, autonomes et conviviaux.

### **Une croissance infinie dans un monde fini n'est ni possible, ni souhaitable, c'est une absurdité !**

Tout d'abord, il est utile de préciser que la croissance ne marche plus. Et, quand bien même il fonctionnerait, ce système n'est pas souhaitable.

- Le carburant de la croissance, c'est l'énergie. La courbe du PIB est corrélée à celle du pétrole. Or, les réserves de pétrole ne sont pas illimitées et les gaz de schiste ou bitumineux en sont les dernières miettes. Aucune énergie renouvelable ne pourra réellement remplacer le pétrole. Et n'oublions pas que l'usage du pétrole ne se limite pas à l'énergie. Par ailleurs, le pétrole n'est pas seul concerné par la raréfaction, c'est le cas de toutes les ressources naturelles. Et d'autres facteurs viendront contrecarrer la marche forcée vers la croissance, notamment la perte de la biodiversité ou encore les rejets de gaz à effet de serre. Il est clair que la parenthèse ouverte au XVIII<sup>e</sup> siècle est en train de se refermer. Reste à savoir si nous allons anticiper, si nous allons tendre vers une décroissance choisie, démocratique ou vers une récession subie. Une croissance infinie dans un monde fini est impossible.
- Les quatre dernières décennies nous ont saturés de biens matériels et de services inutiles. L'oligarchie nous pousse à toujours plus de consommation, à plus de travail, à plus d'efforts à coups de publicité, de crédit et d'obsolescence programmée. La planète est incapable d'absorber cette

démésure. En parallèle, des signes de lassitude apparaissent. Sous prétexte de créer des emplois, il faut créer de nouveaux besoins et marchandiser au maximum le monde. Une croissance infinie dans un monde fini est absurde.

- En outre, bien qu'une grande partie de nos productions ne soit pas nécessaire pour subvenir à nos besoins, nous échouons perpétuellement à satisfaire les besoins élémentaires d'un nombre trop important de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Les inégalités deviennent inacceptables, intenable. Un pour cent de l'humanité s'approprie 50 % des richesses. Les inégalités croissantes sont inhérentes à toutes les sociétés productivistes, basées sur la compétition et la concurrence. Le capitalisme a besoin de chômage pour exister. C'est un leurre de croire qu'il apportera le plein emploi. Inégalités à l'intérieur des sociétés occidentales, inégalités à l'échelle de la planète : nos modes de vie perdurent au détriment des pays du Sud envers lesquels nous avons une immense dette écologique. Une croissance infinie dans un monde fini est indécente.

### **Austérité subie ou décroissance choisie**

L'idéologie dominante semble bien décalée par rapport à l'urgence sociale, culturelle et écologique. Elle scande que la croissance reste la solution. Les objecteurs et les objectrices de croissance affirment qu'elle est le problème. Et c'est justement parce qu'ils ne craignent pas de remettre en cause le dogme de la croissance qu'ils sont en mesure de proposer des pistes audacieuses, qu'ils estiment justes socialement, soutenables écologiquement et, finalement, très réalistes.

Il ne s'agit pas de décroître pour décroître. La décroissance du PIB ne doit pas être une finalité. La décroissance de tout pour tous serait tout aussi absurde que la croissance de tout pour tous. La décroissance, avant d'être un projet, est un outil sémantique qui a pour objectif d'ouvrir des débats sur ce que pourraient être des sociétés souhaitables et soutenables, de poser la question du sens.

Toutefois, pour répondre aux contraintes environnementales, il va falloir sortir du consumérisme. On ne peut plus s'appuyer sur un productivisme aveugle pour faire grossir le gâteau dans l'espoir que chacunE puisse avoir sa part. Il va falloir limiter la taille du gâteau, mieux le partager aussi. La seule solution est de changer la recette, les recettes. Qu'est-ce qu'on produit, comment et pour quels usages ? Quels systèmes d'échanges et de partages instaurer ? Quelles limites imposer pour le bien-être collectif ?

Dans la sortie du productivisme, la question de l'emploi se pose : « D'accord pour moins consommer, dira-t-on, donc moins produire pour produire mieux (durable, réparable, recyclable, autonome, etc.), mais qu'en est-il de mon emploi ? Comment je vais nourrir ma famille ? » Il est vrai, et c'est souhaitable, que certains emplois, les plus néfastes, sont appelés à disparaître. Et globalement, la création d'emplois du secteur écologique ne les compensera pas en pouvoir d'achat. En effet, dans une société qui prélève réellement moins de ressources, les emplois ne donneront pas accès à la même quantité de biens

matériels qu'aujourd'hui. Une piste de solution passe par le partage du travail et l'autogestion. Mais au final, nous n'aurons globalement pas accès à la même quantité de biens matériels.

Est-on pour autant condamnés à vivre moins bien ? Bien sûr que non si nous faisons le choix de penser collectivement les conditions de notre bien-être. Il va falloir choisir entre « austérité subie » et « décroissance choisie », entre une société qui privilégie les individualismes au détriment des biens communs, et une société qui réévalue son « devoir d'achat » dans l'intérêt de tous et de toutes, soit une société libérée de la pression sociale consumériste et ostentatoire.

C'est principalement le mode de vie occidental qu'il va falloir repenser, celui du « modèle de consommation bourgeois ». Et pour que ce nouveau modèle soit désirable et soutenable, nous proposons des mesures susceptibles de nous réapproprier nos usages, nos limites, notre bien-être, le sens de nos vies.

### **Se réapproprier ses besoins ? Deux exemples**

La question de la mobilité, avant d'être un questionnement sur le « comment » doit être un questionnement sur le « pourquoi ». Quel sera l'impact des alternatives à la voiture s'il n'y a pas de débats préalables sur l'aménagement du territoire, sur la nature des besoins en mobilité et sur leur évolution, etc.

Il faut dix calories végétales pour obtenir une calorie d'origine animale. Le régime alimentaire des Européens n'est pas généralisable à la planète. Doit-on développer de nouvelles technologies productivistes, gourmandes en énergie, quitte à détruire l'environnement, à exploiter les animaux et à généraliser la malbouffe ? Doit-on s'habituer à ce qu'une partie de la population mondiale souffre de la famine, quitte à l'attribuer à des phénomènes naturels incontrôlables ? Où doit-on s'inspirer des modes de production et d'alimentation plus sobres et rentables, locaux, de saison, autonomes et meilleurs pour la santé ? L'alimentation n'est-elle pas la meilleure clé pour une bonne santé ?

Ce sont là des exemples de débats passionnants, qui permettraient de mobiliser la population, à la condition que tous les tenants et aboutissants soient à sa disposition. En commençant par questionner les besoins qui apparaissent, grâce à la publicité, comme naturels.

Mais ce qui est également important, c'est le sens de ces initiatives. Pratiquer le vélo ou s'abstenir de viande pour des raisons économiques ne représente pas la même chose que d'en faire le choix.

### **Un espace solidaire et écologique**

Le capitalisme a marchandisé le monde. La répartition des richesses se fait par la rémunération du capital et à travers le salariat. Si bien que même si nous n'adhérons pas au modèle de développement occidental, si nous savons que notre emploi participe au productivisme et au consumérisme, si nous aimons pouvoir nous passer de certains « besoins », chacun d'entre nous est amené à accepter n'importe quel emploi pour vivre. Nous proposons de limiter les

travers de cette marchandisation de l'activité de travail en la cadrant dans un système équitable et soutenable : personne en dessous d'un plancher, personne au-dessus d'un plafond déterminés collectivement.

- Le plancher, c'est un revenu de base (RdB) distribué à toutes et à tous sans condition. Il s'agit du minimum pour vivre dignement. Cette mesure ne s'inscrit pas dans un système où l'État prendrait en charge les assistés. Il s'agit plutôt d'un choix collectif de répartition des richesses produites, établi par les citoyens, pour les citoyens, d'un droit opposable à un accès aux biens communs. Ce revenu devrait être partiellement démonétarisé comme nous le proposons avec la dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA), par des accès directs à des ressources telles que l'eau, l'énergie, la santé, des biens communs et des services publics. La distribution de l'eau pourrait se faire selon le principe de la gratuité du bon usage et du renchérissement du mésusage. Pourquoi payer le même prix l'eau pour boire et à usage domestique, que pour celle servant à arroser des golfs ou à remplir des piscines privées ? Les premiers mètres cubes d'eau seraient gratuits et la surconsommation serait renchérie. Et ce, dans une logique de justice sociale et de préservation des ressources, mais aussi de conscientisation de nos actes.
- La liberté, c'est de croiser un salaire à ce revenu de base. Tout le monde exercera une activité, rémunérée ou non. Dans tous les cas, chacunE pourra choisir d'en changer quand cela lui paraîtra nécessaire. Plus personne ne sera obligé d'accepter n'importe quel emploi, notamment les emplois toxiques qui n'ont de sens pour personne. Ainsi, le rapport de force entre l'employeur et l'employéE s'inverse. Les tâches les plus difficiles sont aujourd'hui les moins bien considérées ; dans un tel système, elles seraient partagées et réévaluées et réduites au minimum strictement nécessaire.
- Le plafond, c'est le revenu maximal acceptable (RMA). Un revenu à partir duquel la consommation empiète sur le bien-être des autres et sur l'avenir des générations futures. Un revenu maximal qui rendrait la raison à la société et l'empêcherait de tomber dans la démesure avec les conséquences environnementales, sociales, et psychologiques insoutenables que celle-ci génère.

Le plancher et le plafond apparaissent clairement comme des choix permettant à la société de décider collectivement de s'organiser et de s'imposer des limites que la société de croissance ignore. Poser des limites, c'est se donner les moyens de subvenir aux besoins de tous et de toutes, de sécuriser les parcours de chacunE, mais aussi de revoir notre rapport aux produits et à leur consommation.

### Quelques pistes pour une décroissance sereine, conviviale et autonome

Cette DIA, couplée au RMA, n'est pas un but en soi, elle se présente comme une stratégie de repolitisation de la société, de resocialisation de la politique. Elle s'inscrit dans un projet plus global qui peut se décliner sur plusieurs axes.

- Le premier axe est celui de la relocalisation ouverte. Relocaliser les échanges et l'économie, dans le but d'obtenir les mêmes services tout en faisant baisser l'empreinte écologique. Par exemple, en mangeant des produits de saison et locaux. Les monnaies locales permettraient aussi un transfert de l'économie au niveau local, mais surtout de relocaliser la démocratie, notamment dans le but de prendre conscience de ses actes, puis de reconsidérer ses propres besoins et les conditions de son bien-être. La relocalisation pose bien entendu la question de l'échelle territoriale. Quel équilibre établir entre l'ouverture au monde, aux autres, et l'organisation locale ? C'est pourquoi nous parlons de relocalisation ouverte, comportant des contre-pouvoirs, des solidarités, mais aussi un refus du repli sur soi.
- Le second axe est celui de la justice sociale. La DIA et le RMA sont associés à une démarchandisation du monde par l'extension des sphères de la gratuité. Dans la logique du plancher/plafond, il s'agirait de rendre gratuit le bon usage d'un bien ou d'un service et de renchérir son mésusage. Tant que le pétrole permet de gagner en productivité, la réduction du temps de travail permettrait de mieux la partager sans tomber dans le productivisme. Puis, quand le pétrole viendra à manquer, gageons que nos besoins de consommation seront devenus plus raisonnables.
- Le troisième axe est celui de la sortie de la religion de l'économie à travers la réappropriation démocratique des banques centrales, la création monétaire et une réflexion sur le sens de la dette (et le non-remboursement de ses parts illégitimes). Il s'agit de mettre l'économie au service de la politique et non plus le contraire. Au-delà de ces réformes techniques fondamentales, il s'agit aussi de remettre l'économie à sa place d'un point de vue culturel, de la ré-encastrier. Nous sommes des *Homo œconomicus* devenus incapables de comprendre que l'argent ne se mange pas et d'apprécier ce qui n'est pas comptable.
- Le quatrième axe est celui de la sortie de la centralité de la valeur travail. Il est temps de nous désaliéner de l'emploi salarié afin de nous réapproprier des activités choisies riches de sens. Cela passe aussi par une réflexion sur la division des tâches, notre rapport à l'outil, aux technologies. C'est ce que nous expérimentons dans nos réflexions sur les techniques de base (*low-tech*) et aussi le faire soi-même (*do it yourself*).
- Le cinquième axe est celui de l'éducation. Une éducation qui doit être non violente et coopérative, l'école n'étant pas une fabrique de futurs consommateurs et consommatrices ainsi que de producteurs et productrices.

Il s'agit de construire l'école de la vie, émancipatrice et qui repense les relations intergénérationnelles afin de créer des sociétés autonomes.

- Le dernier axe concerne le pilier nécessaire à la transition : une démocratie de tous les jours, qui ne se résume pas à abandonner son pouvoir à une oligarchie qui prend des décisions dans son propre intérêt ; pour elle, il n'y a pas de crise. Il est hors de question de définir ici le « bon usage » et le « mésusage », ainsi que les « limites acceptables » de manière autoritaire. La société doit trouver sa propre autonomie collective. Il est temps d'inventer des manières de décider ensemble de ce qui est nécessaire à la société : qu'est-ce qu'on produit ? Comment ? Dans quels buts et avec quels impacts ?

### **Un outil pour amorcer une transition vers des sociétés plus justes et plus sobres.**

Ce projet de décroissance, présenté ici de manière incomplète, donne une idée de ce que pourraient être des sociétés soutenables et souhaitables. Mais il a d'abord pour vocation de suggérer une vision évolutive qui oriente dès maintenant les débats, mais aussi les décisions que nous pouvons prendre individuellement, collectivement et politiquement.

Partout, des citoyens et des citoyennes imaginent et expérimentent des organisations soutenables et solidaires. Celles-ci sont de plus en plus nombreuses et d'origines diverses. Ces expériences participent dès maintenant à construire les alternatives de demain. La transition est en marche, mais la masse critique ne sera à notre portée que lorsqu'une part importante de nos sociétés occidentales, donc les classes moyennes, sera prête à sortir du consumérisme et à l'expérimenter d'elle-même. Si la première des décroissances doit être celle des inégalités et passe par la mise en place d'un plancher et d'un plafond de revenu, c'est aussi auprès de cette classe moyenne qu'il faut rendre désirable le projet de décroissance. Il faut lui permettre d'oser faire des pas vers ce nouveau monde, de ne plus avoir peur du déclassement afin de se libérer de ce pseudococon de confort artificiel et aliénant que représente le consumérisme.

L'heure est venue de changer de « logiciel » et de se libérer de la matrice de la croissance qu'on nous martèle depuis 40 ans. C'est à la fois une nécessité d'engager maintenant une transition vers d'autres sociétés soutenables et souhaitables, plus justes et plus sobres, mais, surtout, une chance : celle de devenir acteurs et actrices d'un changement positif et convivial, libérateur et émancipateur.

## Les décroissants : des néomalthusiens ?<sup>1</sup>

JOAN MARTINEZ-ALIER

Dans les années 1960 et 1970, des auteurs connus sous le nom de « néomalthusiens », parmi lesquels le professeur d'écologie de Stanford, Paul Ehrlich, tirèrent la sonnette d'alarme à propos de l'augmentation de la population. De fait, l'alarme méritait d'être sonnée, la population humaine étant passée de 1,5 milliard à 6 milliards d'individus au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 2010, la population mondiale atteint les 7 milliards d'individus, mais la fécondité (le nombre d'enfants par femme) décline rapidement dans de nombreux pays ou stagne sous la barre des deux enfants dans beaucoup d'autres. La population mondiale atteindra probablement son apogée, avec 8,5 milliards ou 9 milliards d'habitants, d'ici 2050, puis déclinera légèrement. On n'assistera alors plus seulement à un dépeuplement rural, mais aussi à un dépeuplement urbain dans certains pays.

Ehrlich, qui publia *The Population Bomb* en 1968<sup>2</sup>, reconnaissait que la surpopulation n'était qu'un des facteurs de la dégradation environnementale. Il proposa une équation devenue célèbre :  $I = P \times A \times T$ . Cette équation pose que l'impact environnemental I (par exemple, la hausse des gaz à effet de serre qui modifie la composition de l'atmosphère) dépend de la taille de la population P, de son revenu par tête A (l'« abondance ») et des technologies utilisées T. La population demeure donc pour lui un facteur important.

Le mouvement de la décroissance aborde rarement le thème de l'accroissement de la population. De façon générale, tout en s'opposant à cet accroissement, il met plutôt l'accent sur les inégalités sociales en termes de consommation par habitant. C'est un trait commun à d'autres courants à gauche.

En général, les décroissants et les décroissantes n'apprécient guère les décisions politiques par le haut qui touchent à la démographie et les restrictions migratoires invoquées dans les années 1960 et 1970 par des néomalthusiens

---

1 Texte tiré de Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Giorgio Kallis (dir.), *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Neuvy-en-Champagne/Montréal, Le Passager clandestin/Écosociété, 2015.

2 Traduit et publié en France en 1972 sous le titre *La Bombe P*, Paris, Fayard.

comme Paul Ehrlich ou Garrett Hardin. Ils n'ont de goût ni pour la stérilisation forcée ni pour la politique de l'enfant unique imposée par l'État chinois. Mais les décroissants, contrairement aux marxistes, s'inquiètent ou devraient s'inquiéter des questions liées à la population. Dans son *Essai sur le principe de population*, publié en 1798<sup>3</sup>, Malthus est pessimiste concernant la croissance de la production agricole, qui se traduirait selon lui par des rendements décroissants par rapport au travail fourni. Si l'accroissement de la population se traduisait en effet par un accroissement de la main-d'œuvre, la production, quant à elle, n'augmenterait pas dans les mêmes proportions, conduisant, à terme, à une situation de pénurie alimentaire. Les marxistes contestaient Malthus non seulement pour sa théorie des rendements décroissants, mais surtout parce qu'il suggérait qu'il ne servirait à rien d'améliorer la situation économique des pauvres, car cela aurait pour résultat d'augmenter leur fécondité, un point de vue clairement réactionnaire. Les marxistes critiquaient aussi l'obsession de Malthus pour les crises de subsistance alors que, pour Marx, de telles crises étaient dues à des investissements excessifs par rapport au pouvoir d'achat du prolétariat exploité. Du point de vue marxiste, les besoins en main-d'œuvre bon marché du capitalisme poussent à l'accroissement de la population ; dans un système social non capitaliste, faisait remarquer Engels, la démographie pourrait être mieux contrôlée.

Les décroissants et les décroissantes connaissent tous ces arguments et, bien qu'hostiles aux positions réactionnaires de Malthus, ils pensent que la population ne doit pas croître sans contrôle. Ils sont en désaccord avec l'optimisme des économistes selon lequel la population humaine n'est pas une menace pour l'environnement. Pour ces économistes, l'accroissement de la population est souhaitable car, expliquent-ils, la productivité à l'hectare et, plus encore, la productivité horaire du travail pourraient augmenter grâce au progrès technologique. Dans son livre de 1965 intitulé *Évolution agraire et pression démographique*<sup>4</sup>, l'économiste danoise Ester Boserup explique que l'accroissement de la population a conduit à une augmentation de la productivité (retournant ainsi l'argument de Malthus). En effet, il a permis le développement de systèmes de production plus intensifs avec des rotations plus courtes (de l'agriculture itinérante à la rotation de cultures irriguées). Cependant, si l'argument est recevable pour des périodes plus anciennes de l'histoire économique, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture en Europe a été de plus en plus tributaire d'engrais importés comme le guano, et, par la suite, des engrais industriels. Le système agroalimentaire moderne est également très gourmand en énergie fossile. On peut donc considérer qu'il n'y a pas eu d'amélioration de la productivité d'un point de vue écologicoéconomique.

3 Thomas R. Malthus, *Essai sur le principe de population*, tomes 1 et 2, Paris, Flammarion, 1992 [1798].

4 Ester Boserup, *Évolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion, 1970 [1965].

Les décroissants ne sont pas les héritiers et les héritières de Malthus lui-même, mais plutôt des néomalthusiens féministes radicaux du tournant du XX<sup>e</sup> siècle (en Europe et aux États-Unis) qui défendaient la « procréation consciente ». Ce mouvement féministe et protoenvironnemental jugeait alors les pauvres capables de « procréation consciente » et volontaire<sup>5</sup>. Aujourd'hui, au contraire, le néomalthusianisme des riches considère le taux de reproduction plus important chez les pauvres à travers le monde comme une menace pour leur propre environnement, qui passe par les flux migratoires. Pour Hardin, cela impose même une « éthique du canot de sauvetage ». D'où la nécessité de mesures politiques démographiques par le haut. Le néomalthusianisme au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, au contraire, ne cherchait pas à imposer d'en haut des politiques de contrôle de la population.

Les décroissants se sentent proches de la vision « par le bas » prônée par les féministes néomalthusiens et ne partagent pas l'optimisme de certains économistes au sujet de l'accroissement de la population. Ils se moquent de l'argument selon lequel, pour que les retraités continuent à percevoir une pension, il faudra de plus en plus de travailleuses et de travailleurs jeunes, ouvrant ainsi la voie à une sorte de pyramide de Ponzi démographique.

Les anarchoféministes néomalthusiens plaidaient pour le droit des femmes à choisir librement le nombre d'enfants qu'elles désiraient avoir. Plusieurs d'entre eux et elles s'intéressaient explicitement aux questions environnementales et se demandaient combien de personnes la Terre pourrait nourrir durablement. Ce mouvement social international important (animé par des figures comme Emma Goldman et Margaret Sanger aux États-Unis, ou Paul Robin en France) se proclamait ouvertement « néomalthusien », mais contrairement à Malthus, il pensait que l'accroissement de la population chez les pauvres pouvait être enrayeré sur la base de décisions volontaires. La contraception, y compris par vasectomie volontaire, était recommandée. Le mouvement ne s'en remettait pas à l'État pour imposer des restrictions à l'accroissement de la population. Au contraire, il s'appuyait sur un activisme par le bas fondé sur la liberté des femmes et le souci d'éviter tant la pression à la baisse qu'une population trop importante ferait peser sur les salaires que la menace qu'elle représenterait pour l'environnement et la subsistance humaine. L'accroissement de la population qu'on prévoyait à l'époque avait ainsi conduit à la recherche d'idées et de comportements capables de l'enrayer. En France et ailleurs, des néomalthusiens et des néomalthusiennes défièrent les autorités politiques et religieuses en appelant à une « grève des ventres »<sup>6</sup> et en défendant des idées antimilitaristes et anticapitalistes. Le contrôle

5 Voir Eduard Masjuan, *La ecología humana en el anarquismo ibérico (urbanismo « organic » o ecológico, neomalthusianismo y naturismo social)*, Barcelone et Madrid, Icaria et Fondation Anselmo Lorenzo, 2000, et Francis Ronsin, *La grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980.

6 Voir Ronsin, *op. cit.*

volontaire de la population renvoyait alors au refus de fournir au capitalisme cette « armée de réserve de travailleurs et de travailleuses » qui lui garantirait une main-d'œuvre bon marché.

Hors des frontières états-uniennes et européennes, le mouvement fut actif en Argentine, en Uruguay et à Cuba. Au Brésil, Maria Lacerda de Moura écrivit en 1932 un livre intitulé *Amai e não vos multipliqueis* (« Aimez et ne vous multipliez pas »). En Inde du Sud, Periyar E. V. Ramaswami fonda, en 1926, le Mouvement du respect de soi. Il développa une philosophie politique opposée au système de castes et favorable à la liberté des femmes. Il encouragea la contraception, en contradiction avec les principes religieux hindous de pureté du sang et donc de contrôle de la sexualité des femmes<sup>7</sup>. Soixante ans plus tard, cherchant à comprendre le faible taux de natalité dans l'État du Tamil Nadu, des démographes remarquent que le niveau d'éducation des femmes y est faible (par rapport à l'État voisin de Kerala) et que la pauvreté y est élevée. Il est donc possible que la volonté politique et le mouvement de réformes sociales mis en place par Periyar aient joué un rôle dans la transition démographique.

Lorsque Françoise d'Eaubonne<sup>8</sup> introduisit, en 1974, le terme « écoféminisme », elle faisait partie des militantes et des militants de la dernière vague du mouvement néomalthusien radical ; elle se battait pour le droit à l'avortement et pour la liberté sexuelle des femmes (qui avait bien progressé à l'époque), mais aussi des homosexuelLEs, encore criminalisés en Europe.

En conclusion, différents types de malthusianisme et de néomalthusianisme ont donc existé au cours des 200 dernières années.

- Pour Malthus, les populations humaines, à moins d'être contenues par les guerres et les épidémies ou par le choix peu probable de la chasteté et du mariage tardif, croissent de façon exponentielle. La nourriture n'augmenterait pas proportionnellement à l'augmentation de la force de travail, du fait des rendements décroissants. S'ensuivraient donc des crises des moyens de subsistance.
- Les néomalthusiens et les néomalthusiennes, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, pensaient que les populations humaines pouvaient réguler leur propre croissance grâce aux moyens de contraception. Cela passait par la liberté des femmes, souhaitable en elle-même. La pauvreté s'expliquait par les inégalités sociales. La « procréation consciente » était nécessaire afin d'éviter les bas salaires et la pression exercée sur les ressources naturelles. Ce mouvement « par le bas », populaire en Europe et aux États-Unis, s'opposait aux États (qui voulaient plus de soldats) et à l'Église catholique.

7 Voir Periyar E. V. Ramaswami (1930), « The case for contraception », dans Ramachandra Guha (dir.), *Makers of Modern India*, New Delhi, Penguin, 2010, p. 258-259.

8 Voir Françoise d'Eaubonne, *Le féminisme ou la mort*, Paris, Pierre Horay, 1974.

Les néomalthusiens et les néomalthusiennes des années 1960 et 1970 sont apparus du fait du retard de la transition démographique et devant le peu de succès remporté de par le monde par les propositions des néomalthusiens de la période antérieure. Ils plaidaient pour une doctrine et des pratiques imposées par le haut et soutenues par des organisations internationales et certains gouvernements. La hausse de la population était, de leur point de vue, l'une des causes principales de la pauvreté et de la dégradation environnementale. Dans ces conditions, les États devaient mettre en œuvre des méthodes de contraception, parfois même sans l'accord des populations (et particulièrement des femmes).

Les décroissants et les décroissantes sont révoltés par la première et la troisième proposition, mais se reconnaissent largement dans la deuxième. L'idée d'une restriction volontaire de la procréation, un acte collectif d'autolimitation contre les moteurs de la croissance continue, a inspiré le mouvement de la décroissance. C'est ainsi que Yves Cochet (longtemps membre du Parlement européen et partisan de la décroissance) proposait récemment, une « grève du troisième enfant »<sup>9</sup>.

---

9 Mourad Guichard, « Yves Cochet pour la "grève du troisième ventre" », *Libération*, 6 avril 2009, <[www.liberation.fr/societe/2009/04/06/yves-cochet-pour-la-greve-du-troisieme-ventre\\_551067](http://www.liberation.fr/societe/2009/04/06/yves-cochet-pour-la-greve-du-troisieme-ventre_551067)>.

## Nous autres décroissants !

THIERRY BRULAVOINE, MICHEL LEPESANT ET BORIS PRAT<sup>1</sup>

Dans les luttes les plus récentes – gaz de schiste, grands et petits projets inutiles imposés, OGM, nucléaire, dérèglement climatique – les décroissants et les décroissantes rencontrent une frange de la gauche de la gauche<sup>2</sup> avec laquelle ils partagent des objectifs fort proches : décroissance de l'impact des activités humaines sur notre écosystème, décroissance des inégalités sociales, décroissance de la dépolitisation.

Cette convergence des luttes suppose-t-elle pour autant un *objectif* commun vers ce que nous définirions comme des sociétés désirables ? Reconnaissons que sitôt l'effervescence de la mobilisation passée, les divergences et les incompréhensions réciproques renaissent et elles portent tant sur la question politique par excellence – celle de la transition, avec ses étapes, ses moyens, ses compromis – que sur l'horizon d'espérance/attente qui oriente nos résistances. Nous devons nous demander d'où peut provenir un tel hiatus et surtout s'il est évitable ?

Nous soumettons l'hypothèse que des discussions franches devraient porter sur les origines et les *fondements* des temps modernes. Pas du tout pour préconiser le moindre retour à des temps anciens plus réinventés que réels, mais pour prendre toute la mesure des ruptures idéologiques qu'il faut assumer : la rupture préconisée avec le productivisme ne surprendra personne, mais elle demeurerait insuffisante si elle n'allait plus radicalement à l'attaque des sirènes de l'individualisme.

Faute d'une telle rupture, beaucoup trop d'anticapitalistes croient échapper au productivisme alors qu'ils cèdent à l'appel de l'individualisme généralisé. Nous ne sommes pas dupes non plus que le reproche qui nous est souvent adressé de « moralisme » ne provient que d'un impensé individualiste au fond même de la critique anticapitaliste<sup>3</sup>. Nous allons donc essayer de montrer que

---

1 Les auteurs sont membres du Mouvement pour les objecteurs de croissance, France.

2 Car en France, la « gauche » gouverne surtout comme une « deuxième droite ».

3 Une partie significative du travail de Jean-Claude Michéa consiste précisément à montrer que la gauche libérale partage avec la droite libérale et le rejet de la morale et une posture libertaire-individualiste.

beaucoup de ceux et celles qui croient échapper à la racine productiviste du capitalisme ne font en réalité que renforcer sa racine individualiste.

**« On ne va tout de même pas tomber dans la décroissance ! »**

Nous choisissons de partir d'une situation concrète et très actuelle : la lutte menée depuis des décennies par des habitants d'une « belle province » pour s'opposer à la construction d'un nouvel aéroport<sup>4</sup> près de Nantes sur une zone humide et agricole : la ZAD<sup>5</sup> de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Afin de situer les enjeux pour nos camarades québécois et québécoises, nous ferons appel à nos adversaires idéologiques qui, par leur propos, racontent ce que représente la décroissance dans leur imaginaire de dominants.

Du côté des productivistes de droite, on ne s'étonne pas de lire, sur le site Atlantico, un cri d'alerte pour expliquer « [p]ourquoi c'est l'avenir économique français qui se joue à Notre-Dame-des-Landes<sup>6</sup> [...] La décroissance est l'enjeu de la bataille qu'ils mènent à Notre-Dame-des-Landes. Cet aéroport est devenu pour eux le symbole expiatoire d'un combat contre le développement économique. »

Et du côté des productivistes de gauche, l'exaspération est identique : dans son communiqué du 11 mai 2013, Jacques Auxiette, le président socialiste de la région Pays de la Loire (5<sup>e</sup> PIB de France) rappelle, dans une logique de concurrence généralisée des territoires : « Notre détermination reste entière pour construire l'avenir de l'Ouest de la France et de ses habitants. Cette nouvelle manifestation a réuni les opposants habituels [...] pour exprimer leur refus du développement et promouvoir la décroissance »<sup>7</sup>. Excédé par la résistance des « zadistes », le premier ministre français Jean-Marc Ayrault et ancien maire socialiste de Nantes, lâchait pour sa part : « On ne va tout de même pas tomber dans la décroissance ! » Une brochette de cinq dirigeants socialistes nous qualifie « [de] partisans de l'immobilisme [qui] utilisent symboliquement ce projet pour condamner le transport aérien. [...] plus radicalement, pour promouvoir un modèle social basé sur le refus de toute forme de progrès et le repli sur soi »<sup>8</sup>. Sans oublier les productivistes du Parti communiste français (PCF) : « Contrairement

4 La métropole de Nantes possède déjà un aéroport sous-employé. Mais au nom d'une croissance promise, une coalition d'élus soutient la construction d'un nouvel aéroport gigantesque par l'entreprise multinationale Vinci.

5 « Zone d'aménagement différé » pour les promoteurs. « Zone à défendre » pour les opposants au projet d'aéroport.

6 « Derrière le motif éco-idéologique au centre du conflit de NDDL, se trouve une volonté bien plus grave et profonde : la mise à mort définitive de l'économie et le retrait de l'empreinte humaine sur la nature. Plus qu'un aéroport, c'est notre avenir économique que nous y défendons » : < <http://urlz.fr/1Ks5>>.

7 <<http://acipa.presse.free.fr/Articles/SaumurKiosque20130512.pdf>>.

8 Jacques Auxiette, Jean-Marc Ayrault, Daniel Delaveau, Jean-Yves Le Drian et Patrick Mareschal, « Déménager l'aéroport de Nantes : “un choix raisonné et responsable” », *Le Monde*, 14 février 2011, <[www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/14/demenager-l-aeroport-de-nantes-un-choix-de-raison\\_1479881\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/14/demenager-l-aeroport-de-nantes-un-choix-de-raison_1479881_3232.html)>.

à ceux qui font le choix de la désertification économique et de la décroissance, les élus communistes de Nantes et de Nantes Métropole ont toujours choisi de défendre des projets structurants pour le territoire, répondant aux attentes et aux besoins des populations »<sup>9</sup>.

Acteurs capitalistes, élus socialistes et communistes sont sur la même longueur d'onde ! Cherchons l'erreur... en faisant un détour par une petite histoire relatée récemment par une amie décroissante.

**« Et la faim dans le monde, tu t'en fous ? Moi je nourris les gens »**

Voici un extrait de conversation<sup>10</sup> entre Carilone et Jean, tous deux impliqués dans la résistance au projet d'aéroport à NDDL. Jean est paysan, il a refusé de vendre sa terre à la multinationale Vinci, et continue de l'exploiter tant que le projet est bloqué par la résistance sur les terrains physiques (occupation de la ZAD), politiques et juridiques. Carilone est sa voisine décroissante, quinquagénaire, elle s'est installée et habite sur un coin de terre. Depuis deux ans, ils apprennent à cohabiter. L'hiver touche à sa fin, il vient la prévenir que dans quelques jours il va mettre des pesticides dans la terre, juste à côté de la vigne dont prend soin sa voisine.

Elle : *Mais ça va polluer le raisin.*

Lui : *Ça je ne peux pas te dire le contraire, mais depuis le temps qu'elle reçoit des pesticides, elle n'est pas morte, alors, elle ne va pas en mourir. Et puis si je la tue, je me tue.*

Elle : *Tu vas nous empoisonner.*

Lui : *Je peux pas t'en dire plus, c'est pas mon boulot, tout ce que je sais, c'est ce qu'est écrit sur le bidon : une croix noire, une tête de mort et de mettre des gants...*

Elle : *Et les conséquences de « ton boulot » ?*

Lui : *Et la faim dans le monde, tu t'en fous ? Moi je nourris les gens.*

Elle : *Moi, tu ne me nourris pas, je ne mange pas de cette viande, et je ne bois pas de lait de vache.*

Lui : *Et ceux qui ne peuvent pas se nourrir eux-mêmes, qu'est-ce que t'en fais ?*

Elle (la colère monte) : *Je m'en fous, oui, parce que c'est un processus sans fin, tu tues la terre pour que les gens continuent à pousser leur caddie.*

Lui : *Tu es fasciste.*

Gros silence

Lui : *Tout ce que je peux faire, c'est reculer de 20 mètres et je viendrais te prévenir comme ça tu pourras partir...*

9 Communiqué du Parti communiste français Notre-Dame-des-Landes. Poursuivre sa réalisation dans le respect des populations concernées, novembre 2012, <<http://urlz.fr/1KrZ>>.

10 Diffusée le 10 mars 2015 par Carilone sur « ZAD ici aussi », <<https://lists.riseup.net/www/arc/zad-ici-aussi/2015-03/msg00000.html>>.

Deux opposants au même projet et pourtant une approche du milieu de vie radicalement différente.

### Cherchons l'erreur

Demandons-nous quels sont les *fondements* qui autorisent un paysan à attaquer la terre à coup de pesticides, à considérer sa voisine comme une abstraction, tout cela pour que des consommateurs inconnus continuent à pousser leurs caddies, fondements qui légitiment la destruction d'un écosystème<sup>11</sup> pour que des gens continuent d'avoir un emploi ? Pour nous, décroissants, ces fondements sont des *croyances* :

- la croyance en l'illimitation, en ce qu'une croissance infinie dans un monde aux « ressources » limitées est possible ;
- la croyance dans la maîtrise et la domestication de la nature par l'humain grâce à la technique : croyance prométhéenne que nous trouverons toujours des solutions à tous les problèmes engendrés par le développement de techniques non « conviviales » ;
- la croyance que tout ce qui est détruit peut se reconstruire, que tout est réversible : ce qui constitue une négation de l'entropie ;
- la croyance que « le temps, c'est de l'argent » qui cache en fait que la question de l'emploi est d'abord celle de l'emploi... du temps. Comment « réussir », accomplir nos vies ? Est-il sensé de continuer à produire des automobiles, des avions et des armes alors que nous connaissons l'effet délétère de la généralisation de ces outils sur nos milieux de vie et sur nos modes de vie (souffrance au travail, santé dégradée due à l'organisation sociale productiviste, industrialisation de toutes les productions, guerre contre la nature, etc.).

Toutes ces croyances nous semblent reposer sur une vision courte de ce que c'est qu'exister. Au niveau de l'individu, est-il réaliste d'agir avec ses contemporains comme si les interactions étaient une quantité négligeable par rapport aux seuls calculs de l'intérêt égoïste ?

Si « L'essence de l'homme [...] est dans sa réalité, l'ensemble des rapports sociaux » (Marx, 6<sup>e</sup> *Thèse sur Feuerbach*), toute pratique individuelle humaine est une activité synthétique, une totalisation active de tout le contexte social. [...] Notre système social est tout entier dans nos actes, dans tous nos rêves, délires, œuvres, comportements et l'histoire de ce système est tout entière dans l'histoire de notre vie individuelle. [...] L'individu n'est pas un épiphénomène du social<sup>12</sup>.

11 Notre exemple porte sur la zone humide de Notre-Dame-des-Landes, mais nous aurions pu évoquer celles de l'Alberta ravagées par l'extraction des sables bitumineux.

12 Franco Ferraroti, *Histoire et histoires de vie*, Paris, Tétraèdre, 2013, réédition du texte de 1983, p. 52.

La même illusion se répète au niveau des générations : est-il réaliste de faire comme si le présent n'avait jamais hérité des générations précédentes, comme si le monde pouvait bien disparaître à notre propre mort : « Le monde commun est ce qui nous accueille à notre naissance, ce que nous laissons derrière nous en mourant... Il était là avant nous, il survivra au bref séjour que nous y faisons »<sup>13</sup>.

### Comment faire sans attendre ?

Le *fondement* libertaire spontanément éprouvé par beaucoup de décroissants et de décroissantes les a fait fuir depuis longtemps le Titanic du socialisme scientifique, souvent pour naviguer sur les barques plus frêles des expérimentations sociales propres au socialisme utopique.

Les luttes françaises contre un aéroport à NDDL et contre un barrage sur la zone du Testet sont emblématiques, car l'occupation par une ZAD donne naissance à toute une chaîne d'expérimentations : organisation de grands regroupements obligeant à faire des choix et à décider collectivement tout en respectant les positions minoritaires, nouvelles productions maraîchères, circuits courts, zone de gratuité, discussions collectives sur le devenir commun des terres expropriées quand le projet sera abandonné. En face des « mondes » de l'aéroport et du barrage, la défense d'une zone d'autonomie consiste à pratiquer la transition, *sans attendre* : ce qui revient à organiser symétriquement tout un monde dans lequel l'exigence d'une réelle cohérence entre le fond et la forme, entre le dire et le faire, est primordiale. La ZAD, c'est toute une série de pratiques en rupture vécue avec les formes classiques de résistance :

C'est différent d'un mouvement, car ces personnes ne rentrent pas chez elles le soir. Chez elles, c'est là. Leur travail, c'est là. Leur magasin, c'est là... la vie est au cœur de la lutte. Toute la vie. Toutes les dimensions de la vie, sans les séparer.

C'est différent d'une manifestation, car le temps long fait qu'une microsociété s'y construit, avec ses rôles sociaux, ses circuits économiques, ses circuits politiques, ses conflits.

C'est différent d'une occupation, car il y a cette possibilité d'y vivre à moyen terme, d'y emménager, c'est un lieu de vie possible, au-delà de la lutte.

C'est différent d'une révolution, car on ne cherche pas à renverser le « pouvoir » d'en haut pour le prendre d'en haut. On fait descendre le pouvoir ici, pour montrer ses objectifs, son impuissance, donc sa violence. Et Rémi Fraisse a été tué<sup>14</sup>.

C'est différent d'un programme politique parce qu'on y expérimente en vrai ce dont on parle, ici et maintenant. Le but premier n'est pas d'avoir raison ou d'imaginer le « bon système », mais de développer la puissance à la base, seule garante de la réalité démocratique.

13 Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 95.

14 Sa mort a eu un retentissement national. C'est le premier écologiste tué en France, le 26 octobre 2014, par les forces de l'ordre depuis la mort du militant antinucléaire Vital Michalon en 1977.

C'est différent d'une grève, car on n'y défend pas son emploi, son travail, son revenu. On y défend les conditions mêmes de la vie humaine<sup>15</sup>.

### **Méfions-nous du raccourci qui nous fait passer trop facilement de la Charibde du collectivisme à la Scylla de l'individualisme**

Nous savons bien que ce type de discours ne manque pas de provoquer dans la gauche traditionnelle des haussements d'épaules et des remarques au mieux ironiques. Marx se moquait déjà de ces utopistes qui croyaient pouvoir faire la révolution sur 15 km<sup>2</sup> ! Nous entendons la critique. De la lecture de *L'idéologie allemande*, nous nous rappelons que la domination s'exerce aussi sur les consciences ; surtout, nous constatons que l'aliénation par la consommation crée beaucoup plus facilement une servitude volontaire<sup>16</sup> que l'exploitation par les conditions de production. Nous voyons bien que le triptyque de la publicité, du crédit et de l'obsolescence programmée crée les conditions d'une soumission désirable et désirée.

Qu'est-ce qui favorise, dans nos sociétés libérales, les progrès de l'égoïsme ou du désir de « réussir » au détriment de ses semblables ? C'est bien tout le contexte mis en place par la civilisation juridico-marchande, à travers par exemple son urbanisme, son organisation du travail, ses structures éducatives, sa propagande publicitaire ou son industrie de l'« information » et du divertissement<sup>17</sup>.

Ce « contexte » libéral ne pourra pas être vaincu par des appels à la résistance. Car les mobilisations supposent des conditions psychologiques qui présupposent trop souvent que les résistances seraient déjà victorieuses. C'est pour cela que toute « transition » doit commencer par la construction progressive de « contextes » économiques, écologiques, démocratiques qui favoriseront *indirectement* des « vertus » communes, c'est-à-dire des dispositions à la coopération, à la bienveillance, au partage plutôt qu'à la compétition, à la rivalité de chacun contre chacun, à l'égoïsme. C'est sur ce point que l'écart entre les décroissants et toute une gauche traditionnelle est le plus large : là où « en dernière instance » certains placent les conditions économiques, les décroissants pointent d'abord une situation idéologique.

Du coup, c'est sur cet enjeu que les décroissants subissent la critique d'être des « moralistes », tant de la part de la droite libérale que de la gauche productiviste. Pour rejeter avec raison tout appel à une morale transcendante qui imposerait *top down* une métaphysique du Bien, ces critiques<sup>18</sup> en viennent à conforter

15 Boris Prat, zadiste du Testet, *Les ZAD sont-elles une nouvelle forme de lutte ?* Mouvement des objecteurs de croissance, 5 mars 2015, <<http://www.les-oc.info/?p=4625>>.

16 Etienne De la Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, 1574.

17 Jean-Claude Michéa, *La double pensée*, Paris, Flammarion, 2008, p. 25.

18 Pouvons-nous faire méchamment remarquer à certains de ces critiques que leur accusation de moralisme fait trop vite l'impasse sur des idéologies descendantes dont ils demeurent les héritiers ? Jusqu'à quel point l'hôpital peut-il se moquer de la charité ?

l'illusion individualiste qui fait de l'individu la seule source de sa vie privée : ce qui n'est qu'une illusion qui passe à côté de toute une morale commune et ordinaire déjà pratiquée, celle de ces vertus de la *common decency* que sont la loyauté, la générosité, le partage.

### **Il n'y a aucune raison pour que les démarches *bottom up* n'aient pas leurs limites**

Il n'empêche que nous devons reconnaître que les décroissants et les décroissantes ne sont pas assez autocritiques vis-à-vis de leurs propres tentations individualistes. Ils confondent une condition nécessaire avec une condition suffisante. Nous voulons dire par là qu'autant il nous semble indispensable de commencer par soi le changement, autant les décroissants ne seraient que les « idiots utiles » du capitalisme s'ils *croyaient* que leur engagement personnel était suffisant.

Et pourtant on peut lire de certains acteurs des témoignages comme celui-ci : « Le changement de la société est entièrement subordonné à la transformation personnelle. Faire sa part est un acte politique fort et nous sommes convaincus que l'action des individus a des répercussions fortes sur le changement plus global de la société »<sup>19</sup>.

La critique politique que nous voudrions porter contre cet individualisme *cool* porte sur les errements qu'il provoque sur les conditions idéologiques d'une transition. De ce point de vue la « fable des colibris »<sup>20</sup> n'est que la variante *bisounours* de la fable des abeilles<sup>21</sup>. Nous pensons même que cet individualisme est la cause d'une réticence déclarée pour le mot même de « décroissance » (qui serait trop « agressif »), au profit d'oxymores tels que « prospérité sans croissance », « abondance frugale », voire « développement durable ».

Ces oxymores entretiennent malheureusement la confusion entre l'objectif (le projet) d'une société d'a-croissance et la transition (le trajet) *par* la décroissance. Ce qui risque de fausser d'emblée toute tentative d'entreprendre *sans attendre* une telle transition. Politiquement, confondre l'objectif et la transition, c'est prendre ses désirs pour des réalités, c'est mettre la charrue avant les bœufs, c'est placer les transformations personnelles comme préalables alors qu'elles ne pourront au mieux qu'être les effets de la transformation sociale.

Ces oxymores entretiennent en effet des illusions sur ce que pourrait être cette transition, nourries par toute une série de fables<sup>22</sup>.

19 Mathieu Labone, directeur du Mouvement Colibris, communication personnelle avec Thierry Brulavoine, 5 février 2015.

20 Pierre Rabhi, *C'est quoi un Colibri ?* Colibris, <[www.colibris-lemouvement.org/revolution/cest-quoi-un-colibri](http://www.colibris-lemouvement.org/revolution/cest-quoi-un-colibri)>.

21 Bernard de Mandeville, *La fable des abeilles, ou les fripons devenus honnêtes gens*, 1714, <<http://expositions.bnf.fr/utopie/cabinets/extra/textes/constit/1/18/2.htm>>.

22 Au contraire des fables du capitalisme qui sont performatives, les fables des anticapitalistes détruisent les conditions mêmes d'une transformation sociale et écologique effective.

- La fable de l'essaimage. Fondée sur la suffisance de l'exemplarité, elle dispense au mieux les décroissants individualistes de se poser la question du passage au collectif. Au pire, elle leur fait définir ce « collectif » comme une simple juxtaposition des mêmes, en produisant une « dissociété »<sup>23</sup> par ceux-là mêmes qui prétendent « refaire société » !
- La fable de la préfiguration de la société idéale par nos « alternatives concrètes ». Nous avons expliqué ailleurs<sup>24</sup> comment ce mirage relève de la « consolation » : consolation qualitative devant la maigreur du bilan quantitatif de nos alternatives, consolation temporelle quand nous constatons que de notre vivant nous ne verrons guère nos attentes se réaliser. Consolations fondées sur l'incapacité individuelle à admettre que c'est le collectif qui peut déterminer l'individuel, mais non l'inverse.
- La fable de la bifurcation, qui s'adresse en fait plus aux spectateurs de l'Histoire qu'à ses acteurs et qui prétend que le carrefour vers une société sans croissance serait devant nous. Mais ce qui est vrai, et quiconque se lance dans la réalité des expérimentations le sait, c'est que nous avons plutôt affaire à un buisson d'hésitations, d'erreurs et d'essais<sup>25</sup>. Ce ne sera qu'*après coup*, quand les voies auront été tracées que nous saurons que tel embranchement était une bifurcation, mais pas avant ! Avant, chaque individu doit au contraire convenir de son incapacité à valider la moindre prophétie collective.

Comment donc ne pas remarquer le *fondement* individualiste de ces fables qui « vont toujours dans le même sens : elles font toujours naître la société... de la raison et de la volonté des individus »<sup>26</sup>. Loin de toute considération écosystémique qui suppose plutôt la coopération que la rivalité, mettre en préalable des individus juxtaposés finit toujours par aboutir à la légitimation d'une sorte de compétition. Si les décroissants et les décroissantes veulent réellement rêver une société fondée sur le partage plutôt que sur la rivalité, il faudrait qu'ils approfondissent davantage le « lâcher-prise de soi » et qu'ils autocritiquent tout impensé individualiste de leurs démarches (comment ne pas s'étonner de cette contradiction : les mêmes qui ne cessent de vouloir pratiquer les techniques de développement personnel prétendent en même temps critiquer et la technique et l'individualisme ?).

23 Jacques Généreau, *La dissociété. À la recherche du progrès humain*, Paris, Seuil, 2011.

24 Michel Lepesant, *Politique(s) de la décroissance*, Paris, Utopia, 2013, chapitre 11.

25 *Ibid.*, chapitre 9.

26 François Flahault, *Le paradoxe de Robinson*, Paris, Mille et une nuits, 2003, p. 109.

### Comment faire sans illusion ?

Nous avons donc formulé l'hypothèse que l'individualisme<sup>27</sup> qui fonde les temps modernes constitue aujourd'hui le fondement explicite des défenseurs du productivisme dans sa version capitaliste, mais aussi le fondement plus ou moins implicite de ses critiques, tant dans la version anticapitaliste que dans la version « développement personnel ». C'est pourquoi il nous semble pertinent que les décroissants opposent au « moi-même » des individualistes un « nous autres » : en faveur de la diversité et la pluralité plutôt que de la particularité et du narcissisme. Manière aussi d'assumer un clin d'œil ironique et utopique au roman d'Eugène Zamiatine<sup>28</sup>.

Une critique conséquente et radicale de cet individualisme devrait donc conduire les décroissants et les décroissantes à une double attitude :

- Au sein même de la « nébuleuse » décroissante, ne jamais oublier d'ajouter une troisième source – politique – aux deux sources classiquement avancées de la décroissance. 1) La source « culturaliste » alimente une critique de la société de consommation : *une croissance infinie dans un monde fini est absurde*. De ce point de vue, la croissance n'est pas souhaitable et produit une société de frustration, faussement motivée par la publicité... 2) La source « naturaliste » alimente une critique de la société de production : *une croissance infinie dans un monde fini est impossible*. De ce point de vue, la croissance n'est pas soutenable et produit une société d'exploitation et de domination, autour de la valeur Travail. 3) La source « politique » alimente une critique généraliste de « l'organisation sociale » en tant que telle. *Une croissance infinie dans un monde fini n'est ni juste ni décente. Quand bien même la nature offrirait des « ressources » infinies et inépuisables, quand bien même nous disposerions de richesses sans limites, nous ne trouverions aucun avantage à l'actuelle organisation sociale basée sur la compétition, la rivalité, l'égoïsme, la guerre de chacun contre chacun. Nous désirons tout au contraire une société organisée par ces vertus humaines que sont l'entraide, l'amitié, la générosité, la loyauté, la bienveillance, l'honnêteté.*
- À l'extérieur de nos groupuscules, dans les convergences des luttes et des résistances avec nos camarades de l'antiproductivisme et de l'anticapitalisme, nous devons accepter de n'être ni majoritaires ni même leaders. Nous devons refuser toute stratégie d'isolement (et donc non collective) et accepter d'être minoritaires<sup>29</sup>, mais à une condition impérative : que la fable de l'unité pour l'unité – cette « unitude » qui permet si souvent à la gauche autoproclamée, « la vraie gauche », de toujours faire croire qu'il faut (encore) taire les

27 D'un Sujet souverain de ses pensées comme chez Descartes, d'une Personne propriétaire de sa conscience - comme des fruits de son travail chez Locke.

28 Eugène Zamiatine, *Nous autres*, Paris, Gallimard, 1979.

29 <<http://decroissances.blog.lemonde.fr/2014/11/03/democratie-minoritaires/>>.

désaccords parce que, « cette fois, c'est la bonne, il ne faut pas briser la dynamique qui frémit » – cesse de nourrir l'éteignoir du consensus de façade.

Nous autres décroissants et décroissantes devons refuser un pseudodialogue qui n'aurait lieu qu'entre des thèses soi-disant différentes, dans lequel toute tentative de sortir du consensus serait d'emblée dénoncée comme irresponsable, irréaliste et intolérable. Au contraire, nous faisons pleinement nôtre la distinction que faisait Martin Luther King entre une « paix négative » (qui fait taire les tensions pour mieux imposer un brouet fade) et une « paix positive » (qui résulte du repérage, de la formulation et de la discussion des conflits). Nous renvoyons dos à dos tant un relativisme individualiste qu'une unité collective de façade. Et nous adressons cette critique amicale tant aux objecteurs de croissance encore accros à l'individualisme qu'à la gauche trop peu antiproductiviste. N'est-ce pas dans le dialogue critique ou son absence que se joue précisément tout ce qui va faire basculer un projet de transformation sociale et écologique vers une dystopie ou vers une utopie ?

Nous ajoutons même que la fable de la priorité du « faire nombre » sur le « faire sens » – la fable de l'*unitude* – ne se contente pas de méconnaître son impuissance et son échec permanent, mais que, avant d'échouer, ses égarements n'auront fait que renforcer le monde qu'elle prétendait dénoncer et combattre.

## La décroissance est-elle technophobe ?

LOUIS MARION

*Le mouvement et l'activité du moyen de travail  
devenu machine se dressent indépendants devant le travailleur.*  
Marx<sup>1</sup>

*La puissance technicienne est  
plus révolutionnaire que toute révolution.*  
Dominique Janicaud<sup>2</sup>

Il importe d'abord de distinguer la technique, en tant que milieu général de l'être humain, dimension de l'agir qu'il partage avec d'autres animaux qui s'adaptent aux contraintes empiriques de la réalité, de la technique désignant des phénomènes instrumentaux s'objectivant seulement depuis l'époque industrielle. Cette époque contemporaine de la technique, c'est le machinisme. C'est le moment spécifique de la production mécanique des machines.

En somme, la technique ne devient un problème à penser qu'à partir de l'ère industrielle et du moteur thermique, qu'à partir du moment où, au nom de l'idéologie du progrès et de la raison, les machines ont remplacé les outils et la chaîne de montage a évacué l'artisan.

Le monde préindustriel était lui aussi un milieu technique pour l'être humain, mais qui ne tendait pas à se substituer à la nature. Ce n'est qu'avec le machinisme que le milieu technique tend à prendre toute la place et à remplir le monde d'artefacts.

Il ne s'agit pas pour les objecteurs et les objectrices de croissance de devenir technophobes, il s'agit de comprendre et de faire comprendre pourquoi la technique moderne est devenue une nouvelle épée de Damoclès suspendue au-dessus de l'humanité. Il s'agit de tenir compte du fait qu'avec l'avènement du machinisme, la technique a perdu son innocence, qu'elle est devenue autonome, c'est-à-dire branchée sur elle-même en suivant une logique d'accroissement autoréférentielle et autojustificatrice.

### Un quiproquo à gauche à propos de la non-neutralité de la technique

Une technique, fait remarquer Philippe Garrigue, n'est jamais neutre, car elle redéfinit toujours les rapports sociaux. Il faut comprendre que ce thème de la

---

1 Karl Marx, *Le Capital*, livre 1, Paris, Garnier Flammarion, 1969, p. 291.

2 Dominique Janicaud, *La puissance du rationnel*, Paris, Gallimard, 1985, p. 112.

neutralité s'est construit historiquement, mais pose problème, il vise à empêcher toute réflexion réelle sur les choix techniques et les dispositifs techniques eux-mêmes pour renvoyer le débat à la question floue des usages<sup>3</sup>.

Dire que la technique n'est pas neutre, précise pour sa part Jacques Ellul, ne signifie pas qu'elle sert tel ou tel intérêt (ce qui est souvent la critique de la gauche), cela veut dire qu'elle a son propre poids, ses propres déterminations, ses propres lois, autrement dit en tant que système elle évolue en imposant sa logique<sup>4</sup>.

Quelle est cette logique ? Pour le dire rapidement dans une formule, il s'agit d'un procès sans sujet ni fin. L'accroissement pour l'accroissement, le développement pour le développement de notre capacité de transformer le monde. Désormais, « c'est dans une application systématique de tous les possibles que l'accroissement technique se produit »<sup>5</sup>.

Qui est responsable de la destruction du climat ? Ce n'est pas le seul désir de profit du capitaliste mais également la technologie qui ont permis d'intervenir à grande échelle sur nos conditions d'existence. Pour un certain discours humaniste de gauche et progressiste qui fait de la technique un cadeau des dieux, « l'homme seul est responsable » de la situation désastreuse actuelle. Mais dans cette tragédie, la responsabilité appartient-elle uniquement à la décision politique ? La technique n'aggraverait-elle pas le nombre de morts par son existence même qui modifie l'échelle de l'intervention humaine sur le globe ?

Nous avons mis la puissance du rationnel au service de la puissance de tout transformer sans qu'on puisse en connaître et mesurer pleinement les conséquences.

Pour la plupart des marxistes malheureusement, encore aujourd'hui « la question de la portée de la rationalité moderne, souligne Dominique Janicaud, reste constamment occultée par l'omniprésence de la loi de la valeur. Peut-on tout expliquer du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours, par la recherche de la rentabilité ? »<sup>6</sup> La technique ne possède-t-elle pas une autonomie relative par rapport à l'économie ? En changeant les rapports de propriété et les institutions économiques, change-t-on forcément la nature de la technique dans la société ? Modifie-t-on sa fonction sociale de satisfaire les besoins et soulager la souffrance ?

La fonction sociale du machinisme est de développer un pays de Cocagne. Il s'agit de construire le lieu du moindre effort, de produire le confort qui nous installe dans une seconde nature et qui nous rend las des efforts que l'humanité exigeait avant la lubrification technicienne intervenue entre le monde et nous. Nous acceptons le prix métaphysique de la facilité permise par l'existence de

3 Entretien de François Jarrige par Blaise Mao, *François Jarrigue* : « Une technique n'est jamais neutre », Usbek-et-Rica, 22 avril, 2015, <<http://usbek-et-rica.fr/francois-jarrige-une-technique-nest-jamais-neutre/>>.

4 Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988, p. 284.

5 Jacques Ellul, *Le système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, p. 229.

6 Janicaud, *op. cit.*, p. 116.

la possibilité d'appuyer sur une touche ou sur un bouton pour transformer notre expérience. Désormais nous vivons sous le règne de la technoscience, dans un monde où c'est à la fois la technique qui fait avancer la science et la science qui fait avancer la technique dans un mouvement d'aller-retour sur le plan empirique. Cette technoscience est devenue aujourd'hui le moteur du développement technologique et de l'accélération sociale.

Il existe malheureusement une certaine gauche progressiste qui ne camoufle pas son désir prométhéen et qui s'illusionne passablement en prétendant pouvoir maîtriser cette puissance. Tout se passant comme si dans un système socialiste les accidents de train électrique ou la pollution chimique ne pourraient plus survenir. « Comme si, explique Janicaud, la technoscience socialiste libérée du capitalisme serait moins polluante que la technoscience bourgeoise. »<sup>7</sup> Comme si la grandeur des externalités dépendait seulement du régime économique ou des décisions politiques. « La forme générale qu'a prise le "développement" de l'humanité sous l'égide du capitalisme et des révolutions technologiques [...], note Michel Freitag, comporte des conséquences irréversibles à très long terme. »<sup>8</sup>

Si la technique n'est pas neutre, si elle n'est pas un moyen au service de l'humain, c'est aussi parce que, constate Günther Anders :

[...] chaque instrument isolé n'est qu'une partie d'instrument, il n'est qu'un rouage, un simple morceau du système, un morceau qui répond aux besoins d'autres instruments et leur impose à son tour, par son existence même, le besoin de nouveaux instruments. Affirmer que ce système des instruments, le macro-instrument, ne serait qu'un « moyen », et qu'il serait donc à notre disposition pour réaliser des fins que nous aurions d'abord librement définies est complètement absurde. Ce système des instruments est notre « monde ». Et un « monde » est toute autre chose qu'un moyen<sup>9</sup>.

En somme, la technique moderne est insécable; il est devenu impossible de parler de bons ou de mauvais usages de la technique puisqu'il existe une interdépendance entre les différents processus qui rendent possible l'existence des objets qui nous entourent. Un téléphone par exemple n'est pas un objet isolé, mais implique un réseau d'objets incluant satellite, antenne et beaucoup d'autres objets permettant l'exploitation et l'entretien du réseau. En conséquence, selon Anders, le faire a englouti l'agir, c'est-à-dire que nos ouvrages, nos produits précèdent toujours les actes qu'ils nous permettent d'accomplir. La technique a transformé l'agir humain en épiphénomène. Notre liberté dépend des machines.

En outre, malgré leurs bienfaits apparents, les acquis techniques industriels modernes ne livrent la marchandise, c'est-à-dire ne fonctionnent bien, que lorsque de larges pans de la société agissent comme prévu et acceptent de faire

7 Janicaud, *op. cit.*, p. 112.

8 Michel Freitag, *L'impassé de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2008, p. 369.

9 Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 2002, p. 16-17.

partie de l'engrenage. C'est ainsi que sous le prétexte de nous libérer du travail, les machines nous transforment en animal laborieux et constamment mobilisé.

Avant la Révolution industrielle, « être avec » signifiait être les uns avec les autres, être à plusieurs. Mais aujourd'hui, nous explique Anders, dans l'ère technocratique, c'est l'« être avec des machines » qui est passé au premier plan. D'où le danger de déshumanisation, c'est-à-dire de l'intégration totale au dispositif, chacun devenant un rouage de l'appareil planétaire, « réduit au rang de pièces toutes pareilles, définies par la fonction que leur assigne l'appareillement »<sup>10</sup>.

Il est donc aussi important pour la critique en acte de la domination de penser la technique et son cadre historique (incarnés essentiellement par l'idéologie du progrès) que de penser les méfaits du capitalisme ; car la dépendance croissante de tous les aspects de la vie à l'égard de la mégamachine s'accroît en proportion directe des développements technologiques, peu importe les intentions qui président à leur mise en œuvre (profit, idéologie progressiste, ou contrôle étatique).

### Une critique de l'idéologie prométhéenne

Rien ne discrédite aujourd'hui plus promptement un homme, fait encore remarquer Anders, que d'être soupçonné de critiquer les machines. En outre, il n'existe aucun endroit sur notre globe où le risque d'être victime de ce soupçon soit moindre qu'ailleurs. De ce point de vue, Détroit et Pékin, Wuppertal et Stalingrad sont identiques aujourd'hui; les groupes sociaux aussi : car dans quelle classe, dans quel groupement d'intérêts, dans quel système social et dans la sphère d'influence de quelle philosophie politique n'a-t-on jamais pris la liberté d'avancer un argument contre les effets avilissants de l'un ou l'autre de ses instruments, sans s'attirer automatiquement la grotesque réputation d'être un ennemi acharné des machines ?<sup>11</sup>

Comment limiter la puissance depuis que nous sommes passés de l'autre côté du miroir ? Depuis que nous avons transformé la puissance du rationnel qui nous permettait de créer des outils conviviaux en « rationalité de la puissance »<sup>12</sup> qui n'est plus au service de rien d'autre que d'elle-même. « Oui la technique n'est pas neutre, écrit Janicaud, mais ne la penser qu'en fonction de son utilisation sociale ou économique est une démarche unilatérale. C'est se condamner à ne pas voir que la révolution scientifique et technique n'est que le visage récent d'un processus beaucoup plus long, plus fondamental de potentialisation du savoir comme pouvoir, sans qu'aucune limite ou fin ne soit assignable à cette montée de puissance »<sup>13</sup>, à cette capacité d'agir sur le monde.

10 Jean Vioulac, *L'époque de la technique*, Paris, PUF, 2009, p. 313.

11 Anders, *op. cit.*, p. 17.

12 Expression de Janicaud.

13 Janicaud, *op. cit.*, p. 116.

Autre aspect pratique à considérer : sous l'empire de la technique moderne, plus personne n'est responsable de rien; elle dissout l'imputabilité de l'être humain. Il n'est pas nécessaire d'être méchant pour participer au pire : la division du travail rend la responsabilité presque impossible. « Divisée par mille, lance Anders, la saleté est propre »<sup>14</sup>. « Même l'anéantissement d'Hiroshima, ajoute-t-il, était déjà plus facile et a pu avoir lieu avec moins d'encombres que l'assassinat d'un seul individu. »<sup>15</sup> La technique et la division du travail diluent à l'infini la responsabilité. Ce qui caractérise aujourd'hui les futures catastrophes, c'est que nous savons déjà que personne n'en sera tenu responsable, comme personne n'a été tenu responsable de Tchernobyl ou de Fukushima.

Dans la perspective de l'idéologie du progrès, les événements qui affectent l'humanité sont généralement envisagés comme faisant partie d'un processus d'amélioration ininterrompue du monde. Autrement dit, le mal, le négatif, n'a plus rien d'absolu. C'est un résidu du passé, destiné à être dépassé grâce au génie de l'être humain. Dans le monde industriel qui refoule la finitude de l'existence humaine, où la mort elle-même apparaît relever d'une décision privée par opposition à l'inéluçabilité du développement technologique, on imagine mal le pire.

À ceux qui prétendent, comme certains écosocialistes, que la technique pourrait être émancipatoire mais que c'est le capitalisme qui la corrompt, et qui pensent que « plusieurs nouvelles technologies qui auraient pu être bénéfiques pour l'ensemble de la population ne sont pas développées, car elles mettent en danger certaines industries hautement profitables »<sup>16</sup>, les objecteurs de croissance demandent : quels sont donc les critères de ce « bénéfice » lié à la mise en pratique des nouvelles technologies ?

Jacques Ellul constate, dans *Le bluff technologique*, que : 1) tout progrès technique implique aussi une perte, un coût; 2) le progrès technique soulève des problèmes plus difficiles que ceux qu'il résout; 3) les effets néfastes d'une technologie sont inséparables de ses effets positifs; 4) si toute solution technologique déplace les limites, elle ne les annule pas. Si on le suit, comment penser et soutenir que les effets négatifs et les externalités immaîtrisables ne sont pas liés à la technique, mais aux usages sociaux de la technique ? Raisonner ainsi, c'est ne pas tenir compte de la réalité de la technoscience dans le monde contemporain.

Malheureusement, les défenseurs du machinisme, même écologique, ne nous expliquent jamais par quelle magie le socialisme pourrait séparer les effets négatifs d'une technologie de ses effets positifs. La science est bien incapable par exemple de calculer les risques acceptables du génie génétique et de pouvoir connaître ses effets sur le monde futur.

14 Anders, *op. cit.*, p. 274.

15 *Ibid.*, p. 22, entretien avec F. Raddatz.

16 Front d'action socialiste, *Que faire contre l'austérité*, avril 2015, <<http://quefaire.contrelausterite.net/>>.

La question porte sur le prix, au sens non économique, du progrès compris comme satisfaction du besoin individuel, puisque satisfaire les besoins de l'individu est la tâche spécifique attribuée au progrès dans l'idéologie des modernes.

N'oublions pas que la science moderne est constitutive de la démocratie moderne, de l'égalité des citoyens et des citoyennes. Le droit à l'individualité implique le droit à la poursuite de l'intérêt personnel, à la liberté, à la science et au doute. La science qui a incarné et qui incarne encore la raison a changé de nature, elle est devenue au service de l'accroissement des techniques de puissance, mais continue de se réclamer du progrès qui devient plutôt, de fait, l'accroissement indéfini de la liberté du sujet individuel de tout faire au détriment des générations futures et des autres espèces.

Nous ne disposons pas de l'espace ici pour évoquer cette histoire des sciences et de ses transformations internes ou encore de la puissance du rationnel sur la fonction sociale des sciences, mais nous voudrions attirer brièvement l'attention sur la différence entre une société décroissante et une société écosocialiste au regard de certaines croyances concernant les risques technologiques et l'indissociabilité des effets positifs et négatifs du machinisme.

Une société écosocialiste demeurerait-elle moderne au sens où elle accepterait les prémisses de la modernité, c'est-à-dire le progrès de la raison humaine ? Est-ce qu'elle continuerait de définir le progrès comme la capacité de satisfaction des besoins individuels ? Quelle y serait l'acceptabilité sociale des risques technoscientifiques ?

Par contre, il est aussi légitime de se demander si une société décroissante pourrait aller trop loin dans la négation de l'individualité pour ne pas reproduire les risques incalculables de destruction par les effets de la technoscience sur le monde ?

### **Distinguer le possible de l'impossible et prendre conscience des limites**

« Il faut savoir reconnaître, signale Janicaud, que l'accroissement de puissance implique des risques constitutifs que la meilleure démocratie du monde ne pourra éliminer. »<sup>17</sup> Il y a pour les objecteurs de croissance des problèmes qui ne peuvent pas et ne pourront jamais être résolus dans le cadre du développement technique. Ils savent que la nature est notamment constituée d'éléments (l'eau, les paysages, etc.) qui ne peuvent être remplacés de façon satisfaisante par aucune avancée technologique.

« Le progrès technologique, écrit Bertrand Méheust, peut certes nous permettre de vivre dans des maisons chauffées avec une moindre dépense d'énergie, mais pas de créer plus d'eau que la planète n'en contient »<sup>18</sup> ni de contourner les lois de la thermodynamique. « Si, ajoute Ellul, nous croyons qu'il

<sup>17</sup> Janicaud, *op. cit.*, p. 51.

<sup>18</sup> Bertrand Méheust, *La politique de l'oxymore*, Paris, La Découverte, 2009, p. 49.

est libre d'aller coloniser l'espace pour tout recommencer, si..., si..., si..., alors nous sommes réellement perdus, car la seule voie qui laisse un étroit passage, c'est que l'homme ait encore un niveau de conscience suffisant pour reconnaître qu'il descend, depuis un siècle, de marche en marche l'escalier de l'absolue nécessité. »<sup>19</sup>

Il est loin derrière nous le temps où Marx pouvait écrire : « [L]es philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le transformer »<sup>20</sup>. À l'opposé, les objecteurs et les objectrices de croissance constatent qu'on a peut-être trop transformé le monde, sans réfléchir, au point où l'on ne peut plus aujourd'hui y vivre humainement<sup>21</sup>.

Les objecteurs et les objectrices de croissance s'interrogent sur le sens de notre capacité technique de transformer le monde si nous ne savons même plus ce que nous faisons, si nous nous déresponsabilisons sans savoir identifier les conséquences de nos actes opérationnellement médiatisés par des machines devenues entre-temps partie intégrante et inconsciente de notre vie de tous les jours.

Que vaut ce pouvoir de la connaissance technoscientifique s'il nous conduit à construire bien malgré nous un monde au pas duquel nous ne pourrions marcher sans l'aide de prothèses artificielles, un monde dont nous aurons du mal à suivre le rythme effréné, où la technique commande et scande le pas ?

19 Ellul, *op. cit.*, p. 729-730.

20 Karl Marx et Friedrich Engel, « Thèses sur Feuerbach », *L'idéologie allemande*, 1845, p. 59, <[http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\\_Marx/ideologie\\_allemande/Ideologie\\_allemande.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/ideologie_allemande/Ideologie_allemande.pdf)>.

21 Louis Marion, *Comment exister encore ?* Montréal, Écosociété, 2015, p. 91.

# Partie 2

La croissance en débat :  
critiques amies



## Décroissance, écosocialisme et articulation stratégique

JONATHAN DURAND-FOLCO

Lorsque l'on examine les réponses possibles à la crise écologique, deux grandes familles de discours peuvent être rapidement dégagées. Certains courants misent sur des solutions économiques, techniques et administratives qui ne remettent pas en question la logique du système capitaliste : développement durable, modernisation écologique, néokeynésianisme vert, économie environnementale néoclassique, géoingénierie, management adaptatif, etc. Des paradigmes alternatifs, par contre, opèrent à divers titres une critique de l'ordre dominant en posant les jalons d'un nouveau modèle de civilisation : écologie profonde, biorégionalisme, écologie sociale, écoféminisme, justice environnementale, écosocialisme, décroissance conviviale, etc. Ces diverses tendances critiques de l'écologie politique se rejoignent sur plusieurs points, mais s'opposent sur certaines questions précises, rappelant ainsi les tensions idéologiques existant entre les courants du mouvement ouvrier du siècle dernier, où marxistes, anarchistes, réformistes et partisans des coopératives se querellaient parfois féroce­ment pour imposer leur conception des finalités et des modalités du changement social.

Si chaque nouveau discours cherche à se démarquer de ses concurrents pour justifier sa nécessité au sein des débats contemporains, cette phase de « narcissisme des petites différences », fort utile pour distinguer dans un premier temps les subtilités théoriques et la pertinence relative de chaque mouvement, doit toutefois laisser place à un « moment synthétique » visant à intégrer les forces de chaque courant pour améliorer l'efficacité pratique des luttes populaires et la construction concrète d'une société libre, démocratique, égalitaire et écologique. C'est dans cet esprit que nous aborderons la décroissance et l'écosocialisme comme deux « moments » d'un même processus dialectique visant le dépassement du productivisme et l'institution d'une société postcapitaliste. Après avoir évoqué brièvement les caractéristiques spécifiques des deux courants et la critique que chacun adresse à son adversaire, nous voudrions proposer une nouvelle perspective en mettant en relief leur articulation potentielle sur le plan temporel dans une dynamique commune. À la manière d'Olivier Besancenot et Michael

Löwy qui, dans leur dernier livre *Affinités révolutionnaires, nos étoiles rouges et noires*<sup>1</sup>, insistent sur les parentés entre le marxisme révolutionnaire et l'anarchisme libertaire, nous désirons poursuivre ce rapprochement « œcuménique » dans le champ de l'écologie radicale afin de favoriser la solidarité entre marxistes, décroissants et libertaires.

### **La décroissance contre le marxisme productiviste**

Dans son livre *Le pari de la décroissance*<sup>2</sup>, l'économiste français Serge Latouche explique que la décroissance est moins un concept théorique qu'un slogan, un « mot-obus » visant à « décoloniser l'imaginaire » et à inciter les individus à changer leur façon de vivre, de produire et de consommer. Il s'agit de « sortir de l'économie » afin d'envisager d'autres valeurs que l'argent, le travail et la surconsommation, projet résumé par l'expression « moins de biens, plus de liens ». Loin de représenter un simple appel à la simplicité volontaire et à la multiplication des initiatives individuelles et collectives en marge de la société actuelle (quoique ces dimensions soient bien présentes), ce courant de pensée explicitement antiproductiviste s'inspire de nombreuses sources philosophiques, sociales et économiques critiques du système technicien, de la société industrielle et de l'idéologie du développement ; pensons à Günther Anders, Cornelius Castoriadis, Bernard Charbonneau, Louis Dumont, Jacques Ellul, Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich, André Gorz, Karl Polanyi, François Partant, Majid Rahnema, etc.

Quelles sont les idées communes partagées par des auteurs aussi diversifiés ? La publication du rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance<sup>3</sup> en 1972, puis l'échec historique du « socialisme réellement existant » témoignent de la nécessité de dépasser les deux écueils théoriques et pratiques que représentent le « développement durable » et le marxisme orthodoxe, qui poursuivent, chacun à leur manière, les mirages d'une société érigée sur le plein développement des forces productives. La décroissance se constitue ainsi comme un discours alternatif, proposant une réponse à la double impasse de l'environnementalisme réformiste et de la gauche productiviste, lesquels ne remettent aucunement en question le paradigme de la croissance industrielle qui sévit à gauche comme à droite de l'échiquier politique. Comme le rappelle Illich :

Le monopole du mode industriel de production fait des hommes la matière première que travaille l'outil. Et cela n'est plus supportable. Peu importe qu'il s'agisse d'un monopole public ou privé : la dégradation de la nature, la destruction des liens sociaux, la désintégration de l'homme ne pourront jamais servir le peuple. Les idéologies régnautes mettent en lumière les contradictions du système

1 Olivier Besancenot et Michael Löwy, *Affinités révolutionnaires, nos étoiles rouges et noires*, Paris, Mille et une nuits, 2014.

2 Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

3 Club de Rome, *The Limits to Growth*, 1972 ; en français : *Halte à la croissance ?* Paris, Fayard, 1973.

capitaliste. Elles ne fournissent pas le cadre qui permettrait d'analyser la crise du mode industriel de production<sup>4</sup>.

Contrairement à certaines idées reçues, la décroissance utilise les critiques du développement, de l'utilitarisme, de l'économisme, de l'accélération sociale et des mirages du *techno-fix* pour esquisser non seulement un nouveau mode de vie plus sobre, plus lent, plus communautaire et plus convivial, mais un véritable « mode de production post-industriel » arc-bouté sur des normes sociales, culturelles, politiques et écologiques nécessaires à la liberté humaine.

Si nous voulons pouvoir dire quelque chose du monde futur, dessiner les contours d'une société à venir qui ne soit pas hyperindustrielle, il nous faut reconnaître l'existence d'échelles et de limites naturelles. L'équilibre de la vie se déploie dans plusieurs dimensions ; fragile et complexe, il ne transgresse pas certaines bornes. Il y a certains seuils à ne pas franchir. Il nous faut reconnaître que l'esclavage humain n'a pas été aboli par la machine, mais en a reçu figure nouvelle. Car, passé un certain seuil, l'outil, de serviteur, devient despote. [...] J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil<sup>5</sup>.

La question de la technique représente sans doute la principale pierre d'achoppement entre les objecteurs de croissance et les marxistes, ces derniers éludant la critique directe des outils de production de biens et services pour se concentrer sur une « analyse différenciée selon les classes ». Ainsi, c'est bien l'appropriation privée ou publique des moyens de production qui constitue la clé de l'émancipation, et non l'élimination de techniques qui seraient intrinsèquement destructrices et aliénantes. Cette conception faisait dire à Lénine que « le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification du pays », et à Trotsky que « le taylorisme, comme technique d'organisation du travail, est mauvais dans son usage capitaliste et bon dans son usage socialiste ». Nous voyons aisément pourquoi cette perspective privilégiait l'industrialisation, le militarisme, la croissance économique et la conquête spatiale, au détriment de la réduction du temps de travail, de l'autogestion, de la décentralisation, de l'agriculture paysanne, de la démocratie directe et d'autres formes de mécanismes de décision qui auraient permis aux communautés et aux classes populaires de se gouverner elles-mêmes.

De plus, cet imaginaire productiviste n'est pas le fruit d'une perversion de la pensée de Marx ou d'un « État ouvrier bureaucratiquement dégénéré », mais un élément constitutif de sa doctrine qui voyait dans la révolution industrielle un signe de progrès social et économique. D'où l'opposition de Marx au mouvement des luddites, c'est-à-dire des artisans, tondeurs et tricoteurs qui

4 Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973, p. 11.

5 *Ibid.*, p. 13.

brisaient les machines au lieu de « comprendre » qu'elles devaient plutôt être appropriées collectivement par la libre association des travailleurs<sup>6</sup>.

La destruction de nombreuses machines dans les districts manufacturiers anglais pendant les quinze premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, connue sous le nom du mouvement des luddites, fournit au gouvernement antijacobin d'un Sidmouth, d'un Castlereagh et de leurs pareils, le prétexte de violences ultraréactionnaires. Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation<sup>7</sup>.

Cette divergence théorique sur la question de la « machine » induit d'importantes conséquences pratiques, notamment sur le plan stratégique. Contrairement aux objecteurs de croissance, les marxistes révolutionnaires considèrent généralement que le dépassement du capitalisme doit s'opérer par le renversement du système, lequel ne peut se faire au compte-gouttes ou par l'expérimentation de petites solutions alternatives. C'est pourquoi il faut d'abord miser sur les luttes sociales et leur articulation sur le plan politique en vue d'une conquête de l'appareil d'État. Bien que la majorité des socialistes et communistes n'emploient plus aujourd'hui le vocabulaire de la « dictature de prolétariat », il n'en demeure pas moins que la voie royale de la transformation sociale demeure pour eux la résistance des mouvements sociaux combinée à la prise du pouvoir par un parti de masse qui pourrait instaurer des réformes plus ou moins radicales.

Or, le mouvement de la décroissance s'enracine sur un terrain bien différent, davantage ancré sur l'organisation autonome de la société civile. Autonomie, convivialité, institution des biens communs, réhabilitation de l'économie informelle et vernaculaire, monnaies complémentaires, systèmes d'échanges locaux, fiducies foncières communautaires, agriculture urbaine, cohabitation, coopératives de solidarité, ateliers de réparation de vélos, permaculture, écovillages et villes en transition, toute cette myriade d'« utopies concrètes » et d'alternatives économiques et sociales reflète une stratégie des interstices. Il s'agit de reprendre le mot d'ordre d'Herbert Marcuse : « La révolution ne sera ni le résultat de l'action spontanée des masses, ni le résultat de changements institutionnels décrétés par les appareils centraux. Elle requiert la transformation des consciences individuelles et collectives par l'expérimentation de nouvelles formes de vie avant la mise en place d'un nouveau système »<sup>8</sup>.

6 L'idée que les luddites seraient « technophobes » est contestée par l'historiographie, mais l'interprétation que fait Marx de ces actes de sabotage est symptomatique de la divergence de vision concernant les formes d'aliénation issues de la révolution industrielle : <<http://motherboard.vice.com/read/luddites-definition-wrong-labor-technophobe>>.

7 Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Livre premier, tome deuxième, Paris, Éditions sociales, 1954, p. 110.

8 Herbert Marcuse, « Entrevue », *Le Nouvel Observateur*, n° 426, Paris, janvier 1973.

Cette tentative de « changement par le bas » peut-elle faire l'économie de réformes structurelles, lesquelles doivent être instaurées sur le terrain des institutions par la lutte politique ? Autrement dit, la décroissance peut-elle représenter un véritable « projet politique » ? Prenons l'exemple concret de la dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA) visant à combiner revenu de base, revenu maximum autorisé, extension des sphères de la gratuité, renchérissement du mésusage et monnaies locales. « Il s'agit, selon ses partisans, d'un train de mesures économiques et sociales susceptibles de réduire les inégalités et d'enclencher des cercles vertueux devant nous conduire vers une décroissance, sereine et conviviale. »<sup>9</sup> Si ce projet embryonnaire doit bien sûr être expérimenté et adapté dans différents contextes, il n'en demeure pas moins que la « question politique » qui lui est sous-jacente reste insuffisamment théorisée au sein du mouvement de la décroissance, celui-ci prêtant ainsi le flanc aux critiques néomarxistes qui « auraient fait leur devoir » en matière d'écologie en traçant les contours d'un socialisme débarrassé des tares du productivisme.

### La critique écosocialiste

Tandis que les partisans de la décroissance et les adeptes de l'écologie radicale puisent une bonne partie de leur inspiration chez les auteurs en marge du paradigme marxiste (William Morris, Henry David Thoreau, Léon Tolstoï, Lewis Mumford, Murray Bookchin), une nouvelle constellation de théoriciens propose aujourd'hui une lecture renouvelée des écrits de Marx et une reformulation du projet socialiste à l'aune des défis du XXI<sup>e</sup> siècle. John Bellamy Foster, James O'Connor, Joel Kovel, Michael Löwy et Daniel Tanuro mettent au point une série de nouveaux concepts pour aiguïser la critique marxiste de la « catastrophe écologique capitaliste » : « rupture métabolique » entre l'humain et la nature, « deuxième contradiction » entre le système de production et les conditions de production, « cause efficiente de la crise écologique », « impossible capitalisme vert », etc.<sup>10</sup> L'écosocialisme reprend à son compte la critique du développement durable et de la gauche traditionnelle, contestant ainsi le monopole des objecteurs de croissance sur la critique du productivisme. Michael Löwy écrit :

L'écosocialisme est donc une proposition radicale – c'est-à-dire s'attaquant à la racine de la crise écologique – qui se distingue aussi bien des variantes productivistes du socialisme du XX<sup>e</sup> siècle (que ce soit la social-démocratie ou le « communisme » de facture stalinienne) que des courants écologistes qui s'accommodent, d'une façon ou d'une autre, du système capitaliste. Il est une proposition radicale qui vise non seulement à une transformation des rapports de production, à une mutation de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais aussi à

9 Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA)*, Montréal, Écosociété, 2014.

10 Pour approfondir cette littérature, voir le dossier « Écosocialisme ou barbarie ! » dans les *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 6, Montréal, Écosociété, automne 2011.

créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste/industrielle occidentale moderne<sup>11</sup>.

Cette proximité idéologique entre l'écosocialisme et la décroissance manifeste-t-elle un réel accord de fond ou cache-t-elle des désaccords plus subtils ? Les deux courants sont anticapitalistes, antiproductivistes et prônent un nouveau modèle de société en rupture avec le dogme de la croissance infinie. Or, en dépit de cela, certains écomarxistes n'hésitent pas à tourner les coins ronds, accusant notamment Serge Latouche d'être un relativiste culturel qui rejetterait en bloc l'humanisme occidental, la pensée des Lumières, la démocratie représentative, le développement humain, etc.<sup>12</sup> Daniel Tanuro va même jusqu'à le qualifier de « réactionnaire » pour sa posture « après-développement », les objecteurs de croissance tombant dans le piège de la simple critique culturelle de la société de consommation<sup>13</sup>. Qui plus est, l'insistance sur les petites initiatives laisserait transparaître un volontarisme idéaliste qui évacuerait le point central que « pour véritablement changer les choses dans le capitalisme, il faut *lutter* »<sup>14</sup>.

Dans cette perspective, un point central qui distinguerait les marxistes reconvertis aux préceptes de l'écosocialisme est leur souci d'articuler le projet politique aux luttes sociales en cours, que ce soit par la transformation idéologique des partis de gauche radicale<sup>15</sup> ou l'alliance des mouvements opposés aux différentes formes d'oppression. Lowy note :

Déjà se manifeste le besoin de convergence et d'articulation cohérente des mouvements sociaux et des mouvements écologistes, des syndicats et des défenseurs de l'environnement, des « rouges » et des « verts » [...] Le combat pour une nouvelle civilisation, à la fois plus humaine et plus respectueuse de la nature, passera par une mobilisation de l'ensemble des mouvements sociaux émancipateurs qu'il faut associer. Comme le dit si bien Jorge Riechmann, ce projet ne peut renoncer à aucune des couleurs de l'arc-en-ciel : ni le rouge du mouvement ouvrier anticapitaliste et égalitaire, ni le violet des luttes pour la libération de la femme, ni le blanc des mouvements non violents pour la paix, ni le noir de l'antiautoritarisme des libertaires et des anarchistes, et encore moins le vert de la lutte pour une humanité juste et libre sur une planète habitable<sup>16</sup>.

11 Michael Löwy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits, 2011, p. 12.

12 *Ibid.*, p. 15-16.

13 Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010, p. 260.

14 Joel Kovel, « Cinq thèses sur l'écosocialisme », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 6, Montréal, Écosociété, automne 2011, p. 72.

15 « Depuis son congrès européen de décembre 2013, l'écosocialisme est l'orientation idéologique du Parti de la gauche européenne qui regroupe notamment en France des organisations du Front de gauche, au Danemark l'Alliance Rouge-Verte, en Grèce Syriza, au Portugal le Bloco de Esquerda, en Allemagne Die Linke » : <<http://ecosocialisme.com/2014/06/03/assises-de-lecosocialisme-de-loise-samedi-7-juin-2014/>>.

16 Löwy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, op. cit., p. 45.

Au-delà de leur insistance sur la centralité de la sphère politique et de leur souci de faire converger les luttes populaires, les tenants de l'écosocialisme proposent de remplacer la dictature de la propriété privée et l'anarchie du marché par la socialisation de l'économie et la planification démocratique et écologique. L'idée de « plein-emploi équitable » ou de « transition juste » est parfois invoquée pour obtenir l'appui de la classe ouvrière à la « reconversion écologique » des industries, laquelle implique la fermeture de certaines filiales polluantes et nocives pour le climat et l'ouverture de vastes chantiers comme l'écoconstruction, l'efficacité énergétique, les transports collectifs, etc. Bien que l'on souhaite distinguer soigneusement la « socialisation » et la « nationalisation » de l'économie afin d'éviter les dérives bureaucratiques et centralisatrices d'autrefois, l'État continuera à jouer un rôle non négligeable dans la reconfiguration du système économique.

La planification démocratique associée à la réduction du temps de travail serait un progrès considérable de l'humanité vers ce que Marx appelait « le royaume de la liberté » : l'augmentation du temps libre est en fait une condition à la participation des travailleurs à la discussion démocratique et à la gestion de l'économie comme de la société<sup>17</sup>.

Bien que les écosocialistes soient également favorables, tout comme les objecteurs de croissance, à l'agriculture paysanne, à l'extension de la gratuité, à la prédominance de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, à l'élargissement du « non-marchand » et à la décentralisation des pouvoirs, il n'en demeure pas moins que les néomarxistes répudient généralement l'écologicalisme et les mirages de l'économie communautaire au profit d'un contrôle démocratique de l'appareil productif à tous les niveaux : local, régional, national, continental et planétaire.

Cette proposition pourrait être appelée « planification démocratique globale ». Même à un tel niveau, il s'agit d'une planification qui s'oppose à ce qui est souvent décrit comme une « planification centrale », car les décisions économiques et sociales ne sont pas prises par un « centre » quelconque, mais déterminées démocratiquement par les populations concernées<sup>18</sup>.

Pour schématiser la vision du changement social et la perspective économique propre à chaque courant, le mouvement pour la décroissance conçoit généralement la transition écologique comme le passage d'une économie fondée sur le dogme de la croissance infinie et les énergies fossiles

---

17 Michael Löwy, « Écosocialisme et planification démocratique », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 6, Montréal, Écosociété, automne 2011, p. 128.

18 *Ibid.*, p. 130.

à des économies diversifiées, locales, résilientes et faibles en carbone<sup>19</sup>, tandis que l'écosocialisme envisage une rupture avec le capitalisme par l'appropriation collective de l'appareil productif et la transformation des formes de production et de consommation par le contrôle démocratique des citoyens et des travailleurs. L'accent mis sur l'« économie stationnaire » (*steady state economy*) et les multiples initiatives citoyennes contraste ainsi avec l'économie verte et planifiée instaurée par le renversement du système par les mouvements sociaux et le Parti écosocialiste. C'est pourquoi il n'est pas exagéré d'établir une analogie historique avec les débats entre marxistes et libertaires qui opposaient jadis lutte politique et autoorganisation, division qui se transpose aujourd'hui, avec certaines nuances, sur le terrain de l'écologie radicale.

### Surmonter la dichotomie

Il est donc important de distinguer l'écosocialisme et la décroissance sur le plan théorique (distinction formelle) tout en montrant leur convergence dynamique au niveau pratique (unité réelle). Cela permet de souligner les forces et les points aveugles de chaque mouvement, tout en mettant en relief leur complémentarité dans une stratégie de transformation sociale. Pour ce faire, commençons par distinguer deux choses : d'une part, la forme de société ou les valeurs présidant à l'établissement d'un nouveau modèle de civilisation postcroissance et postcapitaliste ; d'autre part, le processus de transition et les moyens nécessaires pour renverser le système établi et ériger une nouvelle société. Autrement dit, il y a d'un côté le projet de société ou la destination visée, et de l'autre le guide pour l'action et les stratégies de transformation. Selon nous, c'est bien le mouvement pour la décroissance qui esquisse le mieux les contours d'une société libérée des techniques aliénantes à travers son idée maîtresse d'un mode de production post-industriel : la convivialité. Selon Illich :

La solution de la crise exige une volte-face radicale : ce n'est qu'en renversant la structure profonde qui règle le rapport de l'homme à l'outil que nous pourrions nous donner des outils justes. L'outil juste répond à trois exigences : il est générateur d'efficience sans dégrader l'autonomie personnelle, il ne suscite ni esclaves ni maîtres, il élargit le rayon d'action personnel. [...] Je crois qu'il faut *inverser* radicalement les institutions industrielles, *reconstruire* la société de fond en comble. Pour être efficace et satisfaire les besoins humains qu'il détermine aussi, un nouveau système de production doit retrouver sa dimension personnelle et communautaire. [...] J'entends par convivialité l'inverse de la productivité industrielle. Chacun de nous se définit par relation à autrui et au milieu et par la structure profonde des outils qu'il utilise. [...] La convivialité est la liberté individuelle réalisée dans la relation de production au sein d'une société dotée d'outils efficaces<sup>20</sup>.

19 Michael Lewis et Pat Conaty, *Impératif transition. Construire une économie solidaire*, Montréal, Écosociété, 2015.

20 Illich, *op. cit.*, p. 27-28.

Cette société conviviale n'est pas un lointain objectif ou le fruit de rêveurs des lendemains qui chantent ; elle émerge actuellement dans différents coins de globe à travers un ensemble de pratiques sociales qui préfigurent et incarnent de nouvelles formes de vie. Des individus redécouvrent et inventent déjà une foule d'outils conviviaux, tant en milieu rural qu'urbain : jardins collectifs, vélos, modèles énergétiques de proximité, épiceries autogérées, écologie *open source*, ateliers participatifs, coopératives de solidarité, « *do-it-yourself* », mouvement « *maker* », cantines populaires, systèmes d'échange alternatifs, etc. Ces « innovations sociales » ou « utopies concrètes » dessinent le visage sensible d'un mode de production juste, démocratique, écologique et à échelle humaine, lequel est actuellement réprimé par la violence économique et la dynamique destructrice du système capitaliste.

C'est pourquoi la logique interstitielle de la décroissance ne saurait se généraliser sans une lutte simultanée pour des réformes radicales sur le plan institutionnel pour appuyer (ou du moins ne pas réprimer) de nouveaux espaces d'expérimentation, ce qui nécessite un projet politique capable de réunir les mouvements sociaux et une large partie de la population. L'écocosocialisme intervient ici comme le moyen terme, le régime de transition plus ou moins turbulent, la rupture démocratique qui doit opérer le passage entre le modèle autoritaire du néolibéralisme extractiviste et la société conviviale. À moins d'un scénario insurrectionnel, lequel n'a pas encore réussi à fonder un autre type de société<sup>21</sup>, la remise en question de la propriété privée, la transition énergétique et la sortie de l'austérité ne peuvent faire l'économie d'une conquête démocratique du pouvoir politique par la gauche radicale.

L'écocosocialisme et la décroissance peuvent donc être distingués sur le plan temporel, comme constituant les deux phases d'un même processus, à la manière du socialisme (écologique) et du communisme (convivial) dans la terminologie marxiste. Si nous devons abandonner l'idée d'une « dictature du prolétariat » par un parti d'avant-garde afin d'éviter les dérives autoritaires des régimes soviétiques ou chinois, nous avons tout de même besoin d'un certain degré de « planification démocratique » de l'économie pour réorienter rapidement la trajectoire historique du système de production qui nous conduit tout droit vers la catastrophe climatique. Néanmoins, ce serait une erreur de sombrer dans l'étatisme productiviste en misant exclusivement sur le secteur public, et c'est pourquoi une grande partie de la production devrait être laissée au secteur de l'économie sociale et solidaire libérée du carcan capitaliste.

Par ailleurs, cette distinction entre écocosocialisme comme programme de transition et décroissance comme finalité demeure relative, car elle peut être renversée comme suit : la sortie du capitalisme amènera une décroissance effective de la production globale et permettra de fonder une économie pleinement démocratique ne reposant plus sur les diktats de la logique marchande et

21 Voir Le comité invisible, *À nos amis*, Paris, La Fabrique, 2014.

de la propriété privée : l'écosocialisme. Qu'on le prenne d'un bord ou d'un autre, l'écosocialisme et la décroissance constituent deux moments d'un même processus, chacun représentant l'objectif de l'autre mouvement.

### Combiner l'échelle nationale et municipale

Par ailleurs, ces deux courants peuvent être distingués en fonction de l'échelle privilégiée de la transformation sociale. D'une part, l'écosocialisme s'intéresse davantage à la sphère de l'État, lieu privilégié de la souveraineté populaire et nationale menacée actuellement par les traités de libre-échange, les agences de notation et la férocité des firmes multinationales. Aucune société conviviale ne pourra émerger tant que l'appareil d'État restera au service des intérêts privés, de la croissance économique et des élites financières. Pour contrer les classes dominantes qui démantèlent les services publics et les programmes sociaux, organisent le pillage des ressources naturelles et placent leur argent dans les paradis fiscaux, on ne peut faire l'économie de lois qui devront être modifiées et instaurées pour protéger les groupes vulnérables et l'intérêt général. Comme le rappelle Henri Lacordaire, « entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit »<sup>22</sup>.

La décroissance, d'autre part, insiste sur les initiatives locales et la reconstruction de communautés à échelle humaine, l'impératif de convivialité étant particulièrement sensible à l'échelle la mieux appropriée aux institutions ; lorsque celles-ci dépassent un certain seuil, elles deviennent contre-productives et développent un monopole radical. C'est pourquoi les initiatives citoyennes et les expérimentations collectives qui fleurissent à l'heure actuelle s'enracinent à la base, dans la société civile, les villages, les villes et les régions. Autrement dit, alors que l'écosocialisme se concentre sur l'échelle nationale, la décroissance s'intéresse plutôt à l'échelon municipal. Le développement local et régional, l'économie de proximité, les réseaux d'entraide et d'autres moyens de production conviviaux peuvent être multipliés à cette échelle, avec l'aide de la municipalité qui pourrait jouer un rôle important dans leur consolidation.

Assez étrangement, alors que la décroissance semblait être l'aboutissement d'un processus de transformation sociale, la destination « communiste » d'un programme de transition écosocialiste, elle ne vient pas forcément *après* la conquête du pouvoir d'État. Au contraire, l'action politique municipale et l'amorce de réformes radicales à ce niveau (transports publics gratuits, fiducies foncières communautaires, renforcement de l'économie sociale et solidaire, etc.) pourraient fort bien *précéder* un changement plus général à l'échelle nationale. La décroissance, prenant appui sur le foisonnement des initiatives locales et sur la reconfiguration de la ville, ne représente donc pas un *horizon*, mais une *condition* du changement social. Cela dit, afin de ne pas nous enfermer dans une logique

22 Henri-Dominique Lacordaire, *Du double travail de l'homme*, 52<sup>e</sup> Conférence de Notre-Dame, 16 avril 1848, reproduite dans *Ceuvres du R. P. Henri-Dominique Lacordaire*, tome IV, Paris, Poussielgue frères, 1872, p. 471-495.

de succession temporelle, cherchant à déterminer une fois pour toutes ce qui doit venir avant et après, il s'agit d'engager une action politique pour opérer une transition sur les deux plans simultanément. Cette stratégie de la « double pince », visant à combiner une stratégie écosocialiste « par le haut » et une prise de pouvoir « par le bas », permettra d'éviter les risques de centralisation, d'autant plus qu'il existera des contre-pouvoirs efficaces dans les différentes municipalités qui auront déjà expérimenté des alternatives sociales et économiques et de nouvelles formes de démocratie délibérative, participative et directe.

### **Redéfinir l'économie plurielle**

Pour approfondir cette articulation des échelles nationales et municipales sur le plan économique, il est également utile de se référer aux réflexions d'André Gorz, un pionnier à la fois dans le champ de l'écosocialisme et dans celui de la décroissance<sup>23</sup>. Celui-ci préconise l'instauration d'un revenu de base jumelé au partage équitable du temps de travail afin de libérer du temps pour des activités non marchandes et autonomes dans la sphère associative et conviviale. Il distingue ainsi la sphère hétéronome correspondant à la production institutionnelle nécessaire pour répondre aux besoins de base, puis la sphère autonome où chacun peut créer librement et faire ce qu'il veut. Or, il n'est pas possible ni désirable d'abolir complètement la sphère hétéronome au profit d'une autogestion complète, laquelle obligerait chacun à consacrer beaucoup trop de temps aux activités de subsistance. C'est pourquoi la « planification démocratique » relative à l'État devra veiller à la production du nécessaire en laissant place aux autres secteurs de l'économie pour la production des biens et services facultatifs. Gorz écrit :

Le temps est considéré comme la ressource la plus précieuse et l'économie de la sphère de nécessité aura pour principe directeur d'économiser au mieux le temps de travail afin de maximiser le temps disponible. Elle recherchera donc les moyens les plus efficaces pour assurer une haute productivité ; mais cette recherche n'est pas à confondre avec le productivisme : ce n'est plus la maximisation de la production et du profit qui est le but, mais la maximisation du temps libéré, c'est-à-dire du non-travail et de la non-production. Nul, bien sûr, ne doit être empêché de produire du nécessaire dans son temps disponible, si tel est son bon plaisir. De fait, la substitution partielle de l'autoproduction à la production institutionnelle est d'autant plus probable qu'une politique de libération du temps n'a de sens que si elle rend accessible à tous – dans les quartiers, les communes, les grands immeubles – des ateliers dotés d'une gamme de plus en plus complète d'outils de création, de réparation, de montage et d'autoproduction<sup>24</sup>.

23 Voir André Gorz, *Écologie et politique*, Paris, Galilée, 1975 et André Gorz, *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008.

24 André Gorz, *Les chemins du paradis*, Paris, Galilée, 1983, p. 121.

Cet argument qui met en évidence le fait que le capitalisme ne repose pas sur le *développement*, mais sur la *répression* de l'innovation pourra en surprendre plusieurs, mais il est compatible avec la logique de la décroissance qui cherche à décoloniser l'imaginaire afin de libérer de nouvelles manières de penser, de sentir, de créer et de consommer. De plus, la perspective gorzienne permet de proposer une nouvelle interprétation de l'*économie plurielle*, laquelle est actuellement définie, dans sa version libérale, comme une complémentarité vertueuse entre l'économie privée, publique et coopérative. Cette vision réformiste ne remet aucunement en question le cadre de la logique néolibérale, privilégiant la concertation et la « bonne gouvernance » pour faire reconnaître l'économie sociale et solidaire comme un acteur légitime aux côtés du marché et de l'État. Or, il est possible d'esquisser une conception écosocialiste ou décroissantiste de l'économie plurielle comme modèle alternatif au capitalisme. Gorz précise :

Les activités de chacun se déroulent ainsi sur trois niveaux : 1) le travail macrosocial hétéronome, organisé à l'échelle de la société tout entière et qui en assure le fonctionnement ainsi que la couverture des besoins de base ; 2) les activités microsociales, coopératives, communautaires ou associatives, autoorganisées à l'échelle locale et qui auront un caractère facultatif et volontaire, sauf dans le cas où elles se substituent au travail macrosocial pour couvrir localement des besoins de base ; 3) les activités autonomes correspondant aux projets et désirs personnels des individus, familles et petits groupes. [...] Le va-et-vient entre le travail hétéronome, les activités microsociales facultatives et les activités personnelles autonomes est la garantie de l'équilibre et de la liberté de chacun. La complexité, les indéterminations, les chevauchements maintiennent ouverts les espaces où l'initiative et l'imagination peuvent s'exercer. Ils sont la richesse de la vie<sup>25</sup>.

En conclusion, l'articulation des niveaux de production, de la planification et des activités conviviales devra être le résultat d'une délibération démocratique entre les membres de la communauté locale et nationale. Il s'agit donc d'un choix fondamentalement *politique*, ce qui suppose un espace public de débat entre citoyens et citoyennes, mais aussi entre écosocialistes et décroissants qui devront déterminer l'équilibre délicat entre la production d'infrastructures publiques, la gestion collective des biens communs, ainsi que la « liberté d'entreprendre » qui ne devra jamais être éliminée complètement au profit d'un modèle monolithique, que celui-ci soit au service d'une planification centralisée, des grandes entreprises privées ou d'une frugalité excessive et imposée. Toute la question de l'autolimitation repose sur la réflexion collective et la détermination démocratique de ce qui doit croître et décroître, de la distribution équitable de la production et de l'invention de nouvelles façons de se nourrir, de se loger, de s'habiller, de se déplacer et de s'amuser.

25 *Ibid.*, p. 125-127.

## Sommes-nous toutes et tous des pollueurs aliénés ? La décroissance et la critique du consumérisme

ARNAUD THEURILLAT-CLOUTIER

La décroissance est encore un projet, certains diront une utopie : elle est si radicalement opposée aux tendances autodestructrices de la dissociété<sup>1</sup> capitaliste qu'elle exige un effort d'imagination politique faramineux. Si l'on peut faire le pari que l'utopie possède encore une fonction positive pour les luttes politiques actuelles, il n'en demeure pas moins que le contenu positif de la société postcroissante semble faire face à une hostilité généralisée dans l'opinion publique des sociétés occidentales. Nous nous risquons ici à soutenir que cette hostilité tient pour une bonne part à la critique de la consommation de masse articulée par les tenantEs de la décroissance. Loin d'être un enjeu accessoire, la critique de la consommation a toujours constitué un aspect central du discours des objecteurs de croissance, en témoigne à titre d'illustration la naissance du journal français *La Décroissance* créé à partir du collectif Casseurs de pub. Or, il nous semble que le discours sur le consumérisme souffre de plusieurs défauts d'un point de vue théorique et politique.

Nous nous proposons d'effectuer dans ce texte un rapide tour d'horizon des critiques de la consommation, afin de juger de leurs présupposés et de leurs implications politiques. Comme le suggère le titre de cet article, notre réflexion est guidée par l'hypothèse selon laquelle il serait préférable que les objecteurs de croissance se défassent d'un certain *pathos* qui tend à condamner la consommatrice et le consommateur type comme un « pollueur aliéné ». Dans une société libérale qui exclut par principe tout débat sur la conception de la vie bonne, il est tout à fait normal que la décroissance soit souvent qualifiée d'idéologie « moralisatrice », voire « paternaliste », surtout lorsqu'elle adopte le slogan de Serge Latouche selon lequel il faudrait chercher à « décoloniser

---

1 Voir : Jacques Généreux, *La dissociété*, Paris, Seuil, 2006 ; Michel Freitag, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002 ; Franck Fischbach, *La privation de monde. Temps, espace et capital*, Paris, Vrin, 2011 ; Jean Vioulac, *L'époque de la technique. Marx, Heidegger et l'accomplissement de la métaphysique*, Paris, Presses universitaires de France, 2009.

l'imaginaire ». Tout en refusant l'axiomatique libérale, nous tenterons de démontrer que ce jugement sur le discours de la décroissance (et de la simplicité volontaire) n'est pas tout à fait faux. Notre démarche n'a pas pour but de disqualifier la décroissance, mais bien au contraire de proposer des pistes pour en raffiner le discours et lui assurer une plus grande cohérence et portée politique.

### Capitalisme, surproduction et surconsommation

En tant que machine-à-faire-des-plus (*Plusmacherei*), le capitalisme se définit par une logique systémique à la norme immanente : partir de l'argent pour faire plus d'argent, en passant par le détour de la marchandise, selon la formule marxienne A-M-A'<sup>2</sup>. Il n'a d'autre finalité que sa propre reproduction et extension : il est par essence autoréférentiel et impérialiste. Or, ce « détour par la marchandise » n'est pas sans conséquence, puisqu'il exige une ponction croissante de la nature, à laquelle nous participons aussi puisque, comme le disait Spinoza, nous ne sommes qu'une « partie de la nature<sup>3</sup> ». On aurait ainsi tort de considérer l'extractivisme comme l'activité propre d'un secteur économique particulier (mines, hydrocarbures, etc.) : l'extractivisme décrit le cœur même de la dynamique d'accumulation capitaliste, dans la mesure où cette machine sociale peut se comprendre comme un processus unilatéral qui, de manière toujours accélérée<sup>4</sup>, *extrait* des « ressources humaines et naturelles » de telle sorte qu'il opère une « rupture métabolique<sup>5</sup> » dans les processus lents de renouvellement de la nature et de la vie. Une des contradictions du capitalisme apparaît clairement ici : tandis qu'il a besoin de la vie pour se perpétuer (pas de production de valeur abstraite sans travail vivant), sa logique d'expansion, qui est inhérente à son maintien, tend à détruire les ressources mêmes de cette vie. L'identification de cette contradiction relève d'une critique à la fois normative et fonctionnaliste que partagent tant Marx que les objecteurs de croissance<sup>6</sup> : le capitalisme ou le système productiviste (la croissance), en tant que forme sociale et système économique, est « faux », puisque son non-fonctionnement constitue

2 A-M-A' : Argent-Marchandise-Argent où A' > A à cause de la plus-value. (NdR)

3 Baruch Spinoza, *Ethique*, trad. Bernard Pautrat, Paris, Seuil, 1992, p. 349 (IV, 2).

4 Voir : Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, traduction par Didier Renault, Paris, La Découverte, 2010 ; *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, traduction par Chaumont Thomas, Paris, La Découverte, 2012.

5 Voir les réflexions intéressantes de Foster à propos de Marx et l'écologie : John Bellamy Foster, *Marx écologiste*, traduction par Aurélien Blanchard, Paris, Editions Amsterdam, 2011 ; *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press, 2000.

6 Au sens strict, l'expression « capitalisme productiviste » constitue un pléonasme au regard de l'analyse classique du capitalisme par Marx. Autrement dit, il fait partie de l'essence même du capitalisme d'être alimenté par une logique productiviste en raison de sa constitution par la loi de la valeur abstraite, caractère assurément plus essentiel que la question de la propriété privée des moyens de production. À ce propos, voir : Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale. Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, traduction par Olivier Galtier et Luc Mercier, Paris, Mille et une nuits, 2009.

la loi même de son fonctionnement si, bien sûr, l'on considère que le critère normatif est minimalement celui de la préservation de la vie humaine sur Terre. Les critiques de la croissance résument cette contradiction en affirmant qu'« une croissance infinie est incompatible avec une planète finie<sup>7</sup> ».

Ainsi, il en va du principe même du capitalisme de produire sans fin, de produire sans égard aux limites du besoin, d'avoir pour impératif le *toujours-plus* (plus-de-valeur, plus-de-travail, plus-de-temps, plus-de-produit)<sup>8</sup>. Dès la période de 1880 à 1945<sup>9</sup>, cette surproduction grandissante ne pouvait déjà plus être écoulee sur le marché uniquement par la faible consommation des ouvriers et la consommation des biens de luxe par les classes privilégiées, et devait trouver de nouveaux débouchés. Ce n'est donc pas la demande (de consommation) qui conditionne (unilatéralement) l'offre (de la production), mais bien la production qui détermine, pour l'essentiel, la consommation, comme l'a défendu John Kenneth Galbraith contre les économistes néoclassiques et comme le défendait déjà Marx au XIX<sup>e</sup> siècle :

*Ce n'est pas seulement l'objet de la consommation, mais aussi le mode de consommation qui est [...] produit par la production, et ceci non seulement d'une manière objective, mais aussi subjective. La production crée donc le consommateur. [...] La production ne fournit donc pas seulement un matériau au besoin, elle fournit aussi un besoin à ce matériau<sup>10</sup>.*

Mais ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle qu'on assiste à l'avènement d'une réelle *surconsommation*, soit du phénomène double de marchandisation de biens et services autrefois non marchands (impliquant un détour par le marché et donc par l'argent) et de massification de la consommation des salariéEs. Pour l'entrepreneur Ford, il faut rendre accessible au portefeuille du plus simple ouvrier la voiture qu'il contribue à produire tous les jours. Le régime d'accumulation fordiste multipliera le pouvoir d'achat des salariéEs par trois, voire quatre<sup>11</sup>, assurant l'intégration des ouvriers et des ouvrières au capitalisme non plus seulement à titre de producteurs, mais à titre de consommateurs. La détermination de la consommation par la production revêtira entre autres la forme concrète de la publicité. Les grandes firmes en viennent par ce gouvernement de la demande à planifier dans leurs activités l'écoulement de leurs marchandises, soit par l'assujettissement des besoins à l'extension de

7 Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006, p. 41.

8 Pierre Dardot et Christian Laval, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012, p. 75.

9 Gilles Lipovetsky, *Le bonheur paradoxal. Essai sur la société d'hyperconsommation*, Paris, Gallimard, 2006, p. 26.

10 Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »*, traduction par Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Éditions sociales, 2011, p. 48-49 (nous soulignons).

11 Lipovetsky, *op. cit.*, p. 29.

leur production industrielle, ce que Galbraith a nommé la « filière inversée<sup>12</sup> » (*revised sequence*).

Si nous insistons d'abord sur le productivisme consubstantiel au capitalisme, c'est parce qu'il nous semble primordial de ne pas confondre la surface avec le noyau, le phénomène avec l'essence : la logique de la croissance ne trouve pas son noyau dur dans les désirs tyranniques de « l'individu démocratique » révélés par la surconsommation, elle se loge en premier lieu dans la dynamique du mode de *production* capitaliste, bien qu'on ne puisse exclure absolument le développement de dynamiques propres à la consommation susceptibles d'affecter en retour la production. Bref, toute critique pertinente de la croissance capitaliste nous paraît devoir viser d'abord la sphère de la production et, lorsqu'elle se penche sur la question de la consommation, la comprendre comme un *moment* de la production, plutôt que comme la source ultime du problème. D'un point de vue rhétorique, il nous paraît donc nécessaire d'éviter les formules qui en appellent à « en finir avec la société de consommation<sup>13</sup> », car elles tendent à isoler la question de la consommation de celle de la production, de la même façon qu'elles peuvent mener à une stigmatisation du consommateur et de la consommatrice plutôt que du producteur capitaliste, qui a tout de même une part de responsabilité supérieure dans la destruction de notre monde commun<sup>14</sup>.

### Obsolescence programmée

Ce primat analytique de la production devrait nous mener à diriger nos foudres critiques sur les dispositifs de contrainte qui, *en amont*, déterminent la surconsommation. Si l'on peut aisément reconnaître que, dans les pays occidentaux, nous consommons *trop*, il faut toutefois spécifier qu'il ne s'agit que très peu souvent d'une conséquence de l'exercice de notre libre arbitre. Dans de nombreux cas, un besoin « justifiable » ne peut être satisfait sans une répétition continuelle de l'acte d'achat. « On peut résister à la publicité, refuser de prendre un crédit, mais on est généralement désarmé face à la défaillance technique

12 John Kenneth Galbraith, *Le Nouvel État industriel. Essai sur le système économique américain*, traduction par Maurice Le Nan et J. L. Cremieux-Brilhac, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Gallimard, 1978, p. 259.

13 Titre du chapitre 2 du livre de Paul Ariès, *La décroissance. Un nouveau projet politique*, Villeurbanne, Éditions Golias, 2007, p. 191. Également : Serge Latouche, *Pour sortir de la société de consommation. Voix et voies de la décroissance*, Brignon, Les Liens qui libèrent, 2010.

14 Pour preuve, Paul Ariès en vient à confondre rapport de consommation et rapport de production : « La société croissanciste nous a fait adopter le point de vue du bourgeois : cessons de tous vouloir vivre comme des capitalistes » : Ariès, *op. cit.*, p. 193. Au sens strict, la classe capitaliste ne se définit pas par un mode de vie (la consommation), mais par un rapport social dans la sphère de la production. Comme le disait Marx, les capitalistes sont les « fonctionnaires » du capital, ceux qui intériorisent la norme objective de la machine-à-produire-des-plus.

des produits<sup>15</sup>.» Pour se procurer du matériel informatique, par exemple, extrêmement rares, voire inexistant, sont les cas où nous pouvons nous passer de l'économie marchande, que ce soit en les produisant individuellement (dans le cadre de l'économie vernaculaire du ménage) ou en collectivité organisée sur une base non marchande. Or, l'offre sur le marché, y compris pour de grandes marques dispendieuses, est telle qu'elle *oblige* à racheter souvent du matériel informatique puisque la qualité y est délibérément sabotée dans le but d'accroître le volume de ventes. Le cas de la batterie du *Ipod* qui ne devait pas durer plus de dix-huit mois a notamment été mis au jour en 2003 par un recours collectif aux États-Unis. Dans l'industrie du vêtement, l'exemple paradigmatique des bas de nylon est bien connu<sup>16</sup>. Dans le jargon, on appelle ce sabotage industriel « obsolescence programmée ». L'équation est simple : tandis qu'un seul bas de nylon pourrait être vendu pour un usage normal de plusieurs années, un modèle de bas de nylon produit en série pour une durée de quelques jours permet de vendre bien plus de bas. Des ingénieurs sont ainsi aujourd'hui payés à créer des défauts artificiels pour augmenter les ventes et empêcher toute forme de réparation. Les exemples sont innombrables : machines à laver, réfrigérateurs, séchoirs à linge, postes de télévision, cuisinières, fours, climatiseurs, congélateurs, imprimantes, voitures, grille-pain; aucun produit n'est aujourd'hui à l'abri de cette grande falsification. Rappelant l'exemple du brevet sur les lames de rasoir inusables jamais rendues disponibles par l'industrie, Günther Anders expliquait déjà ce phénomène en 1956 : « la production vit de la mort des produits (qu'il faut toujours racheter); c'est par conséquent pour assurer l'éternité de la vie de la production que chaque exemplaire doit être mortel<sup>17</sup> ».

Dans les faits, cette stratégie commerciale qui passe par le sabotage industriel délibéré exige une situation monopolistique ou oligopolistique (comme le fameux cartel Phoebus sur la limitation de la durée de vie des ampoules), sans quoi la concurrence risquerait d'écraser la corporation qui chercherait à vendre sa camelote. La tendance à la concentration monopolistique des capitaux, dynamique propre à notre système économique, favorise ainsi ce gaspillage monumental. Certes, on pourrait faire valoir que l'obsolescence programmée est néanmoins justifiée, car elle permet de « fournir du travail aux ouvriers qui ne peuvent se résigner à vivre les bras croisés<sup>18</sup> », comme l'ironisait Paul Lafargue. La prospérité de la parenthèse fordiste des trente glorieuses a notamment trouvé sa recette dans ce complexe de surproduction-surconsommation qui a assuré pendant longtemps une situation de quasi-plein emploi. À cela, on répondra

15 Serge Latouche, *Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée*, Paris, Les liens qui libèrent, 2012, p. 34.

16 Voir l'excellent documentaire sur la question : *Prêt à jeter* de Cozima Dannoritzer, 2010.

17 Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, traduction par Christophe David, tome 1, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2002, p. 69.

18 Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*, Paris, Mille et une nuits, 2000, p. 41.

que, outre le désastre écologique entraîné par ce stratagème, l'obsolescence programmée constitue un clair mépris de l'ingéniosité et du savoir-faire de l'humanité, qui pourraient être consacrés à l'amélioration des conditions de vie de la population, et d'abord et avant tout à la réduction du temps de travail.

Nous sommes plutôt convaincus que la question du gaspillage, et plus spécifiquement la question de l'obsolescence programmée, peut constituer le levier nécessaire à la démocratisation de la critique du capitalisme. Le gaspillage de ressources<sup>19</sup>, de temps et de savoir humain (brevets jamais utilisés) qui caractérise notre époque est très facilement considéré comme une irrationalité économique à abattre. Le sentiment de mécontentement face à certains produits qui se consomment avant même d'avoir été pleinement usés, sentiment relativement répandu, devrait être plus souvent mobilisé pour une critique et une action politique anticapitalistes, tandis qu'il est plutôt dirigé vers la lutte pour les droits des consommateurs et des consommatrices ou le respect de certaines normes environnementales. En outre, certaines frustrations se traduisent de nos jours par l'impossibilité de développer des relations d'identification à ses propres objets, identification qui peut avoir une certaine vertu écologique (vouloir conserver le plus longtemps possible une armoire léguée par notre grand-mère). En raison de l'accélération sociale qui nous afflige, nous n'avons guère le temps de baptiser notre ordinateur que nous utilisons tous les jours qu'il faut déjà le remplacer l'année d'après. Cette profonde aliénation du monde, cette perte de résonance<sup>20</sup>, constitue une contradiction sociale réelle qu'il faut nommer et lier à une analyse globale pour en favoriser le dépassement.

Cela étant dit, le caractère proprement individualisant de la consommation, par opposition à la production qui facilite l'émergence d'un sujet politique par le partage d'une expérience d'exploitation<sup>21</sup>, pose un défi à cette perspective politique. Peut-on réellement développer un mouvement porté par une vision politique large à partir d'une expérience généralisée d'insatisfaction individuelle ? Une grève de la consommation peut-elle déboucher sur autre chose que l'exigence de produits de qualité, locaux, équitables et biologiques ? L'expérience reste à faire. En attendant, il ne nous paraît pas inintéressant de politiser l'enjeu de l'obsolescence programmée par le biais de la production plutôt que par celui de la consommation. Dans le journal *La Décroissance*, on retrouve

---

19 Près de la moitié de la nourriture produite chaque année serait gaspillée dans le monde. Zabihyan, Bahador, « Des milliards de tonnes de nourriture aux poubelles », *Le Devoir*, 11 janvier 2013.

20 Rosa, *Aliénation et accélération*, *op. cit.*

21 « L'exploitation par la *dépossession* (de la force de travail), parce qu'elle touche un secteur collectif, celui du travail social, se révèle (à partir d'un certain seuil) solidarisante. Elle mène à une conscience de classe (relative). La *possession* dirigée d'objets et de biens de consommation est, elle, individualisante, désolidarisante, déshistoricisante. » : Jean Baudrillard, *La société de consommation. Ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, 1986, p. 121-122.

dans chaque numéro une section intitulée « le gadget que nous n'achèterons pas ce mois-ci ». On peut aussi légitimement se questionner à savoir pourquoi cette section ne s'intitule pas plutôt « le gadget que nous ne participerons pas à *produire* ce mois-ci », politisant ainsi la sphère de la production plutôt que celle de la consommation. Évidemment, cette production est aujourd'hui délocalisée de telle sorte que les producteurs sont le plus souvent coupés de toute expérience négative de l'obsolescence de leurs produits et les consommateurs déçus sont trop loin des producteurs pour développer avec eux et elles un réel mouvement politique. Néanmoins, il ne serait pas vain de penser à organiser dans nos derniers centres industriels des grèves ouvrières contre la production de marchandises volontairement destinées à la poubelle. Évidemment, cette politisation de la production exigerait des supports institutionnels importants pour assurer la survie et la transition vers d'autres activités des ouvriers et des ouvrières grévistes<sup>22</sup>.

### **La publicité est-elle « totalitaire » ?**

Comme nous l'avons déjà évoqué, la publicité constitue l'autre pendant majeur du complexe capitaliste de production-consommation. Il est possible de distinguer deux types de critiques formulées dans le mouvement de la décroissance. La première insiste sur l'industrie publicitaire elle-même, tandis que la deuxième se concentre sur ses effets sur les consommateurs et les consommatrices.

Il ne fait pas de doute que la publicité constitue une nuisance sociale en elle-même. Dépense estimée à 1000 milliards de dollars par année, elle constituerait le deuxième budget en importance dans le monde après l'armement<sup>23</sup>. Il s'agit encore une fois d'un gaspillage d'énergie humaine et de ressources financières faramineux. En outre, elle est la principale responsable de la pollution visuelle et sonore de nos milieux, en plus de représenter une pollution écologique importante (11 000 tonnes de papier par année seulement pour les circulaires de l'île de Montréal en 2004<sup>24</sup>).

Dans une autre perspective, la publicité serait aussi responsable de la surconsommation des individus (sans compter ses effets normalisants). Véritable entreprise de « lavage de cerveau », la publicité double l'obsolescence programmée d'une obsolescence sociale par des effets de mode et par des promesses déçues.

22 On peut penser notamment à une forme de revenu minimum garanti (ou de dotation inconditionnelle d'autonomie) qui permettrait de refuser un emploi pour des raisons sociopolitiques, mais surtout à des programmes (étatiques ou publiques) de transition écologique qui assureraient la transformation en profondeur de l'économie.

23 Latouche, *Bon pour la casse*, op. cit., p. 25.

24 Conseil régional en environnement de Montréal, *Campagne contre le gaspillage papier en publicité*, 2004, <[www.cremtl.qc.ca/realisation/campagne-contre-gaspillage-papier-en-publicite](http://www.cremtl.qc.ca/realisation/campagne-contre-gaspillage-papier-en-publicite)>.

Mais ce « gouvernement de la demande » a-t-il réellement le pouvoir que les objecteurs de croissance lui attribuent ? La « colonisation de l'imaginaire » est-elle si totalitaire qu'il faudrait considérer toutes les consommatrices et tous les consommateurs comme des aliénés soumis à une compulsion tyrannique ? Dans la foulée de la « théorie critique », il est d'usage de répéter le lieu commun voulant que l'industrie culturelle ait définitivement tué toute possibilité de contestation véritable<sup>25</sup>. Certes, il faut concéder que la publicité possède un certain pouvoir, mais il ne faut pas en exagérer la portée.

Il ne fait pas de doute que la publicité laisse une trace psychique. Encore faut-il en relativiser l'importance : 95 % des messages publicitaires n'atteindraient pas leur cible (par absence de trace, en raison des effets inverses à ceux recherchés ou tout simplement par oubli)<sup>26</sup>. Bien des achats sont réalisés davantage suite au bouche-à-oreille de notre entourage que suite à la persuasion d'une publicité. Il ne faut également pas perdre de vue que les publicitaires et les diffuseurs (télévision, Internet, journaux, etc.) ont tout intérêt à défendre l'efficacité de la publicité pour justifier leurs revenus. La plupart des recherches sur le marketing étant réalisées par des intérêts privés, il paraît aujourd'hui très difficile de déterminer de manière scientifique l'efficacité réelle d'une campagne publicitaire pour le rendement d'une entreprise<sup>27</sup>. De nombreux cas restent toutefois incontestables : Dior aurait vu ses ventes augmenter de 35 % après une campagne agressive de type « porno chic »<sup>28</sup>; l'image de marque de Apple lui assure une situation de quasi-monopole sur le marché de l'électronique. Selon un sondage de la Banque de Montréal (aux accents clairement moralisateurs), 59 % des Canadiens et des Canadiennes avoueraient faire des achats impulsifs, la moitié (52 %) regretteraient leurs achats après coup et 43 % dépenseraient parfois plus qu'ils ne gagnent en un mois<sup>29</sup>. La publicité serait-elle en cause ? Fort probablement. Le phénomène pathologique des acheteuses et des acheteurs compulsifs reste, lui, relativement limité (5 % au Canada<sup>30</sup>).

En premier lieu, il nous paraît important de cesser de traiter la consommatrice ou le consommateur comme un récepteur passif qui n'aurait aucune distance

25 Max Horkheimer et Theodor Wiesengrund Adorno, *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 1974. Joseph Heath et Andrew Potter, *Révolution consommée. Le mythe de la contre-culture*, Paris, Naïve, 2005.

26 Marie Bénilde, *On achète bien les cerveaux. La publicité et les médias*, Paris, Raisons d'agir, 2007, p. 26.

27 *Ibid.*, p. 29.

28 *Ibid.*, p. 38.

29 BMO Banque de Montréal, *Rapport de BMO sur la psychologie des dépenses. Les achats impulsifs sont une habitude coûteuse pour les Canadiens*, 25 septembre 2012, <<https://nouvelles.bmo.com/press-releases/rapport-de-bmo-sur-la-psychologie-des-depenses-l-tsx-bmo-201209250821167002>>.

30 Stéphanie Grammond, « La drogue douce du magasinage », *La Presse*, 23 novembre 2012, <<http://affaires.lapresse.ca/economie/commerce-de-detail/201211/23/01-4597162-la-droque-douce-du-magasinage.php>>.

critique face à la publicité et à ses gestes de consommation. Présumer de l'égalité des intelligences (Rancière) de tout un chacun nous semble un point de départ indispensable pour toute politique écologique qui tient à rester démocrate. Peut-être pouvons-nous émettre l'hypothèse que notre situation historique rend notre jugement critique de plus en plus lâche et notre résistance aux sirènes de la marchandise de plus en plus faible, mais nous ne pouvons imputer cette dépravation (encore à prouver) uniquement à la toute-puissance de la publicité sans prendre nos concitoyennes et nos concitoyens pour des imbéciles facilement manipulables.

Dans un autre ordre d'idées, il est possible que la publicité revête une fonction sociale plus abstraite que la stricte orientation des consommateurs vers un objet singulier, soit celle de légitimer la consommation marchande en elle-même. Cela dit, considérer le recours d'un individu à la consommation marchande plutôt qu'à une forme d'autoproduction sans détour par le marché comme le résultat d'une seule « aliénation mentale » des individus nous paraît encore une fois faire l'impasse sur les raisons structurelles de ce « choix ». Si évidemment, nous devons, pour des raisons écologiques et sociales, réduire la part de l'économie marchande et monétaire pour accroître celle de l'économie vernaculaire (autoproduction et partages locaux), cela ne peut se faire sans des moyens institutionnels (réduction du temps de travail, soutien public à des bibliothèques d'outils, etc.) qui rendront *réellement possible* cette décroissance de la consommation marchande au profit de circuits courts et non marchands. Ces moyens institutionnels nous semblent ainsi devoir prioriser une transformation du marché du travail (et notamment l'abolition de l'obligation de vendre sa force de travail) plutôt qu'une fronde contre les panneaux publicitaires.

### Peut-on jouir de la consommation ?

Un directeur de General Motors aurait déjà avoué prosaïquement que « la clé de la prospérité économique [résidait] dans la création d'un sentiment d'insatisfaction<sup>31</sup> ». Une consommatrice ou un consommateur constamment frustré aurait tendance à consommer bien plus qu'un consommateur satisfait. Le capitalisme procurerait donc une certaine jouissance, sinon on aurait bien de la difficulté à comprendre qu'il puisse encore exister, mais la jouissance absolue promise par les marchandises serait perpétuellement ajournée ou insatisfaite.

La psychanalyse lacanienne historicisée expliquerait ce phénomène comme suit<sup>32</sup>. En raison d'un manque originel créé par le capitalisme (la négation de notre être en commun), nous chercherions la jouissance pleine et indépassable dans une marchandise absolue. Or, notre désir ne pourrait jamais atteindre cette pleine jouissance, puisque le capitalisme reposerait précisément sur la reproduction d'un perpétuel manque-à-jouir. Le sujet serait donc *barré*, car

31 Latouche, *Bon pour la casse*, op. cit., p. 23.

32 Luis de Miranda, *Peut-on jouir du capitalisme ?* Paris, Max Milo, 2009.

il serait inévitablement coupé de la marchandise absolue qui, s'il la possédait, sonnerait l'heure de sa mort psychique<sup>33</sup>. Pourquoi le sujet continue-t-il à consommer s'il est toujours insatisfait ? « C'est précisément parce que l'acte d'achat lui restitue aussi sa liberté de désirer. Et comme sa liberté de désirer le porte vers l'absolu, un impossible effrayant, le sujet replonge vite, non sans mauvaise foi, dans la consommation<sup>34</sup>. » Cette explication a le mérite de conclure que « *le consommateur est moins bête qu'angoissé*. Il se doute que l'objet désiré ne va pas lui apporter le bonheur, mais ce qui lui serait vraiment insupportable, croit-il, ce serait de ne rien désirer, état qu'il associe à la mort et à la disparition<sup>35</sup> ».

Nous évoquons ici la version sophistiquée d'un discours sur la satisfaction « apparente » procurée par la consommation et dénoncée par les objecteurs de croissance. L'explication est, à plusieurs égards, convaincante. Cela dit, elle porte encore le défaut inégalitaire de toute critique de l'idéologie : elle répète, en sourdine : « Pardonnez-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font ». Faut-il disqualifier toute possibilité de satisfaction à travers la consommation et la juger comme un simulacre ou une « pseudo jouissance » (Debord) ? Ce serait se fermer les yeux sur des moments de satisfactions bien réels<sup>36</sup> et avoir la prétention toute messianique d'apporter la lumière aux enchaînés plongés dans l'obscurité de la caverne. Si on en croit Lipovetsky, peu de consommateurs et de consommatrices témoigneraient d'une déception à la suite de l'achat d'un bien durable, puisque, en ayant des attentes limitées, ils ne se feraient pas d'illusion, à savoir que ce bien comblerait la totalité de leur existence<sup>37</sup>. En outre, selon un sondage réalisé en Europe, les individus considèreraient d'abord et avant tout les relations sociales (enfants, couple, famille, amour, etc.) comme composantes essentielles de leur bonheur, bien avant leur satisfaction matérielle par la consommation<sup>38</sup>. Nous ne serions donc pas (encore) rendus à une époque où le bonheur marchand aurait supplanté le plaisir gratuit des rencontres humaines, même si évidemment la consommation marchande reste encore nécessaire à la satisfaction des besoins dits « primaires ».

Malheureusement, il nous semble que la décroissance verse parfois dans un discours moralisateur aux effets délétères, comme en font foi ces deux extraits : « Par simplicité apparente, par mode, puis par réflexe ou par paresse, on achète sans véritable désir ni nécessité, et on rejette sans regret<sup>39</sup> ». « La sobriété est simplement l'opposé de la société de gaspillage, c'est-à-dire d'une société fondée sur la (fausse) jouissance décomplexée, sur la satisfaction du consommateur

33 *Ibid.*, p. 59.

34 *Ibid.*, p. 67.

35 *Ibid.* (nous soulignons).

36 Lipovetsky, *op. cit.*, p. 183.

37 *Ibid.*, p. 182.

38 *Ibid.*, p. 210.

39 Latouche, *Bon pour la casse, op. cit.*, p. 133.

faussement hédoniste<sup>40</sup>. » Fonder la critique sociale sur la distinction du « vrai » et du « faux » (besoins, désirs ou jouissances) nous semble dangereux, d'un point de vue sociologique difficilement défendable<sup>41</sup> et politiquement infécond. Paul Ariès, après avoir sensiblement évolué sur cette question, note à juste titre qu'« on ne change pas le cours des choses en culpabilisant les gens. Ou bien on pense qu'il est possible de faire le bonheur des gens, malgré eux, sans eux, contre eux<sup>42</sup> ». Il est bien sûr pertinent de discriminer collectivement des produits socialement et écologiquement destructeurs de ceux qui répondent à des aspirations légitimes, mais il nous paraît tout aussi clair que la décroissance est vouée à une mort politique certaine si elle continue à défendre une forme d'ascétisme à saveur parfois spiritualiste. Nous faisons ainsi en partie nôtre le projet de Paul Ariès de passer de la critique de la croissance à un projet positif qui embrasse notre dimension d'être de désir :

La grande question du socialisme gourmand est [...] de savoir comment susciter le désir, comment donner à une majorité envie de changer de vie. [...] Croire que tout projet écologique oblige à convaincre les gens de la nécessité de se serrer la ceinture (un peu, beaucoup, à la folie), c'est de ne rien avoir compris ni au socialisme ni au bien-vivre<sup>43</sup>.

Cela dit, la question de la conciliation des nécessaires limitations (morales et écologiques) et du maintien d'un certain pluralisme des formes de vie reste entière. Faire confiance à l'éthique de la discussion démocratique pour fixer les règles d'un vivre ensemble écologiquement soutenable semble tout à fait justifié, mais insuffisant, en particulier au regard de l'urgence de la crise écologique. À l'inverse, défendre une conception forte de la vie bonne en se berçant de nostalgies pour la Cité grecque semble plutôt difficile, en considération de ce que l'histoire a fait de nous.

### **Moins de biens, plus de liens ?**

La solution que les partisans et les partisanes de la décroissance opposent à la société marchande se résume souvent par le slogan « moins de biens, plus de liens ». Autrement dit, pour des raisons sociales et écologiques, il semble plus responsable et prometteur de miser sur l'augmentation de nos puissances d'agir à travers notre tissu social, plutôt que de compter sur l'argent et le marché. On peut comprendre cette proposition politique comme une volonté de généraliser le modèle des bibliothèques publiques ou des buanderies communautaires :

40 Ariès, *op. cit.*, p. 191.

41 Voir la critique de Baudrillard de la distinction entre « vrais » et « faux » besoins et du concept de « gadget » : Baudrillard, *op. cit.*.

42 Paul Ariès, *Le socialisme gourmand. Le bien-vivre : un nouveau projet politique*, Paris, La Découverte, 2013, p. 43.

43 Ariès, *op. cit.*, p. 43-44.

D'une manière générale, l'usage partagé des biens durables est un moyen efficace, pour l'objecteur de croissance, de travailler à mettre en œuvre ses idées. Non seulement le partage permet une plus grande résilience dans la vie courante matérielle des membres de la communauté, mais il contribue à développer les liens interpersonnels essentiels pour affronter collectivement les défis à venir<sup>44</sup>.

Le partage de biens durables plutôt que l'individualisation de l'achat paraît tout à fait à propos pour réduire notre empreinte écologique tout autant que pour rebâtir des espaces communs minés par l'anomie. Néanmoins, il ne faudrait pas faire en sorte que cette reconstitution du social élimine toute forme de rapports sociaux régulés par des moyens abstraits et impersonnels (à travers l'État, les institutions et certaines formes de monnaie) apportés par la modernité, car ceux-ci ont permis une libération individuelle de certains carcans déléteurs de la tradition et de la promiscuité, libération à laquelle la décroissance devrait rester attachée si elle veut rester un projet résolument moderne<sup>45</sup>.

### Conclusion

D'un point de vue positif, nous avons insisté sur la nécessité de recentrer la critique de la croissance capitaliste autour de la question de la production. Cela nous semble justifié tant d'un point de vue théorique que d'un point de vue politique, puisque cela évitera peut-être de tomber trop facilement dans la condamnation morale de la consommation. Cette réorientation nous semble d'autant plus nécessaire que la déception généralisée que provoque notre mode de vie postmoderne avec son lot de dépressions et de stress semble d'abord attribuable aux aliénations et souffrances sociales vécues au travail<sup>46</sup> plutôt qu'à celles venant de la consommation<sup>47</sup>. La liberté et la satisfaction privées du consommateur ou de la consommatrice, toutes relatives certes, mais pourtant pas totalement illusoire, rachètent d'abord la contrainte et l'aliénation du travailleur et de la travailleuse, et, précisément pour cette raison, ne devraient pas être le centre de notre attention critique. Quant à la question de la morale et du développement des liens communautaires, nous sommes conscients que nous apportons bien plus de questions et de problèmes que de solutions précises, mais il nous paraissait malgré cela crucial de les énoncer pour dynamiser un projet politique qui a encore du chemin à faire, bien que non dépourvu d'avenir.

---

44 Latouche, *Bon pour la casse*, *op. cit.*, p. 130.

45 Sur ce point, nous sommes d'accord avec Marx qui critique la liberté moderne non pas au nom d'une nostalgie de l'absorption des individus dans le collectif, mais plutôt au nom d'un libre développement de l'individu qui ne peut être assuré sans la prise en main collective des moyens de production.

46 Laurie Kirouac, *L'individu face au travail-sans-fin. Sociologie de l'épuisement professionnel*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015.

47 Lipovetsky, *op. cit.*, p. 188.

## De la décroissance à la planification démocratique : un programme de recherche

SIMON TREMBLAY-PEPIN

La décroissance est un drôle d'objet conceptuel. Il est fort utile pour attaquer cette croissance qu'on célèbre souvent sans y penser. Le « mot-obus » frappe fort et permet d'ouvrir les yeux. Comme outil critique, il s'agit donc d'un concept pertinent, mais la décroissance contient-elle un projet positif ? Le seul mot nous fait croire que oui, comme il s'agit d'un terme positif<sup>1</sup>. On pourrait alors penser que la décroissance est une proposition claire qui invite à poser certains gestes précis qui permettraient de diminuer la croissance et d'aller vers l'émancipation humaine. Or, la lecture des écrits qui la concernent permet-elle de dégager un tel projet ? Si on y pointe vers plusieurs directions intéressantes, je crois que malheureusement les tenants et les tenantes de la décroissance n'offrent pas une position claire sur ce que pourrait être l'émancipation.

Cette absence de projet clair s'explique peut-être en partie par le mot lui-même. L'accent mis sur la croissance et sur l'invitation à penser son contraire impose une frontière à la pensée. Le couple croissance/décroissance n'incite pas à penser le projet, ni à envisager l'émancipation. J'ai pour ma part besoin d'autres mots pour regarder vers un avenir émancipé que celui qui pose – bien qu'à juste titre – la question de la pertinence de la société de croissance.

Le sujet qui me préoccupe est celui de notre capacité à penser une organisation économique de façon démocratique – au sens fort – tout en respectant les limites biophysiques du monde dont nous avons hérité. Si cette perspective semble intéresser des auteurs comme Serge Latouche ou Paul Ariès, cet intérêt n'a pas été suffisant pour mener à l'élaboration d'une proposition concrète de projet de société émancipée qui respecterait les volontés de la décroissance. Mon propos n'est pas ici de désigner des coupables; j'aimerais plutôt lancer une invitation à ceux et à celles qui, comme moi, ont à cœur les principes généraux défendus par la décroissance : s'investir collectivement dans la formulation d'un projet émancipateur à la fois démocratique et viable.

---

1 On ne parle pas d'anticroissance, mais bien de décroissance. On ne propose pas d'être seulement contre la croissance, mais bien de faire quelque chose : décroître.

En gros, mon objectif est de tracer ici un programme de recherche qui – s’il intéresse – pourrait réunir une diversité de personnes dans un effort commun. Je commencerai par définir ce que je crois être la question centrale, la pièce maîtresse de cette recherche, pour ensuite aborder ce programme dans les principales sous-questions qu’il soulève.

### **La pièce maîtresse : la planification démocratique**

La volonté de « ré-encastrement » de l’économie, si chère à Polanyi, apparaît partout dans les textes de la décroissance; elle est souvent perçue comme clairvoyante bien que critiquée aussi pour son insuffisance. Je vais tenir pour acquis que cette nécessité d’un ré-encastrement est largement partagée. Ce dont on parle moins, du côté de la décroissance comme à gauche en général, c’est de la façon dont on peut justement « ré-encastrenter » l’économie au sein de la société. Car une telle tentative a bien existé dans ce qui s’est appelé la social-démocratie. En utilisant le pouvoir étatique pour intervenir en limitant certaines pratiques tant au niveau social qu’environnemental, la social-démocratie a « encadré » effectivement le marché<sup>2</sup>.

Or, de nombreuses critiques peuvent être formulées à l’endroit de la social-démocratie, et les tenants de la décroissance ne se privent pas de le faire, avec raison. En fait, la contestation de la croissance est particulièrement efficace pour critiquer la social-démocratie. Elle permet de rappeler que l’équilibre politique social-démocrate est précaire et repose sur le partage de la croissance. Or, quand celle-ci est mise en danger – par des crises majeures ou des périodes étendues de marasme – ou quand elle devient elle-même dangereuse en abusant des limites de la planète, le socle sur lequel s’appuyait la social-démocratie se révèle beaucoup plus fragile. Après plus de 30 ans de néolibéralisme et avec la prise de conscience des effets de la croissance sur l’environnement, le retour au pacte fordiste n’est plus envisageable dans les pays occidentaux. Sur quelle industrie lourde à haute valeur ajoutée s’appuierait-il sans détruire l’environnement ou sans être automatiquement mis à mal par la compétition internationale permise par les accords internationaux ? Sur quel mode de taxation se fonderait ce retour alors que le mode d’accumulation des élites a profondément changé et s’appuie sur une économie financière transnationale et des souverainetés de complaisance<sup>3</sup> ?

Si le retour à la social-démocratie n’est ni possible, ni souhaitable, que faire ? Si on ne peut encadrer le marché par l’État, le problème réside peut-être alors dans le marché lui-même comme organisation de la production, de la consommation et de l’allocation. Encore faudrait-il en outre que le capitalisme actuel soit une économie de marché pour dire qu’il faut en sortir. De grands pans de l’économie sont planifiés par des oligopoles ou par des associations entre grandes entreprises

2 On pourrait, cela dit, se demander si cette intervention étatique correspond bel et bien à ce que Polanyi envisageait quand il parlait de ré-encastrement, mais ce n’est pas mon propos ici.

3 Pour reprendre l’expression développée par Alain Deneault.

et l'État. Et une part non négligeable de l'économie d'un pays est organisée à l'extérieur de son territoire national et de ses lois. En effet, se mêlent à l'économie les pressions géopolitiques, l'action des grandes organisations mafieuses et celle des armées nationales ou des groupes armés « privés » – qu'il s'agisse de groupes « terroristes » ou d'agences de mercenaires. Le système économique actuel apparaît très loin de la société de marché qu'envisageait l'économie classique. Les phénomènes économiques centraux ne sont pas l'échange libre, la propriété privée et la concurrence, mais bien l'exploitation, l'appropriation et l'accumulation. Ces trois mots sont le fonds commun du système économique mondial : des États-Unis à la Chine en passant par le Venezuela et la Grèce, nul ne fait exception. C'est sur ces bases qu'il est nécessaire de le comprendre.

Quel est donc l'envers de ce triptyque exploitation-appropriation-accumulation ? En matière d'organisation macro de l'économie, je n'arrive à entrevoir de solution qu'à partir de la notion de planification démocratique<sup>4</sup>. Il est essentiel de trouver une façon à travers laquelle nous pouvons déterminer entre nous ce que nous souhaitons consommer et établir en conséquence la façon de le produire. De le faire par choix et non par automatisme, pour ainsi se permettre de prioriser, de limiter, de prévoir, de penser aux conséquences en commun : pour faire sciemment en somme ce que nous faisons inconsciemment. Pour reprendre les mots de la psychanalyse, il faut donc que notre « ça » économique devienne un « moi ». Filons la métaphore : il est également nécessaire d'éviter de tomber dans le « surmoi » de la planification centralisée où un groupe de planificateurs triés sur le volet impose à l'ensemble de la population ce qui doit être fait. Ce surmoi a démontré ses échecs répétés qui ont conduit à l'effondrement de l'URSS et à la transformation du système économique chinois.

Il faut donc trouver le moyen d'être pleinement conscients de ce que nous voulons faire collectivement et de la meilleure manière d'y arriver, tant dans les milieux de travail que dans notre vie à l'extérieur de ceux-ci. Si on ne souhaite pas que cette seule activité occupe l'ensemble du temps de tout le monde, le défi est de taille. Il est évident qu'il exige une évaluation de nos besoins et de nos désirs et des conséquences de ceux-ci sur le monde qui nous entoure – en matière d'effets sur l'environnement, mais aussi à propos du temps et du type de travail qu'exigent ces besoins ou désirs et sur l'effet qu'induit cette production sur notre société et notre culture. La nécessité de cette évaluation collective transpire dans tous les écrits de la décroissance, mais on n'y explique jamais comment nous pourrions procéder à sa réalisation.

En fait, on procède souvent, du côté de la décroissance, à la valorisation de mesures très précises – circuits courts, énergies renouvelables, agriculture locale et biologique, etc. – qui sont fort louables, mais qui ne s'inscrivent jamais dans

4 Ou participative, ou participaliste, ou tout ce que l'on voudra qui signifie que l'allocation se fait consciemment et « directement » par ceux et celles qui consomment et produisent.

un système cohérent. Dans *Un projet de décroissance*<sup>5</sup>, on trouve probablement le rassemblement le plus cohérent de toutes ces initiatives sous la proposition de la dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA) qui n'est pas sans rappeler les réflexions d'André Gorz sur le revenu minimum et la réduction du temps de travail<sup>6</sup>. La DIA est particulièrement intéressante car elle soulève plusieurs éléments qu'il est nécessaire de penser sous un angle émancipateur : comment distinguer besoins et désirs ? Comment tracer les limites qui permettent de joindre démocratie et écologie ? Comment éviter de tout marchandiser sans s'abstenir de calculer et de partager ? Or, si d'importantes questions y sont bien posées, les réponses, elles, sont pour le moins parcellaires. On veut y réorganiser toute la société, sans jamais aborder de front la question de la production, sauf en proposant la réduction du temps de travail. En effet, la société y est pensée d'abord comme une vaste association de consommateurs-citoyens, jamais du point de vue de notre capacité collective de produire et de transformer le monde. Cela mène à l'idée – néanmoins intéressante – d'une DIA qui propose, en gros, un système de services publics généreux, mais limité à un accès à des biens de base (logement, nourriture, etc.) sans jamais que l'on parle de l'organisation de la production de ces biens. Comment y seront établis les prix ? Comment répartirons-nous les ressources ? Quelle production sera prioritaire ?

En fait, il m'est difficile de trouver meilleur exemple que la DIA pour exprimer ce qui me semble le plus exaspérant dans la pensée de la décroissance. On rassemble une série de belles inspirations, on prétend qu'elles pourraient faire système, mais on n'essaie jamais de recoller les morceaux pour nous expliquer comment ce système fonctionnerait. Le tout avec l'entrain d'un volontarisme candide qui se cache sous des « on a bien sauvé les banques, donc on a l'argent » qui à mon avis soulève plus de problèmes qu'il n'en résout.

Il m'apparaît, pour ma part, que s'il y a bien un projet à développer, il nous faut admettre que les quelques tentatives ou idées que nous avons sont loin d'être suffisantes, et doivent plutôt être considérées comme des pistes de recherche pour justement être en mesure de construire une proposition cohérente. D'où l'idée de suggérer ici quelques éléments que nous devrions approfondir sérieusement si nous voulons un jour organiser démocratiquement l'économie.

### **Autogérer nos milieux de travail**

Il s'agit probablement de la question sur laquelle nous sommes le plus avancés. La pensée et la pratique de l'autogestion sont bien vivantes. Dans à peu près tous les domaines, on trouve des milieux de travail coopératifs et autogérés

5 Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA)*, Montréal, Écosociété, 2014.

6 Enjeux sur lesquels j'ai offert une réflexion dans les *Nouveaux Cahiers du socialisme* : Simon Tremblay-Pepin, « La réduction du temps de travail chez André Gorz : ce qui s'y cache et ce qui s'y révèle », NCS, n° 7, hiver 2012.

qui fonctionnent bien. On rencontre aussi des groupes de recherche et des groupes militants qui approfondissent nos connaissances et font connaître ces modes d'organisation, entre autres en critiquant certaines expériences et certains modèles.

Bien sûr, il y a encore d'importantes avancées à faire, tant sur le plan de la reconnaissance de l'autogestion des milieux de travail que sur l'amélioration de son fonctionnement dans des situations complexes. Il serait grand temps d'ailleurs que la recherche à ce sujet s'approfondisse et se concentre sur les problèmes que vivent les organisations autogérées ; cela permettrait de dépasser la simple promotion de l'autogestion qui est au cœur des publications qu'on voit circuler actuellement. Les pratiques « avancées » d'autogestion – gestion de conflits majeurs, débats sur les variations de rémunération, inégalités dans la répartition des tâches, prise en compte de l'ancienneté, distribution du capital social et de la reconnaissance, etc. – se partagent surtout, pour l'instant, par le bouche à oreille. Si notre objectif est de fonder une organisation économique sur ces pratiques, il semble impératif de se doter d'une recherche approfondie sur l'autogestion « avancée » en milieu de travail. Cela permettrait notamment d'éviter des expériences dans lesquelles « l'autogestion » de grands groupes devient tout simplement de la gestion hiérarchique ordinaire, comme on l'a vu dans plusieurs organisations coopératives.

### **Penser collectivement la consommation**

Si, sur le plan de l'organisation de la production nous disposons de références, de modèles, du côté de la collectivisation de la consommation, le désert est pétrifiant. À ce propos, notre expérience collective se situe entre deux pôles qui n'ont rien à voir avec ce que nécessite la planification démocratique. Le premier, c'est la consommation collective à travers l'État technocratique. Nous consommons collectivement tous les jours, mais nous le faisons à travers des appareils hiérarchiques qui prennent les décisions les plus importantes à nos places. Ainsi, il ne s'agit plus du tout de se demander ce que nous voulons faire ensemble, mais bien d'approuver ou non ce que d'autres font avec « l'argent du gouvernement ». Même si l'on répète sans cesse qu'il s'agit de « notre argent », personne n'y croit vraiment étant donné qu'il n'est pas possible pour la majorité d'entre nous d'interagir un tant soit peu avec ces sommes, sauf quand – pour les plus militants et les plus militantes d'entre nous – vient le temps de bloquer tel ou tel projet particulièrement stupide. La consommation collective est donc un fait objectif quotidien à travers l'État, mais comme la technocratie a main mise sur le processus, l'ensemble de la population en est presque entièrement exclu.

À l'opposé, du côté micro, on retrouve une série d'incitations à la consommation responsable ou de groupes d'achat collectif auxquels il est possible de participer volontairement. Les buts de ces organisations sont de divers ordres : soit économiser, soit effectuer des choix de consommation plus rationnels au niveau social ou écologique, soit, enfin, apprendre à consommer

collectivement. Si ce dernier aspect – qui vise généralement (par paternalisme ?) les personnes en situation de pauvreté – peut contenir des potentialités qui ne sont pas entièrement dénuées d'intérêt, l'ensemble de ces tentatives n'a en fin de compte aucune pertinence dans une démarche vers la planification démocratique. La planification démocratique n'est pas une stratégie individuelle de consommation, elle soulève simplement la question suivante : ce que nous *devons* consommer ensemble, comment nous organisons-nous pour le définir, le choisir et assurer sa réalisation ? Mieux accomplir sa consommation individuelle avec d'autres n'a rien à voir ici.

Le seul cas récent qui pourrait avoir de l'intérêt dans cette optique est celui des tentatives de budget participatif. Malgré leurs évidentes limites, ces projets abordaient une question centrale de la planification démocratique, celle de la consommation collective et de son organisation. Il n'est pas surprenant que malgré leur peu de portée, une alliance naturelle entre les dirigeants politiques et les technocrates se soit formée pour juger ces projets à la fois trop complexes, trop lents et, finalement, trop encombrants pour le bon déroulement des choses.

### **Savoir ce qu'on veut**

C'est enfin sur les moyens de nous comprendre nous-mêmes économiquement que nous sommes le plus pauvres, que tout reste à bâtir. Que peut produire le Québec ? De quoi sa population a-t-elle besoin ? Que devons-nous importer que nous ne pouvons produire ici ? Qu'est-ce qu'il nous faut, en termes concrets, pour remplir les besoins de toute la population ? Quels sont les désirs qui dépassent ces besoins ? Comment peut-on donner priorité à certains désirs sur d'autres ? Ce travail essentiel de réflexion collective n'a non seulement pas été fait, nous n'avons même pas idée des outils qu'il nous faudrait pour le mener à bien collectivement.

Le travail de recherche à accomplir ici peut paraître à juste titre colossal. Cependant, l'existence de données statistiques – très imparfaites du point de vue de nos objectifs, notamment à cause de leur structure fondée sur la monnaie – pourrait contribuer à nous suggérer certaines idées pour définir ce qui a cours en ce moment dans l'économie québécoise en matière de production et de consommation. Un premier coup d'œil pourrait nous permettre de penser un peu plus concrètement ce à quoi correspond en termes matériels concrets notre vie économique actuelle. En parallèle, on pourrait envisager une recherche d'un tout autre type – relevant du lien entre économie, informatique et statistique – pour voir quels outils pourraient nous permettre de générer ces données par la participation active de la population. Comment pourrait-on dire individuellement ce que l'on veut produire et consommer tout en se donnant collectivement le moyen de prioriser les éléments importants sans compter sur la seule expression de la demande par la consommation (même si celle-ci jouerait aussi inévitablement un rôle) ?

### **Allouer les ressources : le nœud du problème**

Une fois abordées toutes ces importantes questions de recherche, le plus gros du travail resterait encore à réaliser. Comment établir ce qui sera produit et ce qui ne le sera pas ? Comment séparer la consommation individuelle de la consommation collective ? Comment tracer la frontière entre désirs et besoins dans l'allocation ? Comment choisir quels désirs prioriser une fois les besoins comblés ? Comment s'assurer de faire fonctionner l'autogestion locale de la production et les décisions collectives de planification ? Comment établir un système de prix qui représente le coût social de production en évitant tout à la fois les problèmes de commensurabilité et les possibilités de réintroduction de la marchandisation ?

Sur toutes ces questions, les travaux importants de Michael Albert, Robin Hahnel et, dans une moindre mesure, Takis Fotopoulos peuvent nous aider. On peut être en accord avec eux sur une planification économique qui se ferait à la base de l'économie : d'un côté par les consommateurs et les consommatrices, de l'autre par les producteurs et les productrices. Cela n'exige pas forcément de longues réunions, une bonne partie du travail peut être accomplie par des annonces individuelles sur ordinateur<sup>7</sup>. Les rencontres sont nécessaires suite à des désaccords ou pour régler des questions plus larges. On peut aussi être inspirés par cette idée de « comité de facilitation » qui fournirait à tous les comités de production et de consommation les informations nécessaires pour prendre des décisions en pleine connaissance de cause. Cependant, il faut aussi admettre que les idées qu'ils avancent ne sont que des pistes bien préliminaires.

Il y a encore beaucoup de recherche et de réflexion à accomplir pour établir un système fonctionnel qui élimine les risques de prise de contrôle d'une technocratie, qui réduit le temps nécessaire de réunion à un seuil acceptable et qui s'occupe de dizaines d'autres failles potentielles. Si, pour ma part, ce travail me semble aussi enthousiasmant que nécessaire, je constate que ce sujet soulève assez peu les passions, pour des raisons qui sont au-delà de ma compréhension. La critique du capitalisme trouve bien plus d'adeptes que le travail nécessaire pour proposer son remplacement, comme si sa seule critique était suffisante pour convaincre d'abattre ce système tous ceux qui sont convaincus qu'ils en dépendent pour leur survie.

### **Décroissance sans planification n'est que perte de temps**

J'en arrive donc à la sévère conclusion que le mouvement pour la décroissance n'offrira rien d'intéressant à la gauche politique s'il n'est pas en mesure de penser une planification démocratique qui se tienne, ne serait-ce qu'à l'échelle locale – mais bien vite on constatera que la pensée micro exige aussi une pensée

<sup>7</sup> L'usage de la technologie devra d'ailleurs être un objet de débat au sein de la société. Il sera nécessaire d'imposer démocratiquement à la fois une direction et une limite à son développement. Il est nécessaire pour cela de se doter de lieux démocratiques plus généraux que ceux auxquels songent Albert et Hahnel par exemple.

macro ! Nul besoin non plus d'établir quelles seront les proverbiales recettes des cuisines socialistes à venir; il s'agit simplement de savoir ce que l'on veut et ce que l'on dit. Fort bien, nous voulons une société qui ne s'accroche pas sur cette idée mortifère de croissance : mais comment ? Plus important encore, pourquoi perdre son temps à le répéter sans cesse, plutôt que de développer une organisation sociale qui permettrait d'atteindre ce but ?

Ces critiques à peine formulées, les réponses traditionnelles furent bien sûr : « Tenter de proposer une organisation pour le monde émancipé, c'est transporter l'aliénation d'aujourd'hui dans le monde de demain »; « Nous pourrions développer ce qu'il y a à faire à mesure que les transformations sociales surviendront »; « On ne fait pas de transformation sociale en rêvant d'un autre monde, mais à cause de la rage que suscite le passé », etc. Je crois que si on adhère à l'idée, généralement admise par ceux et celles qui souhaitent la mise en place d'une société démocratique, que c'est en débattant des idées et des propositions qu'on réussit à les améliorer, toutes ces oppositions deviennent de confortables prétextes pour éviter de penser à des questions embêtantes, à des problèmes impurs, à des idées sales. Car au contraire de ce qu'on croit au départ, penser l'organisation postcapitaliste n'équivaut pas à flotter dans l'abstraction, mais oblige à s'attaquer aux questions concrètes de notre survie qui exigent de s'éloigner de la pureté idéologique si chère à certaines personnes.

Bref, il y a un travail imposant à accomplir pour rendre concrète l'idée de décroissance. Si nous parvenions à faire avancer certaines des questions soulevées ici, je crois que nous serions alors en mesure non seulement de mieux penser la décroissance, mais surtout de mieux convaincre d'autres gens de la pertinence de la nécessaire transformation sociale.

## La décroissance : un mouvement révolutionnaire ?

ANDREU SOLÉ

Cet article se veut moins la réponse à la question qu'il aborde qu'un essai de mise en perspective – anthropologique – des débats induits par cette interrogation. Que le lecteur et la lectrice sachent que c'est de l'extérieur du mouvement, en tant que chercheur, que son auteur s'intéresse à la décroissance.

### Comment aborder les textes qui portent la décroissance ?

La décroissance peut être appréhendée comme un mouvement comprenant quatre composantes : des textes (en particulier ceux jugés fondateurs de ce mouvement), des débats (dans des colloques de chercheurEs ou des réunions publiques), un militantisme (celui des « objecteurs et objectrices de croissance »), des comportements personnels (par exemple, le choix de vivre sobrement en limitant ses besoins<sup>1</sup>). L'étude présentée ici concerne uniquement les textes en question.

Quels sont les textes de référence, ceux que l'on retrouve à l'origine de ce mouvement et qui portent celui-ci ? On peut distinguer : les textes fondateurs, d'autres considérés comme des contributions majeures et ceux (extérieurs au mouvement) qui inspirent celui-ci. C'est ainsi que nous avons concentré notre étude sur les écrits de Nicholas Georgescu-Roegen (textes fondateurs), Paul Ariès, Serge Latouche, Pierre Rabhi (contributions majeures), André Gorz, Ivan Illich (textes inspireurs). Compte tenu de notre interrogation (la décroissance est-elle un mouvement révolutionnaire ?), notre *corpus* de textes inclut du coup, pour moitié, des écrits d'auteurs se proclamant « anticapitalistes » : ceux d'Ariès, Gorz et Latouche. Pourquoi ? Notre hypothèse de départ est que c'est plus particulièrement dans leurs publications que l'éventuelle dimension proprement révolutionnaire de la décroissance devrait se manifester. Bien entendu, ces choix sont discutables.

---

1 C'est la démarche, par exemple, de Pierre Rabhi, écrivain pionnier de l'agriculture biologique.

### Une approche anthropologique des sociétés humaines

Les écrits sur la décroissance que nous avons sélectionnés, nous les avons étudiés à la lumière d'une approche anthropologique des sociétés humaines élaborée dans le cadre de nos travaux de recherche.

L'homme est un animal qui vit en société, affirme déjà Aristote<sup>2</sup>. Cette idée est réaffirmée par Darwin ; soulignons au passage que, comme il soutient que l'évolution a doté l'homme d'« instincts sociaux » qui font de lui l'animal le plus empathique et solidaire à l'égard de ses congénères<sup>3</sup>, il est ridicule d'invoquer sa pensée pour tenter de justifier la mondialisation – c'est-à-dire la mise en concurrence de tous et toutes sur cette planète, la stimulation de l'égoïsme de chacun. Les cas d'enfants sauvages révèlent que nous ne naissons pas humains, hommes ou femmes, que nous devenons des êtres humains en vivant avec d'autres humains – c'est-à-dire dans une société humaine<sup>4</sup>. Poser que l'humain est un animal social, c'est rejeter la distinction individu/société qui continue d'imprégner les sciences humaines.

Il s'agit de distinguer et d'articuler deux plans : d'une part, le fait de vivre en société, lequel est d'ordre biologique (nous sommes des animaux biologiquement constitués pour vivre en société) ; d'autre part, la manière de vivre des humains dans une société donnée, laquelle ne doit rien (ou si peu) à la biologie. L'on est tenté de dire que le premier plan est celui de la nature, du déterminisme biologique ; le second, celui de la culture, de la contingence. C'est sur la fascinante diversité des sociétés – des mondes<sup>5</sup> – inventées par les humains, que nos recherches ont porté.

Qu'est-ce qui tient des humains ensemble, de sorte qu'il y a telle ou telle société ? Nous avançons trois arguments. Le premier repose sur un constat élémentaire : les membres d'une société sont liés par les pratiques, rituels, croyances, connaissances, critères de jugement, interdictions, obligations, etc., qu'ils partagent. Ce sont des *conventions* : ces pratiques, interdictions, valeurs sont totalement arbitraires, mais il est impératif de les faire siennes pour appartenir pleinement à la société que l'on habite. Second argument, ces conventions expriment une conception du temps, de l'espace, de la nature, des relations entre les humains, de la mort, de la vérité, du juste, du beau, etc. – c'est-à-dire *une conception de l'homme*. Posant que toute société humaine se fonde donc sur une conception de l'homme, ce point de vue peut être qualifié d'anthropologique. Troisième argument, une conception de l'homme définit une manière de vivre en société – laquelle est, pour les membres de la société

2 La célèbre expression d'Aristote *zoon politikon* est habituellement traduite par « animal politique ». Des spécialistes de son œuvre expliquent qu'elle signifie « animal qui vit en société ».

3 Charles Darwin, *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, Paris, Syllepse, 1999 [1871].

4 Lucien Malson, *Les enfants sauvages*, Paris, Union générale d'éditions, 1964.

5 Nous employons le mot monde en lieu et place des termes société, civilisation, culture.

considérée, la « bonne » manière de vivre ensemble (« bonne » signifiant normale, juste, nécessaire, désirable, naturelle). Une société peut-elle tenir si ses habitants jugent que leur manière de vivre est absurde, incohérente, détestable ? Bonne manière de vivre renvoyant à bonheur, nous faisons du *bonheur* – défini comme la bonne manière de vivre ensemble – le lien social fondamental propre à l’animal-homme. Et, nous appelons *révolution* un changement de société (violent ou pacifique, jugé positif ou négatif) provoqué par l’invention d’une nouvelle conception de l’homme et du bonheur.

Notre thèse centrale est que la principale singularité de l’animal-homme est son extraordinaire « capacité créatrice de monde » – qu’il doit au développement de son imagination et à la parole<sup>6</sup>.

### **Condamnation de notre manière de vivre et mise en avant de la question du bonheur**

Les textes que nous avons étudiés critiquent tous, avec force, le mode de vie actuel – celui qui règne dans la société dite moderne, développée, capitaliste, démocratique.

Ces écrits soulignent l’insurmontable contradiction entre croissance économique illimitée et ressources naturelles limitées. Ils font ressortir l’irrationalité d’une « rationalité économique » qui génère la création permanente de besoins. Ils dénoncent : l’asservissement des esprits par la notion d’économie, les mirages de la société de consommation, une publicité envahissante et abrutissante, les dégâts humains de la mondialisation, la tyrannie de la finance, les catastrophes humaines provoquées par le réchauffement climatique, la destruction des relations humaines et de la nature par le système économique capitaliste, les effets pervers du développement durable, l’intolérable montée de la misère et des inégalités, la subordination persistante du féminin au masculin, un système politique fondé sur une « farce électorale », la domination de notre monde sur le reste de l’humanité, la croyance dans le progrès.

À ces critiques radicales sont associées des propositions de rupture : arrêter la mondialisation en « relocalisant » l’activité économique, limiter la population mondiale afin de bénéficier tous d’une agriculture « organique », interdire la mode, etc. L’on appelle de ses vœux une société caractérisée, notamment par : un imaginaire humain libéré de l’idée d’économie, « moins de biens, plus de liens », une « vie simple, mais digne », etc.

Pour les différents auteurs étudiés, notre manière de vivre est insensée, désastreuse, anthropophage, sans avenir. Pierre Rabhi, par exemple, explique que « les limites qu’impose – par sa constitution même – la planète Terre rendent irréaliste et absurde le principe de croissance économique infinie »<sup>7</sup>. La question

6 Nous présenterons cette approche anthropologique des sociétés humaines dans un livre, en cours de rédaction, qui sera publié en 2016.

7 Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010, p. 9.

du bonheur est clairement posée par certains auteurs, Latouche notamment : « Disons-le carrément : il faut réduire notre croissance économique, pour y substituer la notion d'une autre culture, du bonheur, du bien-être »<sup>8</sup>. Un mouvement qui condamne, avec autant de vigueur, le mode de vie existant et pose la question du bonheur est-il, pour autant, révolutionnaire ?

### **Une nouvelle conception de l'humain et du bonheur ?**

Notre approche théorique (en particulier, le contenu que nous donnons au mot révolution) appelle la question suivante : les textes de référence étudiés contiennent-ils une conception de l'humain et du bonheur qui, s'opposant à celle propre à la société existante, ouvre la perspective d'une nouvelle société ?

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons eu recours à une démarche d'étude des sociétés humaines fondée sur l'approche anthropologique présentée antérieurement. Cette démarche se focalise sur six dimensions de la conception de l'homme (et du bonheur donc) qui caractérise une société : la conception du temps, de la nature, des relations humaines, de la « réalité fondamentale », de l'« activité fondamentale » et de l'« organisation fondamentale »<sup>9</sup>.

Qu'en est-il des trois premières dimensions ? La conception du temps ? Pour la société moderne, le temps est une flèche orientée – positivement – vers l'avenir ; les auteurs des textes étudiés rejettent la notion de progrès que cette vision du temps suppose. La conception de la nature ? La société existante dissocie humain et nature, pour les humains modernes la nature est une ressource illimitée à leur disposition, leur volonté est de la maîtriser pour satisfaire leurs besoins ; aux antipodes de cette attitude, les auteurs des textes étudiés prônent la recherche d'une relation harmonieuse entre l'humain et la nature. La conception des relations humaines ? Les humains modernes désirent vivre comme des individus, pour eux et elles, la « démocratie » est le système politique le plus enviable, car le plus favorable à l'individu ; insistant sur l'impératif d'entraide et de solidarité, pour les auteurs des textes étudiés, la décroissance s'oppose à l'égoïsme de l'individu et certains rejettent la soi-disant démocratie actuelle – qu'ils tiennent pour une « farce électorale ».

Le fait que – sur les trois dimensions considérées – la vision de l'humain et du bonheur défendue par les différents auteurs des textes étudiés s'oppose, clairement, à celle qui soutient la société existante, suffit-il à répondre que, oui, la décroissance est un mouvement révolutionnaire ?

### **Refus de l'économie, mais perpétuation du travail salarié**

Que fait ressortir la lecture des textes relativement aux quatrième et cinquième dimensions : la « réalité fondamentale » et l'« activité fondamentale » ?

8 Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2006, p. 22.

9 Les dimensions que nous nommons « réalité fondamentale », « activité fondamentale » et « organisation fondamentale » sont des propositions conceptuelles personnelles concernant l'étude des sociétés humaines.

La « réalité fondamentale » inventée par les Aborigènes d'Australie, sur laquelle leur vision de la société tient, est, par exemple, le « Temps du Rêve » – l'époque où des êtres surnaturels, les « Êtres du Rêve », « rêvèrent » (créèrent) tout ce qui existe et transmirent aux hommes la Loi – c'est-à-dire les conventions nécessaires à la bonne manière de vivre ensemble. Quelle est la « réalité fondamentale » inhérente à notre société ? Un ensemble de conventions que nous appelons « réalité économique ». Que sont les dettes des pays dont il est tant question ces temps-ci, sinon une convention que tous les gouvernements s'acharnent à présenter comme une réalité qui s'impose à tous et à toutes ? Ne s'emploient-ils pas à nous convaincre qu'il faut être irréalistes, fous, pour ne pas vouloir les rembourser ? Les conventions qui constituent « la réalité économique » procèdent d'une vision de l'humain qui stipule que celui-ci est confronté au problème de la rareté des ressources ; cela, d'autant plus que – comme être de besoins – c'est dans sa nature de se créer, constamment, de nouveaux besoins et de chercher à les satisfaire.

Concernant la « réalité économique », l'on constate une différence majeure parmi les textes étudiés. Les auteurs anticapitalistes rejettent avec force la croyance que cette soi-disant réalité s'impose aux humains. L'économie est une idéologie, une création de l'imagination, explique Latouche ; pour nous libérer du « totalitarisme économique » ambiant, de l'« économicisation du monde », nous devons « décoloniser notre imaginaire », insiste-t-il<sup>10</sup>. Pour Ariès également, la décroissance suppose cette démarche de « décolonisation des esprits ». Ces auteurs pointent-ils une « réalité fondamentale » différente, sur laquelle bâtir une nouvelle société ? Oui, semble-t-il : pour eux, cette nouvelle « réalité fondamentale » mettra l'accent, au contraire de l'économie, sur l'entraide et la solidarité entre les humains – d'où, notamment, le slogan « moins de biens plus de liens ». Comme tous les auteurs qui prônent la décroissance, Ariès refuse la vision de l'homme comme être de besoins, rejette la définition du bonheur (associée à l'idée d'économie) comme satisfaction de tous ses besoins : « La décroissance ne signifie pas [...] une régression du bien-être. La plupart des sages considèrent que le bonheur se réalisait dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins »<sup>11</sup>.

La relation entre « réalité fondamentale » et « activité fondamentale », on le sait, est forte. Quelle est l'« activité fondamentale » propre à la société des Aborigènes ? L'ensemble des activités (chants, danses, dessins, etc.) consiste à honorer et remercier les « Êtres du Rêve », à perpétuer d'une certaine manière leurs actes créateurs. Quelle est l'« activité fondamentale » spécifique à notre société ? Le travail, plus précisément le travail salarié. Peuplée essentiellement de salariéEs, notre société ne tient-elle pas, pour beaucoup, sur la relation travail-bonheur ? Au sein de ce monde, le réflexe n'est-il pas de juger normal,

10 Serge Latouche, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.

11 Paul Ariès, *Survivre au développement*, Paris, Mille et une nuits, 2004, p. 94.

nécessaire, voire naturel (lorsqu'on a l'âge de travailler) de se lever le matin pour aller travailler ou pour chercher du travail ?

Sur cette dimension également, les auteurs anticapitalistes se distinguent. Ils critiquent fortement le salariat. Pour Ariès et Latouche, il faut réduire considérablement la durée de travail. Mais, ils n'appellent pas à l'abolition du salariat, pourtant une composante essentielle du capitalisme (y compris de leur point de vue). Ils reprennent à leur compte l'analyse de Gorz, laquelle peut être résumée (avec ses mots à lui) ainsi : « une nouvelle utopie est aujourd'hui nécessaire, celle du temps libéré » ; grâce à l'instauration d'un « revenu garanti » pour tous et toutes, on limite le « temps de travail contraint » (le travail salarié que nous connaissons) afin d'augmenter « le temps libre nécessaire au libre épanouissement des individus »<sup>12</sup>.

Si l'on peut estimer que le refus de la « réalité économique » concourt, indéniablement, à ouvrir la perspective d'une nouvelle conception de l'humain et du bonheur et donc d'une nouvelle société, le maintien du travail salarié (même limité en durée) ne contribue-t-il pas à perpétuer une dimension fondamentale de la vie de la plupart des habitants et des habitantes de la société existante ?

### Une confusion majeure

Nous en arrivons à la sixième et dernière dimension sur laquelle notre démarche se concentre : la conception de l'« organisation fondamentale ».

Nous proposons de penser toute société comme une organisation composée d'organisations – des familles, des villages, des clans, des villes, une caste sacerdotale, une armée, un gouvernement, une administration, des écoles, des entreprises, des « communautés religieuses », etc. – et d'appréhender toute organisation comme un ensemble singulier de relations entre humains<sup>13</sup>. Dans une société, l'une des organisations qui la composent a un rôle et un statut prépondérants : cette organisation, nous la qualifions de fondamentale. Nous parlons également de « force organisatrice ». Quelle est la force organisatrice de la société médiévale européenne ? L'Église catholique, d'où l'expression « Église-monde » que nous avons forgée afin de souligner qu'il s'agit d'un monde organisé, essentiellement, par et pour l'Église.

Quelle est l'organisation fondamentale de la société existante, la force organisatrice de notre monde ? La réponse des auteurs anticapitalistes (Ariès, Gorz, Latouche) figure dans le mot qu'ils collent sur ce monde : capitalisme. Associant capitalisme à économie de marché, pour eux la force organisatrice est le marché. De notre point de vue, c'est confondre marché et entreprise.

Créée par le vocabulaire, les raisonnements et les images des économistes, cette confusion est reprise par les dirigeantes, les dirigeants et les cadres des

12 André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Paris, Galilée, 1988, p. 130.

13 Cette approche organisationnelle des sociétés est différente de celle défendue par Ivan Illich qui repose sur le concept d'« institution ».

entreprises, les journalistes, les enseignantes et les enseignants dans les formations au management, mais également par la plupart des sociologues<sup>14</sup>. Par exemple, quand les uns et les autres parlent du « marché automobile chinois » ou de la « progression de Boeing de 12 % sur le marché européen », que désigne le mot marché ? Le nombre de clients et de clientes ou le chiffre d'affaires (constaté ou potentiel) d'entreprises ?

Une lecture attentive permet de remarquer que – lorsqu'ils utilisent les mots capitalisme et marché – les auteurs anticapitalistes parlent, presque toujours, des entreprises en fait. Par exemple, Ariès dénonce le « tout marché » qu'est devenue, selon lui, cette société en insistant notamment sur la « course au profit » : cette course n'est-elle pas inhérente et spécifique à l'entreprise ? Alors qu'il tient la société existante, également, pour une « société de marché », Latouche écrit : « Le mot d'ordre de décroissance a ainsi surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche de profit par les détenteurs du capital et dont les conséquences sont désastreuses pour l'environnement »<sup>15</sup>. Les expressions « recherche de profit » et « détenteurs du capital » ne renvoient-elles pas à l'entreprise ?

Le fait est que les auteurs anticapitalistes étudiés entretiennent la confusion marché-entreprise.

### **Le point aveugle du mouvement de la décroissance**

Afin de sortir de cette confusion (dont les implications, pour le mouvement de la décroissance, nous paraissent essentielles), nous proposons de revenir au sens initial du mot marché et d'adopter une perspective historique – ces deux choix étant complémentaires.

Au XI<sup>e</sup> siècle, l'Europe se couvre de marchés, notent des médiévistes. Ils appellent marché un lieu – la « place du marché », notamment – dans lequel s'échangent des marchandises. Qu'est-ce qu'un marché ? Encore observable de nos jours, « sur un marché » dans un pays dit « pauvre »<sup>16</sup>, cette organisation présente, entre autres, les caractéristiques suivantes : la zone géographique couverte par les échanges est restreinte ; les quantités échangées sont réduites ; les échanges se font grâce à une monnaie ; les prix de vente sont « libres » ; les relations entre acheteurs et vendeurs, parmi les acheteurs et au sein des vendeurs, sont directes (face à face) et équilibrées (aucun acheteur ne domine les autres acheteurs, ni aucun vendeur les autres vendeurs). Le marché est un

14 L'histoire de cette confusion – en marche déjà dans la *Richesse des nations* (1776) d'Adam Smith – et de sa diffusion dans la société reste à écrire.

15 Latouche, *Le pari de la décroissance*, op. cit., p. 17.

16 Dans notre société actuelle, les marchés – qui se tiennent sur les places de marché des villages ou sous une halle dans les villes – correspondent moins à ce que nous appelons marché.

type de relations entre humains qui n'est ni spontané ni naturel (inhérent à une supposée nature humaine). C'est une invention dans l'histoire humaine<sup>17</sup>.

Aux alentours du XIII<sup>e</sup> siècle, l'Europe connaît un autre changement majeur remarqué des médiévistes : l'émergence du capitalisme – mot par lequel ils désignent un système économique et social à base d'entreprises. Dès le XV<sup>e</sup> siècle, de grandes entreprises internationales apparaissent sur ce continent, note notamment Fernand Braudel. Le capitalisme ce n'est pas le marché, c'est l'entreprise – la grande entreprise surtout, explique l'historien. Pour lui, capitalisme implique : aire multinationale d'échanges, monopole de droit ou de fait, calculs et spéculations, rapports de force, manipulation des prix<sup>18</sup>.

Quelle est la force organisatrice de notre monde ? Considérons nos vêtements et parures (pantalons, chemises, jupes, bijoux, etc.), notre nourriture (la viande que nous mangeons, le vin que nous dégustons), nos habitations (les maisons et appartements, les bâtiments dans lesquels nous travaillons), nos moyens de transport (voiture, autobus, tramway, train, avion, bateau), nos ordinateurs, nos téléphones portables, les films qui nous font rêver ou pleurer, nos voyages de vacances. Qui invente, fabrique et diffuse ces biens et services – ces marchandises ? Des entreprises, pour l'essentiel. En témoigne le développement des « services à la personne » notamment, les entreprises prennent en charge toujours plus d'activités et de relations dans cette société. Par ailleurs, que signifie l'insistance des politiciens et des politiciennes à lier le sort du pays à la compétitivité, la profitabilité, des entreprises ? Que signifie l'image, tant de fois vue à la télévision, de présidents et de premiers ministres emmenant avec eux et elles des patrons d'entreprise lors de leurs déplacements à l'étranger ? Le temps personnel de la plupart d'entre nous n'est-il pas largement soumis à celui de l'entreprise ? Crainte d'un licenciement collectif, humiliations subies de la part de son supérieur, espoir d'obtenir un emploi, satisfaction d'être promu : les préoccupations, peurs, espoirs, rêves de beaucoup d'entre nous ne sont-ils pas imprégnés, dans une large mesure, par les entreprises ? Et l'entreprise est devenue le modèle d'organisation de toutes les activités humaines : les hôpitaux publics, les mairies, les universités, les associations caritatives doivent s'organiser comme des entreprises, utiliser les méthodes de celles-ci (contrôle de gestion, marketing, etc.), instaurer les pratiques et utiliser la rhétorique de celles-ci (*management*, *manager*, performance, « management par les valeurs », etc.). Au cours de ces trente dernières années, nous avons vu l'entreprise s'étendre sur une bonne partie de la planète : le mur de Berlin tomba, Coca Cola arriva à Moscou ; en inventant le « capitalisme rouge », les dirigeants du Parti communiste chinois firent basculer leur pays dans l'« économie d'entreprise ». L'entreprise est une organisation totalitaire.

17 Nous n'abordons pas ici les débats concernant les origines historiques du marché.

18 Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, 3 tomes, Paris, Armand Colin, 1979.

Des hommes l'inventèrent pour produire et échanger les marchandises (biens, services) nécessaires à leur mode de vie<sup>19</sup>. Une entreprise, c'est de l'argent (appelé capital ou investissement) chargé de produire plus d'argent ; le surplus recherché est le profit (on parle de « création de valeur », aujourd'hui). L'entreprise, c'est la propriété privée des moyens de production et d'échange, ses propriétaires sont les détenteurs de son capital. L'entreprise, c'est du travail salarié : ce sont des salariéEs qui conçoivent, produisent et vendent les marchandises en question. Une entreprise est, elle-même, une marchandise : par exemple, une clinique privée est achetable et vendable ; si ce n'est pas le cas d'un hôpital public, c'est parce qu'il n'est pas une propriété privée, une marchandise donc. Nous avons affaire à une dynamique de « destruction créatrice », souligne Joseph Schumpeter<sup>20</sup> : mouvement permanent d'innovation, les entreprises créent de nouveaux biens et services et en suppriment d'autres. Pensons à nos ordinateurs et téléphones portables : l'entreprise est un processus permanent de création de besoins.

Ce tableau peut être développé et affiné, le risque étant d'oublier que (comme toute organisation humaine) l'entreprise est d'abord un système de relations entre des humains. D'où l'importance des travaux de Ronald Coase (prix « Nobel » d'économie 1981). Dans son article de 1937, intitulé « La nature de la firme »<sup>21</sup>, il insiste sur la nécessité de distinguer marché et entreprise. L'économie moderne peut être organisée en marchés ou entreprises, ces deux organisations sont concurrentes explique-t-il. Lire cet économiste aide à comprendre que nous vivons dans une économie, non pas de marché, mais d'entreprise. Quelle est la principale différence entre ces deux organisations ? L'entreprise implique une hiérarchie – une relation maître/serviteur (*master/servant*), le maître étant le propriétaire de l'entreprise, le serviteur le salarié. Cette hiérarchie est absente du marché, note Coase.

Résumons. La force organisatrice de notre monde n'est pas le marché, c'est l'entreprise. Comment nous dégager de la confusion marché-entreprise et éviter l'ambiguïté du mot capitalisme (utilisé pour désigner, le plus souvent, une économie de marché, mais, parfois, un système économique à base d'entreprises) ? Nous proposons d'appeler ce monde l'« entreprise-monde » afin de mettre l'accent sur le fait qu'il est essentiellement organisé par et pour les

19 L'entreprise est une invention plus ancienne que ce que l'on croit généralement : nos recherches ont débouché sur l'hypothèse que cette organisation émerge, en Europe, entre le XI<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle.

20 Comme l'historien Fernand Braudel, l'économiste Joseph Schumpeter associe capitalisme à entreprise : voir Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951.

21 Ronald Coase, *L'entreprise, le marché et le droit*, Paris, Éditions d'Organisation, 2005.

entreprises. Qu'est-ce que la « mondialisation » ? L'« entreprisation du monde », une manière de dire que l'entreprise s'empare de l'humanité<sup>22</sup>.

Selon notre approche, le constat le plus marquant qui se dégage de l'analyse des textes des auteurs anticapitalistes étudiés est une absence – celle de l'entreprise. L'organisation qui tient ce monde est leur point aveugle. Mais, ils ne sont pas les seuls à ne pas la « voir ». Dans les textes d'Ivan Illich, on trouve des commentaires critiques à l'égard de « l'organisation capitaliste de l'économie », mais pas le mot « entreprise » ; il étudie la crise de l'Église catholique en cours, mais ne « voit » pas l'entreprise<sup>23</sup>. Georgescu-Roegen se rend-il compte que – l'entreprise étant un processus de création de besoins – sa proposition de supprimer la mode<sup>24</sup> remet en cause l'existence même de cette organisation ? Non, car lui, non plus, ne « voit » pas l'entreprise.

### **La décroissance est-elle compatible avec l'entreprise ?**

Dans tous les textes étudiés, décroissance veut dire arrêt du processus de création sans fin de besoins ; l'entreprise est une formidable « machine » à créer des besoins. La décroissance implique l'« a-croissance » ; l'entreprise est une organisation qui suppose une croissance économique continue (tous les gouvernements actuels des pays soi-disant modernes et développés n'expliquent-ils pas que la seule solution pour sortir de l'actuelle « crise » est la croissance et que l'unique manière de favoriser celle-ci est d'aider les entreprises à être davantage « compétitives » ?). Pour les auteurs anticapitalistes notamment, décroissance implique une « vraie démocratie » ; l'entreprise est une organisation antidémocratique : le droit du travail stipule que les salariéEs sont soumis à un « devoir de subordination » à l'égard de la hiérarchie – qu'ils ne sont pas des citoyens et des citoyennes, par conséquent. Pour tous les auteurs de référence, décroissance veut dire refus de la société de consommation ; n'est-ce pas l'entreprise qui secrète cette société, qui la répand sur la planète ? Pour les auteurs anticapitalistes, la décroissance doit être la libération de l'imaginaire humain de la notion d'économie ; l'entreprise n'est-elle pas le support essentiel de la « réalité économique » ? Ces mêmes auteurs insistent sur la nécessité de privilégier la notion de « commun » ; l'entreprise n'est-elle pas, au contraire, une propriété privée ? À la décroissance, les textes de référence associent, encore, le mot convivialité (emprunté à Illich) ; l'entreprise n'est-elle pas une « servitude volontaire » pour les salariéEs ?

22 Andreu Solé, « L'entreprisation du monde », dans Jacques Chaize et Félix Torres (dir.), *Repenser l'entreprise*, Paris, Editions le Cherche midi, 2008 ; Andreu Solé, « Prolégomènes à une histoire des peurs humaines », dans Jérôme Meric, Yvon Pesqueux et Andreu Solé (dir.), *La « société du risque » : analyse et critique*, Paris, Economica, 2009.

23 Ivan Illich, *Cœuvres complètes volume 1*, Paris, Arthème Fayard, 2004.

24 Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance*, Paris, Editions Ellébore -Sang de la terre, 2006.

Décroissance et entreprise s'avèrent totalement incompatibles, mais les auteurs des textes étudiés ne peuvent pas s'en rendre compte. Et pour cause : ils ne « voient » pas l'entreprise.

### **Un mouvement trop prisonnier du monde existant**

Notre étude infirme l'hypothèse selon laquelle les auteurs anticapitalistes défendent, au sein du mouvement de la décroissance, un point de vue révolutionnaire. Et, finalement, notre réponse à la question générale « La décroissance est-elle un mouvement révolutionnaire ? » est négative. Pourquoi ? Parce qu'il y a incompatibilité entre décroissance et entreprise. D'après notre approche, ce mouvement serait révolutionnaire – il ouvrirait la perspective d'une nouvelle société – s'il portait une conception de l'humain et du bonheur qui invitait à se libérer, avec autant de détermination, de l'entreprise et du salariat que de l'économie. Vouloir, aujourd'hui, se libérer de l'économie sans « voir » l'entreprise et par conséquent la relation économie-entreprise, c'est comme si au Moyen Âge on avait voulu se libérer de la religion sans « voir » l'Église et donc la relation religion-Église.

Peut-on se libérer de ce que l'on ne « voit » pas ? Étant donné le *corpus* limité de textes que nous avons explorés, notre étude ne permet pas de conclure que l'entreprise est un point aveugle pour toutes et tous les penseurs, chercheurs et militants qui en appellent à la décroissance. Par exemple, Yves-Marie Abraham – professeur à HEC Montréal, chercheur-militant « décroissanciste » engagé dans une démarche anticapitaliste – « voit » bien l'entreprise, lui ; et, dans ses publications, il pose clairement le problème que constitue cette organisation : « Devenue l'organisation dominante dans nos sociétés, l'entreprise constitue dans son principe même une menace pour la dignité de la personne, dans la mesure où elle est fondée sur l'instrumentalisation des êtres humains »<sup>25</sup>. Pour Abraham, à la différence des auteurs anticapitalistes étudiés (Ariès, Latouche, Gorz), la condition de la société de la décroissance est l'abolition de l'entreprise et, au-delà, du salariat.

Quelle pourrait être l'organisation fondamentale, la force organisatrice, d'une société de décroissance ? Nous nous limiterons à pointer un paradoxe. Condamnant le capitalisme et associant capitalisme à marché, les auteurs anticapitalistes rejettent avec force le marché. La « relocalisation » des activités de production et d'échange qu'ils prônent n'appelle-t-elle pas, pourtant, une organisation qui s'apparente, dans une large mesure, au marché *stricto sensu* ?

Constater que la décroissance n'est pas, à l'heure actuelle, un mouvement révolutionnaire, ce n'est pas exclure qu'elle le devienne. Faut-il rappeler que l'histoire humaine est toujours ouverte ?

25 Yves-Marie Abraham, « Réviser les droits de l'homme pour protéger l'humanité », *Ethique publique*, vol. 16, n° 2, 2014.

# La décroissance n'est pas une réalité virtuelle

MAUDE PRUD'HOMME

Il est commun de considérer le pour et le contre comme des catégories distinctes. La construction d'alternatives s'inscrirait dans le camp des pour, plus sympathique : du bon bord. Le contre, c'est plus compliqué, mais généralement on reproche facilement aux opposantes et aux opposants d'être inappropriés dans leurs démarches en terrain terriblement hostile. Ces pôles sont pourtant plus complexes à identifier dans la réalité, et les perspectives de décroissance qui s'incarneront dans le réel doivent en prendre acte.

Originaire<sup>1</sup> des milieux écologistes radicaux, j'ai fréquenté avec curiosité des mouvements de gauche : des milieux féministes, écologistes divers, ouvriers, étudiants. Je m'en suis nourrie, inspirée, mais j'y ai souvent ressenti un malaise à voir la croissance, le salariat, la propriété privée, l'individualisme finement dénoncés dans le discours, mais presque toujours subis néanmoins concrètement, voire reproduits. Les caractéristiques des systèmes d'oppression que nous souhaitons combattre ou dont on veut s'extirper tissent malgré tout le quotidien des militantes et des militants, avec le temps que ça implique pour y obéir. J'éprouve de la peine et de la colère à voir des amiEs subir des humiliations et des attaques réelles à leur dignité et à leur santé jour après jour. Les dispositifs d'exploitation, destructeurs, policés et oppressants sont totalitaires à un tel point que leur absence constitue une exception, un « exotisme », un havre qui donne le souffle pour endurer le reste et parfois pour le combattre. Ça peut être un collectif de réparation de vélo, un club de lecture radical, un groupe d'affinités informel fondé sur le respect et l'entraide. Ces initiatives sont magnifiques et nécessaires. Le reste de nos vies est dilapidé, gaspillé pour payer des hypothèques (souvent celle des autres). Dans ce contexte, et vu les contraintes quotidiennes de la plupart des gens, je comprends très bien les luttes pour l'obtention de meilleures conditions pour la vie de chaque jour. Disposer de plus de dignité,

---

1 Celles et ceux qui me connaissent savent que, bien que curieuse, je n'ai point emprunté de parcours universitaires. Aussi, veuillez en tenir compte à la lecture de ce texte enraciné dans l'expérience et les échanges généreux et qui n'engage ici que moi.

c'est toujours mieux, surtout en cette ère d'attaques austères. Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé, alors autant leur reprendre ce que l'on peut ! Certes...

Cependant, et cela étant reconnu, plusieurs ont toujours envie de tenter l'aventure de « la rupture » (rompre avec ce vilain monde). Ce n'est pas la première fois, et plusieurs peuples maintiennent de leur mieux ces aspirations de rupture d'avec la civilisation dominante. La traduction de cet élan en mouvement, à la fois de désertion et d'invitation à se réinventer-réapproprier la vie, se poursuit et se renouvelle dans quelques projets par les temps qui courent.

Je partage ce genre de démarche teintée d'un esprit de préfiguration, d'expérimentation. Nous choisissons en effet de cultiver les ruptures à travers la construction d'une autonomie, d'une résilience collective nécessaires pour des transformations profondes qui changent déjà les réalités concrètes, des flux alimentaires à la chimie des océans. Nous choisissons de cultiver ces ruptures dans une perspective de partage. Nous ne croyons pas que les élites se soucieront de notre sort dans les tempêtes : c'est un phénomène inconnu de l'histoire des civilisations.

Face à la possibilité réelle de rareté d'éléments fondamentaux, comme l'eau, on comprend les réactions comme le survivalisme qui incite à se doter de réserves personnelles ou familiales. La dimension collective de la simplicité volontaire que constitue à bien des égards la décroissance a le mérite de faire de la démarche un projet social et économique plus collectif, voire de s'opposer au capitalisme.

Ceci dit, le processus d'émergence d'une société écologique, juste et solidaire est long. Les processus, on le sait, ne sont pas linéaires et nous avons acquis de mauvais plis. Les habitudes liées aux privilèges sont bien ancrées. Les transformations de l'organisation sociale, économique et technologique sont désorientantes, surtout au début, alors qu'il faut apprivoiser de nouveaux repères et qu'il faut admettre qu'on porte en nous beaucoup de ce que l'on voudrait voir disparaître. Le ménage intérieur s'impose : du colonialisme au patriarcat en passant par le capacitisme<sup>2</sup>, le racisme, jusqu'au petit « je m'en fous-isme » quotidien. Le partage, par exemple, représente un grand défi pour des personnes issues de générations fondées sur l'individualisme. En fait, l'entraide est une clé de la décroissance conviviale et cela exige de croire que les autres aussi adopteront cette posture. La construction d'un rapport de confiance est l'un des plus grands défis de l'action collective. Une solide confiance collective est une clé pour de nombreuses initiatives, outre la construction de collectivités. Elle est une clé pour tout projet audacieux d'envergure, et elle exige moult remodelages de nos comportements. Elle suppose des erreurs, elle exige des reprises, de la vulnérabilité, de la persistance. Elle est préalable à certaines expériences, je crois, mais elle ne se construit que dans l'action malgré tout... Bref, faire de nous des êtres capables d'incarner leurs idéaux implique un grand travail sur soi, et une

---

2 Discrimination basée sur les limites physiques des individus.

certaine humilité nous force à admettre que cela exige un certain temps. Nous reviendrons à cette question décisive du temps.

Nous sommes donc effectivement engagés dans la construction d'un prototype de résilience capable de nourrir des imaginaires culturels, alimentaires, politiques, sociaux, énergétiques et architecturaux. Si nous évoquons la décroissance comme mode de vie souhaitable, c'est par souci de parvenir à une richesse authentique, enracinée dans des relations respectueuses du monde auquel nous appartenons. Cette richesse d'expérience fait appel à la capacité de gratitude, à la volonté de partage, mais exige aussi la mise sur pied de certaines infrastructures permettant de remplir les besoins culturels et physiologiques des individus impliqués dans ces transformations. Ces pratiques et ces infrastructures ont besoin de croître... et cela n'est pas désigné par le simple mot décroissance. Ce n'est pas dramatique, mais c'est agaçant. Je suis d'avis que le mouvement de décroissance pourrait jouer un rôle plus éclairant en s'écartant un peu de la doctrine du *moins* pour aborder de front les enjeux liés aux infrastructures et aux pratiques nécessaires à des vies dignes et solidaires. Par exemple, il faudrait plus de serres, plus de transport collectif, plus d'échanges non matériels, plus de formes économiques non capitalistes. Combien exactement ? Mobilisant quel matériau ? Qui pourrait procéder à la mise en œuvre et comment ?

Il est somme toute impératif d'être en mesure d'émettre des propositions solides à cet égard, qui ne soient pas issues du capitalisme vert, mais d'une éthique beaucoup plus solidaire et mûrie au sein des milieux de la transition, mais aussi d'autres mouvements sociaux, et enracinées dans les réalités locales (climatiques, géographiques, historiques, etc.). C'est essentiel pour inspirer un changement de cap, et la défense des conditions de vie sur le terrain laisse malheureusement moins de temps à la fine élaboration de telles perspectives, bien qu'elle démontre leur pertinence sur le terrain.

Ce qui nous amène à un aspect plus fondamental : toutes ces propositions de transition présentent des éléments communs. Prenons un exemple : l'eau potable. De ce côté, ça se corse parce que les processus industriels qui l'affectent sont à nos portes avec leurs « risques » et leurs corollaires implacables. La soif sévit sur la planète, mais elle est souvent traitée comme le problème des « autres ». Pauvres elles-mêmes autres ! Et effectivement, plusieurs, voire la vaste majorité d'entre nous, ne connaissons ce problème que dans sa forme conceptuelle, abstraite, faute de l'avoir vécu. Mais là, ça y est, ça nous concerne aussi et nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard. Nous vivons à une époque aux airs apocalyptiques et le totalitarisme des infrastructures qui se mettent en place au nom du progrès ne peut plus être toléré : il doit être démantelé, et ce, avant l'irréparable.

Pour pouvoir continuer de défendre des possibilités de vie saine, digne et enracinée, nous devons donc avoir non seulement de la cohérence, mais aussi la force d'opposer des refus, cette capacité de dire non que nous avons oubliée dans la conciliation prônée dans la nouvelle gouvernance. Cette force nécessaire appelle à des convergences choisies.

Quel est, dans ce contexte, le rôle d'une communauté de construction de résilience ? Élaborer des initiatives de transition ? Il faut se rappeler que nous partageons le même monde matériel que les multinationales, pour le meilleur et surtout pour le pire en ce moment. Le pire parce que ça nous sappe les possibles, pour le meilleur parce que ça nous force à éviter le piège de la bulle et nous ramène à une éthique de solidarité, à ne laisser personne derrière – du moins j'ose espérer. La communauté solidaire peut jouer un rôle de soutien concret pour contourner au maximum les exigences du capital en termes de rapports marchands, pour remplir les besoins de base en prônant des pratiques d'entraide concrète, permettant de libérer du temps. Ce serait déjà ça. Mais encore ? On peut penser à moult choses que nous découvrons au fil des luttes et de la persévérance de l'expérimentation collective, erreurs comprises.

Quels rôles, plus précisément, peut jouer le mouvement de la décroissance ? Il contribue certes au discours qui critique le système économique capitaliste ambiant, brisant l'hégémonie de la théorie économique. Comportant la dimension affirmative d'un NON, la défense instinctive de l'intégrité de soi requiert parfois une diversité de moyens pour être effective. Loin de moi l'intention de hiérarchiser les luttes, mais il faut admettre que nous faisons face à un défi de rythmes. Les rythmes heurtés et hésitants liés à la construction des infrastructures et des savoirs différents des pouvoirs en place alternant avec le rythme linéaire auquel la destruction avance, ruinant inexorablement les conditions de vie existantes. Littéralement. Il faudrait passer à la conjugaison des luttes.

Le mouvement de décroissance pourrait par exemple assumer ses corollaires et se porter à la défense de celles et ceux qui sont réduits à des opposantes et à des opposants. Il pourrait affirmer (fort là !) cette conjugaison du pour et du contre dans la défense des conditions nécessaires pour que des choix réjouissants soient encore possibles. Nous nous rejoignons déjà dans les intentions, à travers des amitiés, mais pas tellement en tant que mouvements à mon humble connaissance. Les démarches de transition et de décroissance sont fascinantes et nécessaires, mais contextuellement insuffisantes. Pour que les « alternatives » et les « résistances » soient effectivement les facettes d'un vaste tout, nous devons apprivoiser nos profondeurs respectives, nos radicalités (si on se rejoignait par là ?), et agir en conséquence : les valeurs qui sont associées à ce type de processus, de réorganisation à la fois offensive et de construction, sont déterminantes. Et si on partageait réellement des espaces et du temps judicieusement choisis dans des lieux qui freinent effectivement le cours des choses, qui agressent nos vies et nos idéaux ? Un séminaire-occupation ?

Une des clés est peut-être la déconstruction, concept présent dans le processus de décolonisation, mais qui pourrait l'être aussi dans celui du « décrochage » par rapport à la société marchande. La déconstruction implique le risque de se voir transforméE, de s'ouvrir à de nouvelles possibilités en se défaisant de barrières psychologiques et de recourir à certaines alliances tactiques, voire stratégiques.

Nous rendrons-nous collectivement à la décolonisation ? À l'internationalisme ? Je propose que nous en fassions une partie intégrante des luttes pour la défense des conditions de vie et des propositions de décroissance.

Dans les organisations de défense des conditions de vie, on a besoin de tellement de forces. On a besoin de ressources alimentaires, de pédagogues, de volontaires pour des actions audacieuses, de gens pour faciliter des processus collectifs, d'artistes qui écoutent les murmures des mouvements pour les nourrir et les porter. On a besoin que celles et ceux qui veulent changer de cap s'activent dans la défense des conditions de vie. La construction de la confiance, la prise de décision collective et son déploiement par des comportements respectueux des engagements, sont au coeur des défis pressants qui nous sont posés et ils ne sont possibles que par la multiplication des expériences communes. Dans un ballet de complémentarité, les liens de confiance tissés dans la lutte peuvent contribuer aux trames de l'entraide et de la solidarité qui sont au coeur des transitions nécessaires. Et l'inverse !

C'est exigeant, c'est fascinant. C'est dans l'air du temps si on observe attentivement.

Pour finir, un extrait d'*Un pacte de résistance*, une initiative d'écriture collective issue des activités de Tache d'huile<sup>3</sup> :

Nous signons donc aujourd'hui pour dire NON à ce saccage sans précédent en nous engageant à protéger l'eau potable dans la péninsule et en exigeant l'arrêt immédiat de ce processus déjà bien entamé. Hors de l'urgence imposée par le rythme des travaux, nous pourrons réfléchir et implanter collectivement, dans le respect, un avenir énergétique viable et donc beaucoup moins dépendant des énergies fossiles. Un avenir avec de l'eau à boire et des communautés nourries de leurs milieux de vie.

En toute camaraderie, et au plaisir de collaborer.

---

3 Mouvement de mobilisation sur le dossier des hydrocarbures en Gaspésie : <[www.tache-dhuile.info](http://www.tache-dhuile.info)>. (NDR)

## (Dé)croissance de la richesse, (dé)croissance de la valeur, (dé)croissance de quelle valeur ?

BERNARD FRIOT

La « croissance » que l'on se propose d'interroger est-elle celle des quantités produites ou de leur valeur ? Réfléchir sur la croissance suppose de distinguer les deux versants de la production, la richesse et la valeur. Sans éluder le problème en évacuant la valeur au profit de la richesse. Et une fois cette clarification faite, se pose la question de savoir si « la valeur » est un invariant, ou s'il y a valeur et valeur, car l'incidence du type de valeur sur la richesse est considérable.

### Quelle croissance ? Richesse et valeur

Le même terme de « croissance » désigne la dynamique de deux grandeurs très différentes :

- la quantité des biens et services produits : nombre d'appareils téléphoniques, de kilomètres d'autoroute, de diplômes attribués, de malades soignés, etc., dans l'année. Cette addition de valeurs d'usage désigne le produit d'activités concrètes, que l'on appelle par convention la *richesse*. Ces biens et services sont loin d'être tous utiles : une part notable de la richesse est dangereuse, attentatoire à la liberté, à la santé, à la démocratie.
- la quantité de *valeur* produite, en unités monétaires : le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur nouvelle créée dans l'année en additionnant la valeur ajoutée des entreprises et des administrations. La valeur n'est pas la mesure de la richesse. D'une part, toute une partie des valeurs d'usage est considérée comme sans valeur. D'autre part, l'évaluation monétaire des biens et services n'est pas fondée sur leur utilité sociale, mais sur le travail mis en œuvre pour les produire.

De ce fait, la croissance de la richesse peut être beaucoup plus rapide que celle de la valeur, du PIB, si la quantité de travail par unité produite diminue. Le PIB peut grandir à richesse constante si des biens et services jusque-là sans

valeur s'en voient dotés, c'est-à-dire si les activités qui les produisent deviennent du travail. Un mouvement inverse conduira à une baisse du PIB à richesse constante.

À supposer donc que l'interrogation sur la croissance porte sur la richesse produite (son utilité sociale, ses effets écologiques, sa vertu anthropologique), le PIB n'est pas l'indicateur pertinent. Il est par exemple inexact de poser que toute croissance du PIB augmente l'empreinte écologique : tout dépend des activités considérées comme du travail. En déplaçant l'attribution de valeur vers des biens et services à faible empreinte, on peut avoir une croissance du PIB avec recul de l'empreinte écologique. Et un PIB stagnant ou en baisse peut accompagner un bond de productivité du travail qui entraînera une multiplication de la richesse éventuellement génératrice d'empreinte écologique plus lourde.

### **La valeur détermine la richesse**

Le PIB n'est pas la mesure de la richesse, et pourtant il faut s'intéresser à la valeur si l'on veut modifier le cours de la richesse.

J'ai parlé d'activités « considérées comme » du travail, « d'attribution » de valeur pour signifier le caractère conventionnel de la valeur : la valeur n'a pas de fondement naturel (par exemple, la difficulté, la pénibilité de l'activité, ou le fait qu'elle s'applique à des objets matériels), son fondement est politique. Pour prendre un exemple contemporain, l'Union européenne recommande aux États membres d'inclure désormais le produit de la prostitution dans le PIB, mais c'est toute l'histoire du PIB qui est celle d'un débat sur ce qu'il est légitime de considérer comme du travail dans l'ensemble des activités, donc sur ce qui, dans la richesse, doit faire l'objet d'une validation sociale monétaire. Cette validation sociale est d'abord un enjeu de pouvoir. La domination masculine s'exprime (et se fonde) dans le déni de valeur attribuée aux activités des femmes. La domination de la bourgeoisie se fonde sur une définition, une pratique et une mesure de la valeur qui lui donnent tout pouvoir sur le travail socialement reconnu dans sa sphère : n'y sera réputée produire de la valeur, être du travail donc, que l'activité menée par un mineur économique qui se soumet sur le marché de l'emploi à un employeur, lequel lui affecte, dans le salaire, le pouvoir d'achat nécessaire à la reproduction de sa force de travail, de sorte qu'il produise, sous la dictature du temps, des marchandises dont la vente permettra la mise en valeur du capital des propriétaires de l'outil de travail et des prêteurs. Cette pratique capitaliste de la valeur et du travail exprime la violence du rapport de production dans quatre institutions majeures : le droit de propriété lucrative (c'est-à-dire le droit d'exploiter le travail d'autrui en l'embauchant sur l'outil de production dont on est propriétaire), le marché de l'emploi, la mesure de la valeur par le temps de travail, le crédit pour financer l'investissement. Ces institutions ont fait l'objet d'une construction séculaire dans l'affrontement de l'aristocratie et de la bourgeoisie pour la maîtrise de la valeur jusqu'au triomphe de celle-ci au XIX<sup>e</sup> siècle.

On voit que ces institutions de la violence capitaliste ne portent pas d'abord sur « le partage de la valeur », sur l'accaparement par la bourgeoisie d'une partie de « la valeur » produite par les travailleurs et les travailleuses. Le pouvoir de la classe dirigeante ne se caractérise pas d'abord par sa capacité de ponction sur le travail d'autrui, de sorte que l'enjeu serait de modifier la répartition du PIB entre « revenus du travail » et « revenus du capital » pour plus de « justice sociale » : dans ce cas, la valeur économique n'est interrogée que dans son partage, pas dans sa pratique, alors que cette dernière détermine la production de la richesse. Or, la pratique capitaliste de la valeur repose sur une valorisation du travail dont les effets sur la richesse sont désastreux. La combinaison de la propriété lucrative, du marché du travail, de la mesure de la valeur par le temps et du crédit conduit à une indifférence pour l'utilité sociale des valeurs d'usage produites, à une réduction du temps de travail par unité source d'impossibilité d'un travail concret satisfaisant, à une impuissance collective concernant la localisation et la définition des activités, à une course folle à la marchandise et à tant d'autres impasses dans la production de richesse qu'il est impossible de changer cette dernière sans changer la pratique de la valeur.

Un tel projet est sans objet si « la valeur » est un attribut invariant du capital. C'est donc de la valeur, c'est-à-dire du travail et de la monnaie, qu'il faudrait débarrasser la production de la richesse si l'on veut en finir avec la croissance capitaliste. Un tel projet de richesse sans valeur séduit, tellement la violence de la valeur capitaliste pose de graves défis tant anthropologiques qu'écologiques. Mais il s'agit là d'un rêve mortifère d'une production sans pouvoir, dédiée à la transparence des valeurs d'usage. Rêve : le tragique du pouvoir traverse tous les modes de production. Rêve mortifère : le pouvoir évacué par la porte de la suppression du fétichisme de la valeur (capitaliste), par la fin du travail comme médiation des rapports sociaux, par la suppression de la monnaie, revient par la fenêtre d'autres institutions qui ne sont pas plus gérables politiquement que le travail et la monnaie. Certes, travail et monnaie expriment la violence, mais ils sont aussi les inventions séculaires de sa gestion politique par la transformation, dans la lutte de classes, de leur sens. Le rêve d'une richesse libérée de la valeur est aussi un rêve désespéré, par ignorance du déjà-là émancipateur dont est porteuse la pratique salariale de la valeur que la classe ouvrière a commencé à instituer au XX<sup>e</sup> siècle.

### **Le « déjà-là » d'une autre pratique, salariale, de la valeur**

Quel sens alternatif à leur pratique capitaliste peuvent avoir la valeur et le travail si on considère que la classe ouvrière n'a pas été au XX<sup>e</sup> siècle l'idiot utile du capital en se battant pour la fonction publique ou pour la sécurité sociale ? Car c'est bien de la prise au sérieux de la critique sociale, généralement considérée comme négligeable par la science sociale, qu'il s'agit ici.

Que l'on prenne en considération sa lecture régulationniste de soutien de la demande en phase fordiste du capitalisme, sa lecture marxiste orthodoxe de

reproduction élargie de la force de travail, ou encore sa lecture ésotéricomarxienne de fausse conquête fascinée par le fétichisme de la valeur, la sécurité sociale<sup>1</sup>, telle qu'elle existe en France par exemple, est analysée comme fonctionnelle à un capitalisme que les combats de la classe ouvrière ont accompagné si ce n'est conforté. Cette lecture révisionniste de l'histoire économique est chargée du mépris de classe de ses auteurs (ou condamnée aux apories d'une a-histoire dans sa variante *Wertkritik* qui fait des capitalistes et des travailleurs les servants impuissants d'un Moloch qui les broiera de conserve).

La mobilisation sur le salaire, pendant des décennies, d'une classe ouvrière organisée de façon autonome et portée par un projet d'autonomie, a conduit à la mise en place d'institutions qui commencent à en changer radicalement le sens. Sa pratique capitaliste de prix de la force de travail, pouvoir d'achat de mineurs économiques niés comme producteurs de valeur et soumis au chantage à l'emploi et à celui des actionnaires et des prêteurs dans la production de marchandises sous la dictature du temps, a été subvertie par quatre orientations décisives qui remontent au Conseil national de la Résistance<sup>2</sup> et qu'il est possible de généraliser dans la construction d'une classe révolutionnaire :

- le salaire à vie de la fonction publique, des milieux de la santé, des retraités, ouvre la voie à la suppression du marché du travail pour tous et à la conquête d'un droit politique au salaire pour tous les citoyens et toutes les citoyennes avec, par exemple, son inscription dans une fourchette de 1 à 4 (premier niveau de qualification attribué à 18 ans, carrière salariale avec quatre niveaux de qualification, salaire maximum quatre fois supérieur au salaire du niveau 1) ;
- la mesure de la contribution de l'administration au PIB par la somme des salaires des agents, dont la majorité sont des fonctionnaires titulaires de leur qualification, ouvre la voie au remplacement du temps de travail par la qualification du producteur dans la mesure de la valeur ;
- le subventionnement des investissements publics (hôpitaux et autres équipements des collectivités publiques) par la socialisation de la valeur dans le Trésor public ou dans les caisses de sécurité sociale fait la démonstration à une vaste échelle qu'il est possible de se passer du crédit, et donc des marchés financiers, pour financer l'investissement, et que la création monétaire pourrait se faire sans crédit ;

---

1 La sécurité sociale désigne en France les programmes et les services sociaux accessibles gratuitement, ou à coût modeste, à l'ensemble des citoyens et des citoyennes de ce pays. (NdR)

2 Le Conseil national de la Résistance était l'instance politique qui dirigeait et coordonnait les différents mouvements de la Résistance intérieure française pendant la Seconde Guerre mondiale, toutes tendances politiques comprises. Ce conseil était composé de représentants de la presse, des syndicats et des délégués des partis politiques hostiles au gouvernement de Vichy à partir de la mi-1943. (NdR)

- la gestion du régime général de la sécurité sociale par des salariéEs élus élisant les directeurs de caisses a fait de 1946 à 1961 la démonstration que la copropriété d'usage de l'outil de travail par les travailleuses et les travailleurs concernés peut être étendue à toute entreprise.

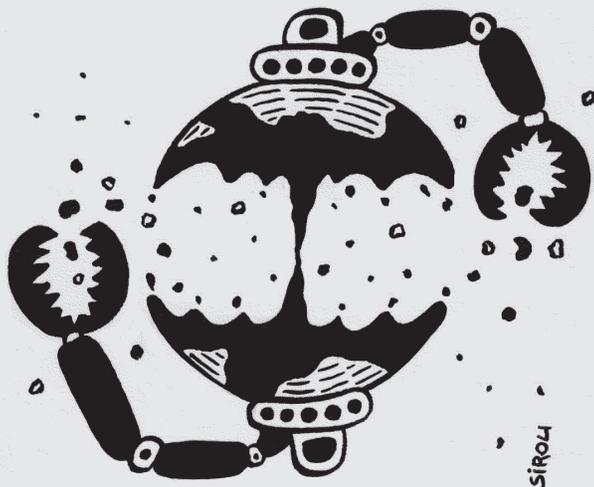
Si le tiers du PIB est ainsi produit aujourd'hui dans une pratique salariale de la valeur sans marché du travail, sans propriété lucrative, sans mesure de la valeur par le temps de travail et sans crédit, toute la valeur peut être libérée de sa pratique capitaliste.

### **Conclusion**

Sortir la production de richesse de l'impasse dans laquelle la mène la pratique capitaliste de la valeur est-il suffisant pour assurer qu'elle répondra aux exigences anthropologiques et écologiques de l'heure ? Des salariéEs à vie copropriétaires d'usage des entreprises, libérés de la dictature du temps et maîtres de l'investissement en sont-ils la garantie ? Répondre oui serait croire au peuple vertueux, ce qu'on se gardera de faire. La généralisation de la pratique salariale de la valeur n'est pas, heureusement, la fin de l'histoire. Mais c'est un pas nécessaire.

# Partie 3

La croissance en action :  
aperçus contemporains



[HTTP://DECROISSANCE.LEHAVRE.FREE.FR/](http://DECROISSANCE.LEHAVRE.FREE.FR/)

# Une décroissance de la production agricole mondiale est-elle souhaitable ?

RODOLPHE DE KONINCK

## Pourquoi cet appel répété à l'expansion mondiale de l'agriculture ?

Les grands médias de la planète font fréquemment état de la nécessité pour l'humanité de continuer à étendre le domaine agricole planétaire<sup>1</sup>. À vrai dire, cet appel provient des grands organismes internationaux – Banque mondiale, FAO<sup>2</sup> et PNUD<sup>3</sup> en tête – et autres *think tanks* qui répètent inlassablement qu'il est indispensable de produire plus de denrées alimentaires et, à cette fin, d'étendre le domaine de l'agriculture, en particulier dans les pays du Sud. Cela apparaît étonnant, puisqu'actuellement l'agriculture mondiale produit assez pour suffire aux besoins de quelque dix milliards d'habitants<sup>4</sup>, un nombre qui ne sera vraisemblablement pas atteint, s'il devait l'être un jour, avant l'an 2040, voire l'an 2050. Cela dit, il est vrai qu'à la fin de 2014, alors que la planète comptait quelque 7,2 milliards d'habitants, près de 800 millions d'humains (11 %) vivaient en état de famine chronique et près de deux milliards ne mangeaient pas à leur faim alors que 1,9 milliard d'adultes (39 %) étaient en état de surpoids et que plus de 600 millions étaient obèses (13 %)<sup>5</sup>.

On peut donc s'interroger sur les causes de cette mauvaise répartition de la consommation des ressources alimentaires de la planète. Tout comme demander pourquoi on prône avec tant d'insistance l'expansion des espaces cultivés, aux conséquences dévastatrices pour les écosystèmes, et à laquelle souscrivent tant de multinationales du secteur agroalimentaire, ces fers de lance de la mondialisation. Pour mieux comprendre pourquoi et comment l'agriculture mondiale en est arrivée là, il est nécessaire d'effectuer quelques rappels schématiques.

## Les étapes de la prise de contrôle de l'agriculture par les multinationales

Aux États-Unis, la formation des multinationales de l'agriculture a été enclenchée dès les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, à la suite de la fin tant de

---

1 Je reprends ici un constat que j'ai déjà évoqué dans: Rodolphe De Koninck, « Continuer à étendre l'agriculture sur une planète malmenée. Pourquoi et quelles conséquences ? », à paraître dans GIFRIC, *La mondialisation, défis pour l'humain*, 2015. Je remercie Jean-François Bissonnette qui a bien voulu relire ce texte-ci et me faire part de ses conseils.

2 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

3 Programme des Nations unies pour le développement.

4 Jonathan A. Foley, Navin Ramankutty, Kate A. Brauman et collaborateurs, « Solutions for a cultivated earth », *Nature*, vol. 478, 2011, p. 337-342.

5 FAO, *FAO 2014 World Hunger Map*, 2015; WHO, *World Obesity Prevalence*, 2014.

la guerre civile que des guerres indiennes et avec l'achèvement de la conquête de l'Ouest. Dès lors, le pays allait pouvoir déployer toute sa puissance à l'échelle planétaire, en particulier en prenant d'assaut les marchés agricoles. Ainsi, l'entreprise Cargill, aujourd'hui encore l'une des plus puissantes multinationales de l'agroindustrie, fut fondée en 1865. D'autres suivirent, telles Bunge, Continental et Louis Dreyfus. Mais ce n'est pourtant que dans la foulée de la Deuxième Guerre mondiale que de telles multinationales, tant américaines qu'européennes, se virent offrir les moyens nécessaires à la réalisation de leurs ambitions, c'est-à-dire l'exercice d'un contrôle sans partage des marchés, sauf entre elles-mêmes.

C'est à ce moment que furent consolidées ou carrément fondées les grandes organisations internationales. Cela comprend la création, dès 1944, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), de la FAO en 1945, puis l'établissement des accords dits du GATT (*General Agreement on Trade and Tariffs*) en 1947 et la fondation en 1995 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Même si les intentions derrière ces initiatives fondatrices étaient de faciliter tant les productions que de réglementer les échanges, elles ont d'abord et surtout balisé la voie à l'expansion planétaire des grandes entreprises, dont celles du secteur agroalimentaire.

L'une des conséquences principales a été la déstructuration de plus en plus évidente des agricultures paysannes des pays pauvres, ceux-là mêmes au nom desquels ces organisations étaient censées œuvrer. À compter des années 1990, cette déstructuration a été grandement facilitée par l'application, sous l'égide du FMI, des programmes d'ajustements structurels, tout particulièrement en Afrique. Sous prétexte de redresser les finances des pays récipiendaires de ses prêts, le FMI exigeait: 1) l'application de politiques d'austérité, 2) la privatisation des entreprises d'État, 3) lequel était par ailleurs sommé de réduire ses aides au secteur agricole, et enfin 4) l'ouverture aux investisseurs étrangers et aux exportations agricoles des pays industriels. En clair, les pays aidés étaient priés de se soumettre aux soi-disant lois du marché. Si, dans quelques cas, ces politiques ont favorisé la croissance macroéconomique, elles ont presque partout contribué à l'accroissement des inégalités et, surtout, à une réduction de la souveraineté et de la sécurité alimentaires de nombreux pays. Ainsi furent assurés l'accroissement et la consolidation de la dépendance des pays pauvres à l'endroit de la surproduction agroalimentaire subventionnée des riches pays industriels.

Tout en étant les principales responsables de la surproduction subventionnée, les multinationales du secteur agroalimentaire sont parvenues à accroître leur poids relatif sur l'agriculture planétaire, grâce aux grandes déréglementations des marchés agricoles eux-mêmes. Instituées par la *Securities and Exchange Commission* américaine en 1998 et 2004, donc pendant des présidences d'abord démocrate (celle de Bill Clinton), puis républicaine (celle de George W. Bush), ces déréglementations sont venues faciliter la mainmise des multinationales sur

les marchés. Depuis lors, l'argumentation pourtant bien étayée en faveur de « l'exception agricole », selon laquelle la nourriture ne devrait pas faire l'objet de spéculations, est restée inaudible. Soumise aux caprices de ladite spéculation, jusqu'alors quasiment inexistante dans le domaine agricole vivrier, l'agriculture a ainsi vu le capitalisme boursier lui imposer sa logique parasitaire. Cette association contre-nature entre alimentation et marchés financiers<sup>6</sup> œuvre nécessairement en faveur des gros joueurs, c'est-à-dire les grandes entreprises multinationales de l'agroalimentaire. D'ailleurs, à celles déjà évoquées, toutes plus que centenaires, s'étaient entretemps ajoutés plusieurs poids lourds, tels Nestlé, Monsanto et Wal-Mart.

### **Les principaux outils du contrôle contemporain**

Les outils de contrôle oligopolistique de la production agricole planétaire sont nombreux. Parmi ceux-ci, il faut compter: 1) la destruction de la biodiversité; 2) la pratique de la monoculture; et donc 3) le recours massif aux intrants d'origine industrielle et aux sources d'énergie fossile; 4) l'externalisation, c'est-à-dire la socialisation d'une forte proportion des coûts de production; 5) la surproduction, la surconsommation alimentaire, le gaspillage et la publicité; 6) l'accaparement des terres; 7) enfin, la promotion de l'alimentation carnée, l'élevage et la destruction absurde de la forêt, notamment pour la culture tout aussi absurde des agrocarburants.

#### **1. Nécessaire destruction de la biodiversité**

Il ne faut pas croire que la destruction de la biodiversité n'est qu'une conséquence inévitable et malheureuse du développement de l'agriculture industrielle. Elle en représente plutôt une condition essentielle, en particulier pour la réalisation de sa concentration entre les mains d'un nombre restreint de gros joueurs. Plus le nombre d'espèces végétales produites se réduit, plus facile devient le contrôle de leur culture et de leur mise en marché. Ainsi, on sait qu'au cours de l'histoire de l'humanité, jusqu'à 7000 espèces de plantes comestibles ont été cultivées; aujourd'hui l'on en cultive moins de 1500, leur recul ayant été précipité pendant les XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles<sup>7</sup>. De plus, environ 95 % de toutes les calories et protéines d'origine végétale, comprenant celles assurant la production animale, proviennent de 30 plantes, dont dix comptant pour 75 % du total. Les quatre principales sont le maïs, le blé, le riz et le soja. Les six autres sont le sorgho, le millet, la patate douce, le sucre (de canne et de betterave) et, enfin, la banane. À eux seuls, maïs, blé et riz comptent pour 50 % du total et pour 85 % de toutes les céréales produites<sup>8</sup>. Largement associée à l'essor de l'élevage,

6 Jayati Gosh, « The unnatural coupling: food and global finance », *Journal of Agrarian Change*, vol. 10, n° 1, 2010, p. 72-86.

7 <[www.invivo-group.com/dossier/33/view/all/l-agriculture-une-menace-pour-la-biodiversite](http://www.invivo-group.com/dossier/33/view/all/l-agriculture-une-menace-pour-la-biodiversite)>.

8 FAOSTAT, diverses années: <<http://faostat.fao.org/site/339/default.aspx>>.

la croissance fulgurante de la culture de soja – les tourteaux (résidus) de soja – n'a d'égale que celle du maïs et du palmier à huile.

## ***2. Pratique de la monoculture...***

Pour une grande entreprise misant sur la mécanisation et la quasi-robotisation de la production, il est beaucoup plus facile et donc plus rentable de ne cultiver qu'un nombre très réduit de plantes, et même de se limiter à une seule, en particulier si sa mise en marché est assurée, par exemple, par l'essor de la demande en provenance de l'industrie de l'élevage, qu'il s'agisse de celui de la volaille, du porc ou des bovins. C'est précisément le cas de la culture du maïs et de celle du soja, de plus en plus cultivés sous leur forme transgénique, laquelle, par ailleurs, facilite grandement la monopolisation du marché des intrants. En effet, les plantes transgéniques sont formatées, en quelque sorte, pour ne répondre favorablement qu'à des intrants bien définis, tels des herbicides rendus incontournables et dont la mise en marché est strictement monopolisée, notamment par la multinationale Monsanto. Là réside le principal attrait des cultures transgéniques pour les multinationales du secteur agroalimentaire: leur production est plus facilement appropriée, plus facilement monopolisée.

## ***3. ... et donc recours massif aux intrants d'origine industrielle et aux sources d'énergie fossile***

Plus la monoculture se développe sur un sol donné, plus celui-ci s'appauvrit et plus deviennent nécessaires les apports en fertilisants d'origine industrielle. De plus, la mécanisation lourde, en particulier celle des labours profonds, peut aussi contribuer, notamment en éliminant les vers de terre, à la réduction de cette fertilité. Afin de suppléer à ces déficits, la production industrialisée des monocultures doit s'en remettre encore plus aux coûteux engrais chimiques, tout en ayant recours aux carburants d'origine fossile pour faire tourner sa machinerie. Bref, la monoculture est nécessairement plus énergivore et polluante que la polyculture.

## ***4. Externalisation : la socialisation d'une forte proportion des coûts de production***

Pour s'en sortir, pour réaliser des profits, les grandes entreprises agricoles doivent pouvoir refilet à autrui, à la société, une bonne partie des factures associées à ces pratiques coûteuses. Cela signifie que les coûts de la détérioration environnementale dont elles sont responsables ne sont pas intégrés dans leurs propres coûts, ce qui rappelle une pratique largement répandue dans le domaine minier. Si l'agriculture industrielle devait assumer tous ses coûts, sa rentabilité et sa compétitivité seraient sérieusement menacées. En socialisant une bonne partie de ses coûts réels, ce que ne se permet pas l'agriculture biologique, au sein de laquelle le coût relatif du travail est plus important, elle peut continuer à marginaliser celle-ci.

### 5. *Surproduction, surconsommation alimentaire, gaspillage et publicité*

N'ayant pas à s'embarrasser outre mesure des dégâts environnementaux dont elle est responsable, la grande agriculture industrielle peut ainsi inonder le marché avec des produits à faible prix, éliminant du même coup les petits producteurs qui sont généralement moins protégés et aidés par les États. On en arrive ainsi à un point où nos agricultures surproduisent, c'est-à-dire qu'elles produisent plus que ce dont le marché a réellement besoin, quitte à gaspiller une partie de cette production et à faire en sorte que les consommateurs et les consommatrices en fassent autant. Le résultat en est que dans les grands pays industriels, on estime que de 30 % à 40 % de la production vivrière ne sont tout simplement pas consommés<sup>9</sup>. Les produits vivriers se détériorent ou sont détruits ou jetés, soit dans les champs, pour cause de non-conformité aux caprices du marché (forme, couleur, texture), soit pendant leur transport, soit et surtout par les consommateurs eux-mêmes, une pratique particulièrement répandue aux États-Unis et au Royaume-Uni. De surcroît, il semble que de telles estimations ne prennent pas en compte la consommation excessive, en particulier celle de la malbouffe, avec les conséquences que l'on sait sur la santé et sur les coûts qui en découlent pour le budget des individus et de l'État. La nourriture industrielle, « boostée » au sucre, au sel et aux matières grasses, n'est d'ailleurs plus l'apanage des pays riches (où elle est enfin de plus en plus remise en question), puisqu'elle se répand un peu partout dans le monde, notamment au Mexique, où depuis peu les taux d'obésité dépassent même ceux atteints aux États-Unis, longtemps champions en la matière<sup>10</sup>.

Alors que dans les pays riches la plus grande partie du gaspillage se réalise aux étapes de la mise en marché, de la consommation ou de la surconsommation, dans les pays pauvres, notamment en Inde, c'est pendant celles du transport et du stockage que les pertes sont les plus élevées.

S'agissant de la surproduction agricole et de la surconsommation alimentaire si répandues dans les pays riches, celles-ci illustrent éloquemment les contradictions des politiques de croissance à tout prix qui caractérisent le néolibéralisme. Pour que celui-ci tienne, il lui faut promouvoir une économie qui produise des biens pour produire des biens, quels qu'en soient les coûts et les conséquences. Même si l'on sait pertinemment qu'une énorme proportion de ce que la machine à produire met sur le marché n'est pas vraiment nécessaire – et cela ne s'applique pas qu'à la production vivrière – il faut que cette machine tourne au maximum car, n'en déplaise au capitalisme financier et à ses dérivés, c'est

9 Foley et collaborateurs, *op. cit.*, p. 340; Julian Parfitt, Mark Barthel et Sarah Macnaughton, « Food waste within food supply chains: quantification and potential for change to 2050 », *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, vol. 365, 2010, p. 3065-3081.

10 En 2013, les taux d'obésité parmi les adultes atteignaient près de 32 % aux États-Unis et près de 33 % au Mexique: <[www.telegraph.co.uk/news/worldnews/centralamericaandthecaribbean/mexico/10173174/Mexico-surpasses-US-in-obesity-levels.html](http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/centralamericaandthecaribbean/mexico/10173174/Mexico-surpasses-US-in-obesity-levels.html)>.

d'abord dans la production et par la production que les profits et l'accumulation peuvent se réaliser. D'où l'importance capitale de la publicité, omniprésente dans nos vies, car elle sert à promouvoir un modèle de société dans lequel, contrairement à ce que l'on veut bien faire croire, ce n'est pas la demande qui conditionne l'offre, mais bien l'offre qui conditionne la demande<sup>11</sup>. À ce leurre, et à l'illusion du choix qui en découle, s'ajoutent ceux de la définition de la croissance et de sa soi-disant relation directe avec l'emploi. Là aussi la réalité dément cette fiction. La croissance de la production agricole, lorsqu'elle repose sur la grande agriculture industrielle, détruit beaucoup plus d'emplois qu'elle n'en crée, dans pratiquement tous les niveaux de la filière, tout particulièrement dans le travail agricole lui-même. Il en va de l'agriculture comme de l'industrie. Dans cette dernière, à investissement égal, la petite et moyenne entreprise crée beaucoup plus d'emplois, au même titre que l'agriculture parcellaire en crée aussi infiniment plus que le gigantisme agricole, tout en demeurant compétitive sur le plan des coûts réels<sup>12</sup>.

## 6. *L'accaparement des terres*

L'accaparement des terres, en anglais *land grabbing*, désigne une pratique qui se répand depuis une bonne quinzaine d'années, suivant laquelle de grandes entreprises, parfois même des États, parviennent à s'appropriier, souvent de façon illégale, de vastes superficies de terres agricoles qui sont alors généralement consacrées aux monocultures d'exportation. Cette pratique consistant à voler ou à confisquer des terres agricoles est en réalité vieille comme l'agriculture. Mais si elle prend autant d'ampleur aujourd'hui, c'est que la déréglementation déjà évoquée et donc la spéculation sur les produits vivriers qui en a découlé ont attiré de plus en plus les spéculateurs qui sévissent désormais à l'échelle planétaire. Les formes que peut prendre l'accaparement sont multiples<sup>13</sup>, et peu de pays sont à l'abri. Mais en général il implique des investisseurs provenant de pays riches et se réalise dans les pays pauvres, en particulier en Afrique. Il consiste la plupart du temps dans l'expropriation de nombreux petits producteurs parcellaires et la consolidation de milliers d'hectares désormais réunis d'un seul tenant<sup>14</sup>. De plus, cette forme d'expansion agricole prédatrice, reposant parfois sur l'usage de la violence, celle des entreprises et même des États, contribue rarement à la souveraineté alimentaire des pays dans lesquels elle se réalise.

11 S'agissant de l'offre, on peut noter qu'elle peut laisser place à des innovations, telles celles associées à l'agriculture biologique et même urbaine.

12 Jean François Bélières, Philippe Bonnal, Pierre-Marie Bosc, Bruno Losch, Jacques Marzin et Jean-Michel Sourisseau, *Les agricultures familiales du monde*, Montpellier, CIRAD, 2014; Le Monde, *Les nouveaux paysans*, n° hors série, décembre 2012.

13 Voir le site Web <[www.farmlandgrab.org](http://www.farmlandgrab.org)> ainsi que le numéro entier du *Journal of Peasant Studies* consacré la question en 2011 (vol. 38, n° 2).

14 Voir l'excellent film *Planète à vendre* : <[www.arte.tv/fr/planete-a-vendre/3758592.html](http://www.arte.tv/fr/planete-a-vendre/3758592.html)>.

### 7. *Alimentation carnée, élevage, agrocarburants et déforestation*

Dans cette fuite en avant qui caractérise le modèle dominant de la grande agriculture industrielle, la nécessité de promouvoir l'alimentation carnée génère la stratégie sans doute la plus dommageable. Alors que sont abondamment documentés<sup>15</sup> les multiples problèmes associés tant à cette forme d'alimentation sur le plan de la santé qu'à l'élevage sur le plan de l'environnement, la consommation de viande s'avère en forte croissance à l'échelle mondiale, tout particulièrement en Asie. L'expansion de l'élevage, en particulier bovin, qui est de loin le plus polluant et le plus irrationnel en termes de logique agricole – la calorie tout comme la protéine d'origine bovine sont les plus coûteuses à produire – apparaît d'autant plus pernicieuse qu'elle s'appuie elle-même sur l'expansion de la culture du soja et du maïs, deux cultures transgéniques particulièrement exigeantes en eau, ressource dont l'agriculture est déjà la principale consommatrice, loin devant l'industrie.

Ajoutons que si le maïs est devenu depuis peu la première céréale produite dans le monde, c'est pour répondre à la fois à cette demande de l'industrie de l'élevage et à celle des agrocarburants. Pourtant, le recours à ces derniers, qu'il s'agisse de l'éthanol, produit surtout à partir de la canne à sucre, ou du biodiesel, provenant surtout de la transformation de l'huile de palme, apparaît de moins en moins défendable<sup>16</sup>. En effet, si tous les coûts tant économiques qu'environnementaux sont pris en considération lorsque la production et l'utilisation des agrocarburants sont comparées à celles du pétrole, il n'est pas si évident que le second soit perdant. Et si l'on ajoute le fait que les cultures alimentaires sont ainsi détournées de leur objectif premier et qu'il faut donc cultiver de nouvelles terres pour combler le déficit qui en résulte, le recours aux agrocarburants pour faire rouler des voitures – dont le nombre dans le monde est déjà beaucoup trop élevé (quel que soit le carburant utilisé) pour ce que peut endurer la biosphère – est une absurdité. D'autant plus grande que l'essentiel de l'expansion agricole qui se réalise dans le monde l'est aux dépens des forêts – d'ailleurs essentiellement dans les pays du Sud – dont la survie est indispensable à celle de l'anthroposphère, étant donné leur rôle indispensable dans le cycle et la rétention du carbone. D'ailleurs, même la Banque mondiale et la FAO qui, encore en 2007, appuyaient le développement de la filière des agrocarburants<sup>17</sup>,

15 Raj Pattel, *Stuffed and Starved. The Hidden Battle for the World's Food System*, Toronto, Harper Collins, 2007; Michael Pollan, *In Defense of Food. An Eater's Manifesto*, New York, Penguin, 2008; Paul Roberts, *The End of Food. The Coming Crisis in the World Food Industry*, New York, Bloomsbury, 2008; Laure Waridel, *L'envers de l'assiette et quelques idées pour la mettre à l'endroit*, Montréal, Écosociété, 2010; Tony Weis, *The Global Food Economy. The Battle for the Future of Farming*, New York, Zed Books, 2007.

16 Fabrice Nicolino, *Biocarburants. La fausse solution*, Paris, Fayard, 2008; Vaclav Smil, *Myths and Realities. Bringing Science to the Energy Debate*, Washington, AEI Press, 2010.

17 Banque mondiale, *World Development Report 2008. Agriculture for Development*, Washington, 2007.

ont depuis retiré leur soutien à une initiative mal inspirée dès le départ<sup>18</sup>. Enfin, la pression sur les terres ainsi exacerbée l'est d'autant plus que l'on demande à l'agriculture, ou plus exactement à l'aquaculture, de suppléer à la déperdition accélérée des ressources marines. La boucle de la détérioration environnementale est bouclée lorsque cette pisciculture se réalise à l'interface des terres et des mers, notamment dans les mangroves littorales, contribuant ainsi davantage à la pollution des eaux marines et au déclin de la pêche démersale<sup>19</sup>.

### **Une décroissance de la production agricole est-elle souhaitable ?**

S'agissant d'agriculture, une chose est certaine : son expansion territoriale à l'échelle planétaire est de toute évidence à proscrire, comme le reconnaît un nombre croissant d'observateurs scientifiques<sup>20</sup>. C'est que cette expansion représente une fuite en avant et ne fait qu'exacerber les principaux maux auxquels contribue l'agriculture, ce qui comprend la destruction des écosystèmes et le gaspillage des ressources, la destruction de l'emploi et la croissance de l'alimentation insalubre.

Cela dit, s'il apparaît de plus en plus clairement que l'agriculture mondiale a bel et bien atteint l'âge des limites<sup>21</sup>, celui où la croissance quantitative de la production ne peut plus être considérée comme souhaitable, une meilleure répartition des effectifs productifs, elle, l'est éminemment. Cela signifie que doit être favorisée la recherche d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une plus grande souveraineté alimentaire, à toutes les échelles possibles. Dans la mesure où cette recherche ne saurait être confiée à la grande agriculture industrielle, dont les objectifs de réalisation maximale de profits apparaissent incompatibles, mais bien à l'agriculture familiale, une décroissance des superficies tout comme des volumes apparaît tout à fait souhaitable. Mais, pour que soit réalisé le virage vers une réhabilitation de l'agriculture parcellaire, tout comme de la polyculture et de l'agroforesterie dans lesquelles celle-ci peut exceller, des transformations politiques majeures sont indispensables. Cela passe par un immense effort d'éducation citoyenne, scientifique et politique, effort indispensable à la transformation des politiques des États, dont le pouvoir de choisir demeure considérable.

18 Alain Faujas, « La volatilité des prix n'est pas une fatalité », dans *Le Monde*, *Les nouveaux paysans*, *op. cit.*, 2012, p. 84-85.

19 Rodolphe De Koninck et Jean-François Rousseau, *Gambling with the Land. The Contemporary Evolution of Southeast Asian Agriculture*, Singapour, National University of Singapore Press, 2012; Mark Spalding, Mami Kainuma et Lorna Collins (dir.), *World Atlas of Mangroves*, Londres et Washington, Earthscan, 2010.

20 Foley et collaborateurs, *op. cit.*, p. 339.

21 Serge Latouche, *L'Âge des limites*, Paris, Mille et une nuits, 2012.

# Chine 2015, cauchemar écologique et réactions populaires

CLAUDE LLENA

*Qui cherche à façonner le monde, je vois, n'y réussira pas.  
Le monde, vase spirituel, ne peut être façonné.  
Qui le façonne le détruira, qui le tient, le perdra.*  
Lao-tseu<sup>1</sup>

On a pu croire longtemps que la question écologique de l'empire du Milieu ne concernait que les Chinois et les Chinoises et qu'après tout, s'ils n'avaient rien fait pour éviter leur hyperpollution, c'était tant pis pour eux... Mais, aujourd'hui, on se rend compte que les problèmes écologiques de la Chine nous concernent tous et toutes. À l'instar des catastrophes de Tchernobyl ou de Fukushima, les conséquences de la pollution chinoise sont planétaires. Le Japon se plaint souvent par exemple de la dégradation de son atmosphère par le passage du nuage chargé de pollution en provenance de Chine<sup>2</sup>. La distance entre l'empire du Milieu et les autres continents pourrait sembler être une protection suffisante, mais ce n'est pas le cas du tout ! En 2012, une étude scientifique a ainsi démontré la présence d'un nuage de pollution à l'ozone originaire de Chine sur la côte ouest des États-Unis<sup>3</sup>. Face à des risques écologiques de plus en plus planétaires, proposons-nous une réaction internationale ? Non, bien au contraire... Chaque pays tente de gérer ou de minimiser les impacts de son activité entropique mais les réactions globales sont inexistantes ou centrées sur les territoires concernés de manière isolée. Or, vues d'Occident, les préoccupations écologiques apparaissent souvent comme le fait des populations nanties. Les pays du centre seraient donc devenus écoresponsables et ceux de la périphérie n'auraient pas de conscience écologique ? Or il faut reconnaître que pour ces derniers, l'objectif premier est la survie, ce qui explique que rien n'y soit jeté. Tout est récupéré pour une deuxième vie. Le niveau de consommation y est peu élevé et le plus souvent

---

1 Lao-tseu, *Tao-tô king*, XXIX, Paris, Gallimard, 2011, p. 46.

2 « La pollution chinoise gagne le Japon », *Planète*, 12 septembre 2014, <[www.20minutes.fr/planete/1093279-pollution-chinoise-gagne-japon](http://www.20minutes.fr/planete/1093279-pollution-chinoise-gagne-japon)>.

3 Étude menée par la National Oceanic and Atmospheric Administration dont on trouve un compte-rendu dans *Des polluants provenant d'Asie polluent la partie ouest des États-Unis*, Notre-planète.info, 22 janvier 2010, <[www.notre-planete.info/actualites/actu\\_2245\\_pollution\\_ozone\\_asie\\_USA.php](http://www.notre-planete.info/actualites/actu_2245_pollution_ozone_asie_USA.php)>.

la raison s'impose dans ces questions. Cependant, des difficultés économiques et sociales peuvent contraindre au déboisement accéléré, en Amazonie ou dans les zones montagneuses de Chine, par exemple. Elles peuvent aussi expliquer l'accueil favorable réservé aux capitaux internationaux venus profiter d'un faible coût de la main-d'œuvre et de règles environnementales moins contraignantes. En effet, l'accumulation du capital thermodestructeur dans certains territoires s'explique principalement par une stratégie d'évitement des politiques « pollueur/payeur ». C'est le cas dans les provinces du littoral chinois. Cela admis, les naufragés du développement acceptent de moins en moins la détérioration de leur écosystème. Car la qualité des sols, de l'eau et de l'air s'est fortement dégradée ces dernières années et les actions collectives se multiplient. Elles ciblent directement les entreprises polluantes. Sur un plan plus général, face au risque de chaos écologique, quelles sont les réactions de la population et des autorités politiques ? Avec la baisse tendancielle de l'augmentation du produit intérieur brut (PIB), le débat sur la décroissance est-il enfin possible ?

### **Une profonde crise écologique entraîne un début de réactions populaires...**

L'hypercroissance économique de la Chine est en train de générer une crise écologique systémique sans précédent. Elle est marquée par des incidents environnementaux importants comme la pollution au benzène de la rivière Songjiang en 2005, ou l'étouffement du lac Tai par les algues vertes en 2007. Plus récemment, en mars 2013, la découverte dans le fleuve Huangpu qui traverse Shanghai, de 13 000 cadavres de porcs<sup>4</sup> a été un scandale fortement relayé par les médias officiels. Si l'on ajoute à cela la pollution atmosphérique que subissent Pékin et les villes du Nord-Est de la Chine<sup>5</sup> au début de 2013, on se trouve en présence d'une menace écologique qui remet en question l'hypercroissance du pays. En réaction, depuis quelques années, le peuple chinois a démontré son attachement à la question écologique. Les revendications populaires se sont multipliées. Par exemple, en 2007, il y a eu une première manifestation à Xiamen, au sud de la Chine, contre un projet d'usine pétrochimique, une autre à Dalian<sup>6</sup> dans le Nord-Est, contre un projet du même genre, puis encore en 2012 à Ningbo sur la côte sud-est et à Shifang dans le Sichuan. Ces mouvements ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Ce sont les premiers à avoir réuni autant de monde depuis le mouvement de la place Tiananmen de juin 1989. Ces revendications ont été par ailleurs relayées par une mobilisation massive sur Internet. Réunies par les réseaux sociaux (en particulier *Weibo*,

4 « Des porcs morts repêchés par milliers dans le fleuve de Shanghai », *Le Monde*, 18 mars 2013, <[www.lemonde.fr/asi-pacifique/video/2013/03/18/des-porcs-morts-repeches-par-milliers-dans-le-fleuve-de-shanghai\\_1850045\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/video/2013/03/18/des-porcs-morts-repeches-par-milliers-dans-le-fleuve-de-shanghai_1850045_3216.html)>.

5 Sébastien Le Belzic, *Chine, cauchemar écologique*, Paris, Sépia, 2013.

6 Au début du mois d'août 2012, c'est le risque de pollution chimique par une usine productrice de paraxylène qui a entraîné une forte réaction populaire dans la ville portuaire de Dalian.

l'équivalent chinois de *Facebook*, ce dernier étant toujours interdit en Chine), des milliers de personnes ont bravé l'interdiction de manifester. Elles ont contraint les autorités locales à intervenir pour imposer le déménagement ou la fermeture des usines polluantes. « On n'a plus peur d'eux, on est tellement nombreux ! » s'exclamait une militante en apprenant les décisions prises<sup>7</sup>. De fait, les Chinois et les Chinoises n'ont pas le choix. Ils doivent supporter à la fois les conditions de travail déplorables et les bas salaires (3000 yuans en moyenne, soit environ 400 euros par mois) imposés par le capital international et se soumettre à une dégradation rapide de leur environnement. C'est la double peine de l'hypercroissance menée à marche forcée par le régime communiste et productiviste de Pékin. Leurs protestations trouvent aussi des relais à l'étranger : l'association Greenpeace vient ainsi de lancer une campagne contre deux fournisseurs chinois de grandes marques de vêtements telles que Nike et Adidas qui rejettent dans les rivières des produits toxiques cancérigènes. Jusqu'à présent, ces événements majeurs étaient passés sous silence par le pouvoir d'État. Les médias sous contrôle n'osaient pas s'en faire l'écho. Il ne fallait pas ternir l'image de la croissance et de ses bienfaits civilisationnels ! Mais aujourd'hui, les médias officiels ne cachent plus l'information. Au plus fort de la pollution atmosphérique, en janvier-février 2013, la télévision d'État CCTV conseillait de ne pas rouler à bicyclette dans Pékin à cause d'une visibilité insuffisante. « Si nous continuons avec ce mode de développement sans l'ajuster, les dommages à long terme seront graves » a signalé le journal *Global Times*. Et le 15 janvier 2013, le débat populaire s'est amplifié. Il a même été qualifié de « salutaire » par le quotidien *China Daily* : « En plein processus d'urbanisation rapide, il est urgent pour la Chine de réfléchir à comment mener ce processus sans que la qualité de vie urbaine soit compromise par l'environnement » estime ce journal dans son éditorial<sup>8</sup>. La transparence de l'information sur les particules fines est très récente, elle ne date que de la fin de l'année 2012. Auparavant, seule l'ambassade des États-Unis communiquait des informations sur les taux de PM 2,5<sup>9</sup>. Mais à la fin de 2011, un mouvement pékinois, relayé médiatiquement par des personnalités très connues, a exigé que le gouvernement mesure la pollution atmosphérique et qu'il en informe la population. Le peuple de Pékin a gagné

7 Voir la force du mouvement de Shifang et sa répression par le pouvoir dans Philippe Grangereau, « À Shifang, l'écologie chinoise marque des points », *Libération*, 3 juillet 2012, <[www.liberation.fr/monde/2012/07/03/a-shifang-l-ecologie-chinoise-marque-des-points\\_830976](http://www.liberation.fr/monde/2012/07/03/a-shifang-l-ecologie-chinoise-marque-des-points_830976)>.

8 Propos rapportés par Emmanuel Perrin, *La pollution atmosphérique atteint un record inquiétant en Chine*, Gentside Découverte, 15 janvier 2013, <[www.maxisciences.com/pollution-de-l-air/la-pollution-atmospherique-atteint-un-record-inquietant-en-chine\\_art28303.html](http://www.maxisciences.com/pollution-de-l-air/la-pollution-atmospherique-atteint-un-record-inquietant-en-chine_art28303.html)>.

9 Le site <<http://beijing.usembassy-china.org.cn/aquirecent3.html>> donne en temps réel, pour les villes de Pékin, Shanghai et Guangzhou (Canton), le niveau de particules PM 2,5 (les particules fines dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres). Aux mois de janvier et février 2013, des niveaux records de pollution ont été enregistrés à Pékin.

cette bataille de l'information. En octobre 2012, les autorités politiques ont commencé à publier officiellement les taux de particules fines, à partir de 35 bornes réparties dans la capitale. Au début de 2015, d'autres villes commencent à suivre.

### ... et une rapide mais timide réaction politique

Dans ce contexte, la population urbaine se sensibilise rapidement aux questions environnementales. Capucine, une Française installée à Pékin depuis neuf ans, nous le confirme<sup>10</sup> : « Avant, c'était davantage les étrangers qui étaient sensibilisés à la pollution. On nous disait qu'on exagérait et que tout cela n'était pas bien grave. Maintenant, tout le monde ose en parler. Le nombre de personnes portant un masque en ville a fortement augmenté. La conscience écologique des Chinois est en train de s'éveiller. » Il était temps... Isabelle, en visite à Pékin en avril 2015, le confirme : « Un nuage jaunâtre, dit-elle, a envahi la ville et l'air était devenu tellement irrespirable que j'ai été obligée de retourner à l'hôtel ». De fait, dans le Nord de la Chine, les questions écologiques sont devenues tellement centrales que tout le monde s'en préoccupe. Ce n'est plus seulement le problème des nantis. Ainsi, dans un récent entretien avec le *South China Morning Post*, Qu Geping, le ministre chinois de la Protection environnementale entre 1987 et 1993, a déclaré : « Les autorités n'ont de loin pas fait assez pour contrôler la recherche de croissance économique à tout prix, et ont échoué à éviter certains des pires scénarios de pollution que nous, en tant que décideurs politiques, avions prévus ». Même *a posteriori*, jamais encore le gouvernement chinois n'avait reconnu s'être trompé aussi ouvertement. C'est la preuve, ici comme ailleurs, que la lucidité des dirigeants revient lorsqu'ils ne sont plus au pouvoir !

Parmi les dirigeants actuels, lorsqu'il a été choisi premier secrétaire du Parti communiste en novembre 2012, Xi Jinping a prononcé un discours d'investiture remarqué. Pour la première fois, un dirigeant chinois majeur se permettait de mettre l'accent sur l'importance de l'environnement pour le bien-être des populations. Il a insisté sur la nécessité de construire une « belle Chine » dans laquelle la nature serait préservée. Toutefois le dirigeant qui monte le plus au créneau sur l'environnement, c'est le numéro deux du régime, Li Keqiang. Depuis mars 2013, c'est le nouveau premier ministre de la Chine. Le 17 mars 2013, dans une conférence de presse, il a affirmé : « Il faut garantir de l'air propre, de l'eau pure et une alimentation saine au peuple [...] Nous respirons le même air et nous devons travailler ensemble ». Cependant, certains internautes font remarquer que les promesses du premier ministre Wen Jiabao lors des Jeux olympiques en 2008 n'ont pas été tenues. Il avait assuré que Pékin resterait

10 Notre séjour en Chine, ma conjointe et moi-même, s'est déroulé d'août 2012 à juin 2015. En tant qu'enseignants dans une école internationale, nous avons pu rencontrer un certain nombre d'acteurs de l'évolution du pays. Chacun nous a éclairés selon sa propre expertise, nous confiant une parcelle de vérité. Qu'ils en soient toutes et tous remerciés !

toujours aussi propre que pendant les jeux... Le ciel bleu des Jeux olympiques était dû à des mesures exceptionnelles : mise à l'arrêt des entreprises polluantes, circulation alternée qui avait divisé par deux le nombre de voitures sur les routes. À ce sujet, Wang, natif de Pékin, nous précise :

Durant tout l'été 2008, l'air était clair, il faisait bon respirer. Mais c'était pour les Jeux olympiques. Dernièrement, à la fin de 2014 pour le sommet de l'APEC<sup>11</sup>, c'était la même chose. Ça veut dire quoi ? Il y a des gens qui ont le droit de respirer de l'air de qualité et d'autres qui doivent se contenter d'un air malsain ? C'est injuste, l'égalité, ça commence par ça ! Chacun, quel que soit son statut social, a le droit à un air de qualité !

Un plan chinois de lutte contre la pollution de l'air a été ainsi annoncé en décembre 2012. À Pékin, la proportion annuelle moyenne de PM 2,5 doit être réduite d'au moins 15 % d'ici la fin de 2015. Dans le plan quinquennal qui court jusqu'en 2015, on a aussi prévu la conversion de l'ensemble des centrales de chauffage urbain de charbon au gaz. Autre mesure : depuis le 1er février 2013, le contrôle de l'émission des gaz des véhicules est beaucoup plus strict. La Chine vient d'adopter l'équivalent de la norme européenne Euro 5, avec comme objectif de réduire de 40 % les émissions de monoxyde d'azote. Au-delà de ça, en quelques années, la Chine est devenue le leader mondial de la production d'électricité éolienne et solaire. Loin devant les pays occidentaux... Elle est la nation la plus engagée au niveau des investissements dans les énergies renouvelables<sup>12</sup>. Les réactions populaires<sup>13</sup> n'y sont pas pour rien...

11 Le 10 novembre 2014 s'est ouvert le Sommet de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Pékin. Grand moment de communication, rien n'a été oublié : bâtiments neufs installés dans un parc au nord de la ville, éclairages et mise en scène dignes de l'ouverture des Jeux de Pékin de 2008. Au niveau écologique, on a consenti les mêmes efforts : fermeture des usines, limitations de la circulation automobile, arrêt des chaudières au charbon des bâtiments publics, etc., pour un air sain... La Chine pouvait afficher, devant les caméras du monde entier, l'étendue de sa puissance économique et financière symbolisée par le projet des nouvelles routes de la soie (terrestre et maritime) et par la création de la nouvelle Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Cette dernière aura son siège à Pékin. Ce sommet a été l'occasion pour la Chine de s'imposer comme une puissance incontournable de la zone Asie-Pacifique.

12 *La Chine, chef de file mondial dans la lutte contre le changement climatique selon le professeur Tim Flannery*, weba.be, 1er mai 2013, <<http://wang888.skynetblogs.be/archive/2013/05/01/la-chine-chef-de-file-mondial-dans-la-lutte-contre-le-change.html>>.

13 Ces mouvements de protestation ont été récemment réactivés par la diffusion numérique du film de Chai Jing, ex-présentatrice vedette de la CCTV (chaîne de TV publique). Dès sa sortie à la fin de février 2015, ce documentaire intitulé *Sous le dôme* a fait sensation sur le Web chinois. Il a été visionné plus de 300 millions de fois avant d'être censuré quelques semaines plus tard. Ce travail de vulgarisation médiatique permet de prendre la mesure du problème de la pollution des grandes villes chinoises. Le site de *Rue 89* en propose une version française : <<http://rue89.nouvelobs.com/2015/03/31/sous-dome-docu-chinois-censure-version-francaise-258460>>.

### **Cependant, malgré les discours, la croissance est toujours privilégiée**

Ces derniers mois, dans un pays où tout rassemblement contestataire est considéré comme suspect, les questions environnementales sont les seules à avoir généré de grandes manifestations populaires. La ferveur des forums et des sites consacrés à ces questions sont aussi des indicateurs qui montrent que la question écologique est devenue en quelques mois une préoccupation majeure du peuple chinois. Malheureusement, lorsque l'on connaît les aspirations productivistes du pouvoir en place, on doit rester prudents. Si ces manifestations populaires ont pu avoir lieu, c'est que les sujets environnementaux sont considérés, pour l'instant, comme peu menaçants pour le régime. Les protestations liées au sort des travailleuses et des travailleurs migrants venus de la ruralité (appelés *mingongs* en mandarin) ou aux fermetures d'usines sont beaucoup moins tolérées<sup>14</sup>. La pression du pouvoir est bien présente d'ailleurs, certaines réactions écologistes populaires se sont même exprimées sous le couvert d'un sentiment national farouchement remonté contre les voisins japonais<sup>15</sup>. Dans ce contexte, les questions écologiques seraient-elles le creuset de l'émergence d'une société civile qui ne demande qu'à s'organiser autour de causes communes ? Car si ces questions environnementales amènent le gouvernement chinois à accepter plus de transparence, c'est toujours la croissance qui prime, alors que le débat entre développement durable<sup>16</sup> et décroissance se pose ici plus qu'ailleurs. La direction du Parti communiste chinois (PCC) et la grande majorité du peuple chinois restent fascinées par l'augmentation de la production. Le « toujours plus » est encore de mise malgré un fléchissement de la croissance (+7,4 % pour 2014). Cette nouvelle normalité économique réoriente le PIB vers d'autres productions (services, technologie, recherche, énergie renouvelable, etc.) et délocalise les activités polluantes vers les pays plus attractifs en matière de coût de la main-d'œuvre (Vietnam, Cambodge, Thaïlande, Indonésie). Si le débat sur la durabilité du modèle chinois commence à émerger, la réponse apportée reste cependant fortement influencée par le paradigme productif et s'oriente vers une croissance dite « verte ». Le débat sur la décroissance reste ainsi

14 Philippe Grangereau, « La Chine sur le pied de grève », *Libération*, 15 avril 2013, <[www.liberation.fr/monde/2013/04/15/la-chine-sur-le-pied-de-greve\\_896372](http://www.liberation.fr/monde/2013/04/15/la-chine-sur-le-pied-de-greve_896372)>.

15 Ces derniers mois ont vu se développer un sentiment très antijaponais au sujet du contrôle des îles Sankaku situées dans la mer de Chine orientale. Dans ce contexte, les habitants de la ville de Qidong, près de Shanghai, ont protesté en juillet 2012 par dizaines de milliers contre un projet de rejet d'effluents provenant d'une papeterie japonaise. Voir : « Chine: calme précaire après des manifestations contre une usine polluante », *AFP*, 29 juillet 2012, <[www.lexpress.fr/actualites/1/monde/chine-calme-precaire-apres-des-manifestations-contre-une-usine-polluante\\_1143891.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/chine-calme-precaire-apres-des-manifestations-contre-une-usine-polluante_1143891.html)>.

16 Dans ce domaine, au-delà des énergies renouvelables, de nombreux projets sont en cours dont la construction d'une écocité à Tianjin à 150 km de Pékin. Voir : « En Chine, une "écocité" censée réconcilier écologie et urbanisation », *Planète*, 12 septembre 2014, <[www.20minutes.fr/planete/955425-20120618-chine-eco-cite-censee-reconcilier-ecologie-urbanisation](http://www.20minutes.fr/planete/955425-20120618-chine-eco-cite-censee-reconcilier-ecologie-urbanisation)>.

inaudible et la chape de plomb imposée par un Parti communiste toujours plus productiviste propulse la population chinoise et celle de la planète entière vers un risque écologique majeur. Finalement, sur fond de nationalisme, les Chinois espèrent une victoire sur l'histoire pour retrouver la place qui était la leur sur l'échiquier mondial : la première. Si la Chine devient le leader de la planète<sup>17</sup>, à quel type de monde faut-il s'attendre<sup>18</sup> ?

Or, ici comme ailleurs, il sera bien difficile d'en sortir sans un pas de côté permettant de percevoir la réalité autrement. Jamais l'effort de chacune et de chacun n'a été aussi nécessaire pour développer des utopies. Si dès le IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, Lao-tseu<sup>19</sup> nous invitait à la modération et au refus d'une consommation sans limites, il proposait aussi de regarder le monde autrement pour pouvoir mieux s'y adapter. Il affirmait par exemple : « Si les choses ne changent pas, change ta façon de les voir, cela suffit... » Les Chinois et les Chinoises se retrouvent souvent dans cette attitude attentiste où il suffirait de changer de regard pour que le contexte s'améliore. C'est bien la permanence de cette sagesse ancestrale qui, encore aujourd'hui, inspire Fan (30 ans), lorsqu'à la question « Comment renoncer au culte de la marchandise ? », il répond sans hésiter : « Cela justifie tout le système et tous les efforts de chacun d'entre nous... Va voir dans les magasins, tu verras comment les gens se comportent. Ils veulent accéder à la consommation et si possible aux objets et services de qualité. Mais si la Chine continue ainsi, la catastrophe écologique est pour demain. Alors on retrouvera Lao-tseu et les anciens, ils font partie de notre culture, ils font partie de nous ! ».

La pédagogie des catastrophes<sup>20</sup> aurait-elle encore de beaux jours devant elle ? Car à terme, il se peut bien que les dysfonctionnements écologiques du pays

17 Anne Eveno, « L'économie de la Chine devant celle des États-Unis ? Une histoire d'indicateurs », *Le Monde*, 9 décembre 2014, <[www.lemonde.fr/economie-mondiale/article/2014/12/09/la-chine-deloge-les-etats-unis-de-leur-place-de-premiere-puissance-economique-mondiale\\_4537300\\_1656941.htm](http://www.lemonde.fr/economie-mondiale/article/2014/12/09/la-chine-deloge-les-etats-unis-de-leur-place-de-premiere-puissance-economique-mondiale_4537300_1656941.htm)>.

18 Claude Llena, *La Chine vue d'en bas*, Avignon, Un Jour/Une Nuit, 2015.

19 Claude Llena, *Lao-tseu et les taoïstes ou la recherche d'une vie harmonieuse*, Paris, Passager clandestin, 2014.

20 L'expression « pédagogie des catastrophes » désigne une conviction selon laquelle les humains ne prendront vraiment la mesure du problème écologique que lorsqu'ils seront affectés directement par les catastrophes à venir.



soient les détonateurs d'un changement profond de régime. La nouvelle société civile en gestation pourrait en porter le germe. Face à cet équilibre instable centré sur le recul des valeurs traditionnelles et la progression de l'utilitarisme, quel sera le futur de la Chine ? Sur cette terre stérilisée par le dogme marchand, les actions de la société civile seront-elles suffisamment percutantes pour faire fleurir un imaginaire réenchanté ? Car ici comme ailleurs, l'*Homo œconomicus* réduit à sa fonction de production et de consommation semble s'imposer comme l'expression de l'idéal typique de l'homme nouveau façonné par le néolibéralisme.

# Écocommunautés et décroissance : limites et potentialités de l'expérimentation locale

CATHERINE BEAU-FERRON

## Sortir de la croissance

Il faut sortir de la croissance économique, cette fuite en avant qui permet au capitalisme globalisé de survivre malgré la détérioration de la biosphère qu'il a colonisée presque entièrement, saccageant au passage les écosystèmes, la vie elle-même, la dignité des humains et du reste du vivant. À défaut de disposer des ressources naturelles qui deviennent insuffisantes pour satisfaire son appétit sans fin, la croissance se nourrit maintenant de rêves, de promesses de technologies miraculeuses qui permettraient de manger sans terre, de carburer sans pétrole et, qui sait, de boire sans eau. Elle se nourrit du bien commun qui est sacrifié chaque jour sur l'autel du totalitarisme corporatif. Elle se nourrit d'une force de travail de plus en plus interchangeable, de bulles financières, de projets d'extraction pétroliers et gaziers à haut risque environnemental. Et enfin, elle se nourrit du désastre – du simple accident d'auto aux guerres et catastrophes écologiques – dont elle est souvent d'ailleurs la cause principale. C'est là sans doute toute l'abominable perfection de ce système qui cannibalise ses propres dégâts pour en sortir plus fort encore<sup>1</sup>. Et lorsque la protestation populaire s'élève contre cette psychose collective, la violence policière s'élève aussi, agissant comme dernier bastion contre la partie du peuple qui commence à s'interroger sur notre soi-disant « démocratie ».

## Quelles solutions ?

Un constat aussi pessimiste n'est évidemment pas partagé par la majorité des citoyennes et des citoyens, mais lorsque c'est le cas, cela soulève une question plus complexe: qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Éteindre sa télévision, consommer moins, parler à son voisin et faire de l'agriculture urbaine semblent alors des mesures bien insuffisantes pour sortir de l'impasse globalisée dans laquelle s'engouffre notre monde. Lorsqu'il s'agit d'élaborer une théorie d'ensemble sur ce que serait un véritable projet de société postcroissance, le terrain devient rapidement glissant. Par où commencer ? À quel niveau et par quels moyens entamer la transformation ? Doit-on faire la révolution, bâtir quelque chose de neuf en marge du système, ou réformer l'État, l'économie, la sphère politique ? Et, surtout, comment proposer des solutions concrètes sans remplacer un

---

1 Voir la thèse de Naomi Klein dans *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Leméac, Arles, Actes Sud, 2008.

vieux dogme par un autre ? Une société postcroissante ressemblerait-elle à un vaste laboratoire, à une multitude d'expérimentations individuelles, locales, communautaires et politiques qui nous permettraient de corriger « l'anomalie historique »<sup>2</sup> qui aurait caractérisé le dernier siècle ?

C'est peut-être en raison de la complexité de ces questions que les propositions concrètes élaborées en Europe et au Québec par les décroissants et les décroissantes ne font pas toujours l'objet d'un consensus et peuvent même décevoir par leur côté flou ou trop modéré par rapport à la gravité et à l'urgence du problème. En France, on a ainsi formulé la proposition d'une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA) comme première mesure politique concrète vers une société décroissante<sup>3</sup>. Et à la Conférence internationale sur la décroissance de Barcelone (2010), on a adopté une liste de dix mesures incluant la réduction du temps de travail et de la publicité ainsi qu'un moratoire sur les méga-infrastructures. Serge Latouche, pour sa part, a proposé des principes généraux reconnus comme les 8 R<sup>4</sup>. Yves-Marie Abraham, sociologue et partisan de la décroissance, a tenté de rassembler ces propositions assez hétéroclites pour en dégager un cadre commun de pensée, constitué de « principes d'économie politique décroissante »<sup>5</sup> qui permettraient de guider nos actions pour la suite du monde. Le premier principe, dit *d'autoproduction*, implique l'idée que « nous produisons non plus pour gagner de l'argent, mais pour subvenir à nos besoins » ; il vise à provoquer « la fin du salariat », ce mécanisme d'aliénation majeur et paralysant. Le deuxième principe dégagé est celui de la *mise en commun* : il implique un « refus de la propriété, qu'elle soit privée ou collective, ainsi que la limitation de la consommation humaine actuelle, puisque cette mise en commun concerne tout autant les générations futures que les êtres vivants non humains ». Il propose ensuite celui de la *coopération*, c'est-à-dire « l'élimination ou la marginalisation des rapports de concurrence et de compétition », pour favoriser plutôt la réciprocité, l'échange, le don entre humains comme avec le reste du vivant. Le quatrième principe est celui de la *démocratisation*, aucune véritable transition n'étant possible sans une « révolution démocratique » consistant à réinventer le pouvoir politique, à le relocaliser, à l'éliminer ou encore à s'en emparer... La ligne politique, on le voit, n'est pas clairement définie, le rôle de

2 Concept évoqué par plusieurs anthropologues et économistes dont Marshall Sahlins et Karl Polanyi.

3 Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA)*, Montréal, Écosociété, 2014.

4 Les 8 R sont les suivants : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler. Cette proposition de Serge Latouche (2010) est résumée dans le texte de Yves-Marie Abraham, *La décroissance soutenable comme sortie de crise ?* présenté au colloque de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF), Montréal, octobre 2012.

5 Les citations de cette section proviennent toutes du texte d'Abraham.

l'État demeurant un des points épineux de la théorie sur la décroissance qu'on a tendance à contourner.

### **Les écocommunautés : microexpériences de la décroissance ?**

À défaut de pouvoir porter immédiatement ces principes à un niveau global, il est crucial d'expérimenter à un niveau plus restreint des manières d'être-au-monde échappant aux balises du technoproductivisme – de ce qu'André Gorz et d'autres auteurs ont appelé « la barbarie ». Ces expérimentations peuvent apporter des solutions, mais elles permettent surtout de mener une vie moins vide de sens que celle qui nous est offerte « par défaut ». Dans cette optique ont été créées plusieurs communautés intentionnelles, des lieux de vie qui peuvent être perçus comme des microexpériences de la décroissance ou plutôt d'un mode de vie alternatif – leur variété empêchant de leur attribuer une étiquette commune – permettant souvent d'appliquer plusieurs des principes invoqués par Yves-Marie Abraham. Selon Diana Leafe Christian, la spécialiste américaine des communautés et membre de l'écovillage Earthaven en Caroline du Nord, « une communauté intentionnelle rurale ou urbaine consiste en un groupe de personnes qui choisissent de vivre ensemble, ou très près les unes des autres, pour pratiquer un style de vie commun ou travailler à atteindre des buts partagés »<sup>6</sup>. La qualification d'« intentionnelle » indique que l'objectif poursuivi pourra différencier grandement un projet d'un autre : cohabitat, spiritualité, autonomie alimentaire, travail, etc. Le « vivre ensemble » n'est évidemment pas un concept neuf; ce qu'on appelle aujourd'hui des écocommunautés aurait émergé du mouvement hippie des années 1960-1970, « constituant entre autres les débuts du mouvement écologiste avec la création d'associations militantes dénonçant notamment les centrales nucléaires, les pesticides, etc. »<sup>7</sup> explique Leslie Carbonneau, co-auteur de *Répertoire des écocommunautés du Québec* qui, lors de sa publication en 2010, en recensait vingt-cinq « officielles » dans la province. L'Écohameau de La Baie (en lien avec le GREB, Groupe de recherches écologiques de La Baie<sup>8</sup>) situé au Saguenay-Lac-Saint-Jean est une des communautés les plus connues au Québec; en Europe, on pensera à celle de Findhorn<sup>9</sup> en Écosse qui compte plus de cinq cents habitants.

Ayant modestement écrit et milité au sein du mouvement de la décroissance durant quelques années, je fais aujourd'hui partie d'un écohameau dans lequel plusieurs des principes de la décroissance évoqués précédemment sont expérimentés à divers niveaux, sans évidemment que l'on puisse prétendre qu'ils

6 Diana Leafe Christian, *Vivre autrement. Écovillages, communautés et cohabitats*, Montréal, Écosociété, 2006, p. 22.

7 Michel Dumais, « Éco-communautés 101. Entrevue avec Leslie Carbonneau », *BioBulle*, n° 99, avril 2011, <[http://gaiapresse.ca/images/UserFiles/File/Bio-bulle/BB99\\_mars\\_2011.pdf](http://gaiapresse.ca/images/UserFiles/File/Bio-bulle/BB99_mars_2011.pdf)>.

8 <[www.greb.ca/GREB/Ecohameau\\_de\\_La\\_Baie.html](http://www.greb.ca/GREB/Ecohameau_de_La_Baie.html)>.

9 <[www.findhorn.org](http://www.findhorn.org)>.

sont incarnés entièrement. Ce cas concret servira cependant d'angle d'approche pour un questionnement plus large sur les limites et les possibilités d'une telle expérimentation comme voie de sortie, si étroite soit-elle, vers une société postcroissance. Car les écocommunautés, qui sont perçues par certains comme des mises en pratique concrètes de la décroissance, sont parfois critiquées pour leur caractère élitiste et cloisonné. Jusqu'où la transformation peut-elle réellement s'opérer dans une petite expérience collective comme la nôtre, alors qu'à ses frontières la barbarie avance, imperturbable, alors que de l'autre côté du mur la crise sociale et écologique s'aggrave, avec une force et une vitesse de plus en plus difficiles à freiner ?

### Lien social et autonomie

« Les scientifiques, note Derek Rasmussen, ont procédé à la fission de l'atome dans le but de libérer une énorme quantité d'énergie ; l'économie de marché a fait éclater la famille et la communauté dans le but d'exploiter la masse énergétique de l'individu rentable et mobile – le travailleur salarié »<sup>10</sup>. Lorsqu'on souhaite un changement de paradigme, il n'est pas étonnant qu'on ait envie de renverser la vapeur en commençant par retisser le lien social: miser sur la force du collectif, recréer des relations non monétaires et réciproques entre les individus et avec le reste du vivant, miser sur le don, et ce au-delà de la famille nucléaire dans laquelle ce type de relations perdure encore. Une de ces tentatives a donc pris la forme d'une petite « tribu » de onze adultes et trois enfants qui, établis du côté nord de la Gaspésie, partagent un terrain sur lequel ils et elles érigent des bâtiments pour leurs habitats privés (rénovés ou en autoconstruction) ainsi que des infrastructures communes et personnelles. Culture de la terre et élevage, entre autres, sont des activités mises en commun pour tendre vers une certaine autonomie alimentaire dans ce lieu de vie qu'on appellera écohamteau plutôt qu'écovillage, étant donné sa petite taille. Des repas et happenings culturels sont partagés au sein du groupe et avec la communauté élargie qui gravite autour du projet et y participe de plusieurs manières.

Les décisions se prennent horizontalement entre les résidents et les résidentes du lieu, c'est-à-dire par consensus plutôt que par vote, notamment en ce qui concerne l'élaboration d'un statut juridique qui permettrait, une fois parachevés, d'extraire le terrain et ses bâtiments de la propriété privée traditionnelle en les cédant, dans un premier temps, à une coopérative, et en instaurant un lien d'usage entre le membre ou la membre et son habitat. Cette forme de lien conduirait, selon les fondateurs et les fondatrices, à une vision plus « juste » de l'occupation d'un habitat, fondée sur le principe de la jouissance d'un lieu et non sur la capitalisation de sa valeur. En ce qui concerne les revenus, certains gagnent leur croûte sur place en exerçant des activités ancrées dans le territoire,

---

10 Derek Rasmussen, « Valeurs monétisées et valeurs non monétisables », dans *Le terrorisme de l'argent*, Cahier I, *Interculture*, n° 147, octobre 2004, p. 7, <[www.iim.qc.ca/publications/Documents/PDF/interculture-147f.pdf](http://www.iim.qc.ca/publications/Documents/PDF/interculture-147f.pdf)>.

comme l'agriculture ou la cueillette sauvage, en collaboration ou non avec d'autres membres, alors que certains se débrouillent à travers divers projets à vocation culturelle ou autre, selon les saisons. Tout projet concret devient un nid à paradoxes: dans le stationnement, par exemple, on peut voir jusqu'à huit véhicules ! Si la plupart des membres sont d'accord sur la nécessité théorique de sortir du pétrole, la pratique se révèle plus complexe. Le mot décroissance n'est pas sur toutes les lèvres non plus, les choix et les valeurs individuels se superposent à la vision du groupe et donnant une pâte feuilletée d'idéologies unique et singulière à l'expérience. Le désir d'autonomie constitue cependant un noyau rassembleur et créateur, générant plusieurs efforts communs et individuels pour tendre vers une moins grande dépendance du marché globalisé, notamment pour la nourriture et les matériaux de construction.

### **Partage de viande et décroissance**

Il n'est pas nécessaire de décrire plus en détail ici la vie au sein de ce projet collectif, mais bien d'en explorer les marges – la perméabilité de ce microlaboratoire à la réalité physique et politique dans laquelle il se taille une place. Or, il faut savoir que dans cette petite zone d'expérimentation alternative, beaucoup plus de temps est passé à parler de partage des tâches, des outils et infrastructures, des dépenses et de la nourriture que des différences entre l'écosocialisme et la décroissance. Une vision du monde, une société rêvée, s'incarne et se construit à travers des décisions en apparence banales plutôt que dans de grands débats de fond. Le mode de décision par consensus, en lui-même, incarne déjà une certaine vision de la gouvernance conçue comme non hiérarchique, collaborative. Lorsqu'on réfléchit par exemple à la manière de répartir la viande des agneaux élevés par une partie du groupe, on se demandera si on calcule la part de chacun selon sa participation, selon la taille de sa famille, en distribuant une quantité égale à chaque adulte, ou alors en mettant tout en vrac dans le congélateur collectif... Une certaine vision du commun, du partage des richesses et même de l'économie se dégagera d'une telle discussion, même si on n'en parlera pas dans ces termes.

Sur le plan plus théorique, le projet (encore inachevé) de sortie du terrain et des habitations de la propriété privée a déjà généré des heures et des heures de discussions visant à dégager une vision commune de cet endroit très « colonisé » de notre imaginaire: l'endroit qui concerne le capital, l'investissement, l'héritage, ce que signifie vraiment jouir d'un lieu ou d'une chose sans la « privatiser »... Les discussions de groupe, si elles se déroulent dans le respect, permettent d'éviter que les membres restent cristallisés dans une certaine position, dans une certaine vision du monde, et d'avancer vers quelque chose de plus vrai. Un sujet comme la propriété privée réveille des peurs, des préconceptions: certaines très personnelles, certaines inculquées par l'environnement dans lequel on a grandi, certaines inconscientes. C'est en groupe, à tâtons, qu'il est possible d'avancer vers quelque chose de plus net, une vision qu'on aimerait voir émerger des véritables

croyances et valeurs de chacun et de chacune tout en respectant les limites. L'émancipation collective est à la fois exaltante et exigeante sur le plan intime et interpersonnel, présentant son lot de défis à des humains qui ont été formatés pour la plupart dès l'enfance comme des individus avant tout. Les statistiques sur le taux d'échec des communautés – celles qui n'aboutissent jamais ou celles qui se dissolvent – sont révélatrices, Diana Leafé Christian le situant à 90 %<sup>11</sup> même si elle ne cite aucune étude pour expliquer ce chiffre...

### **Limites et potentialités d'un microlaboratoire**

La question importante, cependant, ne consiste pas à se demander si notre petite communauté défiera cette effarante statistique, mais plutôt de chercher à savoir quel sera son impact, durant son existence, sur l'environnement immédiat et ses habitants, mais aussi sur le plan communautaire et politique. En d'autres mots: quelle énergie de transformation peut être contenue dans cet « atome » et quelle part en franchit les frontières pour agir au-delà du cercle de ses membres ? Certains soutiennent l'hypothèse que le rôle des expérimentations marginales telles que la nôtre est simplement d'inspirer les autres, de montrer le chemin, en quelque sorte : cela en soi serait suffisant pour faire avancer une « transition » qui est déjà en marche. Or, ce raisonnement, quoique partiellement vrai, traduit non seulement une bonne dose de prétention mais présente aussi plusieurs failles.

Plusieurs de façons de vivre explorant les principes d'une société postcroissance peuvent émerger ou renaître – n'oublions pas qu'on invente si peu – au sein d'un tel projet et peuvent servir d'exemples pour d'autres communautés existantes ou en devenir. Les gens de passage et les proches qui sont accueillis chaque année, les personnes qui en entendent parler ainsi que celles du village et des environs qui fréquentent les lieux, peuvent effectivement y puiser une certaine inspiration – parfois positive, mais parfois aussi répulsive ! Parmi celles et ceux qui sont positivement impressionnés, certains peuvent effectivement avoir envie de sortir du système dominant en constatant la qualité de vie assez exceptionnelle qui peut se façonner dans ses marges. Ces étincelles ne sont pas éphémères, et peuvent effectivement nourrir de nouvelles actions de résistance ou de transformation. Par contre, il n'existe pas de recette miracle : aussi parfaitement accomplie que puisse devenir une communauté, ce qui est fait dans celle-ci ou celle-là ne pourra être transposé intégralement ailleurs ou à une plus large échelle, chaque lieu et chaque groupe possédant ses caractéristiques propres, ses besoins, ses défis et ses opportunités, qui exigent des solutions différentes. L'expérimentation dont il s'agit ici est également loin d'être affranchie du système croissantiste : des intérêts sont encore versés chaque mois à une banque, on y achète du pétrole, des outils, des vêtements et toutes sortes de produits importés, des billets d'avion, et on y échange sa force de travail contre de l'argent. Il serait probablement plus

---

11 Diana Leafé Christian, *op. cit.*, p. 22.

long de dresser une liste complète de ce qui se passe à l'intérieur du système que de ce qui se passe à l'extérieur, même si l'émancipation est réelle et nourrissante. Et c'est peut-être tant mieux, puisque c'est notamment à travers ces zones que se créent des échanges avec le monde « extérieur », permettant peut-être d'éviter certaines dérives.

### **Frontières et dérives**

Une de ces dérives serait celle de « l'emmurement » : c'est le cas des communautés qui parviennent à vivre en quasi-autarcie et qui peuvent aller jusqu'à occulter complètement le « monde réel », ce qui est arrivé dans certaines communautés chrétiennes fermées. Ces lieux permettent un mode de vie en harmonie avec la nature et les humains, mais seulement à l'intérieur d'un « cercle » restreint, aucun journal ou vitrine sur le monde extérieur n'y étant accessible, le sort du reste de la planète ayant été en quelque sorte effacé. Il est inutile de dresser une liste exhaustive des dérives sectaires extrêmes qu'on connaît ou imagine, dont les communautés survivalistes représentent une expression extrême. Mentionnons cependant un cas aussi intéressant que terrifiant: il existerait apparemment des écovillages de droite qui, « en apparence sympathiques pour les non-avertis, masquent une vision communautariste, voire raciste, de l'écologie »<sup>12</sup>. C'est ainsi qu'ils sont décrits dans un article qui évoque cinq exemples européens de communautés entretenant des liens avec le mouvement fasciste et prônant une sorte de retour à la « vieille Europe ». Pour éviter ces dérives extrêmes mais surtout pour ne pas créer de petits îlots d'affranchis bien cloisonnés, laisser ouvertes les portes du laboratoire est plus qu'une nécessité, c'est en quelque sorte une obligation morale: on peut le faire par l'accueil de visiteurs et de visiteuses, l'organisation d'événements inclusifs, l'élaboration de projets plus vastes qui tissent des liens avec la communauté élargie, la vente de paniers de légumes, etc.

### **Au-delà des frontières : la barbarie**

Même si les portes demeurent ouvertes, le nombre de membres d'une communauté demeure limité par la superficie des terres cultivables et habitables, ainsi que par la vision du groupe. La bulle est certes perméable, mais comporte aussi des frontières physiques et immatérielles. Qu'est-ce qu'on voit si on regarde au-delà de ces frontières ? D'abord, de beaux paysages, mais aussi beaucoup de misère : sociale, culturelle, matérielle. La Gaspésie est une région pauvre comme tant d'autres au Québec, avec des infrastructures qui se détériorent et une qualité de vie qu'on soupçonne être beaucoup moins élevée pour la plupart des habitants que celle qu'on atteint en vivant au coeur d'un projet marginal. Si on porte le regard un peu plus loin, on constate que l'industrie pétrolière

12 Toufik de Planoise, *Villages verts pour blancs « pure souche » : quand l'extrême droite se la joue retour à la terre, Basta!*, 13 janvier 2014, <[www.bastamag.net/Villages-verts-pour-blancs-pure](http://www.bastamag.net/Villages-verts-pour-blancs-pure)>.

provoque tout près un saccage digne de ce nom, avec des projets d'extraction à haut risque environnemental planifiés ou déjà entamés; ces projets s'ajoutent aux projets miniers, industriels et de transport de pétrole qui menacent la santé des écosystèmes qui nourrissent et abreuvent les habitants de la région. Certains citoyens et certaines citoyennes se lèvent, revendiquent, résistent, mais s'avèrent souvent impuissants face au bloc État-industrie qui a réduit ce morceau de territoire à un réservoir de ressources destinées à être pillées. Les projets les plus dangereux ont pour l'instant été épargnés à la partie nord de la Gaspésie, mais la barbarie se trouve tout près, chez les amis, chez les voisins du sud, si bien qu'il devient très difficile d'ignorer le problème, à moins de décider de limiter son combat à son espace vital immédiat et à la communauté proche. Si on porte le regard encore plus loin, d'ailleurs, on rencontre aussi une crise climatique, une crise écologique, une crise sociale, une crise de sens, des inégalités qui augmentent au même rythme que le mépris des élites dirigeantes.

Pendant ce temps, la force vitale de onze adultes aux convictions variées, mais généralement écologistes, décroissantes ou anarchistes est utilisée principalement pour construire des maisons, pour discuter, pour produire de la nourriture, pour gagner leur vie aussi. Si toutes et tous les contestataires de ce monde se confinaient dans des lieux où ils pourraient vivre heureux, en marge, et consacrer leur énergie à vivre mieux plutôt qu'à freiner leur progression, ne serait-ce pas l'idéal pour les élites dirigeantes ? La roue destructrice du capital pourrait continuer d'avancer à une vitesse croissante, inhumaine et sans compromis. Que vaudra cet écohomeau si un jour la source d'eau en est contaminée ? Et même si ça ne devait arriver que plus tard, quel pas aura vraiment été fait pour l'écologie si on laisse progresser les désastres à quelques kilomètres de notre bulle ? A-t-on vraiment le luxe et le temps d'expérimenter face à l'urgence actuelle ?

### **Le piège de la transition**

Il faut donc reconnaître que « montrer le chemin » est dramatiquement insuffisant si l'on aspire au changement véritable. Sans des changements à un niveau plus global, les possibles aménagés avec peine se heurtent au monde « réel » et y rencontrent leurs propres limites, qu'elles soient juridiques, infrastructurelles, politiques ou écologiques. De plus, ce qu'on appelle la « transition » est peut-être même un joli piège. Selon les décroissants et les décroissantes, cette transition consisterait à réfléchir, dialoguer, expérimenter et proposer des solutions, qu'elles soient larges ou restreintes, pour une société postcroissance. Tous ces niveaux d'action partagent cependant un point commun : ils sont positifs. On ne dit pas « non » au monde global qui nous est proposé, on dit « oui » à un passage vers autre chose – une réforme, en quelque sorte. Et si on se faisait avoir par les boîtes de marketing ? Car pendant que ces « oui » émergent et essaient un peu partout – le vocabulaire positif étant souvent même préconisé au sein de plusieurs mouvements militants – ce qu'on

veut en réalité refuser avance beaucoup plus vite et détruit les bases mêmes de ce qu'on souhaite reconstruire.

### **Élargir la cage : pour une résistance créatrice**

Noam Chomsky, dans une entrevue portant sur les étapes nécessaires pour parvenir à une société anarchiste, explique qu'il faut d'abord « élargir la cage, jusqu'au moment où on pourra en casser les barreaux<sup>13</sup> ». Cette image inspirée par un mouvement de travailleurs agricoles brésiliens évoque l'idée qu'il faut combattre les « pulsions autodestructrices et irrationnelles de gens qui se considèrent comme de gauche et qui, selon Chomsky, les coupent en pratique de la vie et des aspirations légitimes d'une population qui souffre<sup>14</sup> ». Au-delà de la réflexion et de l'expérimentation, résister, organiser la lutte pour limiter les dégâts et les assauts du système croissantiste est donc nécessaire afin de protéger les droits essentiels qui nous permettront de rebâtir quelque chose sur une base acceptable : de l'eau bonne à boire, des toits et de la terre à habiter et pour nous nourrir, le respect des humains et du reste du vivant, une vie digne, du pain pour tous et toutes. Qu'il s'agisse du virage pétrolier québécois ou de la très mal nommée austérité, des zones d'échange et de convergence entre les expérimentations et les luttes en cours doivent donc être maintenues et développées, que cette résistance consiste à joindre les rangs du Printemps 2015 ou à emprunter la voie de la désobéissance civile, la défense d'enjeux politiques locaux ou la contre-propagande. On pourrait appeler tout cela la résistance créatrice : la quête d'un équilibre à la fois intérieur et global entre le « oui » et le « non », pour passer d'un monde rêvé à un monde possible.

---

13 Noam Chomsky, *Perspectives politiques*, Marseille, Le Mot et le reste, 2007, p. 14.

14 *Ibid.*, p. 14-15.

# La décroissance à Leipzig

RICHARD SWIFT

TRADUIT DE L'ANGLAIS

En septembre 2014, la cinquième conférence internationale sur la décroissance a eu lieu dans la ville de Leipzig, faisant suite aux colloques de Paris, Barcelone, Venise et Montréal. Nous étions plus de 3000, la plupart étant des Allemands et des Allemandes de moins de 35 ans, mais il y avait également des participants et des participantes du monde entier, y compris quelques-uns des réseaux écosocialistes du Québec et du Canada. La blague qui circulait entre nous était que la décroissance est en pleine croissance !

Durant les années de la guerre froide, Leipzig a été un ferment intellectuel et militant au sein de ce qui était la République démocratique allemande. Malgré le fait que Leipzig soit aujourd'hui une petite ville universitaire, elle est quand même suffisamment grande pour être marquée par les tensions sociales et les divisions de classe qui touchent l'ensemble du pays. Le centre-ville est agréable et rendu encore plus convivial par l'interdiction des voitures, mais en allant vers la périphérie, on remarque une augmentation surprenante de la pauvreté dans un pays reconnu pour sa prospérité !

En arrivant sur le site de la conférence, sur le campus d'une des universités de la ville, on est tombés sur un gigantesque ballon vert (fait de végétaux) qui pendait au bout de la chaîne d'une immense grue. Toute une métaphore sur le défi que représente la décroissance ! La conférence était très bien organisée avec des plénières animées chaque matin et une pléthore d'ateliers, de rencontres impromptues, d'évènements sociaux et artistiques ainsi qu'une manifestation contre la surconsommation dans une zone commerçante, culminant dans une assemblée participative où nous tentions de tracer un portrait de ce que pourrait avoir l'air une future société décroissanciste.

Ce festival des idées a abordé tout un éventail de thèmes et d'expériences : le mouvement des « petites maisons » aux États-Unis, les cibles de production dans les usines occupées en Europe, les technologies vertes, la production alimentaire, la planification urbaine, l'énergie renouvelable, etc. Fait à noter, contrairement à une certaine tradition de gauche, le mouvement de la décroissance discute d'une manière conviviale, sans prétention, tant sur le « comment » (coopératives

d'habitation, écovillages, systèmes de financement alternatif, bricolage) que sur le « pourquoi » (les rapports entre croissance et capitalisme, le concept andin de *buen vivir*, etc.). Derrière bien des discussions, on retrouve quelques principes fondamentaux tels que la nécessité de défendre les « communs » comme moyen de revitaliser la démocratie et le revenu de base comme fondement d'une décroissance équitable.

La conférence a permis aux vétérans de la décroissance de dialoguer avec les jeunes – qui étaient la majorité – qui s'intéressent au mouvement autant qu'ils et elles se sentent profondément désemparés par la direction que prennent nos sociétés dans la poursuite d'une croissance sans fin. Tandis que les objecteurs de croissance viennent d'un peu partout, le noyau intellectuel du mouvement est le Groupe de recherche sur la décroissance, établi à Barcelone, animé par l'un des grands penseurs de l'économie écologique Joán Martínez-Alier. Ce groupe a joué un rôle clé lors de ce colloque par ses efforts pour approfondir le débat d'une manière respectueuse et démocratique qui cherchait à éviter les pièges habituels de l'avant-gardisme.

Ce colloque a aidé à préciser un certain nombre de questions auxquelles font face ceux et celles qui prônent une stratégie de décroissance comme pierre de touche d'une opposition au capitalisme corporatif. Il a été également l'occasion de contextualiser les concepts, voire les mots. Trop souvent, la « décroissance » est vue comme un concept négatif, une réaction. Ce qui suscite parfois, parmi la population, des sentiments mitigés : qui peut être contre la croissance ? Les enfants grandissent. Les plantes et les arbres aussi. N'est-ce pas le cycle de la vie ? N'est-il pas normal de promouvoir la croissance de l'économie pour combattre la pauvreté et faire face à l'augmentation de la population ? Plusieurs s'opposent à cette terminologie négative. D'où d'autres questions : sommes-nous capables de définir pourquoi nous nous battons, plutôt que d'affirmer notre opposition ? Peut-on éviter d'être instrumentalisés par ceux qui veulent vendre une croissance capitaliste plus verte ? Comment préserver la charge subversive qui est associée à l'idée de décroissance ?

Toutes ces réflexions font partie d'une discussion plus large sur la relation entre la décroissance et le capitalisme. Pour un grand nombre des conférenciers et des conférencières, la décroissance est incompatible avec le capitalisme. Au fur et à mesure que la décroissance gagne des appuis, de nombreuses et de nombreux adhérents se rallient au défi de changer leur style de vie et de travailler pour de petites réformes. Mais le plus grand défi est d'établir le lien entre ces efforts individuels et l'impératif de transformer le système en tant que tel : comment lutter de manière réaliste tout en préservant le côté radical de la décroissance qui lie la politique de l'écologie aux changements structurels dans le but d'assurer la santé et la survie des formes de vie ?

Dans toute cette effervescence, il y avait cependant à Leipzig un angle mort. Les syndicats, y compris et d'abord les cols bleus, longtemps considérés comme le fer de lance de la transformation dans une certaine perspective marxiste, étaient

pratiquement absents. Cette lacune risque d'être un problème à la fois pour le mouvement décroissanciste et pour le mouvement syndical. Il faudra tôt ou tard amorcer le débat sur la pertinence de l'objectif de plein emploi revendiqué par le mouvement ouvrier traditionnel tout en valorisant les luttes pour la sécurité économique et le respect des normes de travail, surtout à un moment où la classe ouvrière est de plus en plus précarisée et assiégée. Lors du colloque, il y a eu quand même quelques ateliers intéressants portant sur des expériences innovatrices de prise en main d'usines par les travailleurs et sur les manières d'accroître le contrôle exercé par ces derniers sur les objectifs de production.

Ceci nous ramène à l'importance de l'équité pour une perspective décroissanciste : en se basant sur des principes égalitaires, on se prémunit contre toute tendance malthusienne vulgaire (« il y a trop de pauvres »). En fin de compte, si nous sommes tous et toutes dans le même bateau, nous devons accepter de partager les ressources non renouvelables de la terre, et ceci implique un renversement radical de la distribution actuelle de la richesse. Pour les participants et les participantes au colloque de Leipzig, il était évident que, dans une perspective démocratique, la décroissance ne peut pas se dérouler au même rythme partout dans le monde.

L'approche stratégique faisait aussi partie des réflexions à Leipzig, et plus particulièrement lors de la plénière finale : comment la décroissance doit-elle se positionner dans le futur ? Le mouvement de la décroissance doit-il se développer sur ses propres bases, développer sa propre organisation politique, sa plateforme, son programme d'action, sa stratégie médiatique, ses moyens financiers ? Ou au contraire, doit-il contribuer à l'élaboration d'une position commune avec d'autres mouvements qui luttent pour l'environnement et la justice sociale ? Cette dernière option n'exclut pas la possibilité de continuer à publier, à organiser des colloques, à créer des institutions, etc., afin de contribuer à l'élaboration de la théorie et d'influencer les politiques dans tous les domaines. La première option, davantage instrumentale, est peut-être plus accessible ; la deuxième apparaît peut-être comme une approche plus subtile pour bâtir une compréhension commune traversant divers mouvements et acteurs sociaux.

Il ressort de tout cela que la perspective de la décroissance est en train de se répandre tranquillement ; elle vise à réunir certaines parties de la gauche et des mouvements environnementalistes en Europe dans un nouveau projet fondé sur un engagement commun envers l'écologie et les valeurs de démocratie et d'égalité. Reste à voir dans quelle mesure ce projet trouvera un écho parmi les classes populaires européennes. Reste aussi à voir comment la critique du développement traditionnel par la décroissance peut prendre forme dans le Sud global. Dans cette partie du monde où survit la majorité de la population, la croissance économique est encore largement vue comme un moyen pour se sortir de la pauvreté, de la marginalisation et du désespoir.

## Le mouvement des villes en transition : un véritable projet de décroissance ?

THOMAS TALOTÉ

### **Le mouvement des villes en transition: de la résilience communautaire à la visualisation positive, une approche systémique du changement social**

En 1990, Rob Hopkins sillonne la vallée des Immortels, au fin fond des montagnes pakistanaïses<sup>1</sup>. Il est aussitôt frappé par l'abondance et la quiétude dont jouissent les communautés locales, et ce, en dépit de leur isolement. Leurs membres semblent vivre en profonde harmonie avec leur environnement, produisant par eux-mêmes toute la nourriture dont ils ont besoin, construisant leurs logis uniquement à partir de matériaux naturels et ne se déplaçant qu'à pied ou à dos d'âne. Fasciné par la simplicité de leur mode de vie, le jeune artiste britannique décide de se reconvertir dans les sciences de l'environnement. En 1996, il s'installe à Kinsale, en Irlande, où il enseignera la permaculture<sup>2</sup> pendant près de dix ans.

En 2004, il découvre le concept de pic pétrolier<sup>3</sup> et réalise que l'humanité est arrivée à une période charnière de son histoire: l'épuisement des ressources fossiles ainsi que le réchauffement climatique font planer une menace inédite sur nos sociétés productivistes, celle d'un effondrement politique, économique et social brutal. Le seul moyen d'y échapper consiste, selon lui, à nous mobiliser

---

1 Cette première partie est basée sur Rob Hopkins, *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Écosociété, 2010.

2 Le concept de permaculture, apparu dans les années 1970, provient de la contraction de l'expression *permanent agriculture*. La permaculture est une démarche éthique visant à créer une culture durable: il s'agit de concevoir de façon consciente des « paysages qui miment les modèles et les relations observés dans la nature », et ce, afin d'obtenir une production abondante de nourriture, de fibres textiles et d'énergie pour satisfaire les besoins locaux ». Cette démarche s'articule autour de trois valeurs fondamentales, que sont le respect de la nature, le souci des gens et le partage équitable. Voir David Holmgren, *L'essence de la permaculture*, 2010, <[http://holmgren.com.au/downloads/Essence\\_of\\_Pc\\_FR.pdf](http://holmgren.com.au/downloads/Essence_of_Pc_FR.pdf)>.

3 Popularisé par le géologue Colin Campbell, le concept de pic pétrolier est apparu dans les années 1950, sous la plume du géophysicien Marion King Hubbert. Il s'agit du moment où la production d'un puits, d'un champ ou d'une région atteint son plafond, lequel correspond à une situation où la moitié des réserves ont été extraites. La production d'un baril supplémentaire requiert alors davantage de temps et d'argent, car, pour continuer à exploiter le gisement, il faut sans cesse creuser plus profond. Les preuves que nous approchons du pic, voire que nous l'avons déjà atteint, se multiplient. En 2008, pour chaque baril découvert, le monde en a consommé quatre. Voir Rob Hopkins, *op. cit.*, p. 21.

sur le champ et à agir collectivement afin de transformer nos systèmes de production, de distribution et de consommation dans le sens d'une plus grande sobriété, ce qui implique que nous rompions avec la mondialisation et que nous repensions le vivre ensemble. La transition dans laquelle nous nous engagerions, loin de nous ramener à l'âge de pierre, permettrait l'avènement d'une société plus propre et plus solidaire, bref, plus respectueuse de la nature et de l'humain.

Hopkins propose alors à ses étudiantes et à ses étudiants de recourir aux principes de la permaculture afin de relever localement les défis de la transition et, plus particulièrement, de diminuer la consommation d'hydrocarbures, dont les émissions de gaz carbonique. En février 2005, les « apprentis transitionneurs » investissent l'hôtel de ville de Kinsale afin d'y tenir un forum public, au cours duquel la population est invitée à se saisir de l'idée de transition et à imaginer des solutions pour un avenir plus sobre. Quelques mois plus tard, ils mettent un point final à leur plan de descente énergétique, divisé en onze volets thématiques, touchant à tous les domaines de la vie quotidienne, comme l'alimentation, l'éducation, la santé ou les transports. L'originalité de ce plan d'action tient principalement au fait que ses recommandations sont le fruit d'une concertation publique, basée sur une vision positive de l'avenir.

En septembre 2005, Hopkins déménage à Totnes en Angleterre, avec la ferme intention d'y reproduire son expérience irlandaise. Il s'entoure d'une poignée de militantes et de militants, puis multiplie les conférences-débats, l'objectif étant de faire prendre conscience à la population de la vulnérabilité inhérente à notre modèle de société, hautement énergivore. Un an plus tard, quelques centaines de personnes, réunies dans les locaux de la mairie, célèbrent officiellement la naissance du mouvement. Les premières séances de remue-méninges s'organisent alors spontanément, rassemblant des dizaines de participantes et de participants autour de thématiques variées, comme la construction naturelle, les médecines alternatives ou la transition intérieure. Ces ateliers débouchent ensuite sur la création de groupes de travail autonomes, puis sur l'élaboration de projets concrets et l'organisation de séances de formation, visant à doter les transitionneurs et les transitionneuses des compétences nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs, le tout sous la supervision d'un comité de pilotage élu. Cette petite ville à la riche histoire écologiste représente aujourd'hui le vaisseau amiral du mouvement: sa monnaie locale, ses vergers urbains et sa société énergétique communautaire ont fait de nombreux émules à travers le monde. En novembre 2014, on recensait pas moins de 1196 initiatives, réparties dans 43 pays, regroupées depuis 2007 au sein d'un réseau transnational, chargé de promouvoir le mouvement et d'assurer le partage d'expériences.

Hopkins nous invite à penser en termes de résilience. Par là, il faut entendre la capacité de nos communautés à encaisser les chocs, à se réorganiser et à évoluer, et ce, tout en préservant leur structure, leur fonction et leur identité. La communauté résiliente, écrit-il, se distingue de la communauté durable dans la mesure où elle reconnaît à la fois l'inéluçabilité du pic pétrolier et

la dangerosité du réchauffement climatique. Il n'est pas question de faire plus avec moins, tel que le proclament les adeptes de la croissance verte, mais bien de faire autrement ! Par exemple, l'aménagement d'un boisé décoratif en milieu urbain contribue sans aucun doute à la séquestration du carbone, et donc à l'amélioration de la qualité de l'air. En revanche, ce type d'initiative ne renforce pas la « position de la communauté », soit sa capacité à faire face aux changements à venir et à subvenir par elle-même à ses propres besoins. De ce point de vue, nous disent les transitionneurs, il serait plus sage de mettre en place une « agroforêt d'arbres nourriciers ». La résilience se construit pas à pas, notamment par la relocalisation et la diversification des activités économiques, contribuant ainsi à la prévention des crises et au renforcement du lien social.

Les transitionneurs nous appellent, en conséquence, à réformer nos façons de penser et à revoir l'ensemble de nos comportements dans le sens d'une plus grande frugalité. Or, la plupart d'entre nous sont psychologiquement incapables de concevoir un monde postpétrole, tant nous dépendons des hydrocarbures pour la satisfaction de nos besoins. Le mouvement en a parfaitement conscience: la cure de désintoxication à laquelle nous serons obligés de nous plier si nous souhaitons préserver nos communautés peut effectivement paraître déprimante, au point même de nous mener au déni et à l'inaction. Ces réactions, bien qu'elles soient naturelles, doivent être dépassées. S'inspirant des méthodes de traitement des toxicomanies, la transition cherche à accompagner les communautés dans leur sevrage. Le moyen le plus efficace pour donner envie aux populations de se défaire de leur dépendance au pétrole consiste à se projeter dans l'avenir et à inventer, pièce par pièce, une société plus simple, plus conviviale, voire même plus prospère. En prêtant une oreille attentive aux préoccupations citoyennes, en offrant à ses membres une plateforme d'expression personnelle et des espaces d'échanges rassurants, la transition prétend leur redonner espoir et désamorcer les poches de résistance au changement.

Enfin, la transition fait le pari de la créativité collective. Chaque communauté trouvera par elle-même les moyens d'opérer sa propre transformation. Aussi le mouvement s'appuie-t-il avant tout sur le travail des communautés locales plutôt que sur celui des gouvernements nationaux: non seulement ceux-ci sont trop éloignés des territoires, dont ils ignorent les réalités, mais ils sont également trop impliqués dans le système économique mondial qu'ils ont tendance à croire éternel. Les autorités ne commenceront pas le changement, cette responsabilité incombe donc d'abord aux citoyens et aux citoyennes, à qui le mouvement a vocation à rendre un véritable pouvoir de décision. La transition se veut ainsi apolitique, le but étant de rassembler au-delà des cercles écologistes, ce qui ne signifie pas pour autant que ses membres soient hostiles à toute forme de partenariat avec les collectivités locales.

*Le Transition Handbook*<sup>4</sup>, paru en 2008, recommande aux communautés de suivre un programme en douze étapes, véritable boîte à outils du mouvement, avec pour objectif ultime, l'adoption d'un plan de diminution énergétique. Les initiatives locales ne sont toutefois pas tenues de le respecter: ce programme n'est qu'un guide, dont elles peuvent s'inspirer librement pour organiser leurs activités. Certains collectifs ont d'ailleurs décidé de se doter d'un statut d'organisme à but non lucratif, ou de société à responsabilité limitée, leur permettant de recueillir des subventions, voire d'employer du personnel rémunéré. Quoi qu'il en soit, la plupart des groupes s'en tiennent, à ce jour, à des projets certes modestes, mais très concrets, visant à augmenter l'autosuffisance de leur communauté et à développer leurs propres compétences, dans le plus pur esprit du « *do it yourself* »: création de jardins et de vergers communautaires; de banques de graines et de sociétés de services énergétiques; construction de caveaux à légumes et de garages à vélos; aménagement de pistes cyclables et de centres de compostage; mise en place de monnaies locales, de marchés fermiers, de systèmes d'autopartage et de circuits d'échange de biens usagés; achat et installation de panneaux solaires; réalisation d'audits de vulnérabilité environnementale et de bilans énergétiques; initiation à la conserverie, à la pêche, à la construction naturelle, à l'herboristerie et à la médecine traditionnelle; soutien au cohabitat, à l'écoconstruction et à la filière bois-énergie, etc.

### **La décroissance et la transition, unies dans leur quête du bien-vivre: deux mouvements aux valeurs, aux pratiques et aux objectifs analogues**

Les transitionneurs et les décroissants convergent dans leur critique du régime dominant. Sur ce point, ils et elles partagent le même diagnostic: compte tenu des lois de la thermodynamique, il ne fait aucun doute que le système capitaliste se heurtera tôt ou tard aux limites physiques de la biosphère. Autrement dit, une croissance infinie dans un monde fini est impossible ! La notion de pic pétrolier, chère aux transitionneurs, participe de ce raisonnement, tout comme celle de pic des métaux, évoqué par certains décroissants. Ces deux phénomènes se complètent d'ailleurs l'un l'autre, puisqu'il faut de plus en plus d'énergie pour extraire des métaux, toujours moins concentrés, et de plus en plus de métaux pour produire de l'énergie, toujours moins accessible<sup>5</sup>. La transition emprunte également aux travaux de prospective conduits il y a une quarantaine d'années par les époux Meadows, qui avaient prédit que l'épuisement des ressources non renouvelables entraînerait un effondrement global. En effet, il devait en découler un effondrement de la production industrielle et agricole, puis une hausse subite du taux de mortalité, conduisant, de fait, à une diminution rapide de la population mondiale. Le manuel de transition est clair: si nous continuons de

4 Rob Hopkins, *The Transition Handbook. From Oil Dependency to Local Resilience*, White River Junction (Vermont), Chelsea Green Publishing, 2008.

5 Philippe Bihouix, « Matérialité du productivisme », dans Agnès Sinaï (dir.), *Penser la décroissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 95-116.

pillier les ressources fossiles de la planète, nous risquons d'être entraînés dans un état de guerre de tous contre tous, provoqué par la multiplication des pénuries et la montée des inégalités.

Les décroissants et les transitionneurs s'entendent sur la nécessité d'une contraction du processus productif, d'où l'importance accordée, de part et d'autre, au principe de relocalisation, et donc aux circuits courts. La transition est très critique à l'égard des solutions technologiques avancées par les partisans de la croissance verte afin de résoudre la crise énergétique, leur objectif consistant d'abord et avant tout à préserver le système mondialisé dans lequel nous vivons actuellement. La plupart de ces solutions, comme le recyclage ou le découplage, n'auraient d'ailleurs pour seul effet que de différer l'effondrement; d'autres, comme l'exploitation des sables bitumineux, la liquéfaction du charbon ou la production de biodiesels ne feraient que précipiter le dérèglement climatique<sup>6</sup>. Les décroissants sont encore plus sceptiques quant à l'hypothèse d'un miracle technologique. Après tout, la technoscience est largement responsable de la situation déplorable dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Face aux crises qui nous menacent, les transitionneurs et les décroissants préconisent la même solution fondamentale, celle d'un changement de paradigme civilisationnel ; nous devons mettre un terme à la démesure productiviste et faire collectivement le choix de la responsabilité, en privilégiant notamment ce qui est simple et petit. Citant les travaux de Ted Trainer, chercheur au *Simplicity Institute*, le manuel de transition souligne par exemple que ni l'éolien, ni le solaire ne seront capables de supporter la croissance de nos économies, car leur rendement énergétique est insuffisant. Ces technologies « auront un rôle essentiel à jouer au-delà du pic »<sup>7</sup>, mais en aucun cas elles ne pourront être déployées à grande échelle et remplacer les carburants fossiles. La solution ? Réduire drastiquement nos consommations matérielles et recourir le plus possible à l'énergie mécanique humaine et animale.

La transition provoquera, à un niveau macro, un recul du produit intérieur brut ; en revanche, elle sera l'occasion, à un niveau micro, d'une régénération du tissu économique local, sous la forme d'une gestion collective des moyens de production. Les coopératives et les mutuelles ont encore de beaux jours devant elles ! À l'instar des décroissants, les transitionneurs aspirent à remettre l'économie à sa place, en d'autres termes, à la désacraliser. Ils et elles dénoncent implicitement les méfaits du développement, du consumérisme et du progrès technique et matériel<sup>8</sup>. À leurs yeux, le marché devrait être réorganisé sur le modèle de l'agora, c'est-à-dire qu'il devrait être réinséré dans son environnement

6 Hopkins, *op. cit.*, p. 76-78.

7 Hopkins, *op. cit.*, p. 59.

8 Molly Scott-Cato et Jean Hillier, « How could we study climate-related social innovation ? Applying deleuzean philosophy to Transition Towns », *Environmental Politics*, vol. 19, n° 6, 2010; Simon de Muynck, *Transition et décroissance: analogies et divergences*, Barricade, 2011, <[www.barricade.be/publications/analyses-etudes/transition-decroissance-analogies-divergences](http://www.barricade.be/publications/analyses-etudes/transition-decroissance-analogies-divergences)>.

immédiat, à la fois naturel et social. La transition a bel et bien vocation à opérer en quelque sorte une « sortie de l'économie », du moins de l'économie telle que nous la connaissons aujourd'hui: son héritage permaculturel la conduit à valoriser la coopération sur la compétition, la lenteur sur la vitesse, le partage sur le profit, etc. Au « mythe » de la croissance, les transitionneurs proposent de substituer de « nouvelles histoires », susceptibles d'éveiller les consciences et de stimuler le changement social<sup>9</sup>. Le mouvement nous invite à inventer une société plus sobre et plus heureuse, premier pas vers une renaissance économique, culturelle et spirituelle. La transition, c'est aussi cela: déboulonner les idoles du capitalisme et « décoloniser les imaginaires »<sup>10</sup>, condition *sine qua non* d'une liberté retrouvée.

Les transitionneurs et les décroissants aspirent à reprendre en main leur existence et à retisser le lien social. Jacques Généreux soutient qu'une vie « pleinement humaine » doit reposer sur l'équilibre entre notre désir de libération, ou d'« être soi », et notre désir de socialisation, ou d'« être avec »<sup>11</sup>. La société contemporaine est « inhumaine », car « dissociée », c'est-à-dire atomisée en une multitude d'individus dressés les uns contre les autres. La décroissance et la transition ambitionnent toutes deux de réparer nos sociétés malades de leur individualisme en poussant les gens à renouer avec leur communauté, à échanger et à oeuvrer ensemble en faveur d'un monde nouveau, plus convivial. Par ailleurs, les décroissants et les transitionneurs nous invitent à poursuivre cette quête pour le bien-vivre en nous libérant de l'emprise que nos technologies exercent sur nous. La transition s'inspire ainsi des travaux de certains précurseurs de la décroissance, comme Ivan Illich ou Ernst Schumacher. Le premier recommandait l'adoption de « technologies conviviales », c'est-à-dire d'outils tolérant une diversité d'usages, ne créant « ni maîtres ni esclaves » et élargissant le rayon d'action personnel de leurs utilisateurs et de leurs utilisatrices, sans pour autant dégrader leur autonomie en se rendant indispensables. Quant au second, il appelait à concevoir des « technologies intermédiaires », c'est-à-dire des outils modestes, adaptés aux ressources et aux besoins de leurs usagers et de leurs usagères. Les décroissants et les transitionneurs partagent un rêve, celui de s'émanciper du monde des machines, exemplifié notamment par l'agriculture industrielle, et de reconquérir leur autonomie, soit en se réappropriant les anciens savoir-faire paysans, soit en réapprenant à réparer leurs propres outils.

Enfin, la transition propose de redonner ses lettres de noblesse à la politique, entendue ici au sens d'agir collectif<sup>12</sup>, c'est-à-dire d'intervention consciente des hommes et des femmes dans la vie de la cité, ce qui implique que nous rompions

9 Hopkins, *op. cit.*, p. 14.

10 Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard/Pluriel, 2010.

11 Jacques Généreux, *La dissociété*, Paris, Seuil, 2008, p. 161-186.

12 Bien qu'il ne fasse pas formellement partie de la mouvance décroissantiste, nous recommandons la lecture d'Anselm Jappe, « Politique sans politique », dans *Crédit à mort. La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Lignes, 2011, p. 55-68.

avec la politique institutionnelle et que nous nous réappropriions l'espace public afin d'y faire entendre notre voix. Il s'agit donc ni plus ni moins de revaloriser l'action directe des citoyens et des citoyennes. Les décroissants n'en pensent pas moins, eux et elles qui professent volontiers que la politique traditionnelle n'est pas « la seule voie possible pour changer le monde »<sup>13</sup>, que les « utopies concrètes » et les « expérimentations minoritaires » ont le pouvoir de faire émerger un florilège d'alternatives.

### **La transition, une version timorée et inaboutie du projet décroissantiste ?**

Les transitionneurs et les transitionneuses reconnaissent volontiers qu'une croissance infinie dans un monde fini est impossible ; en revanche, ils sont plus réticents que les décroissants à en dénoncer les effets pervers sur les systèmes naturels et humains. Le mouvement se présente exclusivement comme une force de proposition, ce qui explique que certains militants écologistes lui aient reproché d'être par trop consensuel<sup>14</sup>. Le manuel de transition recèle bel et bien quelques allusions à la rapacité et à l'iniquité inhérentes aux « forces de la mondialisation », mais le réquisitoire ne va guère plus loin. Les transitionneurs soutiennent que les défis qui nous attendent sont trop importants pour que nous gaspillions le temps qui nous reste à identifier et à pourchasser les coupables : nous devons nous rassembler et agir dans les plus brefs délais, ce qui implique que nous acceptions de travailler avec les tenants du système. Les décroissants les plus radicaux, généralement d'origine française, s'y opposent fermement, considérant que tout projet de société alternatif doit comprendre un volet critique, remettant en question les institutions politiques, économiques et sociales actuelles. Comment, sinon échapper aux tentatives de récupération menées par l'adversaire ? La transition, à leur sens, est un « trajet », elle doit nécessairement partir d'un « monde rejeté » avant d'espérer atteindre un « monde projeté »<sup>15</sup> ; aussi proposent-ils un diagnostic à la fois plus exhaustif et plus mordant que celui des transitionneurs, critiquant de façon systématique les effets pervers du productivisme<sup>16</sup>. Ils condamnent en particulier l'injustice du système capitaliste, qui présuppose et aggrave les inégalités socioéconomiques entre les humains. Une telle critique est pratiquement inexistante chez les transitionneurs, sinon en creux, à travers leurs exhortations à imaginer une société nouvelle. La majorité des groupes étudiés à ce jour peinent à impliquer les populations défavorisées dans leurs activités, de même qu'ils rechignent à se prononcer sur la question des inégalités entre les hémisphères nord et sud, ce qui fait craindre à leurs détracteurs qu'ils ne finissent par s'enfermer dans un localisme de type défensif.

13 Voir Jappe, *op. cit.*, p. 57.

14 Paul Chatterton et Alice Cutler, *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la transition*, Montréal, Écosociété, 2013.

15 Michel Lepesant, *Politique(s) de la décroissance*, Paris, Utopia, 2013, p. 39.

16 Voir Luc Semal et Mathilde Szuba, « France qui décroît, France en transition », dans Hopkins, *op. cit.*

Les tenants et les tenantes de l'écologie sociale, un mouvement anarchiste apparenté à la décroissance, reprochent parfois à la transition d'être obnubilée par l'action et d'être passée trop tôt à l'expérimentation, sans s'être posé clairement la question de la sortie du capitalisme<sup>17</sup>. De fait, le mouvement semble avoir déçu nombre d'objecteurs de croissance français et belges, ardents défenseurs d'une stratégie de confrontation avec le régime dominant. Ils et elles sont nombreux à souligner les limites de la transition: loin d'être une version pragmatique de la décroissance, elle en serait d'abord et avant tout une version édulcorée, à la sauce développement durable. En effet, le discours des transitionneurs n'est pas exempt d'ambiguïtés. Le mouvement utilise ainsi la notion d'« abondance » de façon équivoque, laissant sous-entendre que la population n'aurait pas à diminuer son niveau de confort matériel, du moins pas dans des proportions qui impliqueraient qu'elle se serre réellement la ceinture<sup>18</sup>. Le *Manuel de transition* parle même de mener une vie « plus productive » ! Quant à l'idée de « développement », elle semble ne jamais s'éloigner de leur esprit. Certes, il est question d'une autre forme de développement, tout entier articulé autour des communautés locales, mais le mot reste empreint de connotations productivistes. Si l'on examine de plus près les activités conduites par les transitionneurs, il apparaît également que certaines d'entre elles sont compatibles avec le système capitaliste, dont elles se contentent simplement d'atténuer les effets les plus destructurants. Pire encore, les monnaies fondantes encourageraient leurs détenteurs à les dépenser, et donc à consommer davantage<sup>19</sup>. À travers ce type de projets, les transitionneurs contribueraient à alimenter l'idée selon laquelle il serait possible de réformer le système et d'y construire des oasis écologiques<sup>20</sup>, ce que dénoncent les décroissants, bien décidés à provoquer l'écroulement du capitalisme, et pas simplement à l'anticiper. Bref, les objecteurs de croissance reprochent à la transition de ne pas penser ses projets dans le cadre d'une remise en cause générale des institutions capitalistes, et donc de se limiter à une éthique de la simplicité volontaire.

La discussion précédente nous amène directement à la question politique. Les décroissants français dénoncent fréquemment le caractère apolitique de la transition, qu'exprime notamment son refus de participer aux luttes sociales. Cette posture répondrait à un choix stratégique, celui de recruter le plus largement possible. Cependant, d'aucuns craignent que cette attitude vis-à-vis de la chose

---

17 Sébastien Biet, *Les Initiatives de Transition sont-elles anticapitalistes ?* Barricade, 2011, <[www.barricade.be/publications/analyses-etudes/initiatives-transition-sont-elles-anticapitalistes](http://www.barricade.be/publications/analyses-etudes/initiatives-transition-sont-elles-anticapitalistes)>.

18 Ted Trainer, *The Transition Towns Movement: its Huge Significance and a Friendly Criticism*, Culture Change, 2010, <[www.culturechange.org/cms/content/view/full/605/1/](http://www.culturechange.org/cms/content/view/full/605/1/)>.

19 *Ibid.*

20 *Ibid.*

publique ne contribue au mouvement général de dépolitisation des esprits<sup>21</sup>. Bien sûr, la politique ne se réduit pas au jeu des partis et des manifestations, elle se vit également à travers les expérimentations minoritaires, formes privilégiées s'il en est de désobéissance civile. Cependant, faute de désigner et de combattre ses adversaires, la transition risque, à terme, d'être récupérée et étouffée par les acteurs dominants. La notion de résilience, chère au mouvement, en est un bon exemple. Elle est souvent entendue comme la capacité d'un système à rebondir et à revenir au *statu quo*. Aussi est-elle fréquemment invoquée par les gouvernements néolibéraux, comme c'est le cas des conservateurs britanniques, qui s'en servent actuellement comme d'un alibi afin de démanteler leur système de sécurité sociale et de se défaire de leurs responsabilités sur les communautés locales<sup>22</sup>. La transition, à moins qu'elle n'accepte le conflit et ne prenne expressément ses distances avec ce type de programme, pourrait involontairement faire le jeu du système. La décroissance, pour sa part, revendique sans ambages son ancrage à gauche<sup>23</sup>, ce qui limite potentiellement sa capacité à attirer de nouvelles et de nouveaux partisans, mais confère à son discours une certaine cohérence. Les décroissants ne se font toutefois aucune illusion sur les ressorts de la politique institutionnelle, ayant renoncé, dans leur grande majorité, à l'idée de la conquête du pouvoir. Néanmoins, cela n'empêche pas certains d'entre eux de participer à tel ou tel suffrage et d'exprimer publiquement leurs idées, exploitant de fait toutes les formes de l'agir politique.

Pour conclure, le mouvement de la transition possède sans aucun doute un énorme potentiel de transformation sociale. Ses membres font le pari qu'en multipliant les jardins partagés, les banques d'outils et les monnaies complémentaires, ils feront progressivement émerger une société alternative. Les décroissants, quant à eux et elles, sont plus sceptiques quant aux chances de succès de cette stratégie dite de l'« exemplarité » ou de l'« essaimage »<sup>24</sup>. Ils estiment, pour la plupart, qu'un changement de système nécessiterait une mobilisation politique de grande ampleur, susceptible de remettre en question les pouvoirs en place. Il apparaît finalement que les différences qui opposent ces deux mouvements tiennent pour l'essentiel au fait qu'ils possèdent chacun leur propre stratégie de sortie du capitalisme.

21 Sarah Neal, « Transition culture: politics, localities and ruralities », *Journal of Rural Studies*, vol. 32, 2013.

22 Esther Alloun et Samuel Alexander, *The Transition movement. Questions of Diversity, Power, and Affluence*, Simplicity Institute Report, 2014.

23 Paul Ariès, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte, 2012.

24 Lepesant, *op. cit.*, p. 36.

## Un autre enseignement comme premier pas vers la décroissance

BÉATRICE ROURE ET HERVÉ PHILIPPE

Année après année, la Conférence des Parties sur le climat, instance supérieure de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ou sur la diversité biologique), réitère la nécessité d'une diminution de l'empreinte écologique de l'humanité. Toutefois, lorsque des protocoles sont conclus, ceux-ci sont suivis de bien peu d'effets, car aucun des pays signataires n'est prêt à prendre la décision à laquelle cette nécessité devrait logiquement le conduire, c'est-à-dire suivre la voie de la décroissance. Au contraire, certains pays comme le Canada préfèrent se retirer de ces protocoles afin de ne pas entraver la production industrielle<sup>1</sup> et surtout l'extraction des sables bitumineux en Alberta ou des hydrocarbures de roche-mère aux États-Unis. Pourtant la limitation de la production des biens de consommation de masse et des déplacements est un impératif qui fait consensus auprès des objecteurs de croissance, mais aussi de nombreux mouvements alternatifs et écologiques. Cette décroissance matérielle aurait pour effet direct de diminuer la consommation de matières premières et les conséquences environnementales de leur transformation. Pourquoi cette solution, simple en théorie, semble-t-elle impossible à mettre en pratique ? Parce qu'elle contredit les deux piliers de la civilisation occidentale, le mythe du progrès et le capitalisme.

Par essence, le capitalisme pousse à l'augmentation infinie de la production, quitte à « chercher la croissance avec les dents » ou à inciter au magasinage comme remède au terrorisme. « Après nous, le déluge » traduit la conviction implicite de tous ceux et celles qui vantent la croissance économique comme une panacée pouvant résoudre tous les maux de notre société. La critique du capitalisme est un domaine extrêmement riche, exploré depuis plus d'un siècle, mais qui curieusement semble remporter de moins en moins de succès alors que la catastrophe est déjà là (augmentation des inégalités et dégradation de

---

1 Radio-Canada, *Québec veut éliminer toute entrave au projet de cimenterie de Port-Daniel*, 18 février 2015, <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2015/02/18/005-cimenterie-port-daniel-projet-loi-quebec-eviter-bape.shtml>>.

l'environnement). La remise en cause du capitalisme qui, à la suite de Marx (et du « socialisme scientifique »), a épousé le mythe du progrès ne semble pas parvenir à convaincre une large part de la population de la nécessité d'un changement sociétal. La remise en question du deuxième pilier, le progrès, est donc devenue une priorité. Cela nécessite un changement de paradigme, une décolonisation de l'imaginaire selon Serge Latouche<sup>2</sup>. En effet, si la croissance économique comme seule planche de salut est de plus en plus interrogée, peu, voire pas de débats ne concernent la remise en cause du progrès. Nous allons ici analyser de manière critique l'idéologie de la croissance infinie du savoir<sup>3</sup> et surtout explorer ses multiples conséquences, souvent néfastes, sur l'éducation.

### Coûts et conséquences d'un savoir sans limites

Précisons tout d'abord ce que nous entendons par savoir. Le savoir est l'ensemble des habilités et connaissances qu'un être humain a mémorisé. Certains savoirs sont concrets, c'est-à-dire qu'ils impliquent simultanément le cerveau et le corps, comme la capacité de marcher, de tailler un arbre, ou de cuisiner, alors que d'autres sont abstraits, ne faisant appel qu'au cerveau comme la capacité de lire ou de connaître les noms des premiers ministres ou la génétique. Une société humaine définit l'ensemble des savoirs qu'elle souhaite conserver en les transmettant à ses enfants par l'éducation et l'enseignement, soit la transmission informelle par l'entourage (parents, amis, etc.) et la transmission institutionnalisée.

Depuis des siècles, la quête d'une meilleure connaissance a été érigée comme une finalité en soi et parée de toutes les vertus. Cette connaissance doit être basée sur une approche scientifique, depuis les découvertes en physique de Galilée ou de Newton. Elle est souvent qualifiée de technoscientifique, car elle est intimement liée au développement d'outils permettant de meilleures mesures et analyses (l'électronique en est la meilleure illustration). On notera que tous les domaines de la connaissance deviennent peu ou prou technoscientifiques ; c'est le cas de la physique, de la chimie, de la biologie, de l'archéologie, et même de la psychologie ou de la sociologie (avec l'analyse des *big data*). Les connaissances non technoscientifiques comme l'herboristerie ou l'art de la méditation sont dévalorisées et ne s'inscrivent plus dans le savoir qu'une société moderne souhaite transmettre. L'essentiel de notre contribution, dans cet article, s'intéresse aux

2 Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire. La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, Parangon, 2003.

3 Yves-Marie Abraham, Louis Marion et Hervé Philippe (dir.), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Écosociété, 2011.

conséquences que ces connaissances scientifiques, savoir abstrait par excellence<sup>4</sup>, entraînent sur l'éducation et l'enseignement des enfants<sup>5</sup>.

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, la quête d'une meilleure connaissance a été intégrée à l'idéologie du progrès, dont les derniers avatars, le développement économique, puis le développement durable nous enfoncent dans le désastre. Même si les coûts humains et environnementaux du dit progrès ont toujours généré des résistances, comme celle des luddites, l'expression « on n'arrête pas le progrès » illustre bien la victoire de cette idéologie. En fait, il est devenu inéluctable, et surtout souhaitable, aux yeux de presque tous et toutes d'augmenter la connaissance scientifique<sup>6</sup>, même si certains remettent en cause sa mauvaise utilisation (le cas de la bombe atomique est l'exemple le plus célèbre). Qu'implique cette adhésion au dogme de la croissance infinie du savoir ? Celle-ci nécessite des ressources (non renouvelables) en quantité toujours croissante, à tel point que quelques centaines de physiciens ont besoin d'un réacteur nucléaire pour tester l'existence du boson de Higgs ; et cette démesure s'étend à tous les domaines (climat, biodiversité ou neurosciences par exemple). Ainsi la recherche d'une connaissance scientifique parfaite de la Terre risque bien de la rendre inhabitable aux humains. De plus, ce dogme valide dans nos esprits l'idée que les limites n'existent pas, que l'on peut toujours se dépasser, vaincre tous les obstacles et rendre le capitalisme naturel à nos yeux. Mais s'il est clair que la croissance infinie du savoir et de la production a complètement bouleversé notre rapport au monde (plus de 50 % des humains sont des urbains ignorant presque tout de la nature), on sous-estime comment elle a métamorphosé le domaine de l'enseignement.

Les connaissances scientifiques accumulées depuis des siècles comportent un coût énorme. On peut facilement en mesurer le coût environnemental en constatant l'accroissement phénoménal des encyclopédies ou des publications scientifiques (plus d'un million par an). Et pour nous conformer à l'idéologie du progrès, nous préférons ne pas voir que nous devons faire entrer de gré ou de force ces encyclopédies dans la tête de nos enfants. En effet, à quoi servirait l'accumulation du savoir si on ne l'enseignait pas ? Davantage encore, la croissance de la production industrielle imposée par le capitalisme nécessite la maîtrise de ce savoir (assurée par la fameuse « main d'œuvre » formée pour le marché du travail). Or, il est tout à la fois humainement impossible et nécessaire pour le succès du capitalisme de transmettre ce savoir grâce justement à une main-d'œuvre toujours plus qualifiée.

---

4 D'autres domaines des sciences humaines sont tout aussi abstraits, mais nous ne nous intéressons qu'aux technosciences dans le présent article.

5 Nous ne remettons pas en cause le fait que ces connaissances fournissent malgré tout la meilleure description actuelle de la manière dont le monde répond à nos sollicitations.

6 Nous considérons que l'histoire des sciences démontre que l'amélioration des connaissances scientifiques ne peut qu'être technoscientifique, c'est-à-dire utiliser des instruments de mesure et d'expérimentation de plus en plus complexes.

### Une stratégie éducative insensée

Comment la société moderne a-t-elle traité cette contradiction ? Elle pouvait agir soit sur la quantité des connaissances transmises, soit sur la durée d'étude imposée aux enfants. Or il semble inacceptable pour cette société de réduire les connaissances à transmettre, car dans sa volonté d'être « maître et possesseur de la nature » et de tout contrôler, il faut en théorie que tous les domaines soient enseignés (il suffit de voir à quelle vitesse les nouveaux savoirs sont intégrés à l'enseignement) ; le capitalisme réclame donc du personnel apte à manipuler toutes les technologies complexes et la science, par son approche rigoureuse, nécessite des savoirs de base extrêmement lourds, en commençant par la lecture et l'écriture, l'arithmétique élémentaire, la logique ou l'approche expérimentale et en allant jusqu'à l'ensemble des mathématiques qui sont absolument indispensables à la compréhension du savoir scientifique moderne. Pour réussir ce tour de force, les enfants ont servi de « variable d'ajustement » à travers au moins cinq approches et objectifs complémentaires.

- a) Rendre la scolarité obligatoire afin de dresser les générations à obéir au système en place.
- b) Allonger les études et les rendre attractives en promettant des salaires plus élevés : en France, la durée moyenne de scolarisation est passée d'à peu près sept ans en 1900 à autour de 17 ans en 2000<sup>7</sup>, et l'on célèbre la Finlande, championne du monde avec 21,1 ans<sup>8</sup>! Plus la durée est longue, meilleur est l'indice de développement humain<sup>9</sup>, illustrant bien que le Graal désigne aujourd'hui une vie passée à ingurgiter des connaissances.
- c) Privilégier le savoir abstrait, plus concentré, et plus facile à enseigner de manière dogmatique, comme une religion, supprimant ainsi le temps requis pour l'observation, l'expérience et la conceptualisation.
- d) Adapter l'enseignement aux besoins du système (transmettant un savoir mathématique basé sur la raison et la technique) et non des humains (axé sur un savoir du territoire et de ses habitants). Il suffit de constater quelle place toujours plus réduite occupe aujourd'hui l'enseignement des humanités<sup>10</sup>;

7 Claude Lelièvre, *Analyse sur les enjeux de l'éducation et plus précisément de l'école pour tous, dans les années à venir*, Congrès des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), août 2005.

8 *Durée de la scolarité : la Finlande championne*, L'Internaute.com, 26 septembre 2012, <[www.linternaute.com/actualite/monde/les-pays-champions-de-l-education/duree-de-la-scolarite.shtml](http://www.linternaute.com/actualite/monde/les-pays-champions-de-l-education/duree-de-la-scolarite.shtml)>.

9 UNESCO, *New indicator sheds light on the average education level of national populations*, 19 décembre 2013, <[www.uis.unesco.org/education/pages/mean-years-of-schoolingFR.aspx?SPSLanguage=FR](http://www.uis.unesco.org/education/pages/mean-years-of-schoolingFR.aspx?SPSLanguage=FR)>.

10 Le Monde, *Projet de réforme des programmes scolaires de la 5<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> (Cycle 4)*, avril 2015, <<http://fr.scribd.com/doc/261736600/Projet-de-reforme-des-Programmes-scolaires-de-la-5e-a-la-3e-Cycle4>>.

il n'est pas rare à l'université d'entendre discréditer une idée ou un cours qualifié de « philosophique » !

- e) Favoriser l'hypermécialisation. Alors qu'il est ignorant de presque tout, l'« expert » est le seul à qui l'on fasse confiance et qui est habilité à prendre des décisions.

Aucune de ces cinq approches n'est en elle-même blâmable. Qui peut s'opposer à des études relativement longues et spécialisées pour former un médecin ? Le problème réside dans l'absence totale de limites que l'on aurait dû fixer au départ et dans le fait que ces approches concourent toutes à écarter les enfants non seulement de la nature, mais aussi de tous les adultes non enseignants, ainsi qu'à les priver du plaisir d'apprendre par soi-même, de découvrir le monde et de se l'approprier personnellement. On est maintenant très loin de l'école de Jules Ferry qui apprenait les matières fondamentales nécessaires à la formation de la main-d'œuvre utile à une industrie en plein essor. Ses dimensions libératrices – la lecture permettant potentiellement d'accéder à tous les savoirs ou la réfutation des superstitions grâce à une approche rationnelle – sont incontestables, même si on peut s'interroger sur le bilan global de cette scolarisation obligatoire (qui s'apparente davantage au formatage d'une génération de paysans assez autonomes au capitalisme et au patriotisme qu'à une vraie entreprise de libération, tout comme « l'usine doit réaliser la grande transformation de l'homme, en celui tant attendu qui sera à la fois nouveau et moderne, assujetti au nombre, temps et mesure »<sup>11</sup>).

Qu'en est-il un siècle plus tard ? Non seulement le but de l'enseignement reste identique (dans la novlangue : préparer au marché du travail), mais la plupart de ses aspects libérateurs ont disparu. Notre école est devenue un temple de l'abstraction où l'on enseigne des concepts et des théories, malheureusement de manière très superficielle, mais dans un langage savant afin de faire croire qu'il s'agit de connaissances complexes ; à l'opposé, l'observation, l'autonomie et l'esprit critique ne sont que trop rarement, voire pas du tout, sollicités. L'école n'est plus qu'un passage obligé vers l'emploi, un sésame dans une société où le chômage, telle une épée de Damoclès, n'épargne personne. Dans ces conditions, comment s'étonner que, malgré les réformes qui « mettent l'élève au centre du système », le décrochage scolaire et l'illettrisme soient répandus dans un système éducatif si déconnecté du réel, et ce, d'autant plus qu'à l'extérieur de l'école les technologies de la communication lui accordent également peu de place. Cette mise à distance du réel est également liée à une conception très intellectuelle de l'enseignement qui valorise très peu l'expérimentation ou l'approche par essais et erreurs, méthodes formatrices pour une compréhension des phénomènes par la découverte et leur intégration dans le monde réel par l'intermédiaire des cinq

---

11 Michel Blay, *L'existence au risque de l'innovation*, Paris, CNRS Éditions, 2014.

sens : l'enseignement reste une affaire de tête et non de corps, de savoir et non d'imagination.

Notre attitude face au décrochage scolaire illustre bien combien nous sommes dominés par le dogme du savoir scientifique. Jamais, ou presque jamais, nous ne nous demandons si les décrocheurs et les décrocheuses ont raison et pourraient nous aider à comprendre ce qui ne va pas dans le système d'enseignement, ce qui pourrait être utile pour fixer des limites. Sûrs de nous, nous nous demandons seulement comment on peut les attacher sur les bancs d'école pour qu'ils puissent continuer à ingurgiter ce savoir dont nous sommes si fiers. Nous manions le bâton et la carotte pour les remettre dans le droit chemin, sans jamais en conclure que leur vie ne se situera jamais dans le prolongement de ce savoir abstrait, ni à l'école, ni pour s'en servir plus tard dans un emploi vide de sens au service de la grande entreprise.

Les conséquences sociales et sociétales de cette éducation, outre celles que l'on vient d'évoquer, sont multiples. Tout d'abord, elle implique un coût financier sans cesse croissant, déjà dénoncé en son temps par Yvan Illich. Ensuite, l'école cultive l'individualisme, car elle demeure élitiste malgré son accessibilité financière : les meilleurEs, selon les critères édictés par le système, pourront intégrer les filières les plus recherchées, qui sont souvent aussi les plus rémunératrices et gages ainsi de réussite sociale, inculquant du coup, dans les faits, la compétition plutôt que la coopération. L'école assure en effet de moins en moins le rôle d'un ascenseur social, favorisant essentiellement la réussite des enfants issus de milieux aisés<sup>12</sup>. Plus problématique encore, l'absence d'encouragement et de développement de l'esprit critique favorise l'acceptation sans discussion des idées et des jugements émis par les experts (intrinsèquement soumis au mode de pensée scientifique capitaliste), créant ainsi un déni de démocratie. Le mésusage du savoir ouvre la porte aux marchands de doute<sup>13</sup> et aux rumeurs qui fleurissent si facilement de nos jours, produisant ce paradoxe d'une société prétendument hyper rationnelle dans laquelle les superstitions dominent. Cet état de fait est encore accentué par le désengagement de nombreux parents qui, souvent faute de temps, se libèrent de leur rôle d'éducateurs en se fiant aveuglément à l'école, cette dernière devant alors assurer également, outre une charge toujours croissante de connaissances à transmettre, leur rôle éducationnel. L'école est alors un lieu d'aliénation où réussissent celles et ceux qui acceptent les règles du jeu et dont le tempérament leur permet de se fondre dans le moule exigé. Le culte de la croissance infinie

12 Voir notamment ces deux études récentes, une française et une canadienne, consultables en ligne : Xavier Nau, *Les inégalités à l'école*, Conseil économique, social et environnemental, Paris, 2011, <[www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2011/2011\\_09\\_inegalites\\_ecole.pdf](http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2011/2011_09_inegalites_ecole.pdf)> ; Marc Frenette et Ping Ching Winnie Chan, *D'où proviennent les différences entre les résultats scolaires des élèves des écoles secondaires publiques et ceux des élèves des écoles secondaires privées ?* Statistique Canada, 2015, <[www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2015367-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2015367-fra.htm)>.

13 Naomi Oreskes et Erik M. Conway *Les marchands de doute*, Paris, Le Pommier, 2012.

du savoir et la vingtaine d'années d'études qui en découle a un coût social et environnemental énorme : les travailleuses et les travailleurs actifs doivent atteindre une très forte productivité pour financer les lourdes infrastructures scolaires et leur abondant personnel (la forte pression actuelle pour remplacer les enseignantes et les enseignants par des ordinateurs n'est certainement pas la meilleure solution).

D'aucuns pourraient nous reprocher de vouloir réhabiliter l'obscurantisme de la majorité face à une minorité savante dépositaire de la connaissance. Tel n'est pas notre propos, le savoir scientifique n'est pas à rejeter en bloc et nous verrons plus loin qu'il s'agit plutôt d'en cerner les limites. Comme le signale Jacques Ellul<sup>14</sup>, l'examen des lieux communs qui perpétuent le besoin d'un savoir en perpétuelle croissance permettra d'approfondir notre analyse. « Le savoir rend libre », car il favorise une meilleure appréhension du monde. Mais l'absence d'esprit critique et le manque d'approfondissement des notions enseignées, souvent très techniques, donnent une fausse impression de maîtrise des connaissances, car cette culture très superficielle ne permet pas une vraie pratique de la liberté personnelle. Le « savoir, c'est pouvoir » de Francis Bacon est peut-être juste au niveau technique de la gestion de la nature par l'humanité, mais certainement pas pour le citoyen et la citoyenne. Quel pouvoir nos connaissances nous donnent-elles pour agir sur le réchauffement climatique ou sur l'épuisement des ressources fossiles ? De même, on sait que l'« Internet comme moyen libre et démocratique d'accès au savoir et au pouvoir » est une idée fermement ancrée, même chez les alternatifs. Toutefois, le meilleur comme le pire circulent sur la toile et séparer le bon grain de l'ivraie s'avère une tâche difficile (en fait presque impossible si l'on ne dispose pas d'un solide esprit critique) et coûteuse en temps face à l'ampleur et à la complexité des informations présentes, d'autant plus que de nombreux lobbys s'ingénient à noyer les idées contraires à leurs intérêts dans un flot toujours croissant d'informations. Le potentiel offert par la mise en réseau des connaissances demeure très limité. Enfin, « L'économie du savoir, ou l'économie dématérialisée » tant célébrée par nos dirigeants est aussi purement illusoire. En effet, il n'y a jamais eu autant de publications, scientifiques comme de vulgarisation, sur papier comme sur support électronique, que depuis l'avènement des technologies de l'information. Or cette masse d'informations implique un coût de production et de stockage élevé, non seulement humain (qui a encore le temps de se tenir au courant de tout ce qui est publié sur un sujet donné, même pour des raisons professionnelles ?), mais aussi matériel avec des dépôts de stockage toujours plus grands et plus nombreux nécessitant plus de matières premières et d'énergie, sans préjuger des besoins pour le traitement subséquent de ces données. Et surtout, cette économie prétendument dématérialisée ne fait que s'ajouter à la « vieille » économie très matérielle.

---

14 Jacques Ellul, *Exégèse des nouveaux lieux communs*, Paris, Calmann-Lévy, 1966.

### Pistes de réflexion pour un autre savoir

La critique est relativement aisée, et nous espérons que notre réquisitoire contre les conséquences éducatives de la croissance infinie du savoir servira à décoloniser notre imaginaire. Bâtir un savoir et une éducation décroissants est cependant plus ardu. Il n'y a pas de solution unique et magique, puisque la complexité de notre monde est infinie.

Prenons l'exemple de la médecine. Le système actuel avec ses traitements de pointe permet d'améliorer les soins (surtout pour les plus riches) ; l'augmentation de l'espérance de vie tant vantée par les *aficionados* du progrès, malgré la dégradation des conditions de vie, le démontre. Mais la médecine technoscientifique n'est durable ni économiquement (presque tous les systèmes de santé exigent des budgets en perpétuelle augmentation) ni écologiquement<sup>15</sup> (croissance de matériel sophistiqué pour des améliorations de plus en plus faibles et des rejets de produits chimiques en constante hausse) et constitue un exemple flagrant d'une spécialisation extrême fondée sur des études toujours plus longues qui produisent de nombreux effets pervers (mauvais diagnostics portés par le spécialiste qui ne se concentre que sur son objet de spécialisation par exemple). Comment limiter la spécialisation en médecine pour ne pas trop perdre d'avantages ? Quel savoir faudra-t-il volontairement perdre, ou plus précisément arrêter de maintenir parce que trop coûteux ? La formulation de ces questions suffit à montrer comment les humains du XXI<sup>e</sup> siècle, même détenteurs d'un doctorat, sont dépourvus face à la montagne de connaissances déjà existantes. Il y a cependant des choses évidentes à conserver, comme une hygiène raisonnable (telle l'asepsie dans les blocs opératoires) puisqu'une part non négligeable de l'augmentation de l'espérance de vie provient de la découverte des microorganismes pathogènes, et des pratiques à développer, comme la prévention, car en limitant les causes des maladies, on diminue le recours à des soins de plus en plus lourds. Il faudra en abandonner d'autres comme la chirurgie esthétique, le traitement systématique de toutes les formes de déviance (comme l'hyperactivité)<sup>16</sup> ou les maladies rares. Mais entre ces deux extrêmes, que faire ?

On pourrait s'inspirer des autres sociétés humaines, passées et présentes. La chirurgie romaine (Claude Galien en particulier) était remarquable malgré la fixation d'une limite qui nous paraît absurde aujourd'hui, celle d'ouvrir un corps humain. L'objectif est de créer un savoir volontairement approximatif qui pourrait être raisonnablement partagé par la plus grande partie de la société, un savoir donc démocratique, bien différent de la dictature des experts, mais qui nous permettrait d'atteindre des conditions de vie satisfaisantes (c'est-à-dire

15 Fondation David Suzuki, Des hôpitaux plus «verts»: quelques pistes de solution, 15 novembre 2011, <[www.davidsuzuki.org/fr/blogues/cercle-scientifique/2011/11/des-hopitaux-plus-verts-quelques-pistes-de-solution/](http://www.davidsuzuki.org/fr/blogues/cercle-scientifique/2011/11/des-hopitaux-plus-verts-quelques-pistes-de-solution/)>.

16 Jean-Claude St-Onge, *Tous fous ? L'influence de l'industrie pharmaceutique sur la psychiatrie*, Montréal, Écosociété, 2013.

éviter la fièvre puerpérale). Il ne s'agit pas d'interdire à un passionné d'orchidées d'améliorer son savoir sur ces magnifiques fleurs, mais de juste considérer cela comme un passe-temps personnel qui ne mérite pas un investissement collectif, au contraire, par exemple, d'un savoir qui garantit une fertilité des sols nécessaire à la survie de l'humanité. Les conférences de citoyens<sup>17</sup>, regroupements de citoyens et de citoyennes tirés au sort parmi des volontaires qui élaborent des recommandations sur un sujet de société, après présentation par des experts du domaine de problématiques contradictoires, pourraient constituer une approche intéressante pour débroussailler le terrain. Une autre piste de réflexion devrait porter sur la durée de l'enseignement obligatoire, celui qui permet le partage d'un savoir commun (5, 10 ou 50 ans ?) et sur les limites du pouvoir qui devrait être reconnu à ceux qui possèderaient un savoir plus poussé.

Le savoir devrait dès le plus jeune âge être abordé par son aspect pratique, pas au sens des capacités techniques utiles au productivisme, mais par opposition à l'enseignement théorique actuel. On peut constater que de plus en plus de personnes très diplômées se reconvertissent vers des activités plus manuelles<sup>18</sup>, montrant ainsi que la seule activité intellectuelle n'est pas toujours pleinement satisfaisante. Alors pourquoi ne pas faire la part belle à toutes ces activités qui apportent leur propre enrichissement non seulement dans le plaisir de créer soi-même quelque chose de tangible dont non seulement l'utilité apparaît immédiatement, mais favorise aussi le vivre ensemble, l'inventivité, l'autonomie, l'esprit critique, tout en permettant la découverte progressive de notions abstraites. Prenons comme cas d'école l'apprentissage du jardinage, une approche intéressante dans cette perspective, car elle est relativement facile à mettre en place même dans les villes. Le jardinage possède de nombreux avantages qui répondent aux aspirations d'une société décroissante : (1) il remet l'enfant en lien avec la réalité grâce à une activité naturelle, à la prise en compte du temps qui passe et à une projection dans le long terme; (2) il permet l'essor de la curiosité à travers l'observation des phénomènes qui se produisent tout au long de la pousse et qui nécessitent l'ensemble des sens tout en permettant de se former à l'approche expérimentale (ou scientifique); (3) il incite à la créativité et forme l'esprit critique par le biais des expérimentations ; (4) il aiguise le sens esthétique, car un jardin peut être beau, alliant couleurs des fleurs et des plantes vivrières; (5) il peut créer un lien entre l'école et le milieu de vie de l'enfant, non seulement en ramenant à la maison sa production, mais aussi en créant des liens intergénérationnels avec des bénévoles prêts à partager leurs connaissances; (6) il améliore l'autonomie en favorisant les capacités manuelles et l'utilisation d'outils simples, ainsi qu'une moindre dépendance à une activité rémunératrice.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive et pourrait être allongée selon l'imagination de chacun ; de même, d'autres activités associant aspects corporels

17 Jacques Testart, *L'humanité au pouvoir. Comment les citoyens peuvent décider du bien commun*, Paris, Seuil, 2015.

18 Mathew B. Crawford, *Éloge du carburateur*, Paris, La Découverte, 2010.

et intellectuels pourraient être évoquées, telle la cuisine, pour aborder des notions de chimie, ou la confection de vêtements pour travailler sur la géométrie. Cela ne signifie pas qu'il faille supprimer tous les savoirs abstraits de l'enseignement, mais que des approches plus concrètes présentent aussi l'avantage de faciliter l'acquisition du savoir abstrait, montrant ainsi leur utilité.

En conclusion, il nous semble fondamental que l'acquisition de savoirs doive avant tout permettre l'émergence d'une société frugale (car respectueuse de la nature) et humaine par les liens qu'elle crée, tout en limitant l'usage de technologies toujours plus sophistiquées que plus personne ne maîtrise vraiment et qui ne répondent que très partiellement aux problèmes environnementaux auxquels nous devons faire face, malgré l'engouement des gouvernements pour les technologies « vertes ».

# Bilan de luttes



# La grève à l'UQAM

PIERRE BEAUDET<sup>1</sup>

Épicentre du mouvement étudiant depuis des décennies, site d'un syndicalisme enseignant combatif et créatif, lieu d'explorations pédagogiques et institutionnelles inédites, l'UQAM a été et reste encore aujourd'hui un bastion du milieu intellectuel progressiste et du mouvement populaire au Québec. Au printemps 2015, les étudiantes et les étudiants de six facultés (sur sept) ont adopté le principe d'une grève d'au moins une semaine. Plus tard, lorsque la grève est intervenue, le conflit a connu de nombreux rebondissements et s'est terminé dans un climat marqué par un virage autoritaire de l'institution. Les premiers concernés, en l'occurrence les étudiantes et les étudiants, ont amorcé des bilans de la lutte. Les autres composantes de l'UQAM, notamment les professeurEs membres du SPUQ et les chargéEs de cours membres du SCUUQ, sont également impliqués dans divers processus de réflexion, notamment sur les moyens à mettre en œuvre pour reconstruire les solidarités entre les divers mouvements et associations<sup>2</sup>.

## La mise en place

Au fil des dernières années et à travers divers affrontements, dont la grève des professeurEs en 2009 et la mobilisation étudiante de 2012, l'UQAM a vécu une tension permanente entre la défense du « modèle uqamien » construit sur la collégialité et des instances paritaires et des tentatives systématiques et répétées de réinventer l'institution en la rapprochant du modèle qui prévaut dans les autres universités, où le pouvoir est concentré dans les mains du recteur et du conseil d'administration.

---

1 Ce texte a bénéficié des commentaires et critiques de Marie Blais, René Delvaux et Martin Petitclerc. Les réflexions qu'il propose (de même que les erreurs ou omissions) appartiennent seulement à l'auteur.

2 Les réflexions qui suivent sont une sorte de compte-rendu (interprétatif) d'un échange organisé par les NCS le 21 mai 2015, auquel étaient présents des professeurEs, des chargéEs de cours et des étudiants de l'UQAM, de même que des militantes et des militants de diverses organisations syndicales et populaires.

Lors de la négociation de 2009 pour le renouvellement de la convention collective du Syndicat des professeurs et professeures (SPUQ), l'administration a réussi à créer une brèche dans ce modèle participatif en imposant des doyens non syndiqués et non imputables devant les assemblées facultaires. Le ton était donné, notamment par le vice-recteur Marc Turgeon, celui-ci préconisant une « modernisation » des structures pour les rendre plus « efficaces » et moins « lourdes ». L'idée générale est de déplacer le pouvoir des départements vers les facultés (gérées par des doyens non syndiqués); également de minimiser la place des instances paritaires, notamment la commission des études qui se trouve au cœur du dispositif pédagogique de l'université.

Lors de son élection en 2012, le nouveau recteur Robert Proulx proclamait pourtant son attachement au modèle uqamien ancré sur l'« ouverture à la communauté universitaire » et le respect des syndicats et des associations. Il affirmait l'importance de se souvenir « que bien des changements amorcés dans les années 1960 ont commencé par des moments de forte contestation et un ras-le-bol complet des jeunes que nous étions face au discours des élites qui voulaient protéger le *statu quo* et qui le faisaient en utilisant un langage dans lequel nous ne nous reconnaissons pas ». Il rappelait aussi que les jeunes d'aujourd'hui ont raison d'être en colère et inquiets face aux inégalités, et qu'il ne « suffit pas de dire que l'université va y penser et que son rôle se limite à observer et à analyser »<sup>3</sup>.

Encore en 2014, le recteur s'opposait aux politiques de restriction budgétaire évoquées par le gouvernement Couillard en affirmant de ne pas croire à des politiques d'austérité basées sur des coupes drastiques dans les dépenses publiques<sup>4</sup>.

Après la grève étudiante de 2012, on a senti que les secteurs conservateurs, à l'échelle du Québec, revenaient à la charge. Dans un barrage médiatique mené tambours battants par le réseau Québécois notamment, l'UQAM était présentée comme un repère anarchiste, incapable de se gouverner, livré à une extrême gauche présente tant chez les étudiantes et les étudiants que chez les profs.

Lors de l'élection du gouvernement libéral, les astres ont commencé à s'aligner pour favoriser une attaque en règle contre non seulement le mouvement étudiant, mais le « modèle » même de l'UQAM. En automne 2014, au moment du dépôt de son « plan stratégique », les mêmes impératifs d'une « meilleure gestion » ont été mis de l'avant sous prétexte que la gestion collégiale devait s'ajuster et se plier davantage aux impératifs d'efficacité<sup>5</sup>.

---

3 Allocution du recteur Robert Proulx, 2 avril 2013, <[www.uqam.ca/rectorat/allocutions/all2013-02-04.pdf](http://www.uqam.ca/rectorat/allocutions/all2013-02-04.pdf)>.

4 Allocution du recteur Robert Proulx, 5 novembre 2014, <[www.uqam.ca/rectorat/allocutions/all2014-11-05.pdf](http://www.uqam.ca/rectorat/allocutions/all2014-11-05.pdf)>.

5 *Plan stratégique de l'UQAM, 2015-2020*, <[www.uqam.ca/rectorat/projet\\_plan\\_strategique\\_2015-2020.pdf](http://www.uqam.ca/rectorat/projet_plan_strategique_2015-2020.pdf)>.

Pour plusieurs professeurEs, cela représentait une rupture, un changement violent dans la culture organisationnelle de l'UQAM. En parallèle avec la centralisation du pouvoir dans le cadre des négociations pour le renouvellement de la convention collective, l'administration évoquait la fin de la sécurité d'emploi pour les professeurEs, l'alourdissement de leur tâche et la diminution de la place des départements dans le processus décisionnel de l'université.

L'objectif de la direction était également de « désenchâsser » la structure et la composition de la commission des études de la convention collective du SPUQ, ce qui laisserait le champ libre à des changements majeurs, notamment imposés par le conseil d'administration.

Au début de 2015, des rumeurs allaient bon train concernant la « préparation spéciale » de l'institution confrontée à l'imminence d'une nouvelle grève ; parmi ces indicateurs, on notait l'installation de caméras de surveillance et l'embauche de nouveaux agents de sécurité<sup>6</sup>. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) aurait été également associé à cette préparation dans le but d'éviter les « débordements » de 2012 dans et autour de l'UQAM. Le ministre de l'Éducation Yves Bolduc et son successeur François Blais ont alors donné carte blanche à l'administration de l'UQAM, tout en reprenant les arguments réactionnaires de 2012 contre le droit de grève des étudiantes et des étudiants.

Ces arguments ont été médiatisés par les héritiers des « carrés verts » de 2012 réorganisés au sein de la Fondation 1625 dont le but est de judiciaireiser les conflits et de criminaliser les mouvements étudiants.

### **L'affrontement**

Dès l'automne 2014 effectivement, plusieurs des associations membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)<sup>7</sup> se préparaient à la grève, y compris à l'UQAM où le fer de lance de la mobilisation est constitué par l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) et l'Association facultaire étudiante des arts (AFÉA). À la mi-mars, la grève s'étendait à plus de 65 000 étudiantes et étudiants, faisant sentir sa présence par de nombreuses manifestations publiques. Contrairement au mouvement de 2012, celui de 2015 s'affichait d'emblée comme porteur d'une lutte contre le gouvernement et ses politiques dites d'austérité, contre les mégaprojets pétroliers et gaziers, contre le « fondamentalisme marchand » présidant à la réforme du système de santé et aux compressions budgétaires dans les universités et les cégeps. Les associations étudiantes en grève se sont retrouvées cependant isolées dans le milieu étudiant, les autres associations décidant de se tenir à l'écart du conflit. Même dans l'ASSÉ, il y avait des dissidences, car ce ne sont pas toutes les associations membres qui ont voté pour la grève. Par ailleurs, plusieurs

6 Au coût d'un demi-million de dollars, soit un peu plus que l'économie prévue par la mesure de gel des embauches et de remplacement du personnel administratif et de soutien, adoptée en marge du plan d'équilibre budgétaire en décembre 2014.

7 L'ASSÉ au niveau national n'a jamais endossé la grève.

mouvements populaires et syndicaux se sont montrés plutôt prudents, voire frileux, devant la mobilisation étudiante qui a été cependant appuyée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, dite Coalition Main rouge.

À l'UQAM, des mobilisations assez fortes ont paralysé au début de la grève plusieurs départements et facultés, dans une atmosphère relativement calme où on a noté très peu d'affrontements. Rapidement cependant, la riposte de la direction est apparue. On menaçait les étudiantes et les étudiants d'expulsion et d'autres mesures répressives<sup>8</sup>. Les faits et gestes des étudiants étaient filmés et observés par des « gardiens de sécurité ». Le 8 avril, l'administration a fait appel au SPVM pour faire évacuer les étudiants du Pavillon J.-A.-DeSève. Vingt-et-un étudiants et étudiantes ont été arrêtés et accusés. Des professeurEs se sont interposés et ont condamné cette invasion policière inédite. Dans les jours qui ont suivi, la tension s'est accrue. Les levées de cours animées par des étudiantEs en grève ont été condamnées par le recteur, la présidente du conseil d'administration de l'université (Lise Bissonnette) et plusieurs professeurEs dénonçant le « chaos » étudiant, dans une « lettre ouverte » où ils accusaient la direction de leur syndicat (SPUQ) d'avoir capitulé devant l'anarchie. De nouvelles expulsions d'étudiantes et d'étudiants se sont ajoutées à celles qui avaient été décrétées en mars. Entre-temps, les médias et en particulier ceux du réseau Québecor présentaient la situation à l'UQAM comme un grave danger pour la paix et la sécurité publiques. Pour sa part, l'UQAM a obtenu une injonction interdisant les activités étudiantes visant le blocage des cours, ce qui a mené à de nouveaux affrontements. L'UQAM était quadrillée par des agents de sécurité, ce qui créait une atmosphère d'occupation et de répression.

À la fin d'avril, la grève était réduite à l'UQAM et à quelques cégeps. Le gouvernement québécois encourageait les institutions à maintenir la ligne dure, en continuant les expulsions et en appuyant les interventions policières. En mai, le dernier carré de la résistance autour de l'AFESH décrivait la fin de la grève et annonçait préparer un « automne chaud ». Par après, le conseil d'administration a refusé les accommodements proposés par la commission des études pour faciliter la fin de la session (n'autorisant aucun prolongement de la session, notamment).

### **Durs lendemains de la veille**

Tel qu'évoqué plus haut, avant et durant la grève, un battage médiatique sans précédent a démonisé les étudiantes et les étudiants. Un discours haineux a caractérisé les interventions de la grande majorité des acteurs politiques, à l'exception de Québec solidaire. Plusieurs organisations syndicales pour leur

8 Neuf avis disciplinaires, visant l'expulsion d'étudiantes et d'étudiants, ont été acheminés à trois jours du début de la grève. Des mesures disciplinaires ont notamment visé à exclure l'étudiante et l'étudiant siégeant sur le CA de l'université par des sanctions académiques ou des avis d'expulsion.

part ont eu une attitude ambigüe, notamment pour dénoncer la « violence » étudiante. La bataille de l'opinion publique, visiblement, a été perdue.

Du côté du mouvement étudiant, les coups ont été durs. À la suite de la démission des membres de l'exécutif de l'ASSÉ<sup>9</sup>, le regroupement militant étudiant a été fragilisé. Plusieurs associations sont restées divisées. Du côté des professeurEs et des chargéEs de cours, l'impact a été également négatif. Le SPUQ a été particulièrement menacé par la charge à fond de train des 184 signataires d'une lettre accusant nommément la présidente Michèle Nevert de nuire aux profs et à l'université. Lors des mobilisations subséquentes organisées par divers mouvements et réseaux, notamment lors du premier mai, la participation uqamienne a été plutôt réduite, ce qui contrastait avec les années précédentes. Les éluEs du SCUUQ pour leur part ont été l'objet de menaces à peine déguisées et soumis à une surveillance accrue. Pour les professeurEs, la situation se présente assez difficilement au moment où les négociations piétinent au sujet du renouvellement de la convention collective. La perspective de créer une convergence entre les revendications professorales et la défense du « modèle uqamien » (la collégialité) d'une part, et les mobilisations prévues à l'automne, notamment par le secteur public, sera difficile à concrétiser dans l'état actuel des choses.

Au-delà du climat d'intimidation qui s'est installé et du fait que les objectifs initiaux de la grève n'ont pas été atteints, la grève a laissé un héritage de débats non résolus. Au départ, l'ASSÉ et sa direction n'étaient pas favorables à l'idée d'une grève générale au printemps 2015. On n'était pas convaincus qu'une mobilisation étudiante pourrait effectivement entraîner d'autres secteurs sociaux et, par conséquent, il valait mieux reporter la grève à l'automne. Pour les partisans et les partisanes de la grève, notamment à l'UQAM, il fallait stimuler le mouvement populaire. Plus tard, la reconduction de la grève dans les circonstances difficiles que l'on connaît s'est produite dans un contexte où il semblait important de résister à la répression (notamment les expulsions). Cette division au sein de la gauche étudiante a affaibli l'ensemble du mouvement.

La fin de la grève étudiante, en particulier à l'UQAM, a donc laissé le vaste secteur de l'éducation dans une situation de fragilité face à la réingénierie du gouvernement libéral, une situation que l'on observe également dans la santé et le secteur public en général. Mentionnons entre autres la fusion forcée, voire la disparition des commissions scolaires, accompagnée d'un vaste exercice de coupes budgétaires où les enseignantes et les enseignants seront pénalisés par l'augmentation des ratios : cela met le secteur scolaire sur la brèche, tout en

---

9 Cette démission a été suivie d'une « destitution » par les participants et les participantes au congrès de l'ASSÉ. En fin de compte, cette démission/destitution a été le résultat de plusieurs mois de division dans le mouvement; l'exécutif démissionné/destitué, après avoir timidement mené la grève sur le plan national, avait proposé un repli stratégique, une idée qui n'a pas été acceptée par la majorité des représentants des associations.

détruisant un autre espace où la population était appelée à dire son mot. Un nouveau dispositif autoritaire émerge de ces pratiques et menace l'ensemble des institutions.

### **L'optimisme de la volonté et le pessimisme de l'intelligence**

En dépit et au-delà des coups portés au mouvement étudiant et au mouvement populaire, la bataille de l'UQAM indique une profonde capacité de résistance. La large coalition réactionnaire qui a mis le paquet pour « briser » l'UQAM n'a pas pu casser les mouvements qui, pour le moment, pansent leurs plaies tout en discutant des moyens et des stratégies pour relancer l'action et la convergence. Les associations travaillent fort à reconstituer leurs forces et à reconstruire l'unité de l'ASSÉ, qui reste une des clés de voûte de la mobilisation étudiante et populaire.

Par ailleurs, la bataille de l'UQAM, en se déplaçant vers la résistance à la répression (dont les expulsions totalement infondées), aura probablement pour effet de ressouder professeurEs, chargéEs de cours et étudiantEs. D'autre part, le processus de centralisation tous azimuts préconisé par l'administration ne pourra se concrétiser facilement. Les assemblées départementales, les associations étudiantes, la commission des études restent des sites où l'autoritarisme peut se casser quelques dents.

À un autre niveau, il faut regarder ce qui s'en vient du côté de la Coalition Main rouge et également du côté des mobilisations dans les régions (en dehors de Montréal). Est-ce que cette colère manifeste, qui s'exprime un peu partout, peut effectivement déboucher sur un « automne chaud » ? Les impacts directs des politiques d'austérité commencent à se faire sentir de plus en plus (coupes de services, diminution des salaires, pratiques répressives, etc.). Certes, l'appareil médiatique va continuer de justifier l'injustifiable. Et bien sûr, le discours concerté sur la nécessité de l'austérité a une prise réelle sur une partie importante de la population.

Il faut noter aussi d'autres obstacles. Des organisations syndicales semblent déterminées à éviter l'affrontement, quitte à accepter quelques concessions qui atténueraient le projet de démanteler à petit feu le secteur public. Pour plusieurs, les politiques d'austérité représentent une sorte d'aberration ou d'« erreur », provenant de personnalités comme Barrette, Leitão ou Coiteux, au lieu d'être comprises comme des stratégies logiques et cohérentes, du point de vue des dominants. On se montre « surpris » de la violence et de l'arrogance du gouvernement et de ses relais comme si cela ne cadrerait pas avec la réalité, alors qu'en fait, ces pratiques reflètent une volonté organisée, systématique et bien pensée de briser la résistance des dominéEs et de remodeler le Québec selon le « modèle américain » : population atomisée, faiblesse abyssale des syndicats et du mouvement populaire, veulerie des institutions et des corps intermédiaires, idéologie du tout-le-monde-contre-tout-le-monde qui conduit à l'érosion des droits.

Cet aveuglement de divers mouvements est accompagné d'une autre illusion, à savoir que le cauchemar actuel va se terminer un jour, fondé sur l'espoir que le Parti québécois (ou le Nouveau Parti démocratique) gagne les prochaines élections. Au niveau provincial, malgré l'intronisation de Pierre Karl Péladeau (PKP) qui défend en gros les mêmes politiques dites d'austérité que les libéraux, on sent une réelle hésitation dans les mouvements populaires et syndicaux à engager une bataille politique et sociale de longue durée.

Devant l'offensive actuelle, il ne faut pas tomber dans le piège de la désunion. Ni dans celui de blâmer les uns et les autres (ce qui n'empêche pas de formuler une critique qui débouche sur de réelles alternatives). Pour plusieurs militantes et militants, il importe de changer la culture organisationnelle des syndicats et de cesser de penser qu'on est encore dans le « *business as usual* » : négocier, gagner un peu, sauver les meubles, etc. Il faut admettre que le rouleau compresseur actuel mine la légitimité des résistantes et des résistants et vise à détruire leurs organisations (pas seulement à leur imposer de mauvaises conditions). Le défi est immense : construire un projet contre-hégémonique cohérent.

## Grève à l'Université York : ses victoires et ses limites à l'aune du syndicalisme de mouvement social

THOMAS CHIASSON-LEBEL ET CHRISTIAN PÉPIN

L'Université York et l'Université de Toronto ont récemment été perturbées par des grèves de syndicats regroupant les employéEs étudiants et les chargéEs de cours. Les membres des syndicats locaux 3902 (Université de Toronto) et 3903 (York) du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) cherchaient par là à améliorer leurs conditions de travail et du même coup les conditions d'études dans les universités ontariennes. La grève à l'Université York qui a pris fin le 30 mars 2015 après moins d'un mois se concluait par des avancées significatives sur ses principales revendications. Néanmoins, le bilan d'une telle victoire doit inclure un regard plus vaste sur les conditions de lutte dans le secteur universitaire dans un contexte où le syndicalisme des étudiantes et des étudiants employés apparaît en Ontario comme le principal rempart contre l'érosion de l'accessibilité aux études.

L'enjeu récurrent des conflits de travail dans le secteur public est de transformer une bataille pour de meilleurs contrats de travail en une lutte pour l'amélioration des droits sociaux et des services pour la société dans son ensemble. C'est du moins la vision que propose le syndicalisme de mouvement social que nous<sup>1</sup> entendions pratiquer<sup>2</sup>. La grève de York a certes posé quelques gestes importants visant à promouvoir une vision alternative de l'université auprès de la population torontoise afin d'élargir ses appuis et son rapport de force. Mais elle s'est aussi heurtée aux limites de l'organisation syndicale pour mener à bien une lutte pour le droit à l'éducation postsecondaire en Ontario. Le présent article ne propose pas un récit détaillé de la grève, mais une analyse du conflit à la lueur de cette préoccupation stratégique.

---

1 Le « nous » ici indique les deux auteurs du texte.

2 David Camfield décrit le syndicalisme de mouvement social comme celui qui est horizontal, basé sur la démocratie et l'implication des membres, qui s'inscrit dans sa communauté et cherche à produire des changements sociaux progressistes par la militance des membres. David Camfield, *Canadian Labour in Crisis. Reinventing the Workers' Movement*, Halifax, Fernwood, 2011, p. 51.

### La restructuration néolibérale de l'université

Les grèves de York et de l'Université de Toronto doivent être situées dans le contexte d'une université où le savoir et le travail sont de plus en plus marchandisés à tous les niveaux<sup>3</sup>. De manière générale, l'éducation au premier cycle est achetée telle une marchandise par des étudiantes et des étudiants qui, bien souvent, s'endettent pour payer des frais de scolarité élevés. C'est d'ailleurs en Ontario que ces frais sont les plus élevés au pays<sup>4</sup>. Les prix varient selon les programmes, et ceux qui présentent un meilleur espoir de revenu futur important (médecine, droit, etc.) se vendent plus cher. L'éducation est présentée comme un investissement individuel que chacun fait dans son capital humain, c'est-à-dire un placement qui permettra à l'individu d'augmenter le prix de vente de sa force de travail. Pendant les premières années du premier cycle, les étudiants assistent à des cours prodigués dans d'immenses amphithéâtres remplis de quelques centaines de leurs pairs où professent en majorité des chargéEs de cours à l'emploi précaire. Les chargéEs de cours vendent leur force de travail à la pièce et sont contraints de renouveler leurs tâches périodiquement s'ils ou elles n'ont pas l'ancienneté suffisante pour atteindre les rares paliers qui offrent une certaine sécurité d'emploi, elle-même arrachée de haute lutte syndicale. Les chargéEs de cours sont généralement très flexibles puisqu'ils donnent des cours à la demande, dans des champs qui correspondent plus ou moins à leur propre spécialisation, dans plusieurs institutions à la fois, et ils doivent souvent accepter les offres disponibles à seulement quelques jours du début des classes.

En Ontario, un cours typique des premières années du premier cycle est réparti hebdomadairement entre un cours magistral de deux heures et une séance de monitorat d'une heure ou deux dirigée par des assistantes et des assistants d'enseignement. Ces derniers s'assurent que les étudiants saisissent la matière, qu'ils et elles comprennent les lectures, leur offrent du suivi individualisé et corrigent les travaux et les examens. Ces assistants sont généralement des étudiantes et des étudiants aux cycles supérieurs dont la prestation de travail est liée au financement que l'université offre pour couvrir les frais de scolarité élevés qu'ils doivent payer.

Malgré des frais élevés, la condition des assistants d'enseignement dans les universités ontariennes a ceci de particulier qu'elle instaure une forme de gratuité effective de l'éducation pour les étudiantes et les étudiants de deuxième

3 L'enjeu de la marchandisation de l'éducation a déjà été traité dans les pages des *Nouveaux Cahiers du socialisme*. Voir le n° 8, *Éducation supérieure. Culture, marchandise et résistance*, 2012 ; Xavier Lafrance, « La bataille de York », *NCS*, n° 2, 2009, p. 197-209; Jonathan Vallée-Payette et Rémi Bellemare-Caron, « Division et hiérarchisation chez les étudiantEs employéEs universitaires », *NCS*, n° 8, 2012, p. 129-37.

4 Voir : Erika Shaker et David Macdonald, *Tier for Two*, Centre canadien de politiques alternatives, septembre 2014, p. 32, <[www.exchangemagazine.com/morningpost/2014/week36/Thursday/tier\\_for\\_two.pdf](http://www.exchangemagazine.com/morningpost/2014/week36/Thursday/tier_for_two.pdf)>.

et surtout de troisième cycle. L'admission au sein d'un programme à ces niveaux est généralement assortie d'une offre de financement, elle aussi gagnée en partie par les luttes syndicales, qui couvre plus que les frais de scolarité, et constitue en quelque sorte un salaire étudiant<sup>5</sup>. Cette situation apparaît à première vue confortable, lorsqu'on la compare à celle des inscrits aux cycles supérieurs au Québec, où les frais de scolarité sont plus bas, mais où le financement garanti est moindre ou inexistant. Elle permet à des étudiantes et à des étudiants qui n'ont pas les bourses des grandes institutions gouvernementales (CRSH<sup>6</sup>, CRSNG<sup>7</sup>), mais qui sont acceptés dans un programme, de poursuivre des études supérieures sans avoir à travailler à l'extérieur. Cette situation ontarienne présente néanmoins deux inconvénients. D'une part, bien que formatrices à certains égards, les tâches d'auxiliaire d'enseignement représentent un véritable travail salarié. Celui-ci exige un haut degré de flexibilité puisque les cours à enseigner en contrepartie du financement ne requièrent aucune exigence minimale quant au degré de connaissances nécessaires relativement au contenu spécifique du cours. D'autre part, ce modèle est rendu possible par les très hauts frais de scolarité exigés des étudiants et des étudiantes du premier cycle.

La marchandisation de l'éducation n'épargne pas non plus les professeurEs, qui bien que non précaires, sont pressés de demander des subventions de recherche pour lesquelles ils et elles engagent des étudiantes et des étudiants comme auxiliaires de recherche. Ces emplois en recherche peuvent aussi s'inscrire dans les offres de financement de l'université qui permettent aux étudiants de payer leurs frais de scolarité, et ne sont pas toujours liés au domaine d'étude.

### **Les revendications de la grève**

La grève qui a secoué les deux universités torontoises doit ainsi être comprise comme une opposition, certes limitée, mais réelle, à cette dynamique de marchandisation de l'éducation. Elle cherchait à assurer une plus grande accessibilité aux cycles supérieurs en promouvant un niveau de vie décent, une plus grande sécurité d'emploi pour les chargéEs de cours et plus d'équité dans l'emploi pour les LGBTQ<sup>8</sup>.

La revendication d'une hausse du soutien financier aux étudiants pour qu'ils et elles atteignent le seuil de pauvreté fut au cœur de la grève à l'Université de Toronto. Leur revenu figé au même niveau depuis 2008, soit 15 000 dollars une fois les frais de scolarité prélevés, les assistantes et assistants d'enseignement de

---

5 Par exemple, un étudiant de doctorat à York en science politique se voit offrir un financement d'une vingtaine de milliers de dollars pendant six ans, dont il doit déduire des frais de scolarité de près de 6000 dollars par année.

6 Conseil de recherche en sciences humaines.

7 Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada.

8 LGBTQ : lesbiennes, gais, bisexuelLEs, transgenres, *queer*.

cette université sont condamnés à vivre pauvres<sup>9</sup>. À l'Université York, la question du financement était aussi un enjeu primordial : d'un côté, par la demande d'une augmentation de 9000 à 15 000 dollars du financement des auxiliaires de recherche, qui sont en bonne partie des étudiantes et des étudiants à la maîtrise; de l'autre, par la défense d'une disposition de la convention collective qui limite la possibilité pour l'employeur d'utiliser les hausses de frais de scolarité pour récupérer les salaires. Cette disposition d'indexation du financement mérite une explication.

L'indexation du financement a été obtenue par le syndicat à York par une grève qui a paralysé l'université en 2000-2001. À la suite de la dérèglementation des frais de scolarité par le gouvernement de Mike Harris, un débrayage de près de trois mois avait permis d'obtenir une lettre d'entente qui garantissait que toute hausse de frais de scolarité serait compensée par une augmentation équivalente des salaires et compensations financières versés aux étudiantes et aux étudiants des deuxième et troisième cycles membres du syndicat. Sans cette disposition, toute augmentation du financement inscrite à la convention collective serait éventuellement grugée par les augmentations des frais de scolarité. Cette disposition avait été respectée jusqu'à ce qu'en 2013, l'administration de York augmente les frais pour les nouvelles et nouveaux étudiants internationaux. Selon l'université, le financement versé par la province pour les étudiants internationaux aurait diminué. Elle justifiait sa décision en expliquant que la convention ne protège que les membres du syndicat, et qu'elle ne peut être appliquée aux étudiants qui n'étaient pas membres de l'unité d'accréditation au préalable. Selon cette lecture, les frais pouvaient alors être augmentés pour chaque nouvelle cohorte sans compensation, le gel n'étant relatif qu'à chaque cohorte jusqu'à la fin des études des individus composant la cohorte.

Les frais de scolarité pour les étudiantes et les étudiants internationaux nouvellement admis ont ainsi fait un bond de 7000 dollars en 2014. Ces étudiants internationaux voyaient alors leur salaire se réduire comme peau de chagrin puisque celui-ci était saisi par l'université pour acquitter les frais de scolarité. Comble de l'injure, les méandres bureaucratiques envoyaient tout de même aux étudiantes et étudiants concernés un chèque de paie affichant la triste somme restante de 0,00 dollar. Les étudiants se trouvaient ainsi engagés dans un processus s'apparentant à du travail forcé. Cette entorse à l'indexation du financement a sans doute été le principal moteur de la grève de York.

Les syndicats des deux institutions réclamaient également une amélioration de la sécurité d'emploi pour les chargés de cours qui font partie du même syndicat. À l'Université de Toronto, les offres patronales ont permis d'éviter qu'ils n'entrent en grève. À York, après une semaine de grève, l'équipe patronale

9 Selon Statistique Canada, le seuil de faible revenu après impôt pour une personne seule vivant dans une ville de plus de 500 000 habitants est de 19 774 dollars. Cependant, ce taux est le même pour toutes les grandes villes du pays, alors que le coût de la vie, notamment influencé par le logement, est bien plus élevé à Toronto qu'à Montréal.

bonifiait ses offres notamment en améliorant la sécurité d'emploi des chargés de cours ayant accumulé le plus d'ancienneté. Cette offre patronale fut acceptée par la majorité des chargés de cours, laissant les assistants d'enseignement et de recherche battre le pavé sans eux. Cette habile stratégie patronale est parvenue à diviser le syndicat, bien que la solidarité soutenue de nombreuses et nombreux chargés de cours ait continué de se manifester sur les lignes de piquetage.

### À la défense de la démocratie syndicale

Le syndicat SCFP 3903 de York possède une solide réputation de combativité, et celle-ci a permis d'obtenir l'une des conventions collectives les plus avantageuses du secteur. Néanmoins, cette combativité avait mené à une grève de près trois mois en 2008-2009 qui s'était conclue abruptement par l'adoption d'une loi spéciale forçant le retour au travail. Pire, une gestion bancaire des compensations aux grévistes avait conduit le SCFP à exiger le remboursement d'importantes sommes versées aux membres. Cette situation avait entraîné la mise en tutelle du syndicat en 2010. La mémoire de la défaite et l'impact négatif de la tutelle sur l'enthousiasme militant pesaient lourd dans la balance en 2015.

L'exécutif, composé en majorité de gens à la marge des secteurs de gauche habituels du syndicat, a adopté une stratégie reposant sur la mobilisation des départements traditionnellement moins impliqués. Il a cherché à obtenir un fort mandat de grève comme levier de pression pour éviter le débrayage. Cette stratégie a fonctionné au moins sur un point : le vote sur le mandat de grève a obtenu la meilleure participation et le plus fort taux d'appui comparativement aux trois votes similaires tenus depuis dix ans.

Or, cette stratégie tournée vers les secteurs d'habitude moins impliqués, combinée au souvenir amer de la grève de 2008-2009 et aux pressions exercées par le SCFP, a mené un groupe majoritaire de l'exécutif à adopter un discours dépeignant la gauche active du syndicat comme étant non représentative. Par conséquent, l'exécutif a cherché à centraliser les pouvoirs, à diminuer le rôle des assemblées générales jusqu'à en compromettre la légitimité et les pouvoirs (défendant, par exemple, qu'il était plus juste que l'exécutif coopte les membres manquants au comité de négociation plutôt que ceux-ci soient choisis par l'assemblée générale parce que celle-ci était supposément contrôlée par le noyau militant)<sup>10</sup>.

Cette situation a paradoxalement engendré un renforcement de la solidarité des membres de la base pour faire respecter les décisions prises en assemblée et maintenir un rapport de force contre l'administration. Cette dernière ne pouvait en effet avancer que le syndicat était mené par une élite gauchiste incitant les membres à des actions contre leur gré puisque des propositions de l'exécutif,

10 Pour plus de détails sur cette attitude de l'exécutif, voir : Mathieu Brûlé, *CUPE 3903 and the Failure of Top-Down Mobilization*, 15 avril 2015, <<https://mathieubrûlé.wordpress.com/2015/04/15/cupe-3903-and-the-failure-of-top-down-mobilization/>>.

telles que celle d'accepter l'offre de l'employeur après une semaine de grève, étaient renversées majoritairement par les membres<sup>11</sup>.

La tension entre les membres et l'exécutif a cependant eu pour effet de dépouiller les instances contrôlées par les membres de leur rôle dans la détermination des stratégies à suivre. Les assemblées étaient en effet consacrées à maintenir leur légitimité face à l'exécutif et au SCFP plutôt qu'à débattre de propositions d'action pouvant améliorer le rapport de force. Elle a également contribué à limiter la capacité des grévistes à tourner leur action vers une mobilisation sociale plus large portant sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la société actuelle. Or, paradoxalement, l'exécutif avait soutenu une campagne de communication à cet égard.

Cette situation était également facilitée par la faible culture d'assemblée générale en Ontario. Alors qu'une étudiante ou un étudiant au Québec qui passe par le cégep et l'université se verra offrir de nombreuses occasions de participer à des assemblées générales, le mouvement étudiant en Ontario n'est pas structuré par une culture de démocratie directe. Il s'y pratique une démocratie représentative entretenue par de grandes fédérations étudiantes pancampus réunies majoritairement au sein de la Fédération canadienne des étudiants et des étudiantes (FCEE) qui privilégie le lobbying comme mode d'action auprès des gouvernements.

## **Un rapport de force ambigu ?**

### *Fétichisme du piquetage*

Cette tension entre l'exécutif et le SCFP d'une part, et la base syndicale de l'autre, a produit un rapport de force ambigu. Elle a nourri un fétichisme du piquetage. L'interprétation des règles du fonds de grève relayée par le SCFP indiquait que les grévistes devaient effectuer un minimum de 16 heures de piquetage par semaine réparties sur quatre jours différents pour obtenir une paie de grève. Cette politique de soutien aux grévistes ne tient pas compte du fait que les employéEs en grève étaient pour la majorité embauchés sous des contrats de moins de 10 heures par semaine, dont ils effectuent une bonne partie à la maison, et n'ont donc pas besoin de se rendre sur le campus plus d'une à deux fois par semaine.

De plus, pendant les deux premières semaines, l'administration avait choisi de suspendre les activités académiques. Les grévistes se trouvaient ainsi à bloquer un campus presque désert, situé en périphérie de la ville, loin de l'attention publique. D'ailleurs, le blocage du campus transformait l'université en un lieu

---

11 L'offre patronale après une semaine de grève a été rejetée par près de 60 % des membres de l'unité 1 (assistants d'enseignement) et par plus de 77 % des membres de l'unité 3 (assistants de recherche) malgré une recommandation favorable de l'exécutif : CUPE 3903-Communications officer, *Results of Ratification Vote. We Are Still on Strike !*, CUPE 3903, 9 avril 2015, <<http://3903.cupe.ca/2015/03/09/results-of-ratification-vote-we-are-still-on-strike/>>.

prohibé, à éviter plutôt qu'en un lieu à se réapproprier. Or, malgré tous les efforts mis dans le piquetage, la reprise des cours à la suite de l'entente survenue avec les chargés de cours n'a été que partiellement ralentie par celui-ci. Les piquets de grève retardaient le flot des voitures sur le campus, mais une bonne partie de la population universitaire se rend sur le campus en transport en commun et y entre à pied. Il était impossible de bloquer les piétons.

La gestion de la logistique du piquetage occupait la majorité du temps de l'instance de coordination de la grève, qui avait ensuite peu d'énergie pour s'ouvrir à l'élaboration de stratégies permettant de soutenir un syndicalisme de mouvement social. Cette approche nous rappelle que même les gains sur les conditions de travail nécessitent un soutien plus large de la population qui passe par une politisation de l'enjeu du conflit. Cet élargissement était d'autant plus nécessaire que le conflit précédent s'était soldé par une loi de retour forcé au travail. Seule une popularisation des objets du litige aurait permis de préparer une riposte à une nouvelle intervention du gouvernement provincial. Or, la structure de la paie de grève, centrée uniquement sur le piquetage, dissuadait les militantes et les militants de se tourner vers de tels objectifs « externes ».

### *Transcender les limites*

Malgré ces obstacles, trois initiatives ont cherché à élargir le conflit pour en faire un enjeu social. Ainsi, des membres de la base ont produit un journal, *The Penguin*<sup>12</sup> contenant des articles sur le droit à l'éducation, la condition étudiante et la hausse du coût de la vie à Toronto (logement, transport). Imprimé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, il fut distribué à la population torontoise, principalement aux portes des métros. Ce journal appelait aussi à une manifestation large pour le droit à une éducation accessible et de qualité. Si cela a contribué à publiciser l'enjeu, la participation à cette manifestation (plus de 1000 personnes) est restée cantonnée aux membres des syndicats en grève. Une semaine plus tard, une « longue marche » était organisée, lors de laquelle des grévistes de York et de l'Université de Toronto ont parcouru les rues de la ville depuis le campus de Glendon (York) jusqu'à l'Université de Toronto. Si l'on excepte ces actions, les lieux de coordination de l'action syndicale entre les syndicats de York et de l'Université de Toronto étaient inexistantes, alors que les deux appartenaient à la même centrale syndicale. Le SCFP manquait ainsi une occasion de transformer une solidarité de principe en actions effectives.

L'autre rendez-vous manqué a été celui avec la FCEE-Ontario. Au début du mois de mars, les représentants et les représentantes de la FCEE-Ontario ont organisé leur semaine annuelle de lobbying auprès des gouvernements fédéral et provincial afin notamment de proposer des moyens visant à réduire les frais

---

12 Celui-ci a été publié sur le site de *Socialist Project* : <[www.socialistproject.ca/bullet/1091.php](http://www.socialistproject.ca/bullet/1091.php)>.

de scolarité<sup>13</sup>. Cette campagne a certes reçu un écho médiatique favorable, notamment alimenté par le contexte des conflits de travail à York et à l'Université de Toronto, dont les grévistes étudiants sont aussi membres de la FCEE-Ontario. La campagne de lobbying ne contenait toutefois aucun appel à une manifestation d'envergure, et ne s'inscrivait pas dans une escalade de moyens de pression. Elle est restée lettre morte alors que ses membres au sein des deux plus grandes universités canadiennes étaient en grève. Cette opportunité gâchée est révélatrice des limites d'un modèle d'organisation qui ne parvient pas à s'engager dans une lutte solidaire, même lorsque les revendications sont similaires.

### *Pressions économiques*

La grève en elle-même exerçait une certaine pression économique sur l'Université York. La durée de la dernière grève avait affecté négativement les demandes d'admission. De plus, la réorganisation du calendrier scolaire engendre certains coûts. Des instances intersyndicales (avec les syndicats de profs, les associations étudiantes) créées avant la grève ont fortifié une solidarité qui a contribué à bâtir une résistance à la reprise des cours. Des milliers d'étudiants et d'étudiantes ont signé en quelques jours une pétition pour s'opposer à la reprise des cours. Ils et elles dénonçaient, en plus de la confusion générée par une reprise en pleine grève, que l'administration universitaire les force à choisir entre traverser les piquets de grève de leurs assistantes et assistants d'enseignement et compromettre leur assiduité académique. De nombreuses et nombreux professeurs ont utilisé les politiques disponibles sur l'intégrité académique pour suspendre les cours de plusieurs départements et la plus grande faculté de l'université (*Liberal Arts and Professional Studies*) est demeurée en grande partie paralysée.

Les préparatifs pour les Jeux panaméricains de l'été 2015 ont probablement contribué également à bâtir un rapport de force. Le campus abritait en effet le chantier d'un stade d'athlétisme bâti pour l'occasion. La nécessité que tout soit prêt à temps, ou le danger que la session d'été ne s'étire pendant les jeux, ont probablement aidé à bâtir une pression sur l'administration pour régler le conflit.

### **Victoire-surprise**

De ce rapport de force ambigu s'est dégagée une victoire surprenante pour le syndicat de York. La clause de l'indexation du financement a été renforcée, avec une promesse de remboursement des étudiantes et des étudiants internationaux

13 Canadian Federation of Students-Ontario, *Lobbying week*, Lobbying, février 2015, <<http://cfsontario.ca/en/section/77>>.

qui avaient subi des hausses intempestives<sup>14</sup>. Les assistantes et assistants de recherche ont obtenu une augmentation de leur offre de financement, et une disposition a été intégrée pour faire reconnaître les LGBTQ comme groupe victime de discrimination, au même titre que les minorités visibles, les femmes, les autochtones et les personnes handicapées. Le rapport de force face à l'université était ainsi plus favorable que les tensions au sein du syndicat ne le laissent voir. Il est sans doute le résultat de la détermination des membres, tant de York que de l'Université de Toronto, qui ont rejeté les ententes à rabais des premières semaines recommandées par leur exécutif respectif. La victoire de York est d'autant plus importante que la grève devait combattre le spectre du conflit de 2008-2009 qui, après des mois, s'était terminé en queue de poisson. Elle est d'autant plus cruciale qu'elle est arrachée en période d'austérité.

Du côté de l'Université de Toronto, les membres ont accepté de rentrer au travail et de se soumettre à un arbitrage contraignant<sup>15</sup>. Leur situation était rendue plus difficile par l'administration qui n'a jamais suspendu les cours et engageait des briseurs de grève du premier cycle pour corriger les travaux à la place des membres syndiqués (il n'existe pas de loi antibriseurs de grève en Ontario). De plus, bien que le campus accueillait également des infrastructures pour les Jeux panaméricains, il est situé en plein centre-ville et pouvait difficilement être bloqué sans soulever l'ire de la population de la ville.

### **Perspectives : quelles conditions pour un mouvement social panontarien ?**

Bien que la grève à York ait maintenu les dispositions qui favorisent l'accessibilité aux cycles supérieurs au sein de l'université, et malgré les efforts intéressants des membres (distribution de journaux, deux manifestations), elle n'est pas parvenue à créer une convergence de forces sociales autour de l'enjeu de l'éducation supérieure. Elle a rencontré à cet égard les limites du modèle de syndicalisme social du SCFP qui, bien que prêt à se commettre sur le plan du discours en faisant la promotion des services publics, demeure centré sur l'action locale plutôt que sur l'élargissement de la mobilisation et sur la démocratie représentative plutôt que sur *l'empowerment* des membres pour augmenter le rapport de force.

La négociation syndicale est nécessairement orchestrée autour de la convention collective, et demeure ainsi structurellement confinée aux enjeux liés au travail. Toutefois, cela ne condamne pas l'organisation syndicale elle-même à ne se centrer que sur ces enjeux. C'est ainsi que le syndicat de York est devenu l'une des organisations les plus efficaces pour défendre une certaine

14 Cela dit, au moment d'écrire ces lignes en mai 2015, l'administration tente toujours de se défaire de son engagement à rembourser rétroactivement les étudiantes et les étudiants internationaux. Le syndicat multiplie les moyens de pression afin de faire respecter cette entente.

15 Au moment d'écrire ces lignes, les résultats de l'arbitrage n'étaient pas encore connus.

forme d'accessibilité aux études supérieures en Ontario. Mais cette accessibilité ne touche que les membres du syndicat.

Une campagne pour élargir l'accès à l'éducation à tous les niveaux devrait d'abord miser sur les forces existantes. Il serait à cet égard essentiel qu'il existe une meilleure coordination intersyndicale. L'occasion en or que représentait la simultanéité des grèves à York et à l'Université de Toronto s'est finalement métamorphosée, par l'absence d'une meilleure coordination, en un rendez-vous manqué. Une véritable campagne préalable au sein du SCFP pour coordonner les négociations et tester les possibilités de partager démocratiquement des plates-formes de revendications et d'actions communes, serait probablement un pas dans la bonne direction. Elle permettrait d'emblée de problématiser la question de l'enseignement supérieur au niveau provincial plutôt que de la confiner à des enjeux locaux.

Une telle coordination syndicale ne pourra vraisemblablement pas se substituer à un mouvement étudiant démocratique et combatif puisqu'il peine à organiser des luttes dont les demandes principales concerneraient les étudiantes et les étudiants du premier cycle, qui ne sont pas inscrits dans une relation d'emploi avec l'université. En ce sens, la création d'assemblées générales réunissant des étudiantes et des étudiants de tous les cycles s'avère une piste à explorer sérieusement. Couplées à une culture d'escalade de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale, d'importantes campagnes politiques pourraient émerger afin de faire du droit à une éducation accessible et de qualité une réalité pour tout le monde en Ontario.

Élargir le cadre de lutte de syndicats comme les SCFP 3903 et 3902 requiert aussi que les membres se questionnent sur le modèle d'université qu'ils et elles désirent. Pour augmenter l'accessibilité à tous les niveaux, l'organisation de l'université qui médie l'accessibilité aux cycles supérieurs par le rapport de travail doit être remise en question puisque celle-ci s'inscrit dans une forme marchandisée du rapport à l'éducation. Il y a là tout un défi puisque cela pourrait impliquer de militer, au sein du syndicat, pour la diminution du travail et l'augmentation de l'accessibilité aux études par les bourses. La formule n'est pas simple, mais il faut prendre acte que l'organisation de la lutte sur une base syndicale rend plus difficile la solidarité avec les étudiantes et les étudiants du premier cycle alors qu'ils ne sont pas membres du syndicat et qu'ils sont ceux qui souffrent le plus du modèle marchandisé de l'université. Rien n'empêche cependant le syndicat d'agir par sa démocratie interne afin d'alimenter par l'exemple et l'action d'autres organisations, et d'encourager les tentatives de démocratisation des organisations étudiantes.

# Perspectives



# Lénine et *Occupy*<sup>1</sup>

ANTONIO NEGRI

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR PIERRE BEAUDET

Qu'est-ce qui peut aujourd'hui inciter les jeunes à s'intéresser à Lénine et à l'expérience soviétique ? L'opinion générale est que ce sont là des sujets qui ont davantage un intérêt « archéologique » que politique ! La question est soulevée au moment où de nouvelles générations engagées dans les luttes anticapitalistes surgissent un peu partout, en Grèce, en Espagne, dans le contexte du « printemps arabe ». Or, en ce moment où prend forme une nouvelle époque de l'histoire humaine, les piliers de la modernité apparue au dix-huitième siècle, dont ont émergé les mouvements socialistes, le développement du capitalisme et la révolution libérale, appartiennent désormais à une période révolue. Le capitalisme, sous sa forme financière contemporaine, dont les crises à répétition sont les conséquences, semble arriver à une étape terminale. *Occupy*, les *Indignados* et les divers « printemps » incarnent l'envers de la crise et expriment de manière radicale de nouveaux modes de penser et d'agir pour l'émancipation des opprimés. Peu à peu, une nouvelle « Commune de Paris », imaginée par les mouvements contemporains, est explorée comme une forme politique possible pour aujourd'hui. Il s'agit de réaliser l'émancipation du travail et d'explorer de nouvelles formes de vie commune, et de faire naître un printemps de créativité démocratique.

## La question de l'État

En quoi tout cela nous ramène-t-il à Lénine ? Faut-il l'oublier, lui et les autres : Robespierre, Bolivar, Jefferson ? Sans compter Staline ou Napoléon. Tout cela appartient-il au passé ? En réalité, ce qui est fini, c'est la manière avec laquelle ces personnalités, pour imposer leurs idées et construire une nouvelle société, ont pensé et expérimenté l'État. Celui-ci était pour eux nécessaire et fondamental en tant qu'outil politique. Sur ce point, nous avons un point de vue radicalement différent, d'où l'impression que nous ne sommes plus les disciples

---

1 Antonio Negri, traduction de la préface de *Factory of Strategy. Thirty-Three lessons on Lenin*, New York, Columbia University Press, 2014.

de ces héros de la modernité. Nous ne croyons plus en effet que l'État peut être le moteur de l'émancipation. Au contraire, nous pensons que l'État est une machine sale et corrompue et, d'une manière davantage ontologique, une idée qui a avorté, un désir qui ne s'est jamais matérialisé. En fin de compte, la promesse d'unifier la démocratie et le capitalisme, de même que la liberté et la souveraineté, n'a jamais pu être réalisée. Aujourd'hui, nous sommes conscients de cette crise et de la dissolution non seulement de l'État-nation, mais aussi de la souveraineté, de l'« autonomie du politique ». Nous ne sommes plus à l'époque où le « corps du roi », du haut des cieux, assurait au pouvoir une aura sacrée. Jefferson, Bolivar, Robespierre et Lénine ont toujours détesté cette figure du pouvoir, mais en même temps, ils l'ont utilisée à leurs propres fins.

Lénine, pour sa part, nous a enseigné autre chose. Parmi les grands acteurs politiques de la modernité, il a été le seul à poser la question de la dissolution et de l'extinction de l'État. Comme Marx, il a reconnu la profonde connexion entre capitalisme et souveraineté moderne. Il a eu l'intuition qu'il fallait, non seulement détruire le capitalisme, mais également l'État. Bien sûr, son projet s'est mal terminé, c'est le moins qu'on puisse dire. Cependant, nous ne pensons pas que cette tentative était d'emblée condamnée à l'échec. Comme Machiavel nous l'a montré, il n'y a pas d'autre nécessité dans l'histoire humaine que celle qui naît des victoires ou des défaites qui caractérisent la vie dans le combat perpétuel entre sujets politiques, intérêts, idéaux et forces productives. La tentative de Lénine s'est soldée par un échec, mais le principe, l'élan qui pousse quiconque cherche la liberté à proposer un projet de dissolution de l'État n'a pas disparu.

Selon nous, Lénine n'a pas été l'inventeur d'une dictature politique exercée par une élite intellectuelle sur toute la société russe, pas plus qu'il ne l'avait été de la conception d'une avant-garde subversive combattant l'ancien régime. En raison de son habilité révolutionnaire, Lénine a trouvé de nouvelles formes politiques adaptées à la réalité, tant sur le plan international (en Russie, en Chine, en Amérique latine) que sur le plan national (la capacité notamment de se mettre au service des diverses composantes prolétariennes dans les multiples pays où elles ont combattu et parfois vaincu le capitalisme). C'est ce que nous avons retenu du marxisme italien, de Gramsci et des développements subséquents à travers *l'opérarisme* des années 1970 et l'internationalisme révolutionnaire.

### **Le chemin des « printemps »**

Aujourd'hui cependant, la tâche est différente. Il ne s'agit plus de démontrer que la méthode de Lénine est efficace pour faire apparaître une nouvelle figure politique au sein et au-delà de la modernité, mais de comprendre comment ce modèle organisationnel a été en mesure de s'adapter à diverses conditions historiques à travers la conquête de l'État. Plus encore, la tâche est de comprendre comment l'idée de l'extinction de l'État, si centrale dans l'œuvre de Lénine, est maintenue devenue un impératif universel. Dans sa perspective, Lénine visait la destruction du pouvoir central et du noyau théologique politique de l'État sous

toutes ses formes, avec pour objectif la réappropriation populaire de la liberté et de la richesse. C'est chez ce Lénine-là qu'il faut chercher l'inspiration pour un projet d'avenir.

Ce projet revit à travers le printemps arabe, les *Indignados* espagnols, les actions de la mouvance *Occupy*. L'anticapitalisme est à la base de ces luttes pour la liberté et pour la justice sociale. Pour *Occupy* notamment, le capitalisme financier représente un « biopouvoir » et en même temps un pouvoir impérial. Ces divers « printemps » présentent des traits nouveaux :

- *La réinterprétation de la liberté comme une activité impliquant la participation et la « démocratie absolue »*. Un certain nombre de conditions sont centrales pour que cela ait lieu : la reconnaissance de la transformation profonde du travail dans le monde contemporain, des dimensions postindustrielles des activités productives, de l'émergence à vocation hégémonique des forces productives cognitives. On ne peut que constater alors que le travail de la connaissance représente la nouvelle subjectivité du travail vivant, et que son autonomie effective conteste et dissout l'organisation autoritaire qui caractérisait la production dans les périodes antérieures.
- *La réinterprétation d'un projet pour construire un ordre du « commun »*. Nous partons de phénomènes structurants dont la transformation du travail, la coopération sociale nécessaire dans l'organisation postindustrielle et le caractère « biopolitique » assumé par la production. À travers cela, nous observons qu'une grande partie de la force de travail est devenue précaire, mobile et flexible. Mais en même temps, dans cette deuxième et troisième génération du précaire, on se sort peu à peu de l'idéologie de la dette et de la culpabilité de la pauvreté. On en arrive à constater l'égalité de tout un chacun dans la production de la richesse... Partout une nouvelle force de travail, dans les économies capitalistes avancées, mais aussi dans les régions dominées comme les pays arabes, se sent apte à assumer les fonctions cognitives de l'organisation de la production.

### **Le conflit des alternatives**

Ces traits sont communs aux divers « printemps ». Bien sûr, les attentes soulevées par ces luttes ne se sont pas encore réalisées. En fait, plutôt que le printemps, on a maintenant l'hiver. Dans les pays arabes en effet, la révolte a été suivie par un sanglant processus de stabilisation. Cette répression ressemble aux campagnes de « pacification » et de « normalisation » qui ont suivi les révoltes du vingtième siècle. Nous voilà aujourd'hui confrontés à une monstrueuse alternative entre d'une part la préservation de régimes néoféodaux et d'autre part, l'émergence de régimes populistes de droite qui utilisent les registres de la religion, du racisme et du nationalisme.

Nous sommes confrontés au passage de régimes autoritaires classiques à de nouveaux régimes de contrôle et d'exception, phénomène qui ressemble à ce que l'on a vu en Europe entre les deux guerres mondiales.

Cette répression des « printemps » passe par une régulation financière globale, à travers des dispositifs supranationaux enfermant tous les pays dans les structures du capitalisme global. L'approche biopolitique et la valorisation cognitive sont sujettes à la domination des banques et de la rente financière. Dans ce processus qui implique une grande violence, on observe cependant l'affaiblissement de la domination capitaliste. De plus en plus parasitaire, le pouvoir se transforme en un processus passif de captation de la rente. Le capital financier évacue l'assistance sociale et privatise le patrimoine public. Il produit des gouvernements dont la fonction devient purement prédatrice.

### Et maintenant ?

Les « printemps » de 2011 sont-ils en phase terminale ? La réponse n'est pas évidente pour les raisons suivantes :

- La crise économique amorcée en 2007-2008 ne fait que commencer. La situation du pays sur le pourtour de la Méditerranée et du golfe Persique demeure instable. La nouvelle composition technique et politique des classes subordonnées et les nouvelles formes d'accumulation fragilisent le contrôle idéologique, les fractures sociales sont de moins en moins occultées. On peut donc penser que le potentiel révolutionnaire des printemps continue de grandir.
- Dans les pays capitalistes avancés, des mouvements politiques et sociaux, dans le sillon de la mouvance *Occupy*, vont plus loin que ce à quoi on a assisté durant les décennies précédentes. Au vingtième siècle, les révolutions visaient la conquête et l'utilisation de l'État (ce qu'on appelait parfois la « dictature du prolétariat »). Aujourd'hui, *Occupy* et les *Indignados* proposent de construire de nouvelles institutions dont le socle est la citoyenneté axée sur le « commun ».

Pour terminer, reposons la question. Le Lénine libertaire est-il encore d'actualité ? L'extinction de l'État peut-elle être envisagée aujourd'hui ? À vrai dire, il est impossible de répondre à ces questions. Chose certaine, Lénine est maintenant dépassé par la maturité politique des nouveaux mouvements. Cela dit, certains de ses enseignements restent valables. Par exemple, la nécessité de construire des alliances pour détruire l'État. Si on prend la peine de relire Lénine, on constate que son langage n'est pas aussi archaïque qu'il ne le paraît.

Dans le sillon des « printemps » en cours, l'été doit arriver. Les semences ont été mises en terre. La récolte suivra si nous travaillons bien le sol.

## Relire Fanon

IMMANUEL WALLERSTEIN<sup>1</sup>

*J'appartiens irréductiblement à mon époque.*

Frantz Fanon<sup>2</sup>

### Une vie courte et exaltée

Né en 1925 en Martinique à l'époque des luttes contre les colonies, Frantz Fanon grandit sous l'influence déterminante du grand poète et militant Aimé Césaire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans les forces alliées pour combattre les nazis. Plus tard, il entreprend et termine des études de médecine et de psychiatrie à Lyon. Il écrit un premier ouvrage, *Peaux noires, masques blancs*, qui connaît un impact significatif dans les cercles intellectuels en France. Ce livre est un grand cri du cœur, « l'expérience d'un homme noir plongé dans un monde blanc », note-t-il. Après ses études, Fanon se rend en Algérie où il travaille à l'hôpital psychiatrique de Blida, peu de temps avant le déclenchement de la guerre d'indépendance. Il est horrifié par les récits de ses patients qui décrivent les tortures pratiquées par les autorités coloniales. Déjà favorable à la cause nationale algérienne, il démissionne de son poste et rejoint en Tunisie le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Il devient un collaborateur régulier du journal officiel de la révolution, *El Moudjahid*.

Pour consolider les liens avec l'Afrique et les mouvements de libération qui la traversent, le GPRA envoie Fanon comme ambassadeur au Ghana, alors centre politique de l'unité africaine; c'est exactement là que je le rencontre et fais sa connaissance. Lors de nos longues discussions sur la situation politique mondiale, Fanon se montre très encouragé par l'essor des mouvements de libération nationale, tout en se disant mal à l'aise devant les limites de certains leaders de ces mouvements, question qu'il entend développer dans la suite de ses travaux.

Peu de temps après, Fanon, atteint de leucémie, est soigné en Union soviétique, puis aux États-Unis. Je le rencontre à nouveau dans un hôpital de Washington pour discuter notamment de l'essor du « pouvoir noir » aux États-

---

1 Ce texte est une version adaptée d'un article paru dans *New Left Review*, « Reading Fanon into the 21st century », n° 57, mai-juin 2009.

2 Frantz Fanon, *Peaux noires, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952. L'ouvrage est en ligne : <[http://classiques.uqac.ca/classiques/fanon\\_franz/peau\\_noire\\_masques\\_blancs/peau\\_noire\\_masques\\_blancs.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/fanon_franz/peau_noire_masques_blancs/peau_noire_masques_blancs.html)>.

Unis, le « Black Power », qui lui semble représenter un grand pas en avant. Il est très critique à l'égard de la politique étrangère des États-Unis. Il me dit : « Les Américains préfèrent le monologue au dialogue ». Dans la dernière année de sa vie, il s'attelle à terminer *Les damnés de la terre*<sup>3</sup> et discute avec Jean-Paul Sartre. Son décès met fin trop rapidement à un parcours courageux et créatif.

1925	Naissance de Fanon à Fort-de-France, en Martinique.
1943	S'engage dans l'armée française libre.
1952	Publication de <i>Peaux noires, masques blancs</i> .
1953	Médecin à Blida, en Algérie.
1954	Rejoint le Front de libération nationale algérien à Tunis.
1960	Ambassadeur au Ghana.
1961	Échange avec Sartre en préparation de <i>Les damnés de la terre</i> . Soigné pour sa leucémie en URSS et aux États-Unis. Décède le 6 décembre à Washington.
1962	Parution de <i>Les damnés de la terre</i> .

### Peaux noires, masques blancs

Parlons de son premier grand essai, *Peaux noires, masques blancs*. Le livre sort Fanon de l'obscurité et le fait connaître un peu partout dans le monde, y compris aux États-Unis. Il devient une sorte de bible pour les divers mouvements qui culminent dans la « révolution mondiale » de 1968. Plusieurs années plus tard, *Peaux noires, masques blancs* va connaître un nouveau succès, notamment auprès des mouvements identitaires et postcoloniaux qui le considèrent un peu comme une œuvre « post-moderne », promotrice d'une perspective identitaire. En réalité, Fanon présente dans cet ouvrage un point de vue très différent. Il affirme que l'aliénation de l'homme noir sera éradiquée par une intervention plus englobante que la psychanalyse freudienne. Pour lui, il faut dépasser l'explication phylogénique et ontogénique, promue notamment par Freud. La libération est impensable en dehors d'un processus sociogénique. Il se démarque ainsi d'une vision essentialiste de l'homme noir :

Le malheur de l'homme de couleur est d'avoir été esclavagisé. Le malheur et l'inhumanité du Blanc sont d'avoir tué l'homme quelque part. Mais moi, l'homme de couleur, dans la mesure où il me devient possible d'exister absolument, je n'ai pas le droit de me cantonner dans un monde de réparations rétroactives. Moi, l'homme de couleur, je ne veux qu'une chose : que jamais l'instrument ne domine l'homme. Que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme. C'est-à-

3 Le titre est bien sûr inspiré des premières lignes de *L'Internationale*, l'« hymne » des mouvements ouvriers.

dire de moi par un autre. Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme, où qu'il se trouve. Le nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc.

« Marxiste freudien » ou « freudien marxiste », Fanon est totalement dévoué aux mouvements révolutionnaires de libération. Homme de son temps, il a encore beaucoup à nous offrir et il me semble donc important de le relire pour comprendre notre vingt-et-unième siècle. En parcourant ses textes, je suis frappé par la force et la confiance de ses déclarations. En même temps, Fanon exprime ses propres incertitudes en ce qui concerne ce qu'il faut faire pour avancer et accomplir ses buts. Relisons la dernière phrase de *Peaux noires* : « Mon ultime prière : Ô mon corps, fais de moi toujours un homme qui interroge ! »

Comme Sartre, je suis interpellé par le fait que Fanon ne s'adresse pas aux puissants de ce monde, mais plutôt aux « damnés de la terre », une catégorie qui pour lui se superpose aux « peuples de couleur ». Fanon exprime sa colère à l'endroit des puissants qui lui semblent cruels et condescendants. Il est cependant encore plus furieux envers les gens de couleur, dont le comportement et les attitudes contribuent à maintenir ce monde d'inégalité et d'humiliation pour obtenir quelques miettes de ce pouvoir.

Nous allons maintenant aborder les trois principaux dilemmes auxquels est confronté Fanon : la question de la violence, l'affirmation de l'identité et la lutte des classes.

### **Du rôle de la violence**

Dès la première phrase, *Les damnés de la terre* abordent la question de la violence d'une manière qui frappe l'imaginaire de bien des gens, tant positivement que négativement :

Libération nationale, renaissance nationale, restitution de la nation au peuple, Commonwealth, quelles que soient les rubriques utilisées ou les formules nouvelles introduites, la décolonisation est toujours un phénomène violent<sup>4</sup>.

Que veut dire Fanon ? S'agit-il d'une observation analytique ou d'une prescription politique ? La réponse est probablement que ce sont les deux choses en même temps : Fanon lui-même n'est peut-être pas certain de ce qui est prioritaire entre les deux significations; peut-être d'ailleurs n'est-ce pas important ? Cette idée qu'un changement social fondamental ne survient jamais sans l'utilisation de la force n'est cependant pas tout à fait nouvelle. Toutes les traditions radicales et émancipatrices du dix-neuvième siècle ont promu l'idée que les privilégiés n'allaient pas céder le pouvoir volontairement et, par conséquent, que le pouvoir devait leur être arraché. Cette vision a par la suite

4 Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961. Version numérique : <[http://classiques.uqac.ca/classiques/fanon\\_franz/damnes\\_de\\_la\\_terre/damnes\\_de\\_la\\_terre.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/fanon_franz/damnes_de_la_terre/damnes_de_la_terre.html)>. Toutes les citations subséquentes se réfèrent à cette publication.

servi de critère de différenciation entre le chemin « révolutionnaire » et le chemin « réformiste » vers le changement social. Dans la période de l'après-guerre, on sait que cette distinction entre « révolution » et « réforme » s'est estompée, même pour les mouvements plus impatientes, en colère et non enclins aux compromis. L'utilisation de la violence, non pas en tant qu'analyse sociologique, mais en tant que proposition politique, est alors remise en question. Comment expliquer ce tournant ?

Plusieurs mouvements « révolutionnaires », une fois arrivés au pouvoir, n'ont pas été en mesure d'accomplir tout ce qu'ils avaient promis, pas plus que les tenants de l'option réformiste d'ailleurs. Dans le cas de l'Algérie, les nationalistes algériens ont lutté pendant des décennies pour un changement pacifique et ils ont échoué. Ferhat Abbas, président du GPRA de 1958 à 1961, avait passé les trente premières années de sa vie à exiger des réformes. À la fin, il a admis que seule une insurrection pouvait empêcher que l'Algérie ne reste une colonie « esclavagisée ».

Dans *Les damnés de la terre*, Fanon insiste sur trois points. En premier lieu, il signale que dans le monde colonial, manichéen par nature, la violence résulte des actes répressifs et agressifs des colonisateurs :

Lui à qui on n'a jamais cessé de dire qu'il ne comprenait que le langage de la force, décide de s'exprimer par la force. En fait, depuis toujours, le colon lui a signifié le chemin qui devait être le sien, s'il voulait se libérer. L'argument que choisit le colonisé lui a été indiqué par le colon et, par un ironique retour des choses, c'est le colonisé qui, maintenant, affirme que le colonialiste ne comprend que la force.

Ensuite il note que la violence transforme tant la psychologie sociale que la culture politique des colonisés :

Il se trouve que pour le peuple colonisé, cette violence, parce qu'elle constitue son seul travail, revêt des caractères positifs, formateurs. Cette praxis violente est totalisante, puisque chacun se fait maillon violent de la grande chaîne, du grand organisme violent surgi comme réaction à la violence première du colonialiste. Les groupes se reconnaissent entre eux et la nation future est déjà indivise. La lutte armée mobilise le peuple, c'est-à-dire qu'elle le jette dans une seule direction, à sens unique.

Plus loin cependant, Fanon nuance ce ton optimiste. Dans le chapitre 2, « Grandeurs et faiblesses de la spontanéité », il propose une critique généralisée des mouvements nationalistes. Selon lui, ces mouvements ont souvent mal compris la réalité des pays colonisés :

La grande erreur, le vice congénital de la majorité des partis politiques dans les régions sous-développées a été, selon le schéma classique, de s'adresser en priorité aux éléments les plus conscients : le prolétariat des villes, les artisans et les

fonctionnaires, c'est-à-dire une infime partie de la population qui ne représente guère plus d'un pour cent.

Plus loin, il ajoute encore :

Les partis nationalistes, dans leur immense majorité, éprouvent une grande méfiance à l'égard des masses rurales [...] Les éléments occidentalisés éprouvent à l'égard des masses paysannes des sentiments qui rappellent ceux que l'on trouve au sein du prolétariat des pays industrialisés.

Pour aller de l'avant, les mouvements révolutionnaires ne peuvent pas s'appuyer sur un prolétariat occidentalisé très minoritaire. Ils doivent trouver leur ancrage dans la paysannerie dépossédée, qui survit en marge des centres urbains :

C'est dans cette masse, c'est dans ce peuple des bidonvilles, au sein du lumpenprolétariat que l'insurrection va trouver son fer de lance urbain. Le lumpenprolétariat constitue l'une des forces le plus spontanément et le plus radicalement révolutionnaires d'un peuple colonisé.

Face aux mouvements nationalistes parvenus au pouvoir, Fanon est sans pitié :

Le parti unique est la forme moderne de la dictature bourgeoise sans masque, sans fard, sans scrupules, cynique.

La bourgeoisie nationale dans les pays sous-développés, affirme-t-il, non seulement freine le développement global et harmonieux de la nation, mais pire encore, « elle ne sert à rien ». Dans ce contexte, il faut donc se démarquer du nationalisme :

[...] qui n'est pas une doctrine politique, n'est pas un programme. Si l'on veut vraiment éviter à son pays ces retours en arrière, ces arrêts, ces failles, il faut rapidement passer de la conscience nationale à la conscience politique et sociale [...] Une bourgeoisie qui donne aux masses le seul aliment du nationalisme faillit à sa mission et s'empêtré nécessairement dans une succession de mésaventures.

### **La question de l'identité**

Pour Fanon, la nostalgie des anciennes civilisations est inutile dans le processus de la libération. En même temps, il est important que les peuples colonisés se forment une identité distincte de la culture occidentale. Il est nécessaire de contester la racialisation de la culture produite par les colonisateurs « qui n'ont pas cessé d'opposer la culture blanche aux autres incultures ». Il comprend que le concept de négritude a pu être utile en tant qu'« antithèse affective sinon logique de cette insulte que l'homme blanc faisait à l'humanité », mais en même

temps, il estime que « cette obligation historique dans laquelle se sont trouvés les hommes de culture africaine de racialiser leurs revendications, de parler davantage de culture africaine que de culture nationale va les conduire à un cul-de-sac ». Dans le chapitre sur la culture nationale, il précise :

Il ne saurait y avoir de cultures rigoureusement identiques. Imaginer qu'on fera de la culture noire, c'est oublier singulièrement que les nègres sont en train de disparaître [...] Il n'y aura pas de culture noire parce qu'aucun homme politique ne s' imagine avoir vocation de donner naissance à des républiques noires. Le problème est de savoir la place que ces hommes ont l'intention de réserver à leur peuple, le type de relations sociales qu'ils décident d'instaurer, la conception qu'ils se font de l'avenir de l'humanité. C'est cela qui compte. Tout le reste est littérature et mystification.

Plus loin, il s'exprime très explicitement contre une politique basée sur l'identité :

Si l'homme est ce qu'il fait, alors nous dirons que la chose la plus urgente aujourd'hui pour l'intellectuel africain est la construction de sa nation. Si cette construction est vraie, c'est-à-dire si elle traduit le vouloir manifeste du peuple, si elle révèle dans leur impatience les peuples africains, alors la construction nationale s'accompagne nécessairement de la découverte et de la promotion de valeurs universalisantes. Loin donc de s'éloigner des autres nations, c'est la libération nationale qui rend la nation présente sur la scène de l'histoire. C'est au cœur de la conscience nationale que s'élève et se vivifie la conscience internationale. Et cette double émergence n'est, en définitive, que le foyer de toute culture.

Dans sa conclusion de *Les damnés de la terre*, Fanon insiste sur la possibilité pour l'Afrique de trouver son propre chemin, un chemin non européen. Il évoque l'exemple des États-Unis, qui ont réussi à rattraper l'Europe, si bien que « les États-Unis d'Amérique sont devenus un monstre où les tares, les maladies et l'inhumanité de l'Europe ont atteint des dimensions épouvantables ». L'idée de Fanon alors n'est donc pas de « rattraper » l'Europe, mais de créer quelque chose d'autre :

L'humanité attend autre chose de nous que cette imitation caricaturale et dans l'ensemble obscène. Si nous voulons transformer l'Afrique en une nouvelle Europe, l'Amérique en une nouvelle Europe, alors confions à des Européens les destinées de nos pays. Ils sauront mieux faire que les mieux doués d'entre nous. Mais si nous voulons que l'humanité avance d'un cran, si nous voulons la porter à un niveau différent de celui où l'Europe l'a manifestée, alors il faut inventer, il faut découvrir [...] Pour l'Europe, pour nous-mêmes et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf.

Dans l'élaboration de sa pensée, Fanon tente dans ses deux principaux ouvrages de déjouer, sur la question de l'identité culturelle (ou nationale), le dilemme fondamental que les mouvements antisystémiques n'ont cessé de rencontrer depuis un demi-siècle (un dilemme qui va probablement perdurer encore longtemps). Le rejet de l'universalisme européen est fondamental pour combattre la domination européenne et la rhétorique du pouvoir qui s'exprime dans la structure du système-monde, ce qu'Aníbal Quijano appelle la « colonialité du pouvoir »<sup>5</sup>. En même temps, ceux qui combattent pour la construction d'un monde égalitaire, ou pour ce qu'on peut appeler l'aspiration au socialisme, sont très méfiants face à ce que Fanon qualifie du « piège de la conscience nationale ». On continue donc de chercher afin de demeurer sur le chemin vers un avenir qui permettra à l'humanité, selon l'expression de Fanon, « d'avancer un peu ».

### Lutte des classes

Ce sujet n'est pas abordé de manière systématique, théorique, dans les écrits de Fanon. Malgré cela, le concept de la lutte des classes demeure central dans sa vision du monde et dans ses analyses. Durant sa période de formation en Martinique, puis plus tard en France et en Algérie, Fanon a été éduqué dans une culture marxiste. Le langage politique qu'il a connu et pratiqué était imprégné des propositions et du vocabulaire du marxisme. En même temps, Fanon et ses camarades se rebellaient contre la version ossifiée du communisme qui prévalait à cette époque. C'était également le point de vue d'Aimé Césaire qui, dans son *Discours sur le colonialisme*<sup>6</sup>, avait bien expliqué pourquoi les intellectuels des pays colonisés (et pas seulement eux) s'étaient éloignés des partis communistes en réaffirmant une autre vision de la lutte des classes.

La question clef était : de quelles luttes et de quelles classes parle-t-on ? Pendant longtemps, la discussion a été dominée par les catégories élaborées par la social-démocratie allemande et le Parti communiste de l'Union soviétique. Dans le monde capitaliste, pensait-on, deux classes sont engagées dans un conflit fondamental l'une contre l'autre : la bourgeoisie industrielle d'une part et le prolétariat urbain et industriel d'autre part. Les autres groupements sociaux sont des vestiges de structures mortes ou mourantes et sont donc destinés à disparaître pour se fondre dans les deux classes « fondamentales » : bourgeoisie et prolétariat.

Au moment où Fanon écrit, plusieurs pensent déjà que ce schéma n'est plus adéquat pour décrire la situation réelle. Le prolétariat industriel ne constitue pas la majorité de la population mondiale et, de manière générale, il ne semble pas disposé à perdre ses chaînes, selon l'expression du *Manifeste du Parti communiste*. C'est dans ce contexte que des mouvements et des intellectuels cherchent un

5 Aníbal Quijano, « Race et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, vol. 3, n° 51, 2007.

6 Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence africaine, [1950] 1989.

autre cadre d'interprétation, se prêtant mieux à une analyse sociologique et s'avérant plus utile pour construire une perspective politique radicale. C'est ainsi que sont proposées de nouvelles idées pour définir le sujet historique central, qui serait au coeur de l'activité révolutionnaire. Pour Fanon, il s'agit du lumpenprolétariat « détribalisé » et urbanisé. Fanon est cependant prudent dans cette affirmation, car il craint le « piège de la spontanéité ».

Enfin, Fanon nous lègue quelque chose qui dépasse la passion et qui dépasse également un « plan de match » pour l'action politique. Il offre un brillant déliement de nos dilemmes collectifs. Sans la violence, les damnés de la terre ne peuvent rien accomplir, mais la violence, bien que thérapeutique et effective, ne résout rien. Sans briser la domination de la culture paneuropéenne, il est impossible d'avancer. Par contre, l'affirmation conséquente du particularisme est paralysante et mène inévitablement à de nombreux « pièges ». La lutte des classes est centrale, à condition que l'on sache de quelles luttes et de quelles classes on parle. Les classes « lumpen », sur leurs propres bases, sans structure organisationnelle, se révoltent, mais ces révoltes se dévorent elles-mêmes.

Nous nous retrouvons, comme Fanon le prédisait, devant une longue transition durant laquelle notre système-monde capitaliste en arrive à sa phase terminale. Et le résultat final est totalement incertain. Fanon ne l'a pas dit, mais ses écrits le suggèrent entre les lignes. Si nous réussissons à émerger collectivement de ces luttes vers un meilleur système-monde, cela signifiera que nous aurons été capables de confronter les trois dilemmes abordés par Fanon et de les traiter d'une manière intelligente, engagée moralement en direction de la « désaliénation » pour laquelle il s'est battu, et politiquement adéquate face aux réalités qui nous interpellent.

# La fin de l'émergence du Sud

MICHEL HUSSON<sup>1</sup>

La première décennie de ce siècle a été celle d'un véritable basculement de l'économie mondiale avec la montée en puissance des pays dits émergents. Toute la question est de savoir si ce mouvement sera durable, ou bien s'il est en train d'atteindre ses limites.

Entre 2000 et 2013, la quasi-intégralité de l'augmentation de la production industrielle mondiale (hors énergie) a été le fait des pays dits émergents, où elle a plus que doublé (+112 %), alors qu'elle stagnait dans les pays avancés (+1,5 %). La moitié de la production industrielle mondiale est donc aujourd'hui réalisée par les pays émergents (Graphique 1). Dans le même temps, la mondialisation conduisait à la formation d'une classe ouvrière mondiale, qui se développe essentiellement dans ces pays<sup>2</sup>.

Le vecteur principal de ce basculement est la mise en œuvre de « chaînes de valeur mondiale » par les firmes transnationales. Ce terme désigne la répartition des différents segments de l'activité productive sur plusieurs pays, du stade de la conception à celui de la production et de la livraison au consommateur final. La moitié du commerce international s'inscrit dans ces chaînes de valeur<sup>3</sup>. Cela veut dire que l'on est passé de l'internationalisation à la mondialisation du capital, avec une organisation de la production à cheval sur plusieurs pays. L'image de l'économie mondiale ne doit donc plus être seulement celle d'un face à face asymétrique entre pays impérialistes et pays dépendants, mais celle de l'intégration de segments des économies nationales, sous l'égide des firmes transnationales qui tissent une véritable toile structurant l'économie mondiale.

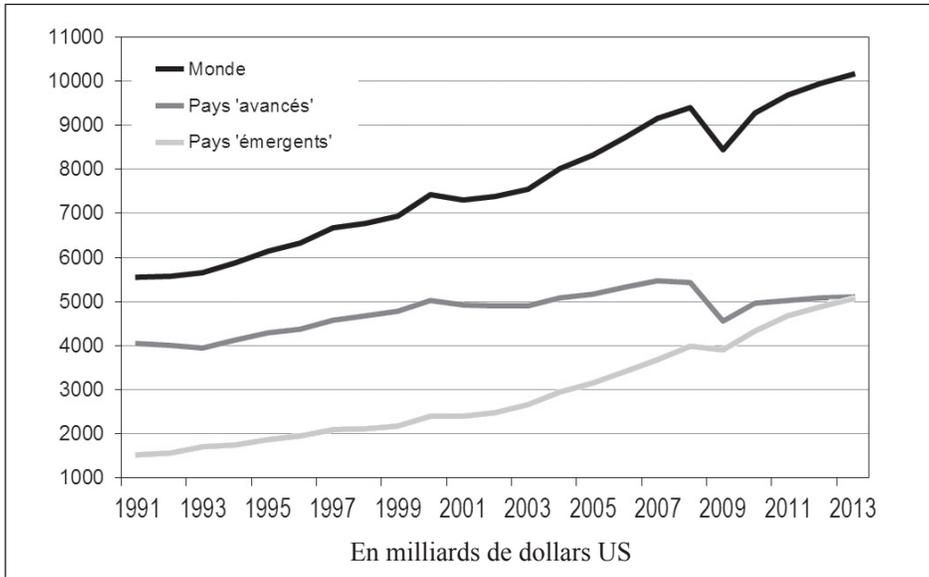
---

1 Extrait d'une intervention présentée lors des séminaires du réseau Intercoll sur l'impérialisme au Forum social mondial de Tunis de mars 2015.

2 Michel Husson, *La formation d'une classe ouvrière mondiale*, note hussonet n° 64, 18 décembre 2013.

3 Organisation mondiale du commerce, *Rapport sur le commerce mondial 2014*, <[www.wto.org/french/res\\_f/publications\\_f/wtr14\\_f.htm](http://www.wto.org/french/res_f/publications_f/wtr14_f.htm)>.

**Graphique 1**  
**Production industrielle mondiale 1991-2013**



Source : CPB World Trade Monitor, <[www.cpb.nl/en/data](http://www.cpb.nl/en/data)>

Une étude récente<sup>4</sup> a établi la cartographie précise des interconnexions entre transnationales. Elle montre que la majeure partie (80 %) de la valeur créée par les 43 000 firmes prises en compte est contrôlée par 737 « entités » : des banques, des compagnies d'assurances ou de grands groupes industriels. En examinant de plus près le réseau complexe des prises de participation et d'autocontrôle, on s'aperçoit que 147 transnationales possèdent 40 % de la valeur économique et financière de toutes les transnationales du monde entier (Graphique 2).

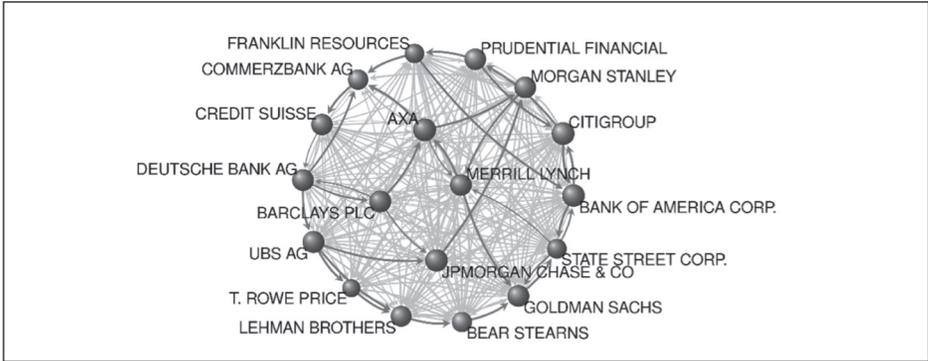
Cette structuration de l'économie mondiale institue des liens complexes entre États et capitaux que l'on peut articuler en quatre points :

- L'extension des firmes transnationales réduit l'autonomie de l'intervention des États. La concurrence sociale et fiscale pour rendre « attractifs » les territoires nationaux ou régionaux conduit par exemple à une baisse générale de l'imposition des entreprises, illustrée par le Graphique 3, sans parler des multiples formes d'évasion ou d'« optimisation » fiscale<sup>5</sup>.
- L'extra-territorialité des firmes transnationales n'est pas totale et chaque État cherche à prendre des mesures favorisant ses propres « champions nationaux » dans la concurrence internationale.

<sup>4</sup> Stefania Vitali, James B. Glattfelder et Stefano Battiston, « The network of global corporate control », *PLoS ONE*, vol. 6, n° 10, 2011.

<sup>5</sup> Gabriel Zucman, « Taxing across borders: tracking personal wealth and corporate profits », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 28, n° 4, 2014.

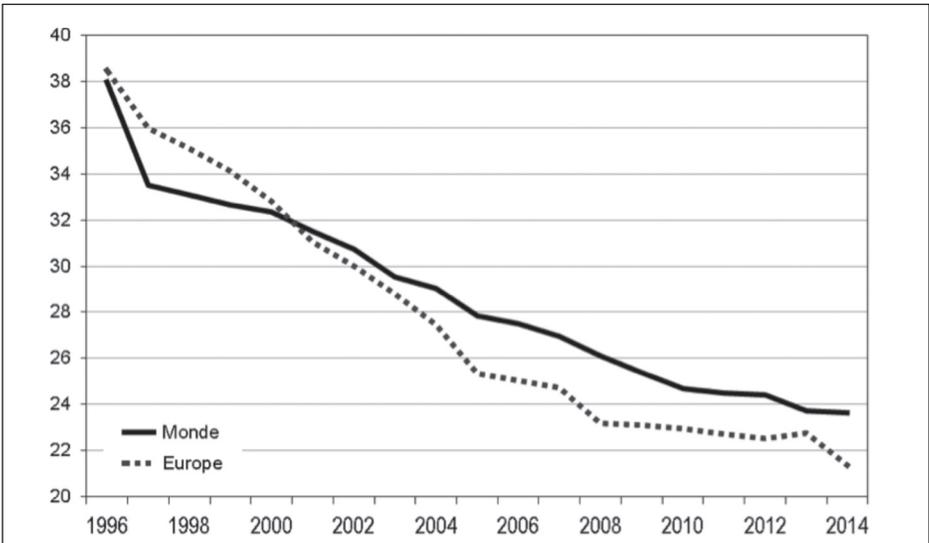
### Graphique 2 Le maillage des firmes transnationales



Source : Michel Husson, <<http://alencontre.org/economie/la-fin-de-lemergence-du-sud.html>>

- La gouvernance mondiale peut s'analyser comme un « syndic » des bourgeoisies, dont l'objectif est d'établir des règles du jeu conformes aux revendications des firmes transnationales.
- Cette gouvernance n'est pas exempte de contradictions (on est très loin de l'« ultra-impérialisme » de Kautski). Des alliances mouvantes se nouent, où les États, en tant que « puissances », cherchent à redessiner constamment la cartographie marchande du monde, sans que l'on puisse raisonner aujourd'hui en termes d'impérialisme dominant.

### Graphique 3 Taux d'impôt sur les entreprises

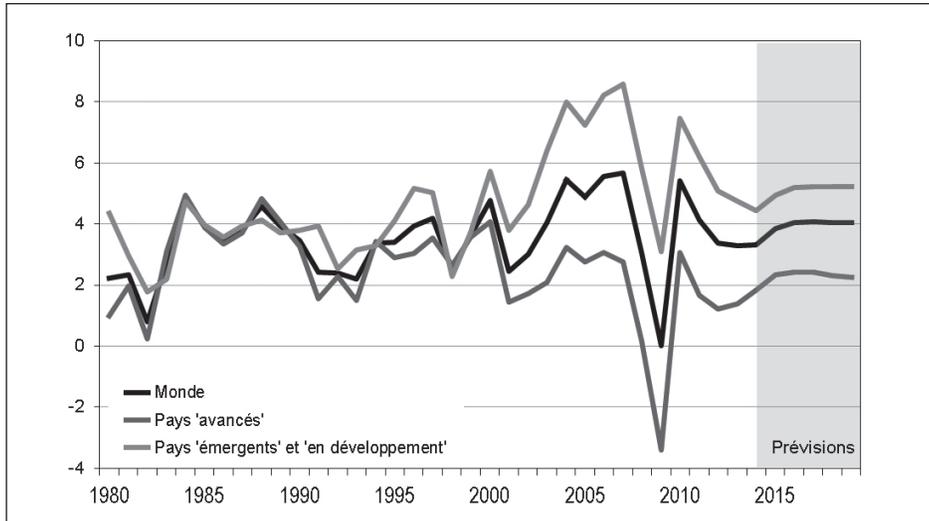


Source : KPMG, Corporate tax rates table, <[www.kpmg.com/GLOBAL/EN/SERVICES/TAX/TAX-TOOLS-AND-RESOURCES/Pages/corporate-tax-rates-table.aspx](http://www.kpmg.com/GLOBAL/EN/SERVICES/TAX/TAX-TOOLS-AND-RESOURCES/Pages/corporate-tax-rates-table.aspx)>

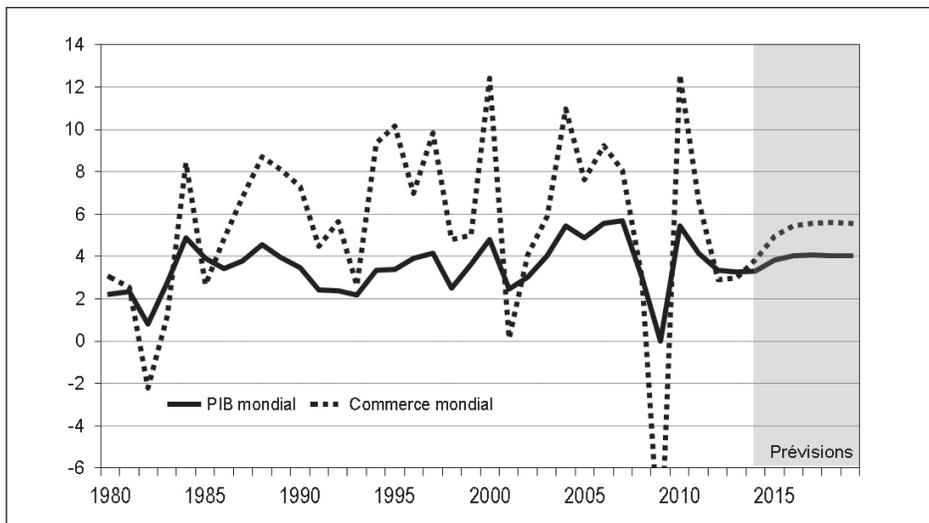
### Le tournant de la crise

Depuis le début du siècle, la croissance des pays dits émergents dépasse systématiquement celle des pays avancés. Cela a permis de limiter l'ampleur de la récession en 2009 (Graphique 4). Toutefois, cette dernière semble avoir ensuite cassé le dynamisme des pays émergents, ainsi que la croissance du commerce mondial (Graphique 5).

**Graphique 4**  
**Croissance du PIB mondial**



**Graphique 5**  
**Croissance du PIB et du commerce mondial**



Au cours des deux décennies précédant la crise (1987-2007), le rythme de croissance du volume du commerce mondial a été pratiquement le double de celui du produit intérieur brut (PIB) mondial (7 % contre 3,8 %). On retrouve à peu près la même proportion, mais déjà en baisse, sur la décennie 1997-2007 (Tableau 1). Cependant, si l'on considère la période récente et les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) à l'horizon 2019, on constate que l'écart se réduit encore plus : 4,9 % pour le commerce mondial contre 3,8 % pour le PIB mondial. Encore s'agit-il des prévisions du FMI qui, comme c'est l'habitude, annoncent le retour prochain au « *business as usual* ». Mais, comme l'ont plaisamment formulé deux économistes, « les décideurs ne devraient pas postuler que la reprise totale va se produire dans quatre ans (et qu'elle le fera toujours) »<sup>6</sup>.

**Tableau 1**  
**PIB et commerce mondial**

Taux de croissance annuel moyen	1997-2007	2012-2019
PIB mondial	4,2	3,8
PIB des pays « avancés »	2,7	2,1
PIB des pays « émergents »	5,8	5,0
Commerce mondial	6,8	4,9

Source : FMI

Il y a là en tout cas l'indice d'un ralentissement de l'intensification des échanges, mais s'agit-il d'un contre-coup provisoire de la crise ou d'une véritable inflexion ? C'est la question que se sont posée trois économistes du FMI et de la Banque mondiale. Leur constat est le suivant : la réactivité du commerce au PIB « s'est fortement accrue pendant les années 1990 avant de redescendre dans les années 2000 au niveau des années 1970 et du début des années 1980. Pendant les années 1990, une augmentation de 1 % du revenu mondial s'accompagnait d'une augmentation de 2,2 % du commerce mondial, mais cette tendance du commerce à s'accroître deux fois plus vite que le PIB s'est interrompue vers le début du siècle. Pendant les années 2000, une hausse de 1 % du revenu mondial s'est accompagnée d'une augmentation de 1,3 % seulement du commerce mondial »<sup>7</sup>.

6 Andrew Fieldhouse et Josh Bivens, *Policymakers shouldn't assume that a full recovery is four years away (and always will be)*, Economic Policy Institute, 21 février 2013, <[www.epi.org/publication/economic-snapshot-2202013/](http://www.epi.org/publication/economic-snapshot-2202013/)>.

7 Cristina Constantinescu, Aaditya Mattoo et Michele Ruta, *Commerce au ralenti*, Finances & Développement, décembre 2014, <[www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2014/12/pdf/constant.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2014/12/pdf/constant.pdf)>; des mêmes auteurs, *The Global Trade Slowdown: Cyclical or Structural ?* IMF Working paper, janvier 2015, <<http://gesd.free.fr/wp1506.pdf>>.

Il y a donc eu « un changement statistiquement significatif de la relation entre commerce et revenu pendant les années 1990 par rapport aux périodes antérieure et postérieure à cette décennie ». L'explication donnée à ce changement est claire : « la relation entre le commerce et le revenu au niveau mondial est déterminée essentiellement par les changements subis par les chaînes d'approvisionnement mondiales [les « chaînes de valeur mondiales »] dans les deux plus grandes économies, à savoir les États-Unis et la Chine, plutôt que par le protectionnisme ou une modification de la composition du commerce et du revenu »<sup>8</sup>.

### Réorientation de l'économie chinoise

L'une des principales raisons de cette inflexion réside dans la réorientation de l'économie chinoise. C'est ce que permet d'analyser un précieux document du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)<sup>9</sup>. L'étude mobilise une double partition :

- entre le commerce de *processing* (activités d'assemblage destinées exclusivement à l'exportation) et le commerce « ordinaire », à savoir les exportations basées essentiellement sur les entrées locales et les importations principalement destinées à la demande intérieure;
- entre les firmes chinoises et les entreprises à capitaux étrangers implantées en Chine.

Le constat essentiel fourni par cette étude est que le commerce de « *processing* » recule. Cela veut dire que « l'usine du monde » fonctionne « au ralenti », pour reprendre les termes de l'une des deux auteures. Si le poids de la Chine dans les échanges mondiaux continue à augmenter, c'est pour l'essentiel le résultat des exportations « ordinaires » : « Le nouveau moteur des échanges extérieurs du pays réside désormais dans sa demande interne (importations ordinaires) et dans son offre hors de processus d'assemblage »<sup>10</sup>. Dans le même temps, et ceci explique cela, la part des firmes étrangères dans les exportations chinoises a baissé, passant de 59 % en 2006 à 48 % en 2014 (Graphique 6).

### Ex-BRIC<sup>11</sup>

En dehors de la Chine, les autres pays émergents sont confrontés à toute une série de difficultés classiques des pays dominés, même si elles pèsent dans des proportions différentes d'un pays à l'autre : déficit extérieur structurel, forte sensibilité aux mouvements de capitaux, dépendance au cours des matières premières, inflation élevée. La tendance actuelle est à la perte des « avantages

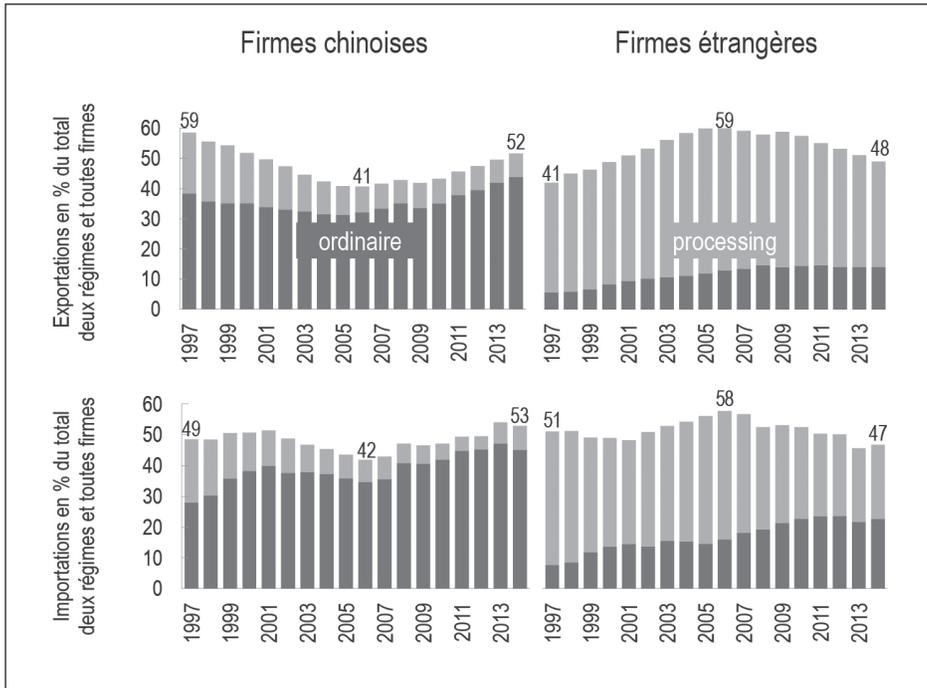
8 *Ibid.*

9 Françoise Lemoine et Deniz Ünal, « Mutations du commerce extérieur chinois », *La lettre du CEPII*, n° 352, mars 2015, <[www.cepii.fr/PDF\\_PUB/lettre/2015/let352.pdf](http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2015/let352.pdf)>.

10 *Ibid.*

11 BRIC: Brésil, Russie, Inde, Chine. (NdR)

**Graphique 6**  
**Commerce chinois par type de commerce et de firme**



Source : <http://alencontre.org/economie/la-fin-de-lemergence-du-sud.html>

comparatifs », dans la mesure où le rattrapage salarial conduit à une moindre compétitivité ainsi qu'à une « désindustrialisation précoce »<sup>12</sup>, voire à une « reprimarisation »<sup>13</sup>. Enfin, il ne faut pas oublier que la partition approximative entre pays « avancés » et « émergents » oublie d'autres catégories de pays comme celle des pays rentiers et qu'une proportion importante de la population mondiale vit dans des pays ou dans des régions qui restent à l'écart de la dynamique de la mondialisation capitaliste. Les lignes de clivage traversent les formations sociales et contribuent à la déstructuration des sociétés, comme le montre le degré très élevé d'inégalités de revenus.

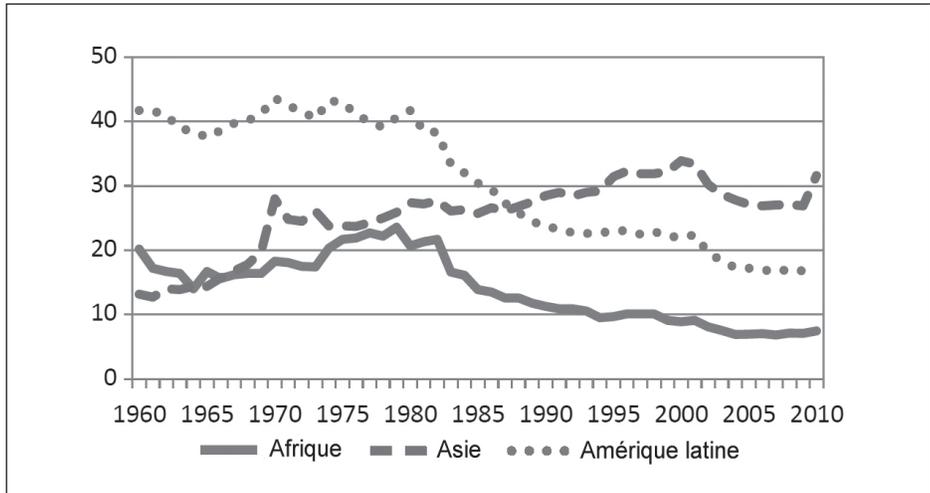
Un bon indicateur de l'ampleur réelle du processus d'« émergence » est celui qui compare le niveau de la productivité du travail dans l'industrie d'un pays ou d'une région à celui des États-Unis. C'est un moyen de mesurer la réalité du rattrapage. Le Graphique 7, tiré des travaux des économistes de l'Université de Groningen, montre que seule l'Asie a réellement entamé un tel processus, mais qu'il semble remis en cause depuis l'éclatement de la crise. Dans le cas

12 Dani Rodrik, *Premature Deindustrialization*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, février 2015, <<http://gesd.free.fr/nber20935.pdf>>.

13 Pierre Salama, *Les économies émergentes latino-américaines*, Paris, Armand Colin, 2012.

de l'Afrique et de l'Amérique latine, on constate au contraire un processus de divergence à partir des années 1980.

**Graphique 7**  
**Productivité dans l'industrie en % de celle des États-Unis**



Source : de Vries, Timmer et de Vries<sup>14</sup>

### Où va l'économie mondiale ?

Beaucoup d'exercices de prospective à long terme sont menés sur la trajectoire de l'économie mondiale. Leurs résultats sont évidemment à prendre avec circonspection, mais ils donnent souvent des informations utiles sur la manière dont les dominants se posent la question. Ils vont tous dans le même sens et pronostiquent un ralentissement de la croissance dans tous les segments de l'économie mondiale. C'est ce qu'illustre, par exemple, le Graphique 8 tiré d'une récente étude<sup>15</sup> du cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC), qui parle de « retour à la moyenne » (*regression to the mean*).

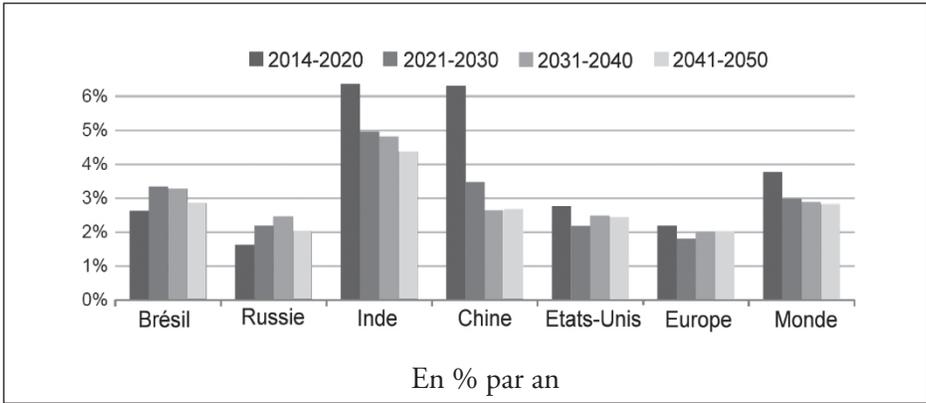
Aux tendances que l'on vient de repérer, il faudrait en ajouter une autre, plus fondamentale : le ralentissement durable de la productivité du travail dans les « vieux » pays capitalistes. Or, les gains de productivité sont un élément-clé de la dynamique du capital. Il n'est donc pas étonnant que se soit ouvert un débat sur la « stagnation séculaire » sur lequel il faudra revenir.

Une des réponses possibles à cet épuisement des gains de productivité se trouve, ou se trouvait, dans la dynamique des pays dits émergents, mais le panorama que l'on vient d'esquisser montre que cette voie semble se rétrécir. Dans le cas de

<sup>14</sup> Gaaitzen de Vries, Marcel Timmer et Klaas de Vries, *Structural Transformation in Africa. Static Gains, Dynamic Losses*, Groningen (Pays-Bas), Université de Groningen, octobre 2013.

<sup>15</sup> PwC, *The World in 2050. Will the shift in global economic power continue ?* février 2015.

### Graphique 8 Perspectives de croissance du PIB à l'horizon 2050



Source : PwC, *The World in 2050. Will the shift in global economic power continue ?* février 2015.

la Chine, le recentrage sur le marché domestique et l'augmentation des salaires tendent à réduire la possibilité pour les firmes transnationales de capter de la valeur à leur profit. Il s'agit évidemment d'une tendance, mais le mouvement est plus rapide qu'on pouvait l'imaginer il y a dix ans, notamment en matière de progression des salaires.

Dans le cas des ex-BRIC, le processus de « désindustrialisation précoce » s'accompagne d'une baisse potentielle des gains de productivité, et la tendance à la « reprimarisation » contribue à restaurer des rapports impérialistes classiques de dépendance et de pillage des ressources. Les symptômes sont donc nombreux de ce que l'on pourrait appeler une « rétractation » de l'économie mondiale (plutôt qu'une « démondialisation »). C'est dans ce même contexte qu'il faut interpréter le projet de traité transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne, dont l'objectif principal est bien d'intensifier de nouveau le commerce mondial<sup>16</sup>.

#### Récession en 2017 ?

La conjoncture semble être favorable à une remontée en puissance des vieux pays capitalistes : baisse du prix de l'énergie et des matières premières, baisse de l'euro, politiques monétaires accommodantes, etc. Toutefois, il faut savoir découpler conjoncture et tendances lourdes. L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) est d'ailleurs prudente dans sa dernière communication : « la perspective à court terme reste une croissance

16 Michel Husson, *Pourquoi il faut bloquer le Transatlantic Free Trade Area (TAFTA)*, À l'encontre, 26 novembre 2014.

modérée, plutôt que rapide, de la croissance du PIB mondial »<sup>17</sup>. Elle évoque les « nuages à l'horizon » en soulignant « le caractère exceptionnel de la conjoncture » caractérisée par les niveaux « anormalement bas » de l'inflation et des taux d'intérêt.

D'autres vont plus loin en montrant que ces facteurs exceptionnels (les vents favorables de l'OCDE) pourraient se retourner simultanément, avec une remontée du prix de l'énergie et les effets dévastateurs de la fin du *Quantitative Easing* aux États-Unis. Jacques Sapir pronostique la fin prochaine du miracle du pétrole et du gaz de schiste aux États-Unis<sup>18</sup>. Avec des arguments convergents, Jean-Paul Betbèze évoque la « récession américaine de 2017 »<sup>19</sup>, et Patrick Artus la possibilité que 2017 soit « une année catastrophique pour la zone euro »<sup>20</sup>. Une chose est sûre en tout cas : l'économie mondiale n'est pas sortie de sa « régulation chaotique ».

---

17 OCDE, *Tailwinds driving a modest acceleration... but storm clouds on the horizon?* Interim Economic Assessment, 18 mars 2015, < <http://www.oecd.org/eo/outlook/Interim-Assessment-Handout-Mar-2015.pdf>>.

18 Jacques Sapir, *Schistes, schistes, rage!*, 1er janvier 2015, <<http://gesd.free.fr/schisterage.pdf>>.

19 Jean-Paul Betbèze, *La récession américaine de 2017*, Les Échos, 25 février 2005.

20 Patrick Artus, *2017 : une année catastrophique pour la zone euro*, Flash Economie Natixis, n° 236, 17 mars 2015.

# Résignation tranquille et dérives autoritaires

JEAN-FRANÇOIS LESSARD

## Difficultés d'appréhension

Un peu partout en Occident, l'idéal démocratique perd de son aura. Non seulement les citoyens – et les citoyennes – participent-ils de moins en moins aux consultations électorales et n'adhèrent-ils presque plus aux partis politiques, ils sont en outre, et de manière croissante, cyniques par rapport aux politiciens et aux politiciennes. Et nos gouvernements, pour leur part, développent des pratiques autoritaires de la politique qui sont indignes de la démocratie représentative. L'objectif du présent texte est de rendre davantage intelligible ce phénomène aux conséquences tragiques, les dérives autoritaires de nos gouvernants étant l'une des causes premières du cynisme collectif et du désenchantement politique.

Le cas du Québec illustre actuellement fort bien cette dynamique de tentatives répétées d'attaques contre la démocratie, même si le phénomène n'est pas exclusif au Québec ou au Canada; il s'inscrit dans une tendance qui marque les sociétés occidentales depuis plus d'une génération. Malheureusement, les journalistes, les commentateurs et les commentatrices du temps présent, en se contentant de rapporter et d'analyser des « faits » sur le vif, semblent dénués des instruments intellectuels nécessaires pour rendre compte de ce qui se passe réellement. C'est à une inintelligibilité sans précédent que nous confine la surinformation en temps réel. Un « détour » par l'histoire et le monde des idées s'avère donc une nécessité : on ne peut accepter de s'en tenir aux discours véhiculés par ceux et celles qui détiennent le pouvoir politico-économique et se restreindre à l'analyse des seuls détails circonstanciels de la vie politique. Des questions fondamentales se posent également à nous : comment expliquer ce phénomène généralisé ? Comment ce tournant a-t-il pris forme ? Pourquoi advient-il également chez nous ?

Avant de chercher à répondre à ces questions, une précision s'impose concernant la notion de dérives autoritaires. Trop souvent, l'autoritarisme est associé aux dictatures; or, on ne peut pas assimiler de manière simpliste l'autorité à la dictature et celle-ci au nazisme, au fascisme et au communisme. Cela revient à tout mettre sous la même étiquette et à obliger à une lecture binaire du monde, réparti entre bons et mauvais régimes politiques. Un tel manichéisme ne contribue en rien à approfondir la compréhension du monde qui est le nôtre et à mieux le comprendre. Sans chercher à produire ici une typologie des formes possibles d'autoritarisme, précisons que l'autoritarisme est le produit d'un régime politique qui prend des décisions de manière autoritaire. Évidemment, il existe des degrés d'autoritarisme. Néanmoins, on comprendra que le régime représentatif qui est le nôtre exige une

grande prudence et une finesse de jugement. N'étant pas fondé sur le pouvoir direct du peuple (soit la démocratie, au sens où les Athéniens l'entendaient) ni sur le pouvoir d'un seul (la tyrannie) ou d'un petit nombre (l'oligarchie), le régime représentatif implique des consultations, la prise en compte des voix dissidentes et la recherche toujours difficile d'un certain consensus basé sur une « volonté du peuple » passablement théorique.

Force est de constater que ce n'est pas ce à quoi nous assistons de manière grandissante depuis de nombreuses années, et cela semble s'être accentué depuis le retour du Parti libéral du Québec (PLQ) à la tête de l'État québécois. L'imposition devient la nouvelle norme. Partout, on inflige des réformes en nous expliquant que cela est nécessaire, qu'il est impossible de faire autrement. Nous avons déjà entendu ces antiennes, mais elles sont reprises avec plus de vigueur que jamais. Il arrive encore que l'on puisse lire et entendre, dans différentes tribunes médiatiques, que les gouvernements cherchent à contenter l'électorat; d'aucuns dénoncent un prétendu « populisme » au nom d'impératifs qui voudraient que nos éluEs cessent de satisfaire les désirs égoïstes, irrationnels et à courte vue des citoyens et des citoyennes. Ce n'est pourtant pas le cas de manière générale. Il existe très certainement des décisions gouvernementales qui ont été prises afin de plaire à l'électorat; néanmoins, la tendance générale va plutôt dans le sens contraire.

Nous vivons dans des sociétés qui ne cessent de produire de plus en plus de richesse (même si le niveau de productivité semble ne jamais satisfaire nos gouvernements et les chefs d'entreprise, d'autant plus que l'on trouvera toujours, en cette période de mondialisation, un ailleurs plus productif). Pourtant, c'est à un appauvrissement collectif que nous assistons depuis bientôt quatre décennies, les élites politiques procédant à une dépossession collective des acquis sociaux. Les services sociaux sont régulièrement amputés; étude après étude, on nous confirme que le pouvoir d'achat des individus diminue (parallèlement, l'endettement des ménages bat tous les records); les régimes de pension sont transformés en régimes à prestations indéterminées<sup>1</sup>; et depuis des années, les régimes publics de pension ne sont plus indexés en fonction de l'inflation. La qualité des emplois ne cesse également de se dégrader; le nombre d'emplois syndiqués diminue, phénomène favorisé par un Code du travail qui n'a pas été revu depuis des décennies (à la satisfaction de la partie patronale) et la précarité d'emploi est devenue une réalité incontournable du marché du travail. Les inégalités, bien que moindres au Québec, sont en hausse ici comme ailleurs. Pour le dire d'un mot, nous vivons dans une société qui ne va pas bien du tout. Le Québec, tout comme le Canada, a beau produire toujours plus de richesse, cela semble carrément insuffisant. Quand on prend un moment pour regarder ce qui se passe, on a l'impression de vivre dans un pays qui n'a tout simplement

---

1 Soulignons que le discours dominant insiste pour parler de « régimes à cotisations déterminées » afin de ne pas trop insister sur l'insécurité qui accompagne ce type de régime. Enfin, doit-on insister sur le fait que les régimes à prestations déterminées sont également des régimes dont la cotisation est elle aussi déterminée ?

plus les moyens de maintenir ce dont il avait réussi à se doter collectivement. Ce qui se traduit par des compressions sévères à l'assurance-chômage, un système de santé qui périlite lentement, mais inexorablement (ce qui a permis, entre autres, la multiplication des cliniques privées), des pertes d'expertise dans la fonction publique (où aucun ministère n'a été épargné), des diminutions drastiques des sommes allouées à Radio-Canada, la réduction des représentations du Québec à l'étranger, l'octroi de subventions faméliques à Télé-Québec, la fin du service de livraison du courrier à domicile par Postes Canada et, depuis quelques décennies déjà, la désinstitutionnalisation des gens affectés par les maladies mentales (ce qui a eu pour résultat qu'ils sont venus peupler les rues du centre-ville de Montréal notamment). Nous en sommes rendus à un point tel qu'il devienne presque indécent de rappeler le désinvestissement massif dans les mesures de protection des consommateurs et des consommatrices, la réduction du nombre des inspecteurs en hygiène alimentaire ou la fin de nombreux programmes en santé préventive, tellement d'autres services considérés comme plus essentiels n'ont plus la capacité d'assurer leurs missions. Partout le même constat s'impose : l'État n'a plus les moyens. Nous ne le savions pas, mais nous vivions, paraît-il, de manière éhontée au-dessus de nos moyens. Un peu plus et l'on nous laisserait entendre que nous étions collectivement une bande d'irresponsables qui présidait à la destruction de notre propre société.

### **Les origines du tournant néolibéral**

Il faut chercher à savoir comment nous en sommes arrivés là. Sommes-nous véritablement aussi pauvres que l'on nous le dit ? Étions-nous collectivement aussi aveuglés que l'on nous le laisse entendre, ce qui expliquerait que nous avons vécu à crédit pendant si longtemps ? Il est important de souligner que ce double phénomène de diminution des services sociaux (santé, éducation, prestations diverses, etc.) et de détérioration de la qualité des emplois n'est pas unique au Québec et au Canada. S'il prend des formes et des rythmes variables ailleurs, c'est au même double dépérissement que nous assistons aussi bien en France qu'en Allemagne, aux États-Unis qu'au Royaume-Uni, et c'est à un mécontentement similaire, mais très peu couvert par les médias, auquel nous assistons (dont témoignent les *Indignados* et *Occupy Wall Street*).

Il faut d'abord comprendre que la donne actuelle s'inscrit dans une dynamique historique où les promesses du communisme de type soviétique ont perdu presque toute crédibilité. Ces régimes ont connu un écroulement moral avec le goulag et la répression; l'irréalisme des plans quinquennaux et les pénuries ont également terni l'image économique de ces régimes; leur disparition sur l'échiquier mondial a du coup mis fin à une possibilité de choix politique. Bref, l'effondrement moral, économique, puis politique des régimes concurrents au libéralisme a permis le retour triomphant de celui-ci sur la scène de l'histoire. Ce retour, d'où la dénomination de *néolibéralisme*, est marquée par l'ivresse de la

victoire<sup>2</sup>. Le régime libéral de démocratie représentative et d'économie capitaliste a non seulement survécu à ses contempteurs qui se situaient de chaque extrême du spectre politique, mais l'impression dominante – autant pour ses tenants que pour ses adversaires – est que le libéralisme demeure le seul type de régime politique en lice aujourd'hui.

L'époque contemporaine présente des airs de ressemblance avec le début du XX<sup>e</sup> siècle où le libéralisme dominait les sociétés occidentales, et ce, jusqu'à la Révolution bolchévique en Russie et la montée des régimes d'extrême droite ailleurs en Europe dans les années 1920 et 1930. À partir de cette montée des extrêmes exprimant une grande insatisfaction populaire, le libéralisme devra se réformer profondément, répondre davantage aux attentes des citoyennes et des citoyens afin que ceux-ci ne rejettent pas à leur tour le régime libéral. Le mécontentement des ouvriers et des petites gens produira des effets. La réponse prendra de multiples formes : développement de l'État-providence, réforme des lois du travail en faveur des ouvriers et des ouvrières, mise en place de mesures sociales d'aide aux plus pauvres et aux plus démunis, accompagnement dans la vieillesse, etc. Or, ces initiatives sont moins nécessaires maintenant que la concurrence idéologique n'est plus d'actualité. Toutefois, il faut faire attention et ne pas se tromper. Si l'époque n'est pas marquée par de profonds conflits idéologiques, cela ne signifie aucunement que nous assistons à la fin des idéologies : cela serait un leurre que de croire une telle chose. L'époque est fortement imprégnée d'idéologie, mais une seule prédomine, au point où plusieurs de nos concitoyens et de nos concitoyennes en viennent à penser qu'il s'agit de la seule manière possible d'entrevoir le monde. C'est ce qui explique que d'aucuns peuvent le plus sérieusement du monde affirmer, à propos des réductions dans les services sociaux, que « nous n'avons pas le choix » et qu'« il n'y a pas d'autre solution ». Loin d'assister à la fin des grands récits, l'époque présente est témoin du triomphe sans précédent d'une seule idéologie, le libéralisme.

Celui-ci a pour caractéristique de placer au premier plan la liberté individuelle – c'est d'ailleurs l'une de ses grandes forces – mais cette liberté profite bien davantage aux possédants et aux puissants de ce monde qu'à l'ensemble. C'est ce qui explique que l'idéologie néolibérale préside à la montée des inégalités et au règne du chacun-pour-soi : l'individu libéral est un être fondamentalement égoïste et seuls les plus favorisés peuvent bien s'en tirer dans la société où ils et elles évoluent. C'est d'ailleurs la thèse formulée en son temps par Herbert Spencer, défenseur de « la survie des plus aptes » comme principe social directeur<sup>3</sup>. Dans la conception libérale, l'État n'a pas à intervenir pour réguler le marché ou la société. L'État doit « laisser-faire », pour reprendre une expression célèbre. C'est

---

2 Il est essentiel de souligner qu'il existe de nombreuses différences entre le libéralisme classique et le néolibéralisme actuel, mais comme il ne s'agit pas de l'objet principal de mon propos, je laisse de côté cet aspect.

3 Ce principe est encore toujours très d'actualité, comme vient de nous le démontrer de manière magistrale Thomas Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2013.

au retour de cette conception que nous assistons depuis quelques décennies déjà. L'acteur étatique se désengage de la société et du marché. C'est ce qui explique la dynamique actuelle : le régime libéral se désengage auprès de sa population, mais il accompagne le nouveau capitalisme financier et la dette est dorénavant au cœur des rapports de pouvoir<sup>4</sup>. Les banques centrales, sous la pression des marchés, sont devenues indépendantes du pouvoir politique, ce qui a pour effet que les éluEs ne peuvent plus utiliser la monnaie pour relancer l'économie ou financer les programmes sociaux. Les États se voient « obligés » d'emprunter sur les marchés afin de financer leurs dépenses, plutôt que d'émettre de la monnaie comme cela était le cas auparavant. Autrement dit, on a renversé la dynamique au profit des marchés : les États sont dorénavant leurs prisonniers. Quand on sait qu'auparavant les gouvernements pouvaient se financer auprès de leur banque centrale sans payer aucun intérêt et qu'ils pouvaient rembourser par la suite à même la croissance économique qui leur rapportait des revenus par le prélèvement des impôts, on mesure à quel point les élites politiques ont soumis l'appareil étatique aux règles de l'idéologie libérale qui légitime le capitalisme. C'est là un des facteurs explicatifs les plus importants de l'augmentation des dettes publiques<sup>5</sup>.

### La domination idéologique

Loin de constituer un phénomène incompréhensible ou difficilement explicable, la dette est un pur produit de la gouvernance libérale. Ce n'est pas parce que depuis une ou deux décennies, nous avons augmenté de manière substantielle la taille de l'État-providence que nous en sommes rendus là; ce n'est pas non plus le vieillissement de la population – qui débute à peine – qui peut expliquer ces attaques répétées contre les services publics; dans certains pays, on en est même à organiser de grandes braderies des entreprises publiques, que d'aucuns rêvent d'ailleurs de réaliser ici avec Hydro-Québec et la Société des alcools du Québec. Cette gouvernance idéologique permet au grand capital de reprendre le contrôle sur la société dorénavant débitrice ; on procède à une privatisation au profit du capital et cette nouvelle donne permet le développement d'une éthique de culpabilité voulant que l'individu et la société doivent « rembourser » ce à quoi ils n'avaient pas véritablement droit puisqu'ils s'étaient procuré à crédit des services et des avantages. Le néolibéralisme est en fait une nouvelle rationalité politique. Cette rationalité favorise l'augmentation des profits du capital financier et la dépossession sociale organisée et opérée par des élites consentantes. Puisque ce discours est dominant dans les médias, on assiste à la diffusion des valeurs du marché capitaliste chez nombre de nos concitoyens qui en viennent à prêcher désormais en faveur de la réduction des dépenses publiques et des impôts.

4 Voir à ce sujet l'ouvrage incontournable de Pierre Dardot et Christan Laval, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2010.

5 Pour un excellent portrait d'ensemble, on consultera Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

Là encore, il est nécessaire de montrer jusqu'à quel point le dispositif idéologique fonctionne rondement. Les baisses d'impôts, au programme de la plupart des partis politiques considérés comme « sérieux » (entendre classiques), sont réalisées essentiellement à l'avantage des entreprises et des plus fortunés. Ces attaques répétées contre l'impôt engendrent ainsi un double processus de transfert massif vers les plus nantis et de creusement des déficits publics, venant ainsi donner de la crédibilité à l'idée que nous vivons au-dessus de nos moyens. Le tout est présenté comme allant de soi par une presse servile qui a depuis longtemps perdu ses lettres de noblesse. Nous assistons à un activisme idéologique de déconstruction sans précédent.

À partir de ce constat, nous devons chercher à comprendre comment la domination de l'idéologie néolibérale se met en place au Québec et pourquoi cela se produit maintenant. Le Québec ne fait pas figure de précurseur dans la restructuration à la sauce néolibérale. Nous avons bien eu droit à un avant-goût de cela lors de la course effrénée vers le déficit zéro de Lucien Bouchard durant laquelle le système de santé, entre autres, a été grandement ébranlé par la mise à la retraite de dizaines de milliers d'infirmières. Afin de « briller parmi les meilleurs », le gouvernement de Jean Charest n'en avait que pour une réingénierie de l'État québécois, elle aussi inspirée du néolibéralisme. Cela dit, la soumission de la société aux normes néolibérales a eu lieu bien avant ailleurs; on n'a qu'à penser aux États-Unis de Ronald Reagan et à la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, qui sont des illustrations éloquentes d'autoritarisme idéologique. Le tournant n'a pas toujours été aussi radical, mais il a eu lieu et il se poursuit à travers le monde<sup>6</sup>. Il en va de même du gouvernement actuel de Philippe Couillard. Les dictats du néolibéralisme constituent la référence centrale du premier ministre actuel, lecteur attentif de John Micklethwait et d'Adrian Wooldridge, deux idéologues proposant une version très radicale et autoritaire du néolibéralisme.

On peut se demander pourquoi les services publics et ce que l'on a l'habitude d'appeler le « modèle québécois » ont été préservés plus longtemps ici qu'ailleurs (bien que nous ne soyons pas les seuls à avoir réussi à conserver des acquis sociaux). Il est difficile de répondre de manière catégorique à cette question. On peut néanmoins tenter d'avancer une explication. Notre régime démocratique, bien qu'imparfait et fort éloigné de l'idée que les Grecs se faisaient du pouvoir direct du peuple, a permis de conserver, bien que de manière incomplète et contestable, l'attachement important aux valeurs de la solidarité collective qui caractérise le peuple québécois. Il ne s'agit pas de prétendre que la vaste majorité des citoyens et des citoyennes du Québec sont des socialistes radicaux, il s'agit plutôt d'affirmer qu'un très grand nombre de nos concitoyens sont attachés à l'État-providence et aux avantages qu'ils en retirent. On retrouve ici un appui solide au maintien de services publics de qualité et diversifiés. Voilà, me semble-t-il, la raison principale

---

6 David Harvey, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.

qui explique que les ravages du néolibéralisme ont été jusqu'ici moins importants ici qu'à certains autres endroits dans les pays développés.

Depuis le retour du PLQ au pouvoir à Québec, nous assistons à une imposition forcée et à grande vitesse des normes néolibérales. Peu de consultations, mesures punitives envers les commissions scolaires qui ont dû sabrer dans les services aux élèves après l'amputation importante de leur budget (suite au redécoupage des territoires des commissions scolaires de Montréal et de Marie-Victorin), sanctions contre les municipalités qui refusent de cacher les effets qu'entraînent les coupes sur les impôts et les services locaux (Laval et Longueuil), imposition d'une loi qui redéfinit de manière drastique les régimes de retraite des employés municipaux, des policiers et des pompiers (sans aucune obligation véritable d'ouverture à la discussion de la part de la partie patronale), fin du régime universel d'accès aux services de garde de la petite enfance (une énième promesse électorale brisée) et enfin, un premier ministre intimant aux journalistes de ne pas aller répéter que nous vivons une période d'austérité au Québec, qu'une telle conception est une vue de l'esprit : ce sont là autant de manifestations d'un virage radical. Tout est réalisé désormais rapidement et sans consultations. On a ici une belle illustration d'une série d'impositions autoritaires au nom d'« impératifs » qui interdisent toute remise en question. Dans une démocratie représentative, il s'agit là de dérives autoritaires. C'est grâce à sa majorité à l'Assemblée nationale (malgré un appui de seulement 41,5 % des voix) que le PLQ peut se permettre une telle hardiesse. De plus, soulignons que jamais ce gouvernement n'avait annoncé son programme hautement idéologique en campagne électorale; il n'a donc pas le mandat de réaliser la mission qu'il s'est lui-même attribuée.

Le régime politique qui est le nôtre exige d'une part une grande prudence, car la démocratie représentative implique nécessairement une distorsion entre les aspirations majoritaires des citoyens et leur incarnation à travers le processus de représentation; d'autre part, notre système politique requiert également une finesse de jugement, car notre système parlementaire à son tour entraîne des distorsions supplémentaires en profitant de manière disproportionnée aux grands partis, d'où la nécessité d'être à l'écoute de la volonté populaire.

### **Ce qui se profile à l'horizon...**

Nous assistons à une accélération sans précédent dans l'imposition des normes néolibérales au Québec; la période Couillard apparaît encore plus néfaste que les précédentes sous Bouchard et Charest. La redéfinition néolibérale ne représente aucunement une volonté populaire, d'autant moins que la situation économique de la majorité de la population ne cesse de se détériorer et de se précariser. Pourquoi alors nous impose-t-on cette cure d'austérité et cette redéfinition du rôle et de la place de l'État ? Pourquoi cette nouvelle soumission à un dictat idéologique ? De manière plus générale et théorique, on assiste bien entendu à un retour en force du libéralisme; il faut également tenir compte, de manière plus spécifique, de la puissance du capitalisme financier qui n'est pas à négliger. Cela

explique d'ailleurs que l'on a depuis des années multiplié les accords de libre-échange. Ces accords, très bénéfiques pour les entreprises et la libre circulation du grand capital, ont pour effet de positionner les travailleuses et les travailleurs les uns contre les autres, les Québécois se retrouvant ainsi en compétition avec les ouvriers mexicains et chinois. Il en va de même pour les travailleurs et les travailleuses des autres pays qui avaient réussi à atteindre un développement économique enviable<sup>7</sup>. Des mesures de protection économique étaient pourtant la norme il n'y a pas si longtemps. Il y a à peine une génération, tous les partis politiques classiques étaient des défenseurs d'un protectionnisme économique; dorénavant ils sont – sans exception – libres-échangistes. Pourquoi ? Comment expliquer ce revirement spectaculaire ?

Il n'y a en réalité aucun mystère et ces changements ne s'expliquent pas par un désir éthique de contribuer à l'avènement de classes moyennes en Chine et ailleurs. Pour comprendre les modifications qui affectent l'époque présente, il est nécessaire et urgent de rétablir la notion de la lutte des classes. Le néolibéralisme présidant au retour des grandes inégalités, les plus « aptes », dont l'élite politique croit faire partie, réalisent rapidement où sont leurs intérêts, c'est ce qui explique que nous ayons affaire à une élite politique qui privilégie l'idéologie néolibérale au détriment de leurs commettants. Ils ne gouvernent plus en fonction du peuple qu'ils sont censés représenter et d'où ils tirent leur unique légitimité, ils gouvernent en obéissant aux puissants de ce monde. Leur allégeance et leur dévouement vont, de manière croissante, aux règles du marché et aux dictats du néolibéralisme.

Que peut l'immense majorité des citoyens et des citoyennes dans un tel contexte ? L'horizon s'annonce sombre à plusieurs égards. Cependant deux prises de conscience sont nécessaires afin de pouvoir amorcer un début de changement, de pouvoir penser ne serait-ce qu'ébranler la domination idéologique qui s'abat sur les régimes démocratiques modernes. La première concerne le besoin de solidarité, la seconde consiste à prendre la mesure de la chape d'obscurantisme que produit le récit idéologique néolibéral.

Nous vivons actuellement une période de reculs en ce qui a trait aux protections sociales de toutes sortes. De plus, la condition privée des individus devient un objet de préoccupation justifié pour la plupart de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Le déclassement et la misère sociale ne cessent de gagner du terrain, le sort des enfants apparaît souvent moins enviable que celui de leurs parents. Il n'est donc pas surprenant que l'idée du chacun-pour-soi gagne du terrain. Or, il faudra que les individus réalisent rapidement qu'il n'est pas du tout à leur avantage aussi bien personnel que collectif de ne pas faire preuve de solidarité avec les autres individus et groupes de la société qui vivent essentiellement les mêmes réalités qu'eux. Lors de l'héroïque Printemps érable, il y a bien eu à certains égards l'amorce de quelque chose. Les étudiantes et les

---

7 Claude Vaillancourt, *L'empire du libre-échange*, Montréal, M Éditeur, 2014.

étudiants qui étaient pourtant appelés à demeurer encore étudiants seulement quelques années tout au plus ont pris d'assaut la rue et l'espace public afin de revendiquer quelque chose qui était essentiellement une promesse pour ceux qui allaient leur succéder. Notons qu'une partie minoritaire, mais bien réelle, de la société québécoise les a appuyés. Malheureusement, une vaste partie de cette même société, ennuyée par le brouhaha causé et dérangée dans ses paisibles habitudes, n'a pas fait preuve de solidarité. Aujourd'hui, les policiers, les pompiers et autres employés municipaux sont dans la rue, consternés par la destruction de leurs acquis sociaux<sup>8</sup>. Tant et aussi longtemps que chaque groupe et chaque individu agiront uniquement en fonction de leurs propres intérêts, il sera difficile, voire impossible, de renverser la tendance. Les normes néolibérales sont imposées de manière autoritaire et non démocratique à une majorité de la population, celle qui ne fait pas partie du club sélect des privilégiés. Si on ne perçoit pas que les gains et les victoires des uns ne peuvent que profiter, ne serait-ce qu'indirectement, aux autres, il y a là un obstacle majeur qui empêche une prise de conscience pouvant conduire à un désir réel de changement.

Enfin, l'autre grande prise de conscience concerne la nature du phénomène lui-même. On ferait fausse route en imaginant que le libéralisme, à l'instar d'une dictature brutale, impose ses vues de manière frontale. Le respect des libertés individuelles demeure une constante du libéralisme, ce qui contribue à son attrait<sup>9</sup>. Il faut faire comprendre à nos contemporains et que ceux-ci réalisent que cette liberté est pour beaucoup factice, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une liberté d'expression, mais sans conséquence véritable, une liberté de choix, mais qui concerne essentiellement la consommation, une liberté à propos du mode de vie, mais qui n'a aucun effet sur la structuration économique et politique. Le libéralisme n'est pas imposé de manière coercitive; son avantage repose sur sa capacité à créer des subjectivités compatibles avec ses idéaux. Il réussit à créer des « entrepreneurs de soi » (pour reprendre Michel Foucault) grâce à son influence culturelle et médiatique. L'individu contemporain est à la fois inquiet de ne pas pouvoir individuellement s'en sortir (on peut le comprendre) et en partie obnubilé par les possibilités qui s'offrent à lui – et à elle – si, seul, il parvient à réussir. Ces promesses constituent évidemment un leurre pour une écrasante majorité de la population. C'est seulement une fois ces deux prises de conscience effectuées qu'il sera envisageable de voir se profiler un devenir différent à l'horizon. Autrement, nous sommes collectivement condamnés à la résignation tranquille.

8 Soulignons l'ironie de voir des policiers manifester contre les politiques idéologiques qui sont essentiellement les mêmes que celles contre lesquelles les étudiantes et les étudiants se sont battus et qui leur a valu une répression sévère et injuste des corps policiers.

9 L'histoire du libéralisme ne se résume pas uniquement à une longue apologie de la liberté. On consultera à ce sujet Domenico Losurdo, *Contre-histoire du libéralisme*, Paris, La Découverte, 2013.

# Notes de lecture



**Thomas Déri et Francis Dupuis-Déri,  
*L'anarchie expliquée à mon père,*  
Montréal, Lux, 2014**

JUDITH TRUDEAU

*L'espérance d'une vie meilleure anime ma colère et même ma rage  
contre les systèmes injustes ainsi que mon désir de continuer à parler  
d'anarchisme  
et à militer pour créer des espaces d'anarchie.*  
Francis Dupuis-Déri

Pour certains, ce sera une mélodie de Ferré ou de Brassens, pour d'autres un système de valeurs, une idéologie, une utopie, une résistance de tous les instants, pour d'autres encore, ce sera un leurre, pis encore : le désordre. *L'anarchie expliquée à mon père* de Francis Dupuis-Déri se présente comme un dialogue entre deux protagonistes de générations distinctes dans lequel le fils répond aux différentes interrogations du père autour d'une définition dynamique de l'anarchie, en prenant bien soin d'éloigner les épouvantails souvent liés à ce système d'idées et de pratiques.

D'abord, loin de la violence et du chaos dénoncés par les relais médiatiques du système dominant, l'anarchie est sœur de la démocratie, au sens où le pouvoir, dans cette conception, appartient véritablement au peuple. Déri fils dénonce la démocratie représentative qu'il ramène à une aristocratie électorale où « l'élection est nécessairement un piège, puisqu'elle consiste à choisir des chefs qui vont gouverner en principe en notre nom, mais qui dans les faits vont détenir le pouvoir de nous imposer leur volonté » (p. 20).

L'anarchie des Proudhon, Bakounine, Thoreau, Louise Michel ou Emma Goldman implique la négation de la domination, de l'autorité, de la hiérarchie, de l'inégalité et prône la liberté, l'égalité, la fraternité dans une pratique d'autonomie, d'autogestion, de communisme anarchiste. Exit l'État et le capitalisme, sources de tous les maux. Il s'agit bel et bien d'un « ordre moins le pouvoir ».

... Et de tous types de pouvoir. Qu'il s'agisse de domination ou d'autorité. Francis Dupuis-Déri ne dresse pas de distinction entre ces deux façons d'exercer le pouvoir, l'une étant effectivement illégitime, l'autre, l'autorité, prêtant à discussion<sup>1</sup>. Le pouvoir des parents qui éduquent et ceux des maîtres qui enseignent (pour ne donner que ces deux exemples) ont pu être remis en question

---

1 Pour ne donner que deux références: Jean-Vincent Holeindre (dir.), *Le pouvoir. Concepts. Lieux. Dynamiques*, Auxerre, Éd. des Sciences Humaines, 2014 et Gérard Mendel, *Une histoire de l'autorité*, Paris, La Découverte, 2002.

avec les écueils que l'on connaît. Après vingt ans de réforme pédagogique au Québec, dans un système scolaire où l'apprenant construit son savoir et crée sa religion, on en arrive effectivement à la limite d'un régime qui ne rend, en fin de compte, ni service aux étudiantes et aux étudiants en difficulté, ni aux garçons que l'on voulait sauver<sup>2</sup>. Et que dire du passage du rôle de parent à celui de parent-ami où le commandement a fait place au dialogue, exaspérant parfois, de deux égos-rois qui négocient le temps à passer devant l'écran et l'heure du coucher...<sup>3</sup>

En accord avec cette volonté de dénuder les mécanismes de pouvoir afin d'en finir une fois pour toutes avec la domination, on peut cependant noter une tension dans la pensée de l'auteur entre l'appropriation des analyses foucaaldiennes en les associant à l'anarchisme (résister à la discipline sociale et à l'autodiscipline) et la façon archaïque de concevoir ce même pouvoir. En effet, seules les institutions semblent « posséder » le pouvoir de domination, d'oppression, d'exclusion et d'exploitation; les relations humaines n'en semblent pas investies d'office. Si le père soulève cette question fondamentale, le fils n'y répond pas. Comment imaginer une société idéale, sans pouvoir, sans hiérarchie entre hommes, femmes, jeunes, vieux, caucasiens, autochtones, immigrants, etc., en pensant que le racisme, le sexisme, le patriarcat, le pouvoir basé sur la force, les savoirs, le charisme seront *de facto* évacués, car en dehors de l'État et du capitalisme ? On peut penser à un monde alternatif bien sûr, mais l'auteur ne peut pas associer le mirage des forums sociaux mondiaux à la pratique de l'anarchisme. Sait-il qu'il y a des *alter*-forums puisque les premiers ont été jugés trop bourgeois, trop propres, trop savants, trop exclusifs pour l'ensemble des volontaires ? Sait-il qu'il y a déjà eu des viols sur le campement de Porto Alegre (2005)<sup>4</sup>? Sait-il qu'il y a eu des manifestations anarchistes contre le Forum social mondial à Tunis en 2013 ? Comment empêcher ce sectarisme d'opérer ? En le laissant libre ? En ayant un contrat fédérateur ? Les champions au Plateau et les autres à Laval ? Comment échapper à la phrase de Rousseau : « L'homme est né libre et partout il est dans les fers » ? Comment vivre librement et en société ? Comment faire société en évacuant l'histoire et la nation ? Comment, sinon en faisant table rase ? Ce qui nous amène aux querelles ontologiques.

L'homme est-il fondamentalement bon ? (Rousseau, Kant) Mauvais ? (Hobbes, Locke) Assoiffé de savoir ? Rationnel ? Perfectible ? Construit ? Quelle que soit l'idéologie, le rattachement à l'ontologie demeure le dernier rempart du dialogue. Et l'auteur le sait bien. C'est pour cette raison qu'il tentera d'échapper à cette question en laissant le champ libre, un peu à la manière du concept de « l'indécidable » de Jacques Derrida. Embrasser tous les possibles en ne

2 Lisa-Marie Gervais, « Étude: la réforme scolaire aurait nui aux garçons », *Le Devoir*, 5 février 2015.

3 Jacques Grand'Maison, *Quand le jugement fout le camp*, Montréal, Fides, 1999.

4 Ana Elena Obando, *Le sexisme au sein du Forum social mondial*, février 2005, <www.awid.org/Library/Le-sexisme-au-sein-du-Forum-social-mondial>.

chosifiant jamais, sauf dans l'élaboration d'un projet (ici, maintenant) où c'est par le dialogue que se concrétisera ledit projet: telle serait la liberté positive<sup>5</sup> chez les libertaires. Ceci dit, « en général [...] c'est la socialisation telle quelle qui nous influence et encourage la prédominance de l'une ou l'autre de nos tendances (ontologiques) » (p. 53). L'homme semble donc fondamentalement construit...

Davantage que la volonté d'échapper à toute hiérarchie que sous-tendent les rationalismes et langages, c'est surtout certaines généralisations qui nuisent à ce dialogue père-fils autour de la définition d'un nouveau projet social. À titre d'exemple, les deux extraits suivants marquent une certaine faiblesse du raisonnement:

Or si l'État et la police sont composés d'individus égoïstes et individualistes, *ce qui est probable*, puisqu'il<sup>6</sup> faut une personnalité ambitieuse, égoïste et égocentrique pour se hisser au sommet de la pyramide (p. 60).

[...] car les personnes qui posent leur candidature en prétendant vouloir servir la nation ou le bien commun *sont le plus souvent* égocentriques et *ont nécessairement* soif de pouvoir, de privilèges et de gloire (sinon, pourquoi aller en politique ?) (p. 145).

On ne peut donc s'inscrire dans un parti politique, aussi solidaire soit-il, qu'en cherchant prestige, pouvoir et gloire ? Je me demande bien ce que font Amir Khadir, Françoise David et Manon Massé<sup>7</sup> à l'Assemblée nationale.

Pour conclure, si nous avons apprécié la forme, le dialogue rendant la réflexion sans linéarité comme si ce texte était lui-même le miroir de l'anarchie dans ses préceptes: sans chef et sans pouvoir hiérarchique (même s'il s'agit d'un père et de son fils), ce texte d'introduction nous semble insuffisant. Si les auteurs de base, les valeurs défendues, les querelles ontologiques ainsi que différentes typologies classificatrices y sont présentées pour comprendre ce que sous-tend l'anarchie d'hier, d'aujourd'hui et de demain, les événements historiques tels que la Commune de Paris et la guerre d'Espagne sont abordées dans l'optique d'un public initié<sup>8</sup>. Aussi, il semble difficile de réduire l'anarchiste au seul individu capable de réfléchir par lui-même et de refuser ce qui lui semble injuste. Les professeurEs qui ont dénoncé les injonctions pendant le printemps érable

5 Isaiah Berlin, *Éloge de la liberté*, Paris, Calman-Lévy, 1988. Le concept de la « liberté positive » ou la liberté des Anciens sera d'ailleurs une des différences majeures entre les anarchistes dits de gauche et les anarcho-capitalistes.

6 Je souligne.

7 Manon Massé, *Faire du ou de la politique autrement au parlement et dans la rue*, Université populaire des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, Forum social des peuples, Ottawa, vendredi 22 août 2014.

8 Le livre de Normand Baillargeon, *L'ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme*, édité chez Lux (Montréal) en 2004, nous semble mieux répondre aux exigences d'une introduction à ces idées politiques.

sont-ils tous anarchistes ? Ce qui nous semble finalement le plus déroutant si, comme le dit si bien l'auteur, « l'anarchie est le communisme bien compris par le partage du bien commun, la mise en commun des ressources et du pouvoir » (p. 204), c'est l'absence de réflexion sur la transition souhaitée entre notre mode capitaliste soutenu par des transnationales et des États et l'idéal de l'anarchie ? Si les anarchistes représentent « une image du futur », comment passer du présent au futur ? La révolution permanente est-elle un projet de société ?

**Thierry Pardo, *Une éducation sans école,*  
Montréal, Écosociété, 2014**

WILFRIED CORDEAU

Dans nos esprits contemporains, l'éducation, c'est l'école. Voilà un état de fait apparemment incontestable. À tel point qu'on oublie souvent que c'est là le fruit de luttes sociales historiques contre un régime élitiste qui avait notamment pour effet de confiner une partie importante de la population dans l'ignorance ou la marginalité. Donner à toutes et à tous (enfants, adultes, garçons et filles) accès aux valeurs et aux connaissances communes et les préparer à la vie socialement souhaitée résulte d'un choix collectif que l'on revisite, il est vrai, très ou trop rarement.

Pourtant, ce choix est encore jeune au Québec, où l'Église catholique et les forces conservatrices ont longtemps opposé au projet d'un système d'éducation public, laïque et obligatoire la liberté et le droit de la famille d'élever les enfants dans la tradition chrétienne, sous l'œil bienveillant de l'Église. Mais la modernisation de la société québécoise était à ce prix, et la démocratisation des savoirs a eu raison de l'historique responsabilité parentale. Obligatoire, l'école moderne s'est donc imposée sous la forme d'un monopole, d'un modèle unique servant de réponse sociale à un défi contemporain, mais à travers une solution fordiste : l'institutionnalisation de l'accès aux savoirs, de la socialisation, de la qualification. En une cinquantaine d'années, la société québécoise – en mouvance par ailleurs, grâce et avec l'appui de celui-ci – a donc accepté ce modèle comme une évidence, voire une fatalité.

Or, en quête d'un nouveau modèle d'éducation davantage en phase avec son projet social et démocratique, la gauche se heurte régulièrement à cette fatalité, qu'elle peine à revisiter, à remettre en perspective. En réponse à la mondialisation (et à l'uniformisation) des économies et des cultures, à la dérive utilitaire et marchande des institutions et des infrastructures du savoir et de la connaissance, à l'assujettissement des systèmes éducatifs à la formation de la main-d'œuvre spécialisée, la société québécoise pourrait-elle aujourd'hui se permettre d'opposer la désétatisation, sinon la désinstitutionnalisation de l'éducation ? Ce n'est généralement pas en ces termes que cette question est

abordée. En fait, même sous l'égide de l'État, la gauche peine actuellement à opposer à la mondialisation de l'éducation une réponse cohérente et crédible.

Conscient de ce cul-de-sac, l'essayiste Thierry Pardo livre une réflexion qui attaque de front « l'évidence scolaire ». Bien qu'incomplète, sa critique est juste et légitime. Elle a, de plus, le mérite d'identifier des enjeux et de soulever des questions de fond importantes. Néanmoins, la réponse qu'il propose et le modèle qu'il échafaude, comme nous le verrons, manquent parfois d'ancrage et peinent à outiller la gauche dans l'élaboration d'une alternative à grande échelle, dans la perspective d'une transformation sociale.

### **Briser l'hégémonie scolaire**

Les recherches et le discours officiel de l'État en matière d'éducation n'ont, par chance, cessé de rappeler que les parents jouent un rôle fondamental dans l'éducation de l'enfant ou du jeune. De plus en plus, on tend à reconnaître l'importance de son environnement, de son milieu, de sa communauté comme parties prenantes fondamentales de son développement, de son cheminement identitaire, psychologique, cognitif, affectif, etc. Aussi les convoque-t-on régulièrement, à divers titres, dans une dynamique prétendue d'interventions concertées. Toutefois, il demeure que l'école – et la relation pédagogique entre l'enseignante ou l'enseignant et l'élève – figure toujours au premier plan de l'éducation prise dans son sens large. On n'attend généralement de tous les autres acteurs qu'un rôle de support à l'école. Sans nier l'efficacité de la relation pédagogique qu'institue l'école, Pardo en critique plutôt le monopole et la « violence » avec lesquels l'institution scolaire, cette fatalité, retire aux parents leur rôle d'éducateurs fondamentaux, pour les reléguer à un rôle de soutien. Tout se passe comme si nos sociétés modernes s'étaient résignées à n'aborder l'éducation qu'à travers la seule relation maître-élève, à réduire l'acte d'éduquer, de transmettre, d'éveiller l'esprit, d'élever l'être à l'action d'un étranger dans ce milieu non naturel qu'est l'école.

Surtout, ce que l'auteur dénonce, c'est l'emprise d'un modèle qui, malgré ses variantes, s'est imposé comme un système de masse, uniformisant et hégémonique. En confinant le jeune dans un espace restreint, dans un environnement contrôlé où les interactions sont régulées par des normes étrangères à la nature humaine, l'école le coupe de sa nature propre, de son humanité et de son milieu naturel, et finalement l'écrase, le dévalorise, étouffe sa liberté et sa créativité. Si elle pouvait répondre au défi démocratique et économique de son époque, l'école fordiste mise en place par la Révolution tranquille a fini par perdre sa virginité et sa naïveté humanistes au profit d'une machine d'oppression et de répression des individualités, destinée à produire des unités de main-d'œuvre dociles et conformes aux exigences du marché. Alors que d'autres ont dénoncé dans l'école fordiste une institution « au service de la classe dominante », Pardo y voit encore l'unité de base et de formatage d'une société individualiste et utilitariste, ou l'antichambre d'une antisociété...

S'il recourt parfois à des mots durs et à des images fortes pour critiquer l'hégémonie scolaire, on sent que Pardo, bien qu'il ne s'engage pas dans une analyse sophistiquée du système éducatif comme pivot du mode de production qu'il semble dénoncer – ce que pourtant d'autres analystes de gauche ont fait abondamment – soulève des questions qui méritent une réflexion. Oppressante, uniformisante et non naturelle, l'institution qu'il dépeint ne peut pas être intéressante pour tout le monde, ne serait-ce que parce qu'elle continue d'envoyer le message que chaque jeune doit s'adapter à ses exigences plutôt que l'inverse.

Se démarquant des positions des penseurs marxistes qui cherchent à reprendre le contrôle d'une institution nationale qui devrait être au service de la classe ouvrière ou de l'émancipation sociale, la réponse que l'auteur propose se réclame d'une tradition libertaire, dont l'actualisation est fragile. Pardo ne propose ni une révolution, ni une réforme globale, mais revendique plutôt le droit à une certaine dissidence, dont il esquisse les contours dans ce qu'il nomme une *piraterie éducative* : « L'éducation pirate ne vise ni à s'imposer ni à s'opposer au système éducatif en place, mais à proposer une alternative critique. Elle ne suggère pas une lutte contre le système, mais une sorte d'indifférence radicale [...]. Que cette éducation puisse exister à l'intérieur ou à l'extérieur du cadre légal n'est pas la question centrale [...] et ne doit pas être un obstacle à la réflexion » (p. 69).

En somme, Pardo revendique, à travers cette « piraterie éducative », un espace de liberté et d'autonomie pour les parents et les communautés (vues comme unités sociales de base) pour pouvoir mener une éducation en marge du modèle unique offert par l'école. La liberté de choix et de contenu, ainsi que l'autonomie d'action et d'intervention qu'il réclame pour qui veut élever ses enfants à l'extérieur de l'institution – et au-delà de la seule « école à la maison » – doivent être les fondements d'une alternative structurée, mais informelle. Ancré dans la nature, la communauté, la vie quotidienne, tourné vers l'intérêt immédiat de l'enfant tout en satisfaisant et en stimulant sa curiosité, dans le respect de son rythme d'apprentissage et dans la valorisation de ses intelligences, le modèle d'éducation imaginé par Pardo doit revaloriser la relation parent-enfant et resserrer le lien entre le jeune et son milieu, deux enjeux secondaires pour l'école.

### **Plus de questions que de réponses**

Si les contours du projet de Pardo sont intéressants, les détails concrets de sa mise en application (finalités, préalables, priorités, etc.) apparaissent malheureusement souvent flous ou inégaux et manquent de cohérence, sinon de perspective face à l'ensemble de la problématique. Empruntant le sentier de la philosophie pour, parfois, digresser vers la poésie ou l'anecdote, sa démonstration est parfois malhabile. Bien qu'il tente de puiser dans un corpus riche et diversifié, l'agencement de son argumentation laisse souvent en suspens des questions ou des débats fondamentaux qui auraient permis de faire pièce au modèle unique

de l'institution et d'asseoir plus solidement la crédibilité et la légitimité de son alternative. L'essai de Pardo nous apparaît présenter trois problèmes de fond.

D'abord, à l'heure où une nouvelle école s'organise, tant sur le fond (renouveau pédagogique) que dans sa forme (nouvelle gestion publique), la critique de l'école que livre Pardo semble déphasée et presque anachronique face aux enjeux et défis que l'école, soumise à la pression marchande d'une nouvelle économie, doit relever désormais. Ensuite, la finalité réelle de la démarche de Pardo échappe au lecteur ou à la lectrice. Elle ne se situe pas en effet dans un projet de société – et l'auteur ne s'en cache pas – dans une perspective globale dont son initiative serait à la fois la bougie d'allumage et la finalité. Enfin, la stratégie de l'auteur n'est pas claire. Il revendique un espace pour préserver les jeunes des tentacules de l'école, mais, en les livrant aux parents ou à la communauté immédiate, l'auteur n'en articule pas les fondements matériels, pragmatiques et logistiques. Quels moyens, quelles ressources doit-on mobiliser, et comment, pour organiser cette alternative à laquelle Pardo nous convie ? Par où commencer ? Et jusqu'où aller ?

Plutôt qu'un essai, Pardo aurait pu signer un manifeste. Idéaliste, il ne fait pas de doute qu'il est convaincu et passionné par sa conception de l'éducation, qui ne manque ni d'originalité ni de potentiel. Bien qu'elle établisse clairement qu'il y a de la place, sinon un appétit, pour innover et s'approprier un autre modèle d'éducation, la réflexion que livre l'auteur n'est pas portée à sa pleine maturité et ne peut pas suffisamment guider un mouvement de fond pour une alternative qui fasse sérieusement contrepoids à la société utilitariste, économiste et individualiste qu'il dénonce. À tout le moins, l'essai de Pardo livre une critique utile de l'institution, en posant des questions pertinentes dont il faut désormais se saisir pour une investigation constructive et l'élaboration d'une alternative structurante.

**Claudio Katz, *Sous l'empire du capital.*  
*L'impérialisme aujourd'hui,*  
Mont-Royal, M Éditeur, 2014.**

ALAIN SAINT VICTOR

L'impérialisme, comme tout phénomène politico-économique, a connu une évolution historique. Sa compréhension exige dès lors de tenir compte du contexte historique dans lequel il prend forme et à partir duquel il devient opérationnel. C'est en ce sens que l'économiste argentin, Claudio Katz, tente de comprendre le phénomène de l'impérialisme dans son ouvrage *Sous l'empire du capital. L'impérialisme aujourd'hui*. Dans un premier temps, l'auteur passe en revue les différentes théories qui ont proposé une explication de l'impérialisme, de sa genèse et de ses objectifs fondamentaux. L'époque de l'impérialisme

classique (1880-1912) qui correspond à la colonisation de l'Afrique et des pays asiatiques fournit aux principales puissances occidentales les matières premières nécessaires pour consolider leur industrialisation. Durant cette période, « les économies du centre ont connu la prospérité, les innovations technologiques et une transformation administrative. Cette croissance capitaliste a stimulé les conquêtes d'outre-mer et l'impérialisme est donc devenu un concept dominant ». Cet impérialisme dit « classique » est source de conflits et même de conflagrations (dont la Première Guerre mondiale) entre les pays européens, mais aussi d'atroces massacres dans les pays colonisés. C'est également une époque où le racisme biologique appelé également racisme « scientifique » connaît son apogée. Les « races » non européennes sont systématiquement infériorisées pour justifier la domination coloniale. Et les pays européens mesuraient la grandeur de leur civilisation par le nombre de colonies qu'ils possédaient.

À ce stade, comme l'a analysé Lénine<sup>9</sup>, les conflits interimpérialistes devenaient inévitables. L'accumulation capitaliste dépendait des mesures protectionnistes (mises en place particulièrement par la Grande-Bretagne et ses pays subordonnés) en même temps que faisait rage une concurrence acharnée entre les pays industrialisés pour l'accaparement des matières premières. Pour Katz, l'analyse du leader bolchévique met bien en évidence la problématique de la gestation de l'impérialisme, principalement les raisons économiques qui y sont reliées : la concurrence, la monopolisation et le rôle joué par les grandes institutions financières. Lénine considérait l'impérialisme comme le stade suprême, ultime du capitalisme, ce qui pour certains analystes marxistes était toutefois une erreur : l'impérialisme en tant que système de domination prend différentes formes selon le contexte historique et ne se réduit nullement à un stade défini du capitalisme, comme le laisse supposer son analyse.

La question de la nature de l'impérialisme et de ses métamorphoses dans l'évolution du capitalisme demeure centrale tout au long du livre de Katz. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la lutte entre les principaux pays capitalistes européens pour le contrôle politique et l'hégémonie économique a pris un caractère nettement militariste; l'Europe en ressortit dévastée et des millions de gens trouvèrent la mort. La fin de cette guerre entraîna, selon Katz, une transformation radicale de l'impérialisme : « au lieu de rivaliser pour les possessions coloniales, les concurrents du vieux continent ont entamé un processus d'unification régionale ».

Pour l'économiste, ce changement de forme qu'allait emprunter l'impérialisme à la fin des années 1940 ne peut être compris sans prendre en considération le rôle joué et la place occupée par les États-Unis sur la scène internationale. Avec la dévastation de l'Europe, les États-Unis étaient devenus non seulement la plus grande puissance militaire de l'histoire, mais ils géraient « 50 % de la

---

9 Vladimir Ilich Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Le Temps des cerises, 2001 [1916].

production industrielle, accumulaient de nouvelles créances et adaptaient le système monétaire mondial à leurs besoins grâce à l'hégémonie du dollar ». Cette nouvelle réalité qui redéfinit la domination impériale, Katz consacre six chapitres de son livre à l'analyser.

Ce sont ces chapitres qui constituent le deuxième temps de l'étude qu'effectue l'auteur sur l'impérialisme. Pour Katz, l'impérialisme est essentiellement un phénomène historique; sa gestation est liée au développement du capitalisme industriel, les possessions coloniales et la concurrence pour les matières premières étant devenues fondamentales pour l'accumulation du capital. C'est l'époque de l'impérialisme classique. Pour Katz cette dimension historique est importante dans la mesure où elle permet de mieux saisir la nature de la domination impériale contemporaine.

L'auteur distingue trois facteurs qui sont les caractéristiques essentielles de l'impérialisme contemporain. Premièrement, les classes dominantes des pays du centre sont intégrées dans une large mesure : « Les bourgeoisies allemande, japonaise, états-unienne ou française, note-t-il, utilisaient dans le passé tout leur arsenal pour se disputer, sur le champ de bataille, la première place. Aujourd'hui, d'importants secteurs de ces groupes font des affaires ensemble et dirigent leurs armes contre d'autres cibles. » Cette « fusion d'intérêts » des classes dominantes représente une nouvelle donne dans l'histoire du capitalisme dans la mesure où elle se cristallise au sein de compagnies transnationales qui se partagent l'accès aux matières premières et à la main-d'œuvre bon marché dans certaines régions du monde. Mais ce partage ne signifie pas, remarque Katz, qu'il existe actuellement une classe dominante transnationale qui perdrait toutes ses caractéristiques nationales, car « le degré d'intégration de ces secteurs varie sensiblement selon les régions et ne concerne qu'une fraction et non la totalité de ces classes ». Néanmoins, la pérennité du système dépend de la mondialisation accrue de l'économie capitaliste; pour cela il est nécessaire que les classes dirigeantes se transforment en incorporant notamment « l'ensemble du personnel qui réalis[e] des tâches essentielles à la continuité du système [...] Ces groupes ont été intégrés au pôle dominant et ils y [participent] en tant que possédants ou expropriateurs par la confiscation du travail d'autrui ».

Un deuxième facteur qui rend possible le premier concerne l'organisation militaire qui « n'est plus un attribut exclusif de chacun des États »; les interventions militaires, qu'elles s'effectuent sous l'auspice de l'OTAN<sup>10</sup> ou des Nations unies, se font pour l'essentiel sous commandement états-unien. Le budget militaire des États-Unis représente en effet près de la moitié des dépenses mondiales en armement, ce qui leur permet d'élaborer « un nouveau système de sécurité impériale ».

L'idéologie, selon l'auteur, constitue le troisième facteur qui permet la mise en œuvre de la domination impériale. Cette idéologie, que Katz nomme

10 OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

l'américanisme, se distingue des idéologies des classes dominantes en ceci : « elle fonctionne comme une idéologie commune à l'ensemble de l'impérialisme collectif et pas seulement comme transmission des croyances de chaque bourgeoisie à sa population respective ».

Ces trois facteurs – la convergence et l'intégration des intérêts des classes dominantes, l'organisation militaire supranationale et l'idéologie impériale – définissent et caractérisent l'impérialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Certes la domination impériale a connu des soubresauts au cours des trente dernières années, on n'a qu'à penser aux crises répétées du néolibéralisme et à l'effritement important de l'idéologie impériale elle-même, mais sa fluidité et sa propension à se reproduire restent un défi théorique à relever pour tous les penseurs marxistes qui, à l'instar de Claudio Katz, veulent élaborer une théorie de l'impérialisme contemporain.

**Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille.*  
*Essai d'écologie politique, Paris, La Découverte (Zones), 2014***

RENÉ CHAREST

Règle générale, les socialistes ont tendance à intégrer le discours écologiste davantage que les écologistes à reprendre le discours des socialistes. La contribution de Keucheyan invite les socialistes à parler d'écologie sans trahir leurs convictions de classe. Il faut le signaler d'entrée de jeu : rares sont les livres qui ont réussi avec autant d'intelligence et de pertinence stratégique à conjuguer les enjeux écologistes et socialistes.

Connu pour *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, ouvrage visant à faire connaître la « nouvelle gauche » sur le plan international, Keucheyan a aussi proposé une nouvelle présentation des textes de Gramsci. Il est l'auteur d'une importante préface dans la réédition récente du dernier livre de Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir et le socialisme*. Dans cette préface, Keucheyan constate d'ailleurs que les auteurs de gauche les plus célèbres occultent souvent les questions stratégiques de leur analyse; la politique, par un curieux paradoxe, est absente des théories politiques ! Keucheyan prêche pour sa part par l'exemple inverse, en soumettant une analyse concrète de la stratégie capitaliste dans le champ de l'écologie. De cette manière, l'auteur se démarque des thèses pessimistes et catastrophistes qu'on entend formuler très souvent lorsque la crise écologique est abordée comme s'il n'y avait plus rien à faire ni aucun projet à proposer sur cet enjeu. Keucheyan, pour sa part, propose réellement une stratégie anticapitaliste dans le champ de l'écologie.

Son postulat de départ est très clair : « Un se divise en deux, en matière environnementale comme en d'autres ». Autrement dit, on ne doit pas faire abstraction des oppositions de classe lorsque l'on aborde la question environnementale. Le dénouement de la crise écologique ne dépend pas d'une

concertation entre les classes, mais plutôt d'une lutte entre celles-ci, opposées sur cette question comme sur le reste. Pourquoi ? Pour deux raisons : d'abord parce que les classes exploitées sont les plus touchées par les désastres écologiques (pensons aux dégâts causés par l'ouragan Katrina dans les quartiers pauvres de la Nouvelle-Orléans en 2005) et ensuite parce que la classe capitaliste trouve constamment le moyen de soutirer des profits politiques et économiques de la question environnementale. Non seulement elle parvient à créer une image sécurisante avec les différents projets capitalistes verts à la Al Gore mais, et c'est là une contribution très importante de Keucheyan, elle réussit à bénéficier d'une manière importante des désastres écologiques par le biais de la financiarisation de la nature et de la militarisation de l'écologie.

Pour cet auteur, l'environnement est de la sorte un enjeu de classe qui inclut certaines problématiques et qui en exclut plusieurs autres. La pensée dominante dans le champ environnemental situe ses préoccupations dans le domaine de la nature sauvage et ne se préoccupe pas vraiment des problèmes de santé publique dans les zones urbaines qui sont toutefois tout autant des enjeux environnementaux. Keucheyan propose le concept de racisme environnemental pour désigner les inégalités sociales qui sont présentes dans le champ même de l'environnement. L'ouragan Katrina est la métaphore tragique de ce concept de racisme environnemental. Keucheyan consacre aussi plusieurs pages au cas du Darfour traversé par des enjeux climatiques majeurs alors qu'il est souvent perçu comme un conflit purement ethnique.

Le capitalisme repose sur un rapport social. Au même titre que la classe, la race et le genre, le capitalisme génère des inégalités spécifiques dans la nature et l'environnement. Keucheyan aborde plusieurs cas de figure de ce rapport entre le capital, la lutte des classes et la nature. Il note d'abord que les différents secteurs de la population ne sont pas égaux face aux conséquences de l'industrialisation (p. 43). Il constate aussi une inégalité concernant l'accès aux ressources naturelles. Pensons ici à l'accès à l'eau et à toutes les batailles menées contre la privatisation de l'eau encore aujourd'hui. Plus loin, l'auteur aborde la question de la pauvreté énergétique. En Grèce, par exemple, l'insuffisance des moyens de se chauffer a fait en sorte qu'il y a eu une augmentation très forte des coupes illégales de bois et une accélération de la déforestation. Enfin, on doit évoquer les expositions à des risques naturels ou industriels très grands dont sont victimes certaines populations plus vulnérables.

« Le capitalisme, note-t-il, est générateur de crises, mais il produit aussi des anticorps à la crise » (p. 79), ce qui lui permet de s'en sortir temporairement et de réaliser des profits, sa seule raison d'être pourrait-on dire. C'est là que Keucheyan aborde longuement la question de la financiarisation de la nature et en particulier l'assurance des risques climatiques. Ce chapitre est un exemple magistral d'une analyse de la situation concrète basée sur l'histoire et ses rapports de classe. L'auteur explique pourquoi et comment l'assurance des catastrophes naturelles est un marché en pleine expansion. Le marché de l'assurance doit

en effet constamment gérer et anticiper l'apparition de nouveaux risques. Les changements climatiques en font partie d'une manière importante et peuvent générer des coûts très importants pouvant même causer la faillite de certaines compagnies qui ont mal anticipé ces risques. Le risque est une incertitude probabiliste, donc assurable. Si le marché est défaillant et n'évalue pas le risque de la bonne manière, les entreprises peuvent toujours recourir à la réassurance, l'assurance des assurances.

Sur un autre plan, dans le marché des assurances, un produit est apparu ces vingt dernières années, celui du « *catastrophe bond* », les obligations catastrophes. Ces obligations permettent aux gouvernements et aux entreprises de faire face aux risques liés aux catastrophes naturelles à venir. Elles sont utilisées par des États désireux de faire face à des catastrophes trop coûteuses pour le marché classique de l'assurance. L'entreprise ou le gouvernement pourvu de ces bons va perdre ses investissements lorsqu'il y a une catastrophe, mais dans le cas où celle-ci ne survient pas, va empocher des intérêts. Ce nouveau marché des *cat-bonds* est en voie de devenir un marché supérieur à ceux de l'assurance et de la réassurance combinés. « La financiarisation des risques climatiques est la conséquence de l'augmentation du coût des catastrophes climatiques » (p.107).

Après la financiarisation, l'autre réaction typique du capitalisme face à la crise écologique est celle de la guerre. Là encore, l'analyse de l'implication militaire dans le changement climatique est très convaincante chez Keucheyan. L'armée est en mesure d'intervenir sur la question écologique parce que c'est un des rares secteurs institutionnels à être capable de penser à long terme, soit sur des durées de 40 ou 50 ans. Le propre de l'appareil militaire est de penser à long terme et aussi de se mesurer au désordre. Il est un spécialiste du chaos qui peut aujourd'hui s'inscrire dans le paradigme des guerres créées par le nouvel impérialisme, qui possède une dimension écologique indéniable : la pénurie des ressources et la dégradation des écosystèmes sont devenues des causes importantes des conflits armés à travers le monde.

En somme, l'analyse stratégique de Keucheyan peut devenir une référence importante pour les réseaux écosocialistes qui existent un peu partout dans le monde. Ce livre réussit à opérer une synthèse des enjeux économiques et écologiques d'une manière convaincante pour ceux et celles qui cherchent à réunir d'une manière organique les verts et les rouges. Le projet écosocialiste prend tout son sens dans la mesure où les luttes économique et écologique se confondent, puisque comme Keucheyan le dit, « le capitalisme ne mourra pas de mort naturelle pour une raison simple : il a les moyens de s'adapter à la crise environnementale » (p. 199). *La nature est un champ de bataille* est une contribution majeure d'un intellectuel organique de la gauche.

**Jeanne Cordelier et Mélusine Vertelune, *Ni silence ni pardon. L'inceste : un viol institué*, Mont-Royal, M Éditeur, 2014**

FRANCIS LAGACÉ

Années 1960 et 1970, la contraception annule les risques de difformités ou de maladies liées à la consanguinité. Rien n'empêche frère et sœur adultes et consentants, père et fille adultes et consentants d'avoir des relations sexuelles sinon un tabou des ténèbres passées.

Années 1980, c'est le développement des droits des enfants. Le terme inceste est de plus en plus associé à la pédophilie, au point qu'aujourd'hui le téléspectateur moyen – et la téléspectatrice – ne sait pas que le concept d'inceste s'appliquait d'abord à deux adultes.

C'est de pédophilie incestueuse que traite cet ouvrage où se mêlent les registres du récit, du témoignage et de l'essai. Malgré l'évolution des droits de l'enfant et la sensibilité du public, la société est incroyablement tolérante à la pédophilie familiale.

Bien sûr, la connaissance de crimes pédophiles déclenche des flots de rage, mais on oublie souvent deux erreurs que souligne ce livre : 1) la pédophilie est moins souvent le fait de méchants étrangers barbus que de proches parents; 2) les mécanismes de soutien aux victimes font gravement défaut.

Cette plaquette d'à peine plus de cent pages est lourde d'un poids incommensurable. On voudrait la citer au complet tant elle résonne de cris jusque-là étouffés. Le viol incestueux, tout viol, ressortit plus au pouvoir qu'au sexe. « Les violeurs ne recherchent pas à satisfaire un prétendu “ besoin sexuel ”. Ils cherchent à assouvir une volonté de domination. » (Mélusine Vertelune, « Viol, inceste et anarchisme », Postface, p. 90)

On pense à l'essai posthume d'Annie Leclerc *Pédophilie*<sup>11</sup> : « Avant d'être un crime contre le violenté, note-t-elle, l'acte pédophile constitue un crime contre la sexualité elle-même. » (p. 113) « Comment ne pas voir, ajoute-t-elle, que la pédophilie incestueuse constitue la plus pure expression de la pédophilie, celle sur laquelle devrait s'appuyer toute réflexion sur cette question, pour connaître ce qu'il en est de la plus malheureuse des pratiques sexuelles pour l'adulte, mais surtout la plus destructrice pour l'enfant ? » (p. 100)

On pourrait vouloir opposer ces deux essais en comparant ces affirmations : « Si on n'essaie pas de comprendre ce qui peut bien arriver à ceux dont la sexualité s'accomplit sur le dos des enfants, si on ne s'occupe que de les mettre en prison, ou de les empêcher par quelque coercition originale de nuire de nouveau, non seulement on ne touche pas au problème, mais on l'entretient. » (Annie Leclerc, p. 106)

11 Annie Leclerc, *Pédophilie ou l'amour des enfants*, préface de Nancy Huston, Le Méjan-Montréal, Actes Sud/Leméac, 2010.

« Prôner le soin au lieu de la sanction c'est nier le fait que le machisme est une idéologie politique qui s'applique au quotidien au moyen, notamment, du viol. » (« Viol, inceste et anarchisme », p. 96) Je crois qu'on aurait tort. Comprendre pour prévenir est essentiel, sinon on condamne la société à reproduire infiniment les victimes. Cela n'exclut en rien la valeur de la sanction, de l'opprobre et de la privation de liberté comme rétribution du crime. « Personne ne va plaindre les fascistes au nom d'un positionnement anticarcéral lorsque les fascistes sont, à juste titre, sanctionnés. » (p. 95)

Dans la première partie du livre, Jeanne Cordelier s'exprime à travers deux récits emblématiques et un poème.

On y retrouve l'expression du malaise de qui a peu de répit : « Et tous les jours, j'arrive en retard, comme ça, je reste en retenue. Ça me fait toujours gagner un peu de temps hors de la maison. » (« La mort de Blanche-Neige », p. 16-17) et pas d'appui : « Et j'aurais beau implorer la Sainte Vierge, je sais qu'elle ne viendra pas. Parce que plus j'y pense, et plus je trouve qu'elle est comme tout le monde. Que ce qu'elle veut pas voir, elle le voit pas. » (p. 18)

La famille, la société, tout autour est complice du crime : « La veulerie les habille et c'est avec ces habits-là qu'ils vont à la messe du dimanche afin de se donner bonne conscience » (« Le majeur droit », p. 18). Un crime qu'on ne peut pardonner : « Qu'on ne me demande pas de dire paix à son âme. Car à qui le ferait, je cracherais à la face. » (p. 34)

Le poème *Chut* témoigne pour sa part de la recherche d'une paix silencieuse.

Dans la seconde partie du livre, écrite par Mélusine Vertelune, un avant-propos instruit sur la difficulté de dénoncer : « Il faut de nombreuses années, bien plus que dix ou vingt ans, à une victime d'inceste ou de pédocriminalité pour trouver les ressources psychiques à sa révolte. » (p. 40) On comprend pourquoi l'idée de délai de prescription apparaît révoltante, d'autant plus que le syndrome de Stockholm n'aide pas.

Le récit qui occupe le centre de cette partie est intitulé « Environ mille trois cents viols ». Ce compte des agressions inscrit la durée et la répétition. Comment ne pas voir alors l'idéalisation de l'enfance comme une aberration ? « Je trouvais que les discours des adultes étaient ridicules quand ils entretenaient le mythe selon lequel l'enfance serait la plus belle période de la vie et de croire que les enfants seraient touTEs innocentEs et angéliques. » (p. 54)

Et l'aide qu'on attend ne vient pas : « j'ai eu pendant quelques secondes une sorte d'éclair de lucidité durant lequel j'ai dit de façon impulsive et à voix haute à la camarade de classe qui se trouvait à côté de moi : " En fait mon frère m'a violée ! Tu te rends compte comme c'est grave ce qu'il m'a fait ? C'est grave non ? " J'ai vu le regard gêné du professeur et celui stupéfait de ma camarade. J'ai ressenti leurs silences comme une condamnation. » (p. 62)

Il y a pire que l'absence d'aide, les excuses : « L'écrasante majorité des victimes de viol ne deviennent pas des violeurs et la majorité des violeurs n'ont jamais subi la moindre agression sexuelle. » (p. 78, note 1) La deuxième partie

de l'énoncé me paraît contestable. Les pédophiles ayant en tout cas souvent été eux-mêmes victimes de pédophiles selon les dossiers criminels et psychiatriques.

Mais, il y a surtout l'odieuse injonction au pardon. « Ce n'est pas le pardon qui libère. Il est mortifère, dégradant non pas apaisant de se voiler la face en niant la réalité et de vouloir "dédramatiser" un acte qui est bien pire que déshumanisant. » (p. 81)

« Ce qui libère, c'est la solidarité authentique et inconditionnelle de ceux qui choisissent de ne pas dédramatiser, de ne pas pardonner, de ne pas marchander et de ne pas prioriser un simulacre de cohésion familiale ou sociale par rapport à la dignité de la personne. » (p. 81)

La postface sur l'aveuglement de certains libertaires et anarchistes permet de choisir son camp : « Les violeurs sont du même côté de touTEs ceux qui s'arrogent le droit de traiter des êtres humains comme s'il s'agissait de choses. » (p. 85) « Pourtant, lorsqu'on observe ce phénomène de plus près [*sic*], on se rend compte que les familles incestueuses, encore plus que les autres, sont des dictatures miniatures où agissent et interagissent les mêmes mécanismes de pouvoir, de domination et de collaboration que ceux qui permettent la mise en place et le maintien de ce même système à plus grande échelle. » (p. 92)

La loi elle-même est de peu de secours : « À l'heure actuelle, tant que la victime n'a pas déposé une plainte qui a fait l'objet d'un traitement judiciaire au pénal pour aboutir à une reconnaissance officielle du crime, elle risque d'être poursuivie pour "diffamation" par son agresseur si elle ose briser la loi du silence. » (p. 88)

Les annexes contiennent un manifeste sous forme de communiqué du Collectif libertaire antisexiste contre le viol (CLAS) et un énoncé sur les agresseurs. On y démonte des mythes : « L'addiction sexuelle ne conduit pas au viol si la personne qui en est atteinte n'a pas la ferme volonté de dominer et de détruire. » (p. 102) « En tenant compte des 5341<sup>12</sup> agressions sexuelles répertoriées au Québec en 2008, voici ce qu'on peut dire de l'agresseur : dans plus de huit cas sur dix, l'agresseur est une personne connue de la victime; dans 98 % des cas, c'est une personne de sexe masculin; dans 77 % des cas, c'est un adulte ; dans 70 % des cas, l'agresseur commet son crime dans une résidence privée (généralement la sienne ou celle de la victime). » (p. 108-109)

Cet ouvrage sonde notre propre capacité à faire face à l'innommable : de quel recours dispose l'enfant dont le bourreau est le parent ? La société prend-elle la part de l'autorité ou de la personne démunie ? Poser la question, ce n'est pas y répondre, c'est se pencher sur l'abîme qui sépare les discours de la réalité.

12 Le mouvement #AgressionNonDénoncée de l'automne 2014 nous fait comprendre que ces chiffres sont nettement sous la réalité.

**Gabriel Nadeau-Dubois (dir.), *Libres d'apprendre. Plaidoyers pour la gratuité scolaire*, Montréal, Écosociété, 2014**

**Normand Baillargeon, *Une histoire philosophique de la pédagogie. Vol. 1 : de Platon à John Dewey*, Montréal, Poètes de brousse, 2014**

PHILIPPE LANGLOIS

Le Printemps érable a peut-être laissé l'éducation supérieure et la conscience collective des Québécoises et des Québécois entre deux époques. L'une serait révolue, l'autre encore indéfinie. La première se serait terminée avec la victoire de la pédagogie politique des étudiantes et des étudiants sur la crispation du gouvernement Charest. De février à mai 2012, le roi néolibéral a perdu ses vêtements un à un jusqu'à ce que sa révolution tarifaire apparaisse pour ce qu'elle est : une politique injuste prête à s'imposer par la répression politique. Le gouvernement Couillard s'enfoncé dans cet héritage depuis son élection: l'austérité n'admet aucune conversation démocratique, aucune critique rationnelle. Une autre époque, toutefois, celle qui porterait un projet collectif susceptible de succéder à l'autoritarisme néolibéral, tarde encore à naître, est encore imperceptible aux yeux de la majorité. De telles années de guet, de gestation sont propices à ce que les esprits s'activent ; il faut nommer les alternatives auxquelles nous aspirons.

On perçoit en tous les cas cet air du temps à la lecture de l'important ouvrage collectif dirigé par Gabriel Nadeau-Dubois, *Libres d'apprendre. Plaidoyers pour la gratuité*. Le livre rassemble les contributions d'une quinzaine des plus stimulantes intellectuelles en matière d'éducation aujourd'hui. En introduction, Gabriel Nadeau-Dubois rappelle la situation historique dans laquelle s'inscrit le projet de gratuité scolaire au Québec. Depuis 50 ans, le Québec a progressivement tourné le dos, puis oublié ce projet qui était au cœur du Rapport Parent. Le choc engendré par cet « oubli » et les revendications étudiantes qui le réactualisaient a généré sur la question de l'accessibilité aux études supérieures un blocage qui s'est enraciné dans l'implacable logique de l'indexation des droits de scolarité. Or s'il faut surmonter cette impasse, et c'est l'objectif qu'affiche l'ouvrage, c'est pour des raisons d'équité et de justice sociale bien sûr (ce que démontrent plusieurs contributions), mais aussi pour penser le sens et le rôle de l'éducation dans le projet collectif québécois. La réflexion sur la gratuité scolaire « nous mène ainsi au seuil d'une réflexion plus fondamentale, mais plus angoissante. [...] Comment sortir du blocage dans lequel nous sommes pris ? Comment sortir du néolibéralisme, et pour aller vers où ? » (p. 29)

Plusieurs textes reprennent ce questionnement. Ainsi, Lise Payette et Francine Pelletier reviennent sur les dernières décennies pour traiter de l'émancipation

par l'éducation, particulièrement pour les femmes. Payette raconte que son père « n'avait pas l'intention de payer pour [son] instruction [et celle de sa sœur] car, disait-il, ce serait du gaspillage d'argent pour des filles, comme nous, pas laides, qui allaient trouver à se marier et qui feraient sûrement des bébés » (p. 68). Pelletier rappelle comment « l'esprit de démocratisation qui a contribué à l'émancipation [des femmes dans les années 1960-1970] s'est mué en esprit comptable » (p. 79). De l'une à l'autre s'impose une même évidence: ceux qui ne font que compter passent à côté de ce qui compte vraiment. « Les filles aiment bien le temps qu'elles prennent pour développer leur esprit », résume Payette (p. 75). Le texte d'Yvon Rivard creuse ce paradoxe d'un savoir qui a valeur infinie justement parce qu'il procède de la gratuité du don : « il suffit que l'enfant sache, sente qu'il vaut la peine qu'on perde son temps avec lui » (p. 161).

D'autres textes développent l'idée que pour sortir du néolibéralisme, il faut retrouver le « sens de l'éducation comme bien commun, d'une part, et comme socle de la culture, d'autre part » (Posca, p. 97). Anne-Marie Boucher et Marie-Claude Goulet dissèquent la logique montante d'un marché scolaire qui distribue et légitime les positions sociales qu'occuperont les enfants dans une société concurrentielle. Comment peut-on sauver l'éducation de cette marchandisation ? « Il n'existe pas de réponse simple », mais il faudra inventer beaucoup, et notamment une « philosophie du bien commun » (p. 113). Ce projet revient sous la plume d'Éric Martin, à qui la théorie critique de l'éducation doit déjà beaucoup au Québec. Si l'éducation (et l'université par extension) se marchandise, soutient-il ici, c'est parce que le marché est devenu le seul lieu de synthèse de la société capitaliste. Dans ce marché, l'éducation est réduite à un moyen de reproduction de la valeur d'échange. Sauver l'éducation demandera que « soient restaurés le règne de l'esprit et de la culture et la souveraineté du politique sur l'économie » (p. 180). Cette proposition émane d'une posture aux accents conservateurs (Martin célèbre la *paideia* grecque, dénonce les machines et l'argent, défend le poids du passé), ce qui crée une tension avec la mise en garde de Julia Posca (« la nostalgie est la pire des postures », p. 96) et n'est donc pas inintéressant dans l'équilibre général du livre.

Le livre oscille ainsi entre deux « ni » : ni le capitalisme et sa raison instrumentale, ni la nostalgie et sa répétition du passé. Or ce ni-ni est peut-être justement celui de notre situation historique, période de transition indécise sur son avenir, mais déjà consciente de l'échec de son passé récent. Pour cela, et pour la qualité de tous les textes qu'il met au jeu, ce livre est incontournable pour les progressistes qui, aujourd'hui, cherchent d'où peut venir le vent.

Le projet d'*Une histoire philosophique de la pédagogie. Volume 1* de Normand Baillargeon est de penser l'éducation non à partir des besoins du temps présent, mais à partir d'une idée posée comme postulat et qui sert de filon pour relire l'histoire. Cette idée est qu'« une vision ou une théorie de l'éducation résulte de l'adoption de positions normatives sur la nature du savoir qui doit être transmis ;

sur le type d'être humain qu'on doit viser à former ; sur le type de société au sein de laquelle l'éducation doit préparer ces êtres à vivre » (p. 9). Articuler une épistémologie, une anthropologie et une politique, telle est et aura donc toujours été la tâche d'une philosophie de l'éducation. L'approche, intéressante, guide ensuite, en quelque 200 pages, la lecture de la pensée pédagogique d'Homère à Dewey (le volume 2 traitera de l'après-Dewey).

Le grand intérêt du livre est de synthétiser et de vulgariser une masse énorme d'érudition, ici historique. C'est ce talent que Baillargeon confirme d'une publication à l'autre, qui le rend incontournable pour quiconque s'intéresse à l'éducation dans le monde francophone. On apprend beaucoup en lisant ce livre, ou alors on classe et on ordonne ce qu'on savait déjà vaguement en l'associant à des auteurEs, des époques, des courants, des notions. La présentation des pédagogies de l'Antiquité, par exemple, ne se limite pas à rappeler les idées de Protagoras, Socrate et Platon, mais nous ramène à Homère, décrit le curriculum en usage à Sparte et à Rome, discute d'auteurs moins connus comme Isocrate. Même scénario pour la Renaissance: l'humanisme est présenté à travers les œuvres de Rabelais, Montaigne, Luther, Comenius, mais on a aussi droit à des développements sur l'évolution de la conception de l'enfance, l'organisation du curriculum de la maternelle aux académies, l'essor de la langue vernaculaire, l'instruction des femmes, l'approche et l'influence des Jésuites, etc. D'autres chapitres portent sur le Moyen Âge, les Lumières et le XIX<sup>e</sup> siècle (« l'âge des convulsions »). Dans ce dernier chapitre, particulièrement étoffé, Baillargeon décrit l'entrée en scène de la « science de l'éducation » au XIX<sup>e</sup> siècle en même temps que de la volonté d'universaliser la scolarisation des enfants, et cela à travers des pédagogues méconnus des non-spécialistes comme Pestalozzi, Herbart, Froebel, Ferrière, Montessori.

On formulera deux réserves, non pas sur l'ouvrage en tant que tel, mais plutôt sur les prétentions qu'il affiche. La première tient au caractère eurocentriste du parcours historique proposé. « Cette histoire, comme il se doit, commence en Grèce », lit-on à la page 10. Il est pourtant clair qu'on n'en est plus là. La question des contenus et des finalités de l'éducation pose aujourd'hui des enjeux dont l'échelle est planétaire, liés par exemple à la protection de la diversité culturelle, à la viabilité des aspirations humaines, aux modèles de développement. Ce n'est pas tant qu'un livre ne puisse pas se limiter à exposer une synthèse historique d'idées exclusivement issues du bassin culturel européen (c'est déjà beaucoup !), mais plutôt qu'il serait pertinent d'en admettre, voire d'en discuter les limites.

L'autre réserve tient au titre de l'ouvrage. Baillargeon nous offre un riche *survol historique* des philosophies (occidentales) de l'éducation, mais pas, à notre avis, une *histoire philosophique* de l'éducation. Encore une fois, il s'agit ici de désigner les attentes auxquelles le texte a les moyens de répondre. Que l'on puisse distinguer trois dimensions dans une philosophie de l'éducation (une épistémologie, une anthropologie et une politique) est une idée que l'ouvrage applique avec assiduité d'une époque à l'autre, mais qu'il ne conceptualise pas

en tant que telle, et encore moins comme produit de l'histoire. Une histoire *philosophique* – et non *de la* philosophie – de l'éducation montrerait comment comprendre adéquatement l'histoire serait en même temps produire le concept universel d'éducation, ce concept même que prétend caractériser la tripartition épistémologie/anthropologie/politique. Pour paraphraser Hegel, Baillargeon offre ici davantage une succession des esprits, une galerie d'images qu'une histoire comprise conceptuellement. Cette limite, pour autant qu'on l'ait clairement en tête, n'empêchera pas qu'on lise le livre avec plaisir et profit.

- Yves-Marie Abraham est professeur de sociologie à HEC Montréal.
- Pierre Beaudet est professeur à l'École de développement international et de mondialisation de l'Université d'Ottawa.
- Catherine Beau-Ferron est artiste visuelle et militante écologiste.
- Thierry Brulavoine est membre fondateur du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) et chroniqueur au journal *La Décroissance*, France.
- René Charest est organisateur communautaire, chercheur et militant.
- Thomas Chiasson-LeBel est doctorant en science politique à l'Université York (Toronto).
- Wilfried Cordeau est conseiller dans une fédération syndicale d'enseignantes et d'enseignants.
- Rodolphe De Koninck enseigne la géographie à l'Université de Montréal où il est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques.
- Jonathan Durand-Folco est doctorant en philosophie à l'Université Laval et militant écosocialiste.
- Bernard Friot est sociologue et économiste, professeur émérite à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et chercheur à IDHES (Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société).
- Michel Husson est économiste, auteur et membre du conseil scientifique d'ATTAC-France.
- Francis Lagacé est militant et formateur syndical, écrivain et retraité de l'enseignement universitaire.
- Philippe Langlois est professeur au département de philosophie du cégep de Sherbrooke.
- Serge Latouche est économiste, professeur émérite à la Faculté de droit, économie et gestion Jean Monnet (Sceaux) de l'Université Paris-Sud 11. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence sur la décroissance.
- Michel Lepesant est membre du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), militant chercheur (monnaies locales complémentaires, revenu inconditionnel) et auteur.
- Jean-François Lessard est chargé de cours en science politique à l'Université du Québec à Montréal et professeur en philosophie au cégep André-Laurendeau.
- Andrea Levy est historienne et rédactrice en chef adjointe de la revue *Canadian Dimension*.
- Vincent Liegey est ingénieur, porte-parole du Parti pour la décroissance et auteur.
- Claude Llana est professeur de sciences économiques et sociales et enseigne dans le sud de la Chine depuis 2012.
- Stéphane Madelaine est objecteur de croissance, membre du Parti pour la décroissance et auteur.

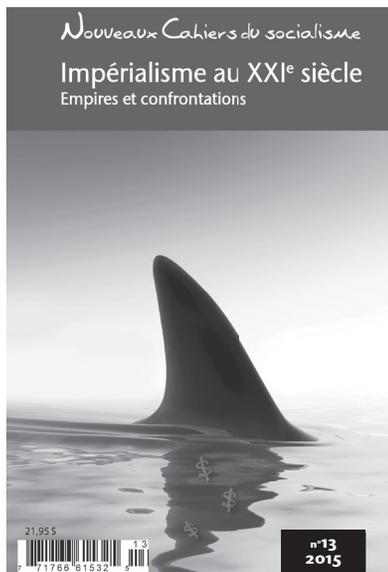
- Louis Marion est philosophe, essayiste et conférencier.
- Joan Martinez-Alier est professeur d'économie et chercheur à l'Institut supérieur des sciences et technologies de l'environnement (ICTA) à l'Université autonome de Barcelone.
- Antonio Negri est philosophe, militant de la gauche révolutionnaire italienne dans les années 1970 et auteur de nombreux ouvrages.
- Christophe Ondet est diplômé en histoire, actif au Parti Pour la Décroissance et auteur.
- Christian Pépin est doctorant en science politique à l'Université York (Toronto).
- Hervé Philippe est biologiste, spécialisé en sciences de l'évolution. Il est directeur de recherche au CNRS à Moulis (France) et professeur associé à l'Université de Montréal.
- Boris Prat est membre du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), France.
- Maude Prud'homme est militante écologiste et féministe, active notamment à Tache d'huile et au Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).
- Gilbert Rist est professeur émérite de l'Institut de hautes études internationales et du développement (Graduate Institute of International and Development Studies) à Genève.
- Béatrice Roure est bio-informaticienne et milite pour la décroissance.
- Alain Saint-Victor est enseignant et militant de la cause haïtienne.
- Andreu Solé est sociologue et professeur émérite à l'École des hautes études commerciales de Paris.
- Richard Swift est auteur et membre du comité de rédaction de *Canadian Dimension* et *New Internationalist*.
- Thomas Taloté est jeune diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Rennes et de HEC Montréal.
- Arnaud Theurillat-Cloutier est professeur en philosophie au collégial (cégep Gérald-Godin et Rimouski), médiateur intellectuel chez Exeko et chercheur au Groupe de recherche en objectivités sociales (GROS).
- Simon Tremblay-Pepin est chercheur à l'Institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS).
- Judith Trudeau est professeure de science politique au cégep Lionel-Groulx.
- Anisabel Veillot est membre du Parti Pour la décroissance et auteure.
- Immanuel Wallerstein est un sociologue américain, auteur d'un grand nombre d'ouvrages critiques.

---

# Nouveaux Cahiers du socialisme

---

No 13, hiver 2015, 272 pages



Entrevue avec Paul Cliche  
PIERRE BEAUDET

## **DOSSIER : IMPÉRIALISME AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE. EMPIRES ET CONFRONTATIONS**

Introduction au dossier

Partie 1 : Enjeux contemporains

- De l'impérialisme à l'impérialisme  
MICHEL HUSSON
- Le capital canadien, soluble dans l'impérialisme  
PIERRE BEAULNE
- La guerre des pipelines.  
Le Canada et les nations autochtones  
JEN PRESTON
- La révolution néoconservatrice et l'impérialisme canadien  
DONALD CUCCIOLETTA
- Proies et prédateurs.  
Guerre et paix au temps des drones  
STÉPHANE CHALIFOUR ET  
JUDITH TRUDEAU
- L'intervention américaine en Irak :  
l'impérialisme décentralisé  
MICHAEL HENNESSY PICARD
- Haïti : l'imaginaire néocolonial  
DENYSE CÔTÉ

Partie 2 : Histoire et théorie

- L'empire américain, la crise et le Sud global  
LEO PANITCH
- L'impérialisme à l'aune du concept de développement inégal et combiné  
NANCY TURGEON
- De l'impérialisme à l'Empire.  
Autour des thèses de Hardt et Negri  
COLETTE SAINT-HILAIRE
- L'impérialisme et la mondialisation :  
les marxismes en débat  
RADHIKA DESAI
- David Harvey et la géographie de l'accumulation capitaliste  
MAÏA PAAL

Partie 3 : Résistances

- L'Amérique du Sud et l'empire  
THOMAS CHIASSON-LEBEL
- La guerre sans fin et les mouvements de libération dans l'arc des crises  
MICHEL WARSCHAWSKI
- 30 ans de luttes sur les enjeux commerciaux :  
où en sont les mouvements sociaux ?  
NATHALIE GUAY ET JULIEN LAFLAMME
- La gauche devant le colonialisme  
PIERRE BEAUDET
- Le nouveau militarisme canadien  
GREG ALBO

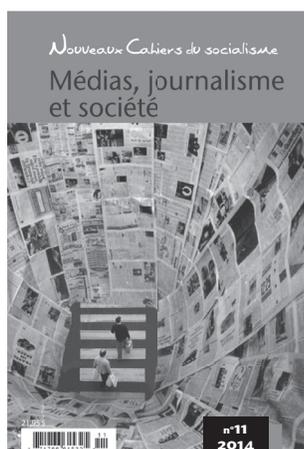
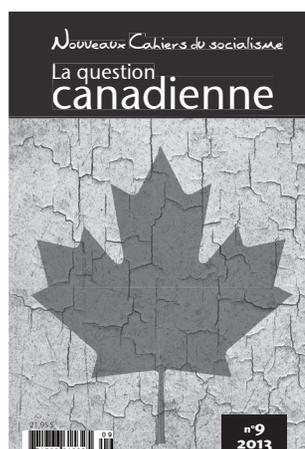
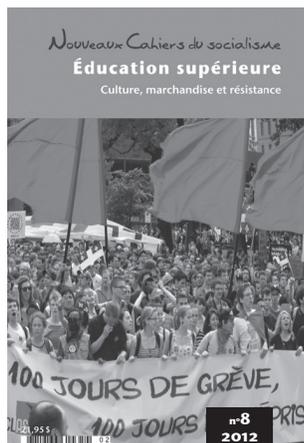
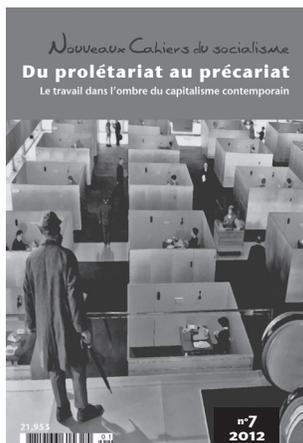
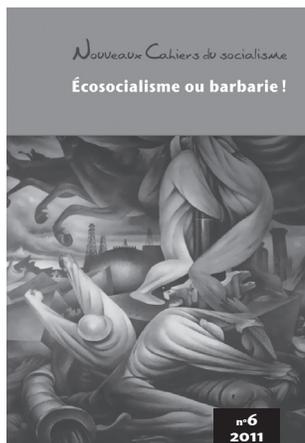
## **BILAN DE LUTTES**

- Les minières et l'État canadien au banc des accusés : retour sur le Tribunal des peuples  
ÉVA MASCOLO-FORTIN, MARIE-ÈVE CAMPBELL,  
MARIE-ÈVE MARLEAU, THÉRÈSE GUAY,  
FLORENCE TIFFOU ET ROCÍO BARBA

## **PERSPECTIVES**

- Le mouvement syndical et l'action politique  
JEAN TRUDELLE
- Relire *Occupy*  
SAMUEL FARBER
- Le gouvernement Harper et l'aide au développement  
STEPHEN BROWN
- Le Canada au Pérou. Comment l'« aide » au développement est détournée  
JORDAN BÉDARD-LESSARD

## **NOTES DE LECTURE**



**Une revue engagée et pluraliste  
Deux numéros par année**

**Téléchargez gratuitement les  
numéros 1 à 7 en visitant notre  
site Web.**

**Abonnement par Internet ou en  
complétant le formulaire de la  
page suivante.**

[www.cahiersdusocialisme.org](http://www.cahiersdusocialisme.org)

Nouveaux Cahiers du socialisme

# ABONNEMENT

2 NUMÉROS PAR ANNÉE

---

	1 AN	2 ANS
Tarif régulier	40 \$	70 \$
ÉtudiantEs / sans emploi	35 \$	60 \$
International	50 \$	95 \$
Institution	50 \$	90 \$
Soutien	50 \$ et +	100 \$ et +

---

Nom :	
Adresse :	
Ville :	Province :
Pays :	Code postal :
Téléphone (facultatif) :	
Courriel :	
Date :	Abonnement à partir du N° :

Veuillez compléter ce coupon et nous le faire parvenir avec votre paiement  
(chèque ou mandat postal en dollars canadiens) à l'ordre de :

**Collectif d'analyse politique**  
CP 35062 Fleury, Montréal (Québec) H2C 3K4



**SOURCES MIXTES**  
Groupe de produits issu de forêts bien  
gérées et d'autres sources contrôlées.  
[www.fsc.org](http://www.fsc.org) Cert no SGS-COC-2624  
© 1996 Forest Stewardship Council

Achévé d'imprimer en août 2015 par les travailleuses et travailleurs  
de l'imprimerie Gauvin, Gatineau, Québec



# La décroissance, pour la suite du monde

Entrevue avec Lorraine Guay et  
Jocelyne Bernier  
PIERRE BEAUDET

## DOSSIER : LA DÉCROISSANCE, POUR LA SUITE DU MONDE

### Introduction au dossier

Comment faire croître la décroissance ?  
YVES-MARIE ABRAHAM, ANDREA LEVY  
ET LOUIS MARION

- **Partie 1 : Qu'est-ce que la décroissance ?**
  - Les paradoxes de la décroissance  
GILBERT RIST
  - Cinq thèses sur la décroissance  
MICHEL LEPESANT
  - La décroissance est-elle un projet latin ?  
SERGE LATOUCHE
  - La décroissance, une vision pour des sociétés plus justes et plus sobres  
VINCENT LIEGEY, STÉPHANE MADELAINE, CHRISTOPHE ONDET ET ANISABEL VEILLOT
  - Les décroissants : des néomalthusiens ?  
JOAN MARTINEZ-ALIER
  - Nous autres décroissants !  
THIERRY BRULAVOINE, MICHEL LEPESANT ET BORIS PRAT
  - La décroissance est-elle technophobe ?  
LOUIS MARION
- **Partie 2 : La croissance en débat : critiques amies**
  - Décroissance, écosocialisme et articulation stratégique  
JONATHAN DURAND-FOLCO
  - Sommes-nous toutes et tous des pollueurs aliénés ? La décroissance et la critique du consumérisme  
ARNAUD THEURILLAT-CLOUTIER
  - De la décroissance à la planification démocratique : un programme de recherche  
SIMON TREMBLAY-PEPIN
  - La décroissance : un mouvement révolutionnaire ?  
ANDREU SOLÉ

- La décroissance n'est pas une réalité virtuelle  
MAUDE PRUD'HOMME
- (Dé)croissance de la richesse, (dé)croissance de la valeur, (dé)croissance de quelle valeur ?  
BERNARD FRIOT

### • **Partie 3 : La croissance en action : aperçus contemporains**

- Une décroissance de la production agricole mondiale est-elle souhaitable ?  
RODOLPHE DE KONINCK
- Chine 2015, cauchemar écologique et réactions populaires  
CLAUDE LLENA
- Écocommunautés et décroissance : limites et potentialités de l'expérimentation locale  
CATHERINE BEAU-FERRON
- La décroissance à Leipzig  
RICHARD SWIFT
- Le mouvement des villes en transition : un véritable projet de décroissance ?  
THOMAS TALOTÉ
- Un autre enseignement comme premier pas vers la décroissance  
BÉATRICE ROURE ET HERVÉ PHILIPPE

### **BILAN DE LUTTES**

- La grève à l'UQAM  
PIERRE BEAUDET
- Grève à l'Université York : ses victoires et ses limites à l'aune du syndicalisme de mouvement social  
THOMAS CHIASSON-LEBEL ET CHRISTIAN PÉPIN

### **PERSPECTIVES**

- Lénine et *Occupy*  
ANTONIO NEGRI
- Relire Fanon  
IMMANUEL WALLERSTEIN
- La fin de l'émergence du Sud  
MICHEL HUSSON
- Résignation tranquille et dérives autoritaires  
JEAN-FRANÇOIS LESSARD

### **NOTES DE LECTURE**